

ICTIME D'UN MALAISE

Mort de Robert Hutchins  
à l'Université américaine  
EN L'HONNEUR ACADEMIQUE

M. Begin  
été hospitalisé

LIBRE PAGE 48

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F;  
Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Danemark, 1,20 F;  
Espagne, 1,20 F; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 F;  
Irlande, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F;  
Luxembourg, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F;  
Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F;  
Suisse, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F.

tarif des abonnements 1977  
5, RUE DES ÉVALUÉS  
75002 PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. 2007-23 Paris  
Tél. Paris 10 65072  
Tél. 246-7223

## Carter souhaite réorienter vers le tiers-monde la politique américaine

e inspiration  
généreuse

entendre le discours pro-  
par M. Carter, dimanche  
à l'Université de Notre-  
ou pourrait se croire  
quatorze ans en arrière,  
du 1963, lorsque John  
Dy, parlant lui aussi dans  
université, avait tracé la  
même ambition de la  
politique étrangère :  
« à assurer la « stabilité »  
monde qui venait de vivre  
des fusées de Cuba ».  
Le président assassiné,  
« ter mot en garde contre  
pour du communisme »,  
pour l'adaptation au chan-  
et la modération, tout  
au style moralisateur et  
aux de tradition.

comparaison d'arrêté à. Le  
me spécial du jour, pour le  
un président américain, est  
celui de la paix et de la  
avec l'Union soviétique,  
en 1963, que celui des  
des nouvelles d'un monde  
politiquement ». La  
du « rôle dirigeant » (le-  
p) des États-Unis reste  
dans les esprits sinon  
les mots (il s'agit toujours  
spite, persuader et diri-  
l'action des autres  
is), mais l'orientation est  
ent. L'Amérique n'est plus  
plus seulement — le chef  
d'une coalition anti-  
nisme réservée pour l'es-  
aux grandes démocraties  
riches, elle doit jouer son  
après des nations du tiers-  
à cultiver l'amitié des  
« pays » insoumis à  
plu latins, d'Afrique et  
se pencher sur les deux  
l'humanité qui ont faim.

paroles ne sont pas enté-  
nouvelles dans le langage  
américain, mais certains  
accents les rendent plus  
bles » que par le passé. Les  
du tiers-mondisme  
ang, le nouvel ambassadeur  
gala à l'ONU, dans ses  
des africaines, le tournant  
par M. Mondale il y a  
des jours à M. Vorster ou  
qui concerne l'attitude des  
Unis vis-à-vis de l'apar-  
mentrent que Washington  
à aller plus loin et plus vite  
tous ces domaines que les  
lentes administrations, et  
ament que M. Kissinger.

te à voir comment ces belles  
ions pourront prévaloir sur  
activités économiques, très  
défendus jusqu'à présent  
États-Unis dans toutes les  
ites internationales.

ant aux rapports avec l'Est,  
doivent être modifiés c'est  
dans le sens d'un rappro-  
ent fondé sur la recherche  
réoccupations communes  
que la crainte de la guerre,  
le souhaitait Kennedy, par  
l'assertion plus vigou-  
des valeurs morales chères  
démocratie américaine. D'un  
cette approche est plus  
sitive » à l'égard de Moscou,  
d'elle continuera de mettre  
sur les violations des  
de l'homme dans les ré-  
communismes; de l'autre,  
trace ses propres limites en  
aut le soutien aux « di-  
» qui n'avaient en com-  
avec les États-Unis une  
crante du communisme.

difficultés de cette politique  
apparaissent à Genève, où la  
des conversations soviéti-  
tiques sur les armements  
égiques a quelque peu dé-  
spoirs qu'avaient fait naître  
ropos optimistes des premiers  
Sans doute l'échec essuyé  
M. Vance en mars à Moscou,  
l en partie surmonté, puis-  
les négociations vont repré-  
selon un schéma nouveau.  
les deux parties restent  
lement en désaccord sur lo-  
enn, et l'on est bien loin de  
« perote conceptuelle » que  
Kissinger espérait déjà l'an-  
der. M. Carter devra très  
ablement remiser pour une  
longue période ses plans de  
action profonde « des arme-  
ta stratégiques et s'estimer  
d'ait e'il peut, avant octobre,  
placer par un accord très  
le traité sur les arme-  
ents offensifs, conclu par  
Nixon.

M. Carter, parlant le dimanche 22 mai à l'université Notre-Dame, dans l'Indiana, a esquissé les grandes lignes de la « nouvelle poli-  
tique étrangère » qu'il entend mener son gouvernement. Le président  
américain a déclaré notamment : « Nous ne pouvons avoir une  
politique intéressant seulement les nations industrialisées considérées  
comme le fondement de la stabilité globale. » Il a aussi félicité  
de ce que les États-Unis aient été « libérés de la peur du commu-  
nisme », mais a mis en garde l'U.R.S.S. contre la tentation d'utiliser  
les conflits « par États interposés ». A propos d'Israël, il a indiqué que  
la victoire électorale de M. Begin n'entraînerait pas de changement  
dans les plans de règlement précédemment exposés à Washington.  
Le rencontre qu'ont eue à Genève M.M. Gromyko et Vance a  
pris fin samedi sans déboucher sur un véritable accord à propos  
des armements stratégiques, comme il avait été espéré. « Une grande  
distance nous sépare encore du but », a déclaré à sa propos M. Gromy-  
ko, qui s'est toutefois félicité de « l'accord essentiel » réalisé à  
propos du Proche-Orient : les deux grandes puissances se consul-  
teront à ce sujet une fois par mois jusqu'à la reprise de la conférence  
de Genève, souhaitée cet automne.

De notre correspondant

Washington. — A l'occasion d'un  
important discours prononcé à l'univer-  
sité Notre-Dame, le président  
Carter, définissant les grandes lignes  
d'une « nouvelle politique étran-  
gère » pour les États-Unis, n'a pas  
manqué de confirmer que les posi-  
tions américaines sur le problème du  
Proche-Orient ne seraient pas modi-  
fiées par le changement de gouver-  
nement à Jérusalem. « Les États-  
Unis », a-t-il déclaré, « comptent que  
le nouveau gouvernement israélien  
restera fidèle à la résolution 242 des  
Nations unies », qui prévoit, dans le  
cadre d'un règlement pacifique, le  
retour des territoires capturés par  
les Israéliens pendant la guerre de  
1967. A peu près au même moment,  
M. Begin, dans une interview donnée  
à une des grandes chaînes de télé-  
vision, réaffirmait qu'en « aucune  
circonstance » le gouvernement  
israélien ne pouvait envisager  
l'abandon de ces territoires ni la  
création d'un État palestinien.

Cette première apparition sur les  
écrans de télévision du futur chef du  
gouvernement israélien a déconcerté  
le grand public, y compris les amis  
d'Israël, à l'exception d'une poignée  
d'inconditionnels. M. Begin a, en  
effet, complètement rejeté les for-  
mules et recommandations anti-  
sionistes du président Carter, affirmant  
que le sursaut avec lequel qu'il ne  
pensait pas que la politique améri-  
caine de soutien militaire à Israël  
pourrait être modifiée du fait de son  
attitude.

Aussi bien, tout en remerciant les  
Américains pour leur contribution, il  
estima que ces derniers ont eussé  
une dette envers Israël, qui a rendu  
de grands services aux États-Unis  
pendant la guerre au Vietnam en  
enlevant des avions soviétiques  
chargés d'armes et de munitions  
pour les Nord-Vietnamiens à faire le  
grand détour du cap de Bonne Espé-  
rance.

Bref, sur le ton comme dans le  
fond, les propos de M. Begin ont  
été jugés étonnants dans les milieux  
officiels, qui se demandent avec  
inquiétude comment une conversation  
sérieuse et utile pourra s'établir  
avec un homme parlant certes avec  
une conviction sincère, proche par-  
fois d'une certaine naïveté, mais  
aussi avec un fanatisme intransi-  
geant.

Il était en tout cas significatif  
qu'au moment où M. Begin invoquait  
la menace communiste (« un État  
palestinien deviendrait rapidement

une base de l'Union soviétique au  
Proche-Orient ») le président Carter  
affirmait que la politique étrangère  
américaine ne pouvait plus reposer  
sur l'anticommunisme. Reprenant un  
certain nombre de thèmes déve-  
loppés par son conseiller, M. Brze-  
zinski, dans divers articles, le pré-  
sident Carter a indiqué que les  
États-Unis devaient étirer les bases  
de la politique américaine au-delà  
des alliances fondées seulement sur  
l'anticommunisme. « Nous ne pouvons  
avoir une politique intéressant seule-  
ment les nations industrialisées con-  
sidérées comme le fondement de la  
stabilité globale, a-t-il dit; nous  
devons tenir compte des réalités  
nouvelles d'un monde s'éveillant poli-  
tiquement. » Nous ne pouvons ac-  
cepter que les cent cinquante autres  
nations suivent les directives des  
puissances, mais nous devons con-  
tinuer nos efforts pour inspirer, per-  
suader et diriger... »

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 7.)

## Le Polisario traite en « mercenaires » les techniciens français de Mauritanie

Le Front Polisario a célébré les 20 et 21 mai, dans des cérémonies organisées près de Tindouf, dans le Sud algérien, le quatrième anniversaire de la libération du Sahara Occidental. Les techniciens français du gouvernement mis en place par les Sahraouis, M. Mohamed Lamine, répondant aux questions d'une cinquantaine de journalistes, n'a pas confirmé de façon explicite que les six Français disparus après l'attaque de Zouerate, en Mauritanie, soient prisonniers du Front.

## Le désert insurgé

### I. — Attendre l'adversaire

De notre envoyé spécial  
DOMINIQUE POUCHIN

démontre que personne ne les  
empêcherait de courir le désert.  
Mais la preuve ainsi faite que  
l'occupant n'était pas maître du  
terrain, pouvait-on encore, per-  
plexé, penser que ces « chevaliers  
de la dune » s'avaient... fait que  
passer ? Hier contraints de rap-  
porter un monde qu'ils existaient  
et qu'un repli, nécessaire mais  
provisoire ne signifiait ni déser-  
tion ni renoncement, les comba-  
tants sahraouis veulent aujourd'hui  
montrer bien davantage :  
que cette terre — leur terre —  
aux aussi l'occupant, armés, au  
nez et à la barbe de leurs enne-  
mis.

Nous n'irons pas voir l'Atlanti-  
que. Perte de temps, rien de  
plus. Car les invites n'ont pas  
manqué, claires et pressantes :  
« Allez plus loin, confins, c'est  
possible, vous verrez que nous ne  
bluffons pas, nous sommes par-  
tout. » Mais d'unité et unité, de  
zone en zone, de poste-relais en  
base arrière, il faut maintenant  
près de trois semaines pour ap-  
procher d'El-Aoun et s'en re-  
tourner. « Pour comprendre notre  
lutte », explique M. Salem Ould  
Salah, ministre de l'information  
du gouvernement sahraoui, « il faut  
avoir vécu parmi nos combattants.  
Organiser un camp et vous em-  
mener à l'océan, c'est facile, mais  
une promenade n'apprend rien... »  
La Land-Rover brinquebalante,  
prise de guerre sur l'armée ma-  
rocaïne, venait à peine de quitter  
le décor triste et obsédant de  
pierres grises qui s'étendaient à  
perte de vue depuis bientôt trois  
heures. Devant nous maintenant,  
une tranchée de sable pliquée de  
bosses et d'épaves : six années  
d'une sécheresse implacable ont  
achevé de brûler la végétation  
technique de l'ouest Sahra. La  
vieille Land-Rover s'arrête :

M. Lamine a déclaré, d'autre part, au sujet  
des ressortissants étrangers travaillant au Mau-  
ritanie : « Toute personne physique ou morale,  
toute société étrangère venant, pour ses propres  
intérêts, du territoire d'Algérie, renforcée le  
potentiel des pays qui nous agressent sera  
considérée comme mercenaire et traitée comme  
telle. » Cette interprétation inattendue du droit  
de la guerre a suscité de la part de M. de Guir-  
lingaud une protestation à laquelle on ne peut  
que s'associer.

« Vous y êtes ! », annonce notre  
guide, le doigt pointé vers une  
craie faite de rochers et de sables  
de farine coulés et accrochés aux  
branches d'un arbre à demi-mort.  
(Lire la suite page 3.)

### UN TÉMOIN SPIRITUEL

## Maurice Clavel défend « ce juif de Socrate »

Le dernier livre de Maurice Clavel, celui qu'il consacre à « l'Étonnement de Socrate », que nous avons déjà lu, est à la fois le plus remarquable et le plus révélateur de lui-même qu'il ait écrit. Socrate nous a inventés, nous, Hommes, et nous avons fait « de petits hommes bien agencés » à sa place. Les Grecs déjà l'avaient condamné à mort parce qu'il ne pensait pas comme eux : ils l'ont tué comme un étranger. Mais nous, nous le tuons comme un intime. Aussi est-ce en le rassurant que nous nous saurons. Car, avec Socrate, c'est la première fois dans l'histoire des hommes que l'âme humaine a interrompu, libérée et reportée l'esprit, la séparation du monde ainsi que de la science et de la puissance régnantes, tandis qu'aujourd'hui nous ne voulons pas de notre âme, prétendant en faire l'économie ou l'escamote.

Découvrir Socrate, c'est lire Platon. Mais c'est à une lecture nouvelle que nous invite Clavel. Malgré quelques passages difficiles, l'ouvrage, passionnant et passionné se

### AU JOUR LE JOUR

#### LE TROISIÈME HOMME

M. Alain Peyrefitte-o peut-être raison de voir en M. Raymond Barre le chef de la majorité et en M. Jacques Chirac son principal leader. Et nous savons, au cours des dix prochains mois, si cela signifie que M. Chirac dirigera les troupes que commande M. Barre ou bien que M. Barre commandera les troupes que dirige M. Chirac.

La majorité sera donc bien-  
tôt entièrement réorganisée :  
elle a déjà un chef et un  
leader, et, pour parler anglais,  
il ne lui manque plus dé-  
corner qu'un boss pour com-  
mander le chef et diriger le  
leader.  
BERNARD CHAPUIS.

### UN TÉMOIN SPIRITUEL

## Maurice Clavel défend « ce juif de Socrate »

lit d'un trait : un élan profond et  
perso-  
nel, l'Étonnement mystique, sous-  
tend l'analyse précise et pertinente  
des textes. Le Grèce est le pays  
de la philosophie, de la métaphy-  
sique, c'est-à-dire de la primauté  
de la raison, du « logos », le pays  
de la sagesse. Pour Socrate cette  
sagesse humaine n'a pas de valeur :  
la seule vraie sagesse est celle de  
Dieu. L'image traditionnelle de So-  
crate est fautive, ou du moins fous-  
sée :  
On ne tient aucun compte de  
multiples textes de Platon.

JEAN LACROIX.

(Lire la suite page 31.)

### STOCKHAUSEN

DANS LE MONDE  
DE CHAGALL  
(LIRE PAGE 32 L'ARTICLE  
DE JACQUES LONCHAMPT)

Les mémoires de  
**Plouchitch**  
Dans le  
carnaval de  
l'Histoire

« Le premier témoignage  
complet sur la vie  
d'un citoyen soviétique  
encore enfant à la mort  
de Staline ».  
Le Nouvel Observateur

Traduit du russe  
Collection Astuces  
448 pages 59 F

**SEUIL**















## EUROPE

### Espagne

# Quarante mille personnes ont acclamé Pasionaria, de retour au Pays basque

De notre envoyé spécial

Près de quarante mille personnes ont assisté dimanche à Bilbao au retour de Pasionaria au Pays basque. La branche politico-militaire de l'ETA avait annoncé la reprise de la lutte armée, en raison des mesures strictes d'amnistie adoptées par le gouvernement, et en poussant à l'acte des incidents. En fait, ce fut une immense kermesse hétéroclite, avec des drapeaux rouges aux cotés de drapeaux basques et catalans, des oriflammes trappées de la fusillade du mortier et un service d'ordre musclé et discipliné.

La même tribune, côté à côté, Ibaruri, le militant marqué des trente-huit années d'exil en Espagne, qui découvre une nouvelle, combien éloignée, tellement et idéologiquement de la patrie socialiste qu'elle se souvient, et M. Carrillo, le chef d'un communisme libéral. Dans la salle, une jeunesse ardente, prompt à réagir aux cris qui ont fait frémir leurs visages, et des anciens, ceux qui ont lutté en 1934 dans les Asturies, qui ont vu s'écrouler la cité de Guernica sous les bombes allemandes, les survivants d'Eboli. « Nous sommes fiers de passer », a dit M. Carrillo, mais que les armes, aujourd'hui, ont se faire au Pays basque que puisse se faire entendre la voix populaire. M. Carrillo n'a pas manqué de menacer les «istes de l'ETA», il a précisé d'une conférence de presse, sous le régime de la loi, les communistes ont été les premiers à prendre la défense de ceux qui ont appelé alors les forces basques. Pour le P.C.E., il ne saurait être de continuer la lutte armée, car ce n'est pas la voie, et que les armes sont les mains de ceux qui n'acceptent la démocratie. « Nous voyons, usés par les meurtres », M. Carrillo préche le réconcilié de tous les Espagnols. C'est cela qu'il demande l'autonomie des régions, l'Etat espagnol, mais séparatisme, dit-il, sont qui, à Madrid, pendant que nous de dictature, ont ignoré la liberté est un objet fragile.

### Grèce

LES CONDITIONS D'UN DIALOGUE HONNÊTE ANKARA APPARAÎTONT S'LES ÉLECTIONS TURQUES ÉCLARE M. Caramanlis

Athènes (A.F.P.). — Le premier ministre grec, M. Constantinos Karamanlis, a exprimé vendredi 20 mai devant le Parlement l'espoir d'un climat de dialogue réconcilié dans les relations gréco-turques. Il a indiqué que « la volonté sincère de l'Union européenne de l'unité et de la justice avec la Turquie », a noté M. Caramanlis. A la suite d'un tour de pourparlers intercommunautaires, il a été possible de savoir ce que Ankara. « La Turquie n'aurait que ni Athènes ni Nicosie », a-t-il déclaré. Il en est de pour l'affaire du plateau continental de la mer Égée. La Grèce vient constamment sur les situations. Nous attendons que les obstacles soient levés. Mais nous craignons que nous nous perdions leur temps. Nous sommes prêts à nos droits, fatigués de la peur. « Je ne prétends pas, a poursuivi le premier ministre grec, que la Grèce soit un lac grec. J'admets qu'il existe des zones d'incertitude et des droits turcs. Je suis certain qu'il existe une volonté des hommes qui ne se démentent pas et que les difficultés actuelles sont le résultat de la peur. Après les élections de ce pays, il apparaît que des conditions pour un dialogue honnête gréco-turc. » M. Caramanlis a dit qu'un retour de la Grèce à l'Union européenne, qui ont été levés les obstacles, ont permis un dialogue honnête, indispensable en du différend avec la Turquie.

OTAN a le devoir d'aider à une solution du différend avant que la Grèce ne se retire de son sein », a souligné M. Caramanlis, qui a conclu sa déclaration en disant que ceux qui ne sont pas d'accord qu'il change les choses au pouvoir. Mais, là, qu'ils ne la minent pas.

comme la porcelaine. Il ne faut pas jouer avec elle. Il dénonce les puissances occultes qui soutiennent la droite et le néo-fascisme.

Un long cri, dix fois répété : « Onzième Dolorès » (Blenvenia Dolorès), salue, en langue basque, l'arrivée de la silhouette menue, aux cheveux d'argent, sur le podium.

D'une voix à peine brisée par l'émotion, Mme Dolorès Ibaruri parle à ceux qui l'ont connue et à ceux qui ne connaissent que sa légende. A son retour en Espagne, une attaque d'artériosclérose a touché sa vue. Elle parle de « l'admirable Union soviétique, qui a fait tant de sacrifices pour la destruction du nazisme ». Elle évoque la mort de Ruben, son fils, dans les ruines de Stalagrad, où il est enterré parmi des centaines de milliers de héros. Les sanglots l'étouffent. Un silence de mort se fait. Quelques secondes seulement. Et les drapeaux rouges s'agitent. Des milliers de personnes se dressent, l'acclament. Elle a juste le temps d'ajouter : « Nous avons semé le bon grain ; maintenant, le

recette trépassée au vent de la liberté. Il nous appartient de faire le récolte. A mon âge, on ne peut pas trop longtemps. Je vais m'arrêter. Mais le reste encore à la disposition du parti, du peuple basque, de tous les travailleurs d'Espagne, pour la destruction du capitalisme et l'édification du socialisme. »

C'est tout. Son allocution n'a pas duré dix minutes. Les autres orateurs ont parlé pendant deux heures, mais la plus grande partie de l'assistance n'est venue que pour voir et entendre la Pasionaria, même si ce qu'elle a dit n'est pas en harmonie avec les discours des jeunes théoriciens du parti. Elle n'a pas assisté le soir à la conférence de presse du P.C. d'Euzkadi. Les dirigeants basques et M. Carrillo expliquent qu'elle a été terrassée par l'émotion à la sortie du meeting. Des médecins veillent sur elle. Des questions sont posées : « Existe-t-il une divergence entre Mme Dolorès Ibaruri, qui n'a pas caché ses sympathies prosoviétiques, et M. Carrillo, le champion de l'eurocommunisme ? » Aucune, répond ce dernier.

### Portugal

LE PARTI SOCIALISTE EST DIVISÉ SUR LA QUESTION SYNDICALE

De notre correspondant

Lisbonne. — La commission nationale du P.S. a ratifié au cours d'une réunion qui a eu lieu à Portalegre, le samedi 21 mai, les positions déjà définies par la direction du parti en matière syndicale (de l'annonce du 21 avril). Le document approuvé, dont l'auteur est le ministre du travail, M. Gonalves, préconise : la création de nouveaux syndicats, la convocation d'un congrès général des syndicats démocratiques, l'appui à la Lettre ouverte, mouvement qui regroupe des syndicats hostiles à l'actuelle centrale. Il condamne l'adhésion de socialistes à des organisations contrôlées par le P.C.

C'est un parti socialiste constamment affaibli qui s'engage dans la bataille syndicale. En effet, le « document Gonalves » suscite l'opposition de l'aile gauche du parti, dont le point de vue est notamment défendu par l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Lopes Cardoso. A Portalegre, huit membres de la commission nationale ont quitté la salle de réunion, accusant le secrétariat d'avoir empêché le débat sur un document rédigé par M. Barreto, syndicaliste du P.S. et dirigeant de l'Intersyndicale.

Contrairement à ses camarades du parti, M. Barreto a proposé la formation de « listes unitaires » regroupant communistes, socialistes et des sociaux-démocrates qui devaient lutter ensemble contre « l'emprise du capital ». Il a critiqué l'activité des socialistes au sein de la « Lettre ouverte » à côté de « certaines forces politiques qui souhaitent briser l'unité syndicale ». — J. R.

### Grande-Bretagne

LA « LETTRE » DE LORD RYDER PRÉSIDENT DU CONSEIL CONTROLOIT BRITISH LEYLAND ÉTAIT UN FAUX

(De notre correspondant)

Londres. — L'affaire Leyland, qui pendant trois jours a secoué les milieux industriels et politiques, est largement « dégonflée » (le Monde du 20 mai). Les aveux de M. Barton, l'un des responsables des services financiers internationaux de la société, assurent désormais que ce scandale ne peut pas être classé dans la même catégorie que l'affaire Lockheed aux États-Unis. M. Barton, qui est actuellement interrogé par la police, a reconnu en effet qu'il avait fabriqué un faux. Ce document, attribué à Lord Ryder, président du Conseil national des entreprises qui contrôle Leyland pour le compte du gouvernement, visait à démontrer que le ministre de l'Industrie, la Banque d'Angleterre et le Conseil national étaient impliqués dans le versement d'énormes pots-de-vin à des agents étrangers, en vue d'obtenir des contrats pour la firme.

L'affaire n'est pas finie pour autant. Jusqu'ici, la société n'a pas nié que M. Barton ait rédigé deux rapports internes proposant diverses mesures pour contrôler de façon plus efficace le versement de commissions aux agents et intermédiaires utilisés par British Leyland. Mais les dirigeants de la société affirment que certains extraits des « rapports Barton » publiés par le Daily Mail n'ont jamais figuré dans le texte original.

Pour l'instant, c'est le Daily Mail, qui est le plus touché par le rebondissement inattendu de cette affaire. Il ne s'agit pas seulement des 12 000 livres (102 000 F) que le journal aurait payés en échange du dossier Barton. On critique la légèreté dont il a fait preuve en cette occasion.

On ne pourra apprécier les conséquences juridiques de l'affaire aussi longtemps que Scotland Yard n'aura pas conclu son enquête. Il n'empêche qu'une lumière crue est jetée sur les pratiques auxquelles les grandes sociétés exportatrices ont recouru pour favoriser leurs ventes dans certains pays.

Il est probable que le premier ministre M. Callaghan se verra contraint d'annoncer l'ouverture d'une enquête, bien que cette affaire risque d'affaiblir la position de British Leyland sur certains marchés extérieurs.

JEAN WETZ.

nier, le camarade Dolorès a donné son fils pour l'U.R.S.S. Si je me trouvais dans son cas, je ferais comme elle. »

Aux yeux du P.C.E., Dolorès est un symbole. Un drapeau. C'est la place qu'elle occupera sur les tribunes électorales. Elle saura, sans lire ses textes, trouver les formules percutantes dont elle a le secret, separent les dirigeants du parti.

Autour d'elle, le parti communiste d'Espagne, comme le parti communiste d'Euzkadi, découvre ses nouveaux chefs, sortis de la clandestinité. Ils n'ont pas été nés quand la Pasionaria a pris le chemin de l'exil.

LEO PALACIO.

D'AUTRES PRISONNIERS POLITIQUES BASQUES SÉRAIENT ATTENDUS EN BELGIQUE

(De notre correspondant)

Bruxelles. — Les cinq Basques libérés et exilés par le gouvernement Suarez ont conservé les menottes aux mains jusqu'à leur arrivée à l'aéroport militaire de Bruxelles, le dimanche 22 mai. Les cinq hommes, condamnés à mort en 1970, à Burgos, pour l'assassinat du commissaire de police Meliton Manzanares, ont été accueillis triomphalement par leurs compatriotes.

Au cours d'une conférence de presse, M. José-Maria Dorronsoro, un instituteur de trente-sept ans, a expliqué que, pendant leur détention, lui et ses compagnons avaient été généralement bien traités. Les prisonniers ont surtout souffert de leur isolement. Deux d'entre eux affirment avoir été torturés.

Les cinq détenus de Burgos ont accepté, avant leur départ, les conditions posées par la Belgique : s'engager à ne pas quitter le pays, ne pas avoir d'activité politique et demander le statut de réfugié. Ils ont promis en outre de quitter la Belgique si le statut de réfugié leur était refusé. On pense que, après les élections du 15 juin, les exilés pourront rentrer dans leur pays. C'est pour cette raison que leur avocat aurait refusé un transfert au Venezuela ou en Algérie, les deux autres pays d'accueil possibles. L'avocat des détenus, M. Bandres, a envoyé un télégramme au premier ministre, M. Tindemans, remerciant la Belgique pour son accueil.

On pense à Bruxelles que, dans les jours prochains, une vingtaine d'autres prisonniers politiques basques choisiront l'exil volontaire et qu'ils pourront être accueillis en Belgique.

PIERRE DE VOS.

## Partez.. en vacances

à VENISE - ATHÈNES - ISTANBUL - RHODES - LE CAIRE - SICILE... avec les croisières des amitiés européennes

Croisières Chandris votre agent de voyages vous attend

### EPARGNE SOBI

un bon placement commence toujours par une bonne information



Depuis 20 ans, la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

8,25 à 11,60%  
taux actuariel annuel brut

Sur simple demande de votre part - et cela sans engagement - nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS  
26, bd d'Italie 701 A / B.P. 31  
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

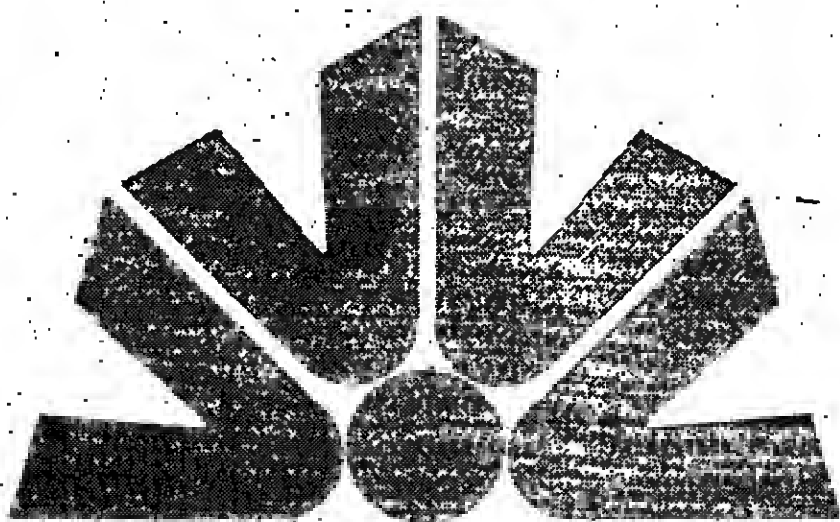
Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7



## Partez en croisière..

2 semaines à partir de 3 745 F

les croisières des amitiés européennes  
Croisières Chandris votre agent de voyages vous attend



## EUROPARTENAIRES

le groupe bancaire international pour vos affaires dans le monde.

CREDIT LYONNAIS

et ses partenaires

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK







## AMÉRIQUES

## États-Unis

LES « MÉMOIRES TÉLÉVISÉS » DE M. NIXON

## Les belles histoires de l'oncle Richard

C'est un Richard Nixon au sourire moins crispé, presque un homme détendu, racontant avec humour des anecdotes sur les grands de ce monde, qu'ont pu découvrir les téléspectateurs français dimanche soir sur TF1, dans l'émission « L'événement », au cours de la deuxième partie des « Mémoires télévisés » de l'ancien président des États-Unis. Le public américain a déjà vu un certain nombre de séquences qui ont été présentées dimanche, et dont nous correspondons à Washington à rendu compte (le Monde du 14 mai). L'interview comportait d'autres passages, qui ne figurent pas dans la version américaine, et qui étaient spécialement destinés au public français.

Le journaliste britannique David Frost, pour mieux intéresser ses divers auditeurs, avait demandé aux responsables des chaînes de télévision européennes qui ont acheté l'émission, de lui communiquer les questions qu'ils allaient poser à M. Nixon. Voilà pourquoi, moyennant finance, nous avons eu droit à l'opinion de l'ancien président américain sur de Gaulle, Pompidou et M. Giscard d'Estaing. M. Nixon s'est exécuté avec

bonne grâce, et s'adressait parfois directement aux Français, notamment à propos de Concorde.

M. Nixon s'est révélé, depuis qu'il a dû quitter honteusement le Maison Blanche en août 1974, un remarquable conteur. Ses propos, au temps de sa grandeur, ne laissent guère paraître cet indéniable talent à raconter une atmosphère, à décrire l'aspect physique de ses interlocuteurs et à présenter de façon symbolique certains détails de leur personne ou de leurs vêtements. Abandonnant le ton moral et guindé qui lui collait comme une seconde peau et dont il fit encore usage lors de la première émission, consacrée à Watergate (le Monde du 7 mai) pour éviter de répondre aux questions et s'apitoyer sur lui-même, l'ancien président a adopté un style plus libre et plus vivant. Une certaine vulgarité, dont il n'a jamais été exempt, en découlait parfois, mais elle était tout compte fait, plus authentique et de meilleur aloi que le ton papérot de l'ancien président américain sur de Gaulle, Pompidou et M. Giscard d'Estaing.

M. Nixon a, dans l'ensemble, prouvé la continuité avec ses anciens collègues. De Gaulle est le mieux traité : « Il était extraordinaire (« superb ») (...) d'une certaine façon, il était unique, peut-être parce qu'il avait gardé une profonde rancune d'avoir été traité avec tant de dédain par Churchill, Eisenhower et tous les autres en 1940, lorsque la France libre ne représentait pas grand-chose. De Gaulle avait une tendresse spéciale pour les chefs d'État des petits pays et les hommes politiques qui n'étaient plus en fonction. » L'ancien président américain est assez lucide pour se rendre compte que les bons rapports qu'il entretenait avec de Gaulle étaient peut-être dus au fait qu'il savait « écouter parler » le général, et assez fier pour rappeler que ce dernier, s'il n'a jamais été en privé, n'a jamais donné de conseils en public sur le Vietnam.

Dans la parabole esquissée entre Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing, l'un et l'autre trouvent leur compte : « Giscard est davantage un philosophe. Pompidou est plus pragmatique, c'était un homme politique. » On ne peut s'empêcher néanmoins

de penser que ces éloges et celui de Concorde, exprimés avec beaucoup d'assurance, sont d'une certaine façon, « payés » par les téléspectateurs français eux-mêmes, qui entendent ainsi ce qui les flatte. M. Nixon semble vendre la mèche, à propos de M. Giscard d'Estaing, quand il cite la citation électorale américaine : « J'ai dans votre circonscription et je dirai du bien ou du mal de vous selon ce qui vous sera le plus utile... »

Malgré les apparences conclitantes, M. Nixon n'est pas caché, d'autre part, l'inquiétude qui lui inspire la gauche européenne. Des communistes participent-ils aux gouvernements ? Ouais ou non, « les États-Unis observeront les portes (de l'OTAN) de l'instant où les communistes entreront ». L'ancien président est plus que réservé à l'égard de M. François Mitterrand : « Notre politique envers un gouvernement dirigé par Mitterrand sera toujours de la politique de ce gouvernement à notre égard », mais les réactions du Congrès et des milieux politiques américains seraient nécessairement, selon M. Nixon, « négatives ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Brésil

## LA MORT DE CARLOS LACERDA

Carlos Lacerda, ancien gouverneur du Guanabara et l'une des plus importantes personnalités politiques brésiliennes, est mort, samedi 21 mai, à Rio-de-Janeiro, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-trois ans.

## Un « tombeur de présidents »

On l'avait appelé le « tombeur de présidents ». Après avoir conduit Vargas au suicide, Janio Quadros à la démission, après avoir complété contre Kubitschek et préparé la destitution de João Goulart, Carlos Lacerda avait tenté de mettre fin au régime militaire, mais s'était brisé les dents. Privé de ses droits politiques en 1968 par ces généraux qu'il avait tant appelés de ses vœux, il vivait comme un raton à qui l'on a retiré sa proie, non ses griffes.

Il fit sa dernière tentative en 1975. Commentant les premiers pas de la révolution portugaise, il traça d'audacieux parallèles avec la situation intérieure brésilienne. Lui qui se présentait comme un démocrate éminent, se prit à s'en prendre aux essais de libéralisation du gouvernement Geisel. Il était mis à l'index par le régime militaire pour retrouver une audience parmi son public favori : les militaires.

Sept ans avant, il s'était réconcilié avec Kubitschek et Goulart, ses anciens adversaires, au nom de la redémocratisation du pays.

De telles volte-face lui étaient familières. Né en 1913 à Rio-de-Janeiro, il avait milité très jeune dans les rangs du parti communiste. Il était même allé jusqu'à lire publiquement un manifeste de Luis Carlos Prestes, secrétaire général du P.C.B. Plus tard, il

devint faire de l'anticommunisme son arme de prédilection. Abusant de son talent et de son érudition, usant de ficelles qu'un stalinien n'aurait pas désavouées, il a dénoncé dans le moindre progressiste un agent de Moscou.

Journaliste, il fonde en 1949 un quotidien, Tribuna da Imprensa, d'où il part à l'assaut contre Getúlio Vargas devenu président constitutionnel cinq ans après avoir été chassé de la tête de l'État comme dictateur. Carlos Lacerda choisit la corruption comme cheval de bataille. Il dénonce la « mer de boue » qui entoure le président. En 1954, il échappe de peu à un attentat conduit par un membre de la garde personnelle de Vargas, lequel se suicide quelques semaines après.

Lacerda mène le même genre d'offensive contre Kubitschek. Il complète avec certains chefs militaires pour tenter d'empêcher son investiture. Leader de l'aile droite de l'Union démocratique nationale, parti libéral alors dans l'opposition, il multiplie les attaques contre le fondateur de Brasília, dont la popularité, malgré tout, reste intacte. Il appuie la candidature et l'action de Janio Quadros pour aussitôt se retourner contre lui.

En 1960, premier gouverneur de l'État de Guanabara, fondé avec Rio-de-Janeiro et sa banlieue quand Brasília devient capitale fédérale, il se révèle un excellent administrateur et jaugeonne le nouveau visage de la ville.

## Apôtre

d'un fort courant militaire

Après la démission de Quadros en 1961, le vice-président élu, João Goulart accède à la tête de l'État. Nouveaux complots, nouvelles campagnes furibardes du pourfendeur de gauchistes en tout genre. Goulart a des intentions réformatrices. Il s'appuie sur les syndicats et sur les communistes. Il devient donc une cible de choix pour Carlos Lacerda devenu l'apôtre d'un important courant militaire de vite disposé au putsch. Celui-ci a lieu le 31 mars 1964. Lacerda est naturellement « présidentiable » mais ne sera jamais président.

Il se heurte rapidement au général Castello Branco, premier président militaire, et perd alors toutes ses chances de diriger le pays. Il tente même de former un « Front d'union » avec Kubitschek et Goulart, ce qui lui vaut, en 1968, d'allonger la liste des victimes du régime. Privé de ses droits politiques pour dix ans, il est contraint au silence. L'ancien censeur des gouvernements corrompus se convertit alors aux affaires et à l'immobilier où il fait fortune. Il tente un comeback en se servant de l'image et de la présence de l'ex-général Spínola exilé à Rio. Mais son nouveau préche tourne court.

Toute sa vie, il se sera donc montré un agitateur et un démolisseur de premier ordre. Il savait comme aucun autre mobiliser l'opinion publique lorsqu'il apparaissait à la radio ou à la télévision, et il utilisait tout son talent et toute sa fougue à faire tomber ses adversaires. Qu'aurait-il apporté à son pays ? Beaucoup d'intelligence, comme l'affirment certains de ses fidèles ? Sans doute, et aussi une présence hors de pair au cours des vingt années que le Brésil a vécues après guerre en régime démocratique. Mais il a semé également beaucoup de haine et de confusion. Après tout, les militaires au pouvoir aujourd'hui ont été peu ou prou ses élèves et ils règnent au prix d'un nombre considérable d'idées fausses.

CHARLES VANHECKE.

## M. CARTER SOUHAITE RÉORIENTER VERS LE TIERS MONDE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Suite de la première page.

et, pour M. Carter, la politique américaine qui repose, depuis la fin de la guerre, sur le principe de l'Union soviétique sur la formation d'une alliance séculaire exclusive des deux côtés de l'océan, est dépassée. Néanmoins, dans les cinq principes fondamentaux de la nouvelle politique, se définit, le président Carter, la nécessité de maintenir et renforcer les alliances entre occidentales, parallèlement aux efforts faits pour s'entendre l'Union soviétique et la Chine.

## Les principes de base

ce qui concerne l'Union soviétique, le président a déclaré que la politique américaine doit être plus liée de la part des Soviétiques, s'il n'était pas possible d'envisager un conflit par « États Interprètes ». L'aide aux pays en développement, l'encouragement à ceux autres pays d'aller au-delà de leurs intérêts nationaux, et la confirmation de l'engagement américain à défendre les droits de l'homme, tels les principes de base de la politique américaine. Les États-Unis, ajoute encore le président Carter, ne doivent pas craindre les changements dans leur rôle mondial. Ils doivent au contraire les accepter avec une confiance tranquille dans leur système politique, une confiance dans notre propre système, nous sommes maintenant de la peur du communisme. Mais, nous sommes amenés à soutenir dictateur qui nous rejoignent notre crainte, a-t-il dit. Nous ne combattons le feu par le feu en un combat. Et cette formule houe, le Vietnam ayant été le seul exemple de sa pauvreté actuelle et morale.

Nous savons qu'un monde peut ne pas exister, a-t-il encore déclaré, si un tiers de sa population est riche tandis que les deux tiers sont faibles. « Faisant allusion à la situation en Afrique du Sud, il a ajouté : « Le temps est venu où le principe de la règle de la majorité doit être la base de la politique. Mais il faut reconnaître que dans un système démocratique, les droits de la minorité ont aussi été protégés. »

Carter a encore affirmé que la politique américaine doit être plus liée de la part des Soviétiques, s'il n'était pas possible d'envisager un conflit par « États Interprètes ». L'aide aux pays en développement, l'encouragement à ceux autres pays d'aller au-delà de leurs intérêts nationaux, et la confirmation de l'engagement américain à défendre les droits de l'homme, tels les principes de base de la politique américaine. Les États-Unis, ajoute encore le président Carter, ne doivent pas craindre les changements dans leur rôle mondial. Ils doivent au contraire les accepter avec une confiance tranquille dans leur système politique, une confiance dans notre propre système, nous sommes maintenant de la peur du communisme. Mais, nous sommes amenés à soutenir dictateur qui nous rejoignent notre crainte, a-t-il dit. Nous ne combattons le feu par le feu en un combat. Et cette formule houe, le Vietnam ayant été le seul exemple de sa pauvreté actuelle et morale.

HENRI PIERRE



Rien n'arrête l'homme No.1 Hertz.

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme No.1.

Et un homme No.1 n'attend pas...

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz. Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz No.1 Club.

Un membre du Hertz No.1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz No.1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme No.1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz No.1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

\* en Allemagne, Hertz VIP Club.



**Hertz No.1 Club**  
Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

**VIVRE EN GRECE**

- un grand choix d'activités sportives, nautiques et socio-culturelles
- la visite en car, bateau et à dos d'âne des villages environnants des bergers et des pêcheurs
- 3 excursions d'une journée : Athènes, les principaux sites archéologiques de Péloponnèse, Nauplie

Accueil : les bourgeois du village sont de 2, 3 et 4 lits

Transport : avion

PRIX : 2 semaines juin septembre 1.890 F  
2 semaines juillet août 2.050 F  
la 3e semaine supplémentaire 490 F

Ces prix comprennent le transport, le transfert, la pension complète et toutes les activités prévues au programme.

Logement et vacances de la jeunesse :  
4 et 6, rue Châteauneuf 75013-20.50  
3, place Paul Painlevé 75005-329.50.57

A retourner pour une documentation gratuite

Nom .....  
Prénom .....  
Code Postal .....

Association loi 1901 agréée par le commissariat général au tourisme n° 69017 information aux adhérents.







## M. Giscard d'Estaing met ses partisans dans l'embarras

On peut aujourd'hui faire état, au sein de la coalition gouvernementale, d'une contradiction entre deux conceptions de la stratégie de la majorité : l'une pragmatique, l'autre idéaliste. La première est celle qui réclame la conduite des affaires des principaux partis. La seconde est celle qu'énonce le chef de l'Etat.

A l'exception du parti radical — les instances dirigeantes, moindres par le dernier congrès, n'ont pas toutes été mises en place — les formations majoritaires ont, dans l'ensemble, fait savoir qu'elles accueilleraient favorablement les propositions de « pacte majoritaire » de M. Chirac. Ce qui revient à dire qu'elles admettent la possibilité d'une négociation directe avec l'R.P.R., qui n'impliquerait pas l'intervention du premier ministre. En ce sens les récentes déclarations ou prises de position MM. Jean Lecanuet, Jacques Mot, Jean-Pierre Solson ou Bernard Motte convergent.

Telle est la démarche pragmatique : ni les responsables du D.S. ni ceux du nouveau parti publicain (ex-R.I.) ne sont des

inconditionnels de M. Chirac, loin de là. Mais force leur est de reconnaître que celui-ci est, en quelque sorte, maître du jeu, puisque d'une part il dispose d'avantages déterminants (les militants, les élus sortants, les candidats), et puis, d'autre part, il rend impossible par son attitude le concrétisation de l'autorité de M. Barre sur l'ensemble de la majorité. Il est donc nécessaire de s'entendre avec lui et d'y préparer les militants, même si la reconversion est délicate.

La démarche présidentielle, bien différente, trouble les responsables de la majorité, car elle ne leur paraît pas inspirée par une analyse très stricte des réalités. Elle semble même affectée par le refus d'admettre certains faits, et ce n'est pas de l'aveuglement. Un peu comme si le chef de l'Etat se refusait à reconnaître le rôle joué, face à lui, par le président du R.P.R.

Après avoir établi, lors de son intervention télévisée du 29 avril, une distinction entre les tâches gouvernementales et économiques (relevant du premier ministre) et les tâches politiques (relevant des partis), le président de la République semble avoir estimé qu'il fallait

ainsi trop de champ libre à M. Chirac. D'où les correctifs apportés dans les interviews publiées par l'Express, le 5 mai, et par les quotidiens de province, le 21 : M. Barre est de nouveau investi d'un rôle politique et chargé de conduire la majorité aux élections.

Ainsi est relancée l'idée selon

laquelle le chef du gouvernement pourrait avoir à examiner ce que M. Giscard d'Estaing nomme « une délibération commune de la majorité ». Ainsi se trouve relancé — à la grande surprise de la plupart des intéressés — le projet de ce que certains avaient baptisé « les états généraux de la majorité ».

### Une thèse peu réaliste

En reprenant une thèse que les faits font apparaître peu réaliste, le chef de l'Etat met dans l'embarras ses partenaires et ses alliés.

Le premier ministre, d'abord, qui avait bel et bien — quels qu'aient pu être par la suite les démentis de ses services — fait étudier par son cabinet un projet de grande réunion de la majorité et qui avait renoncé en prenant connaissance des oppositions fermes que rencontrait cette tentative. Voici l'affaire remise à l'ordre du jour à l'heure même où M. Barre commençait à reconnaître qu'il ne lui était guère facile d'apparaître comme le patron, alors que le plus important parlementaire refuse de se plier au jeu.

Les centristes ensuite. MM. Lecanuet et Barrot avaient eu du mal à

faire admettre, dans les rangs de leur parti, l'opportunité d'un dialogue avec l'ancien adversaire qu'est pour eux M. Chirac. C'est surtout pour la forme que, dans leur lettre au président du R.P.R. (le Monde des 22-23 mai), ils déclarent attendre la réponse définitive de M. Barre à leurs interrogations, avant de répondre définitivement oui à la proposition de concertation directe. Ils n'attendaient certainement pas cette réponse présidentielle.

Les giscardiens, eux-mêmes, sont gênés. Des assemblées de Fréjus, M. Jean-Pierre Solson attendait deux résultats : une démonstration de force, de son nouveau parti et une manifestation de sa propre liberté d'action. Sur le premier point, la déception est vive : on comptait

tout ou plus quatre mille à cinq mille giscardiens à Fréjus et à certains moments beaucoup moins (il faut dire que le lieu était mal choisi) alors que les assemblées constitutives du R.P.R. avaient, le 5 décembre 1976, rassemblé de cinquante mille à soixante mille giscardiens. Sur le second point, c'est de M. Giscard d'Estaing que vient ce qui est presque considéré chez les ex-R.I. comme un mauvais coup.

L'opportunité de la publication de l'interview est fort discutée : elle a éclipsé dans les journaux de province les comptes rendus sur le congrès. Surtout, son contenu apportait aux déclarations de M. Solson un contrepoint qu'est le discours d'Alors que le nouveau secrétaire général du parti républicain inaugurerait une politique de « petits pas » en direction de la réconciliation avec M. Chirac et alors que ses références à M. Barre étaient présentées comme des précautions oratoires, la reprise insistante par le chef de l'Etat du thème de l'autorité du premier ministre et de celui d'une « délibération commune » venait jeter le trouble dans les rangs mêmes de la formation dont est issu le président de la République.

Face à de telles hésitations, les partis de la majorité sont eux-mêmes contraints à des atterrissements qui leur font perdre, les responsables en sont conscients, leur temps et leur crédibilité. D'autant plus que le bénéficiaire de ces maladroises est bien entendu M. Chirac. Les voilà donc conviés en même temps que le premier ministre, qui n'y peut rien, à une réunion qui risque de n'être que de pure forme. Une fois de plus, une directive présidentielle ambiguë risque de buter sur les réalités. Les « états généraux » de la majorité pourraient fort bien se réduire à une rencontre cérémonieuse, ne débouchant que sur la signature d'un document peu compromettant.

Les dirigeants des partis de la majorité considèrent qu'au moment où la nécessité commande de passer à la négociation concrète des investitures de telles initiatives sont, en fait, fort risquées. Certains d'entre eux ne sont pas loin d'admettre désormais que le principal handicap de la majorité présidentielle pour les élections législatives est peut-être bien le président lui-même.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

### MARCHAC : le président de la République n'est pas lié par l'élection législative.

Reçu, vendredi 20 mai, par M. Giscard d'Estaing, M. Pierre Marchac, sénateur (R. insc.) de la Charente et l'un des rédacteurs de la Constitution de 1958, a déclaré au quotidien la Charente que le président de la République avait consulté sur des problèmes de droit constitutionnel, notamment sur l'attitude du chef de l'Etat en cas de victoire ou de défaite, le 19 mai 1976. M. Marchac a déclaré : « La loi constitutionnelle est claire à ce sujet. L'éventualité d'une telle situation n'a été examinée dès 1958. Le président n'est pas lié par l'élection législative. C'est de Gaulle, puis Pompidou, qui ont, par leur attitude, pu faire croire le contraire. L'attitude soutenue par certains hommes de la droite m'importe peu. Je n'ai donc pu qu'expliquer à M. Giscard d'Estaing à quel point la loi constitutionnelle est claire et l'impression qu'il en a faite ainsi ».

M. Olivier Stirn, secrétaire général du Mouvement des Droits Libéraux, a déclaré, samedi 21 mai, à la suite de l'entretien accordé par M. Giscard d'Estaing à divers quotidiens régionaux : « La volonté renouvelée du président de la République de voir concrétiser un pacte majoritaire, les socialistes libéraux réclament ». Une entente avec les organisations pour partie systématiquement au régime pour le maintien du statut le mieux placé, est en fait indispensable. Elle n'exclut pas la diversité d'opinions de ceux qui acceptent en commun de soutenir l'action du président de la République, animée par le premier ministre ».

### LE CNIP ESTIME QUE LE « PACTE MAJORITAIRE » NE PEUT AVOIR QU'UNE PORTÉE ÉLECTORALE

M. Bertrand Motte, président du Centre national des indépendants et paysans, s'est déclaré, vendredi 20 mai, favorable à l'idée d'un « pacte majoritaire ».

« Cette proposition », a-t-il dit, « répond à la préoccupation constante du CNIP, à laquelle font d'ailleurs écho les déclarations du nouveau parti républicain ». M. Motte a cependant ajouté : « De tels accords ne concernent que le comportement électoral des candidats de la majorité. Ces accords ne dispenseront pas de dégager les valeurs essentielles d'indépendance, de liberté et de justice sociale, qu'ils auront à affirmer solidairement devant l'opinion ».

Le président du CNIP a, d'autre part, approuvé l'adhésion, par le mouvement giscardien, du qualificatif d'« indépendants ». « En quittant le CNIP en 1976 », a-t-il déclaré, les anciens républicains indépendants ont décidé de conserver un titre qui était une confusion entre les deux formations. M. Solson a voulu dissiper cette équivoque dès sa prise de fonctions de secrétaire général du parti républicain. Nous l'en félicitons et nous nous en félicitons. L'appellation d'« indépendants » devait être et doit être réservée aux membres du CNIP ».

La fête de lutte ouvrière aura lieu samedi 28, dimanche 29 et lundi 30 mai à Mériel-Villiers-Adam (Val-d'Oise). Plusieurs débats seront organisés avec différents groupes révolutionnaires français et étrangers.

CETTE SEMAINE DANS LE NOUVEL OBSERVATEUR

# L'AVERTISSEMENT DU 24 MAI

Ouvriers, employés, cadres, enseignants, mardi, la France va connaître sa plus grande grève depuis 9 ans.

Comment le gouvernement est-il parvenu à faire l'unanimité du monde salarié contre lui ? Pourquoi cette intransigeance face à toutes les organisations représentatives ? Quelles seront les réactions du pouvoir devant un tel mouvement populaire ?

Dans un grand dossier politique, économique et social, le Nouvel Observateur répond à tous les Français qui veulent savoir ce que sera leur vie demain, dans les semaines à venir.

Aujourd'hui la France change. Pour savoir pourquoi et comment, lisez le NOUVEL OBSERVATEUR.

UN NUMERO DU NOUVEL  
**observateur**  
QUE VOUS DEVEZ LIRE

### S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

#### L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné à travers des milliers de cas cliniques au cours de leur carrière, ce qu'il faut faire pour avoir de beaux cheveux.

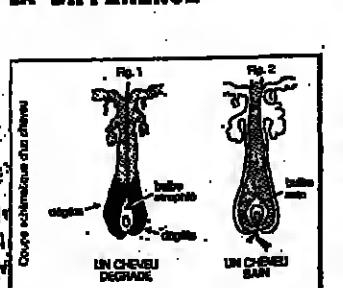
#### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité, des cheveux secs, cassés, ou si vous constatez des manifestations d'auto-immunité de votre système capillaire, cela est le signe de troubles certains d'une chevelure en mauvais état.

#### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits sophistiqués traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

#### LA DIFFERENCE



#### L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire un spécialiste pour qu'il vous informe sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province.

L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

**EUROCAP**  
**INSTITUTS CAPILLAIRES**  
4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>re</sup>) - Tél. 260-38-84  
NICE : 14, rue Pasteur.  
Tél. : 51-24-19.  
BORDEAUX : 4, place Gambetta.  
Tél. : 46-56-24.  
TOULOUSE : 12, rue de la Femme.  
Tél. : 52-25-94.  
METZ : 2/4, en Chapelle.  
Tél. : 72-90-11.



# Habitez la province.



A quelques pas de Montparnasse.

A Paris. A 30 mètres de la rue de Valenciennes, en 1200 mètres seulement de Montparnasse. Rue Bague est un quartier calme, tranquille et si charmant avec ses petites maisons anciennes, ses petites commerces, ses artisans, son square, qu'il régit un air d'ancien quartier de village typiquement parisien. Pour ceux qui recherchent, en plus de cette atmosphère apaisante, un appartement doublement

parisien, il existe aujourd'hui au 6 de la rue Bague, à 20 mètres du square, un nouvel immeuble qui s'intègre au caractère du quartier et dont les 3 étages de 65 à 75 m<sup>2</sup>, possédant tous un balcon ou une terrasse. (Il reste également un studio et un 4 pièces).

Et puis, rue Bague, quand il vous prend l'envie de plonger dans la vie parisienne, on se félicite d'habiter aussi près de Montparnasse.

**6, rue Bague - Paris 15°**

Renseignements et visite sur place :  
"Parus 15", 15, rue Bague, lundi, mercredi, vendredi de 14 à 19 heures, samedi de 10 à 19 heures (parus 15 et 19 heures).

On, GEFIC, 52, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>, tél. 262.92.93. L'agence immobilière. Prix fermes et définitifs.

CONSTRUCTIONS LA NEIGE

**DIRECTEUR E.S.C.A.E.**

L'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Clermont-Ferrand, dispensant un enseignement théorique, pratique et humain de haut niveau, en évolution constante, pour répondre aux besoins des entreprises françaises et étrangères, recherche son Directeur. Responsable devant la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie d'Auvergne, assisté d'une équipe pédagogique de qualité, il participera à la définition des objectifs qualitatifs et quantitatifs, proposera et mettra en œuvre une véritable politique marketing de l'Ecole. Son action portera en particulier sur l'animation des hommes, sur la définition d'activités nouvelles et sur la promotion de l'ensemble au plan régional et national. Il assurera personnellement les relations publiques au plus haut niveau. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école (HEC, ESC, EAC ou équivalent), possédant de solides connaissances techniques de marketing et de gestion. Son expérience professionnelle acquise de préférence dans une entreprise du secteur tertiaire lui aura permis de mettre en œuvre ses qualités personnelles de contact, de créativité et d'animation des hommes. Une expérience complémentaire dans le domaine de la pédagogie serait appréciée. La rémunération annuelle sera négociée individuellement avec chacun des candidats. Ecrire à A. RICHARD à Lyon. Réf. A/3433M.

**NÉGOCIATION DE CONTRATS 130.000 F**

**Droit minier** — Une importante société du secteur nucléaire, située dans la banlieue Sud de Paris, recherche un spécialiste du droit minier. Dépendant du Secrétaire Général et en étroite liaison avec les services techniques, il participera à un certain nombre de missions à l'étranger en vue d'aider à la négociation et à l'établissement de contrats de recherche et d'exploitation de mines d'uranium avec des organismes publics ou d'importantes sociétés privées, françaises et étrangères. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'une trentaine d'années au moins, possédant une solide formation juridique et une expérience confirmée de la négociation des contrats miniers internationaux (pétrole, charbon, mines métalliques...). D'assez fréquents déplacements à l'étranger sera de prévoir. Une excellente pratique de l'anglais est impérative. La rémunération de départ, de l'ordre de 130.000 francs, pourra être supérieure à l'expertise du candidat le justifie. Ecrire à P. ROUGNET à Paris. Réf. A/2563M.

**INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL 90.000 F**

**Régulation** — La filiale française d'un important groupe industriel anglo-saxon, fabriquant et commercialisant des équipements industriels, recherche un Ingénieur Technico-Commercial pour son siège situé dans la proche banlieue Est de Paris. Rendant compte à la Direction Générale de la filiale et en liaison directe avec la maison-mère, il aura à implanter et développer l'activité Régulation sur le marché français. Sa première mission consistera à pénétrer ce marché par une prospection systématique auprès des industries concernées. Bien qu'autonome dans son action, il aura l'appui de la maison-mère pour les études de prix, les spécifications techniques et le suivi des commandes ainsi que celui de la filiale pour tous les autres domaines. La réussite dans cette fonction l'amènera, à terme, à créer une future division dont il aura la responsabilité. Ce poste conviendrait à un cadre, niveau BTS ou ingénieur, âgé d'au moins 30 ans et ayant acquis une expérience confirmée de la vente de matériels de régulation ou d'instrumentation. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Ce poste exige de nombreux déplacements sur tout le territoire français. A cet effet, une voiture de fonction sera mise à sa disposition. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2564M.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

**PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.**

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79  
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63  
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Frankfurt - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

## POLITIQUE

**M. MITTERRAND : laissons les médecins de Molière à leur diagnostic.**

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui participait samedi 21 mai à Strasbourg à la fête de la rose, organisée par la fédération du Bas-Rhin du P.S., a déclaré à propos des rumeurs le concernant comme malade (le Monde du 20 mai) : « C'est un débat dans lequel je ne veux pas entrer. Ce serait ridicule. Laissons les médecins de Molière se morner à leur diagnostic. Ces maladies sont d'essence plus mystérieuses que je n'en suis pas, moi-même, informé. (...) J'ai bien l'intention, pendant les mois qui viennent — notamment pour la préparation des élections législatives — non pas d'être guéri, mais d'être porteur de la vie, de la vie possible, pour porter les couleurs du parti socialiste et défendre l'union de la gauche. »

Le soir même, à Grand-Quevilly, où il participait à un meeting, le premier secrétaire a déclaré sur le même sujet :

« Je peux éternuer quand passe un courant d'air sans qu'il faille conclure qu'il soit mortel (...). J'entends autour de moi que ça va plutôt mal. Mais j'ai l'impression, de la façon dont on m'écoute, que cela dénote une certaine nostalgie. Mais, même pour leur faire plaisir, je ne peux pas dire que je ne suis pas plein d'énergie pour mener la bataille politique. »

Au cours de l'émission « Le Club de la presse », diffusée sur Europe 1 dimanche 22 mai, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du P.S., a déclaré :

« François Mitterrand est en bonne santé, et nous sommes tous surpris de sa résistance dans les lèches épuisantes qu'il s'impose (...). Que les Français aient le souci de la santé des hommes qui les gouvernent ou qui vont les gouverner, quel est plus normal ? Mais il est clair que nous assistons depuis quelques semaines à une campagne systématique qui nous fait trop bien les fins politiques. Ce sont des procédés misérables qui déshonorent leurs auteurs. »

**M. FITERMAN : M. Mitterrand n'a pas critiqué les prises de position du P.C.F. lors du « sommet » de la gauche.**

M. François Mitterrand a démenti avoir accordé une interview à Joseph Kraft, de l'International Herald Tribune (le Monde du 22-23 mai). « J'ai reçu avec plaisir, il y a quelques jours, à Paris, pendant vingt minutes environ, M. Joseph Kraft, a-t-il déclaré, samedi 21 mai, à Strasbourg. Il venait d'une grande tournée en Europe. Mais je n'ai eu à aucun moment qu'il s'agissait d'une interview. Je n'ai donc pas donné d'interview. Le texte qui est publié par les agences est un texte dont M. Kraft porte seul la responsabilité. L'International Herald Tribune faisait dire au premier secrétaire du P.S. à propos de la publication par le P.C.F. des comptes du programme commun mis à jour : « Les communistes ont cherché à l'atteindre. Leur but est d'amener au pouvoir une gauche dans laquelle les communistes soient le principal parti de réforme et où la part des socialistes soit réduite. »

« Prenant acte de la mise au point de M. Mitterrand, M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., écrit dans l'Humanité du 23 mai : « Aucune critique concernant les prises de position du P.C.F. n'a été adressée à celui-ci par M. Mitterrand. »

**M. MAUROY (P.S.) : le congrès de Nantes va être dominé par nos problèmes internes.**

M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du parti socialiste, qui était, dimanche 22 mai, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a évoqué le congrès du P.S. qui s'ouvrira à Nantes du 17 au 19 juin. Il a déclaré :

« Le congrès de Nantes va être dominé par nos problèmes internes, nos problèmes internes, mais surtout par une notion de responsabilité. Nous sommes à un parti responsable, responsable pour nous-mêmes, mais surtout responsable devant les Français, pour, demain, participer au gouvernement de la France (...). Je suis très étonné du fait que le parti socialiste, qui a une majorité et une minorité, puisse encore être une minorité à l'heure du congrès. C'est la situation la plus normale, quand on est en démocratie, que d'avoir un courant majoritaire et un courant minoritaire. Je ne vois pas pourquoi tout le monde s'efforce de cette situation. »

« Les républicains de progrès sont issus du gaullisme et entendent conserver leur personnalité. C'est pourquoi ils ne se rallieront à la gauche qu'après avoir obtenu la reconnaissance de leur personnalité. (...) »

« Le budget de la commune de Bagnols-sur-Cèze (Gard) a été refusé par les autorités préfectorales, qui ont estimé qu'il ne respectait pas le plan Barre : il prévoyait une augmentation des dépenses de 14 % — et la subvention d'équilibre de 300 000 F demandée par la commune était trop forte. M. Georges Benedetti, maire, socialiste, avait le 12 mai retiré temporairement leurs démissions à ses adjoints communistes. Il avait insisté sur la nécessité de maintenir la solidarité de gestion et refusait de voter le budget. »

**LA FÉDÉRATION DES ÉLUS AUTOGESTIONNAIRES VEUT « ROMPRE AVEC LA CONCEPTION PATERNALISTE DE LA GESTION COMMUNALE »**

Une nouvelle association d'élus locaux est née, dimanche 22 mai, à l'hôtel de ville de Jumièges (Vaucluse). La Fédération des élus autogestionnaires (F.E.A.), conçue à la suite d'un appel lancé par une soixantaine de maires et de conseillers municipaux, a pour but de rassembler les élus locaux qui veulent rompre avec la conception paternaliste de la gestion communale. Les thèmes des six « camps » organisés au cours du congrès ont démontré le souci des élus autogestionnaires de consacrer leur association non point comme une instance de réflexion politique, mais comme un instrument « au service des pratiques autogestionnaires ». Les congressistes ont élu un conseil fédéral composé de quatre membres représentant les régions et celui-ci a désigné un bureau comprenant trois membres : deux secrétaires, un trésorier et trois membres. Ont été élus coprésidents, MM. Bernard Castagner, maire de Compiègne (Seine-et-Marne), Gérard Méthoué, maire adjoint de Louviers (Eure), et Gérard Pringot, maire adjoint de Barcelles (Vaucluse), tous trois membres du P.S.U.

**RAPATRIÉS**

**Les associations veulent obtenir satisfaction avant les élections législatives de 1978**

Les associations de rapatriés d'Afrique du Nord suivent attentivement la course de vitesse qu'ont engagée les formations politiques pour satisfaire leurs revendications (le Monde du 18 mai). Le conseil national de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer se félicite, dans une motion, de « l'esprit nouveau qui semble vouloir s'instaurer afin de régler dans la justice et l'équité le contentieux des rapatriés ». Il prend acte de la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale par le R.P.R. ainsi que des assurances que lui a prodiguées M. Jacques Domenech, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. L'ANAFANOMA précise toutefois qu'elle attend « fermement » qu'il en résulte des textes de loi applicables avant le 31 décembre 1977, et non d'un simple mandat à son président, M. Paul-Simile Viard, de « suivre de près (...) la rédaction des décrets d'application qui suivront ».

Le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et épulés) exprime plus nettement ses réserves. Après avoir entendu le compte rendu des entretiens que ses représentants, MM. Guy Forcy, Claude Laquière et Jacques Rocco, ont eus avec les députés des différentes formations politi-

**A la communauté urbaine de Bordeaux**

**M. SAINT-MARIE (P.S.) : l'accession des socialistes aux responsabilités ne se traduira par aucun acte de revanche.**

M. Michel Saint-Marie, député socialiste, candidat du P.S. à la présidence de la communauté urbaine de Bordeaux (CUB), estime qu'une « crise grave et durable de l'institution communautaire porterait directement atteinte aux intérêts de la population ».

M. Saint-Marie, qui est également premier secrétaire de la fédération socialiste de la Gironde, note que « ceux qui naissent aujourd'hui de pratiques politiques de la terre brûlée encourrent la juste colère de celles et de ceux qui, dans la poursuite des opinions, souhaitent que les lois de la République, qui s'imposent à tous, soient appliquées dans la sérénité ». Attendant « nous ne voulons pas croire que tel ou tel adversaire ait visé pour l'heure », il ajoute : « Il doit être clair pour chacun que le P.S. trouverait la toutes les raisons de défendre la légitimité de l'emploi des personnes, la survie de nombreuses entreprises, et par-dessus tout, le bien public sacrifié dans une aventure des plus contestables, sous couvert d'une loi d'exception. » M. Saint-Marie précise que l'accession des socialistes « aux responsabilités communautaires ne se traduira par aucun acte de revanche, tant soit peu ressemblant à une revanche. »

**Le budget de la commune de Bagnols-sur-Cèze (Gard) a été refusé par les autorités préfectorales, qui ont estimé qu'il ne respectait pas le plan Barre : il prévoyait une augmentation des dépenses de 14 % — et la subvention d'équilibre de 300 000 F demandée par la commune était trop forte. M. Georges Benedetti, maire, socialiste, avait le 12 mai retiré temporairement leurs démissions à ses adjoints communistes. Il avait insisté sur la nécessité de maintenir la solidarité de gestion et refusait de voter le budget. »**

**LA FÉDÉRATION DES ÉLUS AUTOGESTIONNAIRES VEUT « ROMPRE AVEC LA CONCEPTION PATERNALISTE DE LA GESTION COMMUNALE »**

Une nouvelle association d'élus locaux est née, dimanche 22 mai, à l'hôtel de ville de Jumièges (Vaucluse). La Fédération des élus autogestionnaires (F.E.A.), conçue à la suite d'un appel lancé par une soixantaine de maires et de conseillers municipaux, a pour but de rassembler les élus locaux qui veulent rompre avec la conception paternaliste de la gestion communale. Les thèmes des six « camps » organisés au cours du congrès ont démontré le souci des élus autogestionnaires de consacrer leur association non point comme une instance de réflexion politique, mais comme un instrument « au service des pratiques autogestionnaires ». Les congressistes ont élu un conseil fédéral composé de quatre membres représentant les régions et celui-ci a désigné un bureau comprenant trois membres : deux secrétaires, un trésorier et trois membres. Ont été élus coprésidents, MM. Bernard Castagner, maire de Compiègne (Seine-et-Marne), Gérard Méthoué, maire adjoint de Louviers (Eure), et Gérard Pringot, maire adjoint de Barcelles (Vaucluse), tous trois membres du P.S.U.

**RAPATRIÉS**

**Les associations veulent obtenir satisfaction avant les élections législatives de 1978**

Les associations de rapatriés d'Afrique du Nord suivent attentivement la course de vitesse qu'ont engagée les formations politiques pour satisfaire leurs revendications (le Monde du 18 mai). Le conseil national de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer se félicite, dans une motion, de « l'esprit nouveau qui semble vouloir s'instaurer afin de régler dans la justice et l'équité le contentieux des rapatriés ». Il prend acte de la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale par le R.P.R. ainsi que des assurances que lui a prodiguées M. Jacques Domenech, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. L'ANAFANOMA précise toutefois qu'elle attend « fermement » qu'il en résulte des textes de loi applicables avant le 31 décembre 1977, et non d'un simple mandat à son président, M. Paul-Simile Viard, de « suivre de près (...) la rédaction des décrets d'application qui suivront ».

Le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et épulés) exprime plus nettement ses réserves. Après avoir entendu le compte rendu des entretiens que ses représentants, MM. Guy Forcy, Claude Laquière et Jacques Rocco, ont eus avec les députés des différentes formations politi-

IN DEPARTEMENT DU L...

**Cent mille personnes**

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

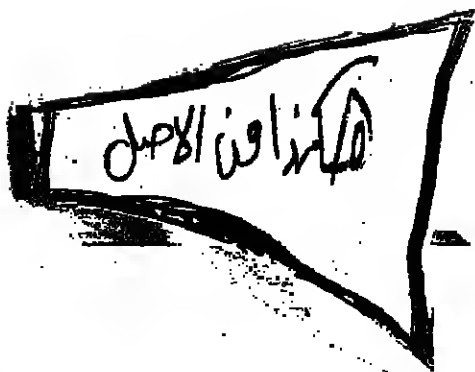
... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...

... de la région de la...





# EN ILE-DE-FRANCE

UN DÉPARTEMENT OÙ L'ON PEUT MARCHER SUR LE BÉTON

## Six cent mille personnes en mal de verdure dans les Hauts-de-Seine

LA COMMUNE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

On peut faire un département fortement urbanisé lorsqu'il a décidé de se doter d'un espace vert. C'est la question que se sont posée les élus des Hauts-de-Seine, réunis le mercredi 18 mai, lors d'un débat sur l'environnement qui clôturait la session de l'assemblée départementale.

Tout n'est pas perdu pour le département : les habitants du « 92 » ont encore chacun 18 mètres carrés d'espaces verts, mais cette moyenne cache de graves disparités. Si le sud des Hauts-de-Seine compte 2 296 hectares d'espaces verts, soit 28 mètres carrés par habitant, le nord, lui, avec 89 hectares, ne peut offrir que 0,60 mètre carré à chacun de ses citoyens. Les communes isolées à Paris (Montrouge, Malakoff), avec 1 mètre carré par habitant, sont aussi des paucres, alors que, dans la couronne extérieure du département, le bois de Verrière, les fo-

rests de la Malmaison, de Fausse-Repos, de Meudon, les parcs de Sceaux et de Saint-Clément, permettent d'offrir 44 mètres carrés d'espaces verts par habitant.

La préfecture a fait ses comptes : six cent mille personnes, soit près de la moitié de la population du département, n'ont pas d'espaces verts à proximité de chez eux.

Les élus des Hauts-de-Seine semblent décidés à prendre sérieusement l'affaire en main. Ils se sont portés acquiesceurs d'un certain nombre de parcs et ont décidé d'aménager les espaces existants. Au cours des deux plans départementaux (1971-1975, 1976-1980), le conseil général a affecté 60 millions, puis 128 millions de francs, au chapitre des espaces verts. Les parcs de Sceaux, de la Vallée-aux-Loups, Henri-Sellier, laissés à l'abandon, ont été aménagés et ouverts au public. Trois parcs ont été créés : ceux

de l'île Marante, de la Défense, de Villeneuve-la-Garenne. Enfin, la « zone de carence », située à proximité de Paris, sera équipée de deux espaces verts : le parc du Mont-Valérien et l'île Saint-Germain ; 127 hectares de nouveaux espaces seront ainsi offerts aux habitants du département.

**Une mission**

« L'environnement »

Le cas de l'île Saint-Germain mérite qu'on s'y arrête. Cet espace a été arraché de haute lutte à l'administration par les élus locaux. L'île devait accueillir un port, mais les municipalités réclamaient vigoureusement qu'il soit installé un espace vert. Le 24 décembre 1975, les pouvoirs publics leur donnaient enfin raison. Le syndicat mixte pour l'aménagement de l'île, qui regroupe les communes intéressées, assure la maîtrise d'ouvrage du projet. L'opération est financée

pour moitié par les pouvoirs publics, pour moitié par les communes et le département. Une première tranche de 9,6 hectares sera tout d'abord mise en service, suivie d'une seconde tranche de 10 hectares. Cent mille habitants parmi les plus démunis d'espaces verts bénéficieront de ces équipements.

Les communes n'ont pas voulu être en reste : l'élaboration des plans d'occupation des sols leur a permis de répertorier 80 hectares de petites « réserves communales » qu'elles comptent acquérir et ouvrir au public avec l'aide de l'administration : en tête Antony (6 ha), Gennevilliers (8 ha), Courbevoie (8 ha), Nanterre (8,5 ha), Rosell-Malmaison (5 ha).

La préfecture, enfin, est dotée de moyens administratifs : un organe de coordination permanente chargé de définir et d'appliquer la politique du département : la mission de l'environnement.

L'environnement, c'est d'abord

les arbres, mais ce n'est pas qu'eux et, au cours du débat, les propositions les plus diverses ont afflué. Les élus ont (une fois de plus) renouvelé leur opposition au tracé retenu pour la rocade A 86, « qui éventrerait les forêts », car « il n'est pas logique, a souligné M. Jacques Baumel (R.P.R.), président du conseil général des Hauts-de-Seine, de créer des Journeaux nationales de l'arbre si on prévoit par ailleurs de détruire des forêts ». Le maire de Rosell-Malmaison a également demandé que soient classés les 13 kilomètres de berges de Seine qui ont encore échappé aux constructions, ainsi que la création au centre du département, entre la Seine et la forêt de Malmaison, d'un parc de 140 hectares.

Les communistes avaient, pour leur part, rendu publique, le 18 novembre 1976, une charte d'action pour l'environnement. Ils ont réclamé, au cours du débat, une aide des pouvoirs publics aux

municipalités, qui permettraient à celles-ci d'acquiescer et d'équiper des terrains communaux. Par ailleurs, M. Lucien Lanterrier a particulièrement mis en cause la pollution de la Seine par les déchets industriels. Le président du groupe communiste s'est enfin inquiété du projet de stockage de propane à proximité de la nappe phréatique d'Angerville (Yvelines), qui fournit en eau potable le nord du département des Hauts-de-Seine.

« Il y a beaucoup à faire dans ce département si fortement urbanisé », a souligné M. Claude Charbonnaud, le préfet du département, en début de la réunion. Les élus le savent, mais de tels débats ne valent que ce que valent les débats : ils permettent de recenser des besoins, d'affirmer des priorités, mais sans offrir les moyens d'atteindre les objectifs.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### LA CAPITALE AVEC LES SOUCIS DU QUOTIDIEN

#### UNE EXPÉRIENCE DANS LE 14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

#### Le fin du fin du tout-à-la-poubelle

La rénovation du secteur Plaisance, dans le quatorzième arrondissement, et notamment du quartier Guilleminot, va être l'occasion pour le maire de Paris de faire étudier un nouveau système de ramassage des ordures ménagères. Les échelles ont été baptisées « collecte-éponge » cette formule appliquée depuis une dizaine d'années à Suède et depuis 1974 dans la ville nouvelle d'Échirolles, près de Grenoble.

Il s'agit, très sommairement, de relier par un réseau de conduites les différentes gaines de vidage d'un grand ensemble habitationnel. Les ordures sont aspirées, et rassemblées dans une sorte de centrale où elles sont automatiquement récupérées dans de grands conteneurs avant d'être envoyées par des tracteurs pour être acheminées vers les usines d'incinération.

total deux cents gaines de vide-ordures. En moyenne, il faut compter 4 500 francs par logement.

La Ville de Paris ne financera pas la totalité des installations. Elle demandera, comme l'a déclaré le maire de Paris, « une participation aux constructeurs engagés dans la rénovation du secteur Guilleminot ». En contrepartie, les habitants, les commerçants et les services publics installés dans ce quartier bénéficieront de la suppression totale des dépenses occasionnées par la collecte traditionnelle. D'autre part, les commerçants n'auront plus la réverbération pour l'enlèvement des déchets industriels et commerciaux. La ville de Grenoble a été amenée, en tenant compte de ces considérations, à demander aux constructeurs de participer à l'installation de cette nouvelle formule.

**4 500 F par logement**

Les avantages de la formule sont évidents : plus de poubelles, de débris sur les trottoirs, plus de bennes dans les rues, moins de gêne pour tous.

Où le bât blesse, c'est dans le coût de telles installations. On a calculé pour le quartier Guilleminot : 18 millions de francs sur un ensemble comportant 500 mètres carrés de surfaces commerciales, 3 500 mètres carrés de crèches et foyers et 2 000 mètres carrés d'écoles, soit au

total deux cents gaines de vide-ordures. En moyenne, il faut compter 4 500 francs par logement.

La Ville de Paris ne financera pas la totalité des installations. Elle demandera, comme l'a déclaré le maire de Paris, « une participation aux constructeurs engagés dans la rénovation du secteur Guilleminot ». En contrepartie, les habitants, les commerçants et les services publics installés dans ce quartier bénéficieront de la suppression totale des dépenses occasionnées par la collecte traditionnelle. D'autre part, les commerçants n'auront plus la réverbération pour l'enlèvement des déchets industriels et commerciaux. La ville de Grenoble a été amenée, en tenant compte de ces considérations, à demander aux constructeurs de participer à l'installation de cette nouvelle formule.

### INVALIDES - PARKING

M. Edouard Frédéric-Dupont, député (R.I.) de Paris, s'étonnait auprès du ministre de l'Intérieur de ce qu'une partie de l'esplanade des Invalides soit occupée par un parc de stationnement réservé aux membres de l'Assemblée nationale, qui pourraient, loger leur voiture dans le parc souterrain public existant à cet endroit.

Le ministre vient de lui répondre : « Il est exact, écrit-il, qu'une aire de stationnement a été jusqu'ici réservée sur l'esplanade des Invalides à titre de tolérance précaire et révoquée au bénéfice des personnels de l'Assemblée nationale... La question de l'Assemblée nationale, en accord avec la préfecture de police et la préfecture de Paris, a décidé de réaliser un parc de stationnement situé sous le cou d'honneur du Palais-Bourbon. Cette solution, dont la mise au point technique est très avancée, devrait permettre d'offrir d'ici deux ans une solution définitive aux problèmes particuliers aux membres des personnels de l'Assemblée nationale. En attendant, il a été décidé, pour permettre le déroulement normal du programme de plantation, de délester l'aire de tolérance de sta-

tionnement et de la réduire au maximum.

« Le nouveau stationnement provisoire sera donc installé sur les terrains 1 et 2 situés de part et d'autre de l'avenue du Général-Gaillard, au nord de la rue de l'Université, endroit sur lequel il n'est prévu de réaliser aucune plantation.

« Cette solution, continue le ministre, a été retenue de préférence à celle consistant à la location de places dans le parc de stationnement existant, qui présentait l'inconvénient d'entraîner une charge financière relativement lourde pour une période brève s'ajoutant à l'effort d'investissement très important entrepris par ailleurs pour la construction du parc de stationnement souterrain.

« Dont acte. Mais cette réponse ne satisfait guère les Parisiens ni leurs visiteurs, qui ne peuvent que déplorer l'état dans lequel est laissée l'esplanade, rognée à l'une de ses extrémités par les barrières de chantiers de la S.N.C.F., étouffement mal éclairé le soir, dans un état de boueusement continu. Quand donc commencera-t-on à s'occuper sérieusement d'entretenir les aires parisiennes ?

### Quarante-quatre ans en loge

## Mme Bricot, concierge

Il y avait fête, ce dimanche, à Montmartre. Les petits poubelles en costume révolutionnaire — bonnets bleus et rouges, pantalons rayés blanc et rouge et jupes rouges — étaient venues célébrer à coups de roulements de tambour les deux concierges les plus méritants de Paris : Mme Frémoux, quatre-vingt-un ans et cinquante-deux ans de loge, et Mme Bricot, quatre-vingt-quatre ans et quarante-quatre ans de loge.

Avant la distribution des coupes, des cadeaux et des bouillottes, on parla de la situation des concierges et des gardiens d'immeubles. La profession a considérablement régressé. Le moyen d'âge, qui était autrefois de soixante-quinze à quatre-vingt ans, tourne aujourd'hui autour de dix-huit-vingt-cinq ans, les jeunes trouvant dans ce métier le moyen de résoudre les difficultés de logement. La vague des concierges portugais, plus nombreux que les espagnols, les yougoslaves et les marocains, n'est plus, depuis deux ans, aussi forte qu'elle l'a été. Mais on

assiste à une montée de la demande venant des Vietnamiens.

Le logement laisse encore beaucoup à désirer. On continue à trouver comme c'est le cas, par exemple, rue de la Fidélité (10<sup>e</sup> arrondissement), des loges de 3 mètres sur 2, sans fenêtre, et nombreuses sont celles qui n'ont pas été repeintes depuis vingt ans. Le niveau des salaires reste très bas. « Avec moins de 400 F par mois en moyenne, la profession est la plus mal payée de France », a déclaré M. Jacques Simak, le secrétaire général de l'U.F.T. (Union française du travail) et même de l'exemple de cette concierge de soixante-trois ans qui entretient seize étages quatre entrées et trois cours pour un salaire mensuel de 123,50 francs.

« Les conditions de travail sont dures, notamment dans les grands ensembles, a fait remarquer M. Paul Quenel, président du S.N.I.G.I.C. (Syndicat national indépendant des gardiens d'immeuble et concierges). Les gardiens ont non seu-

lement à surveiller jusqu'à cinq cents logements, mais à entretenir les espaces verts et les parkings. » Dans ces immeubles neufs, la sécurité pose aussi des problèmes aigus, les gardiens étant fréquemment victimes d'agressions.

**Le gros réveil**

Après le temps des réceptions, vint le moment des récompenses et Mme Marguerite Bricot, une vieille dame, portant une robe noire, un petit collier de perles et un chignon gris, monta sur l'estrade pour recevoir la coupe René-Thomas destinée à la concierge la plus méritante de Montmartre. Mme Marguerite « tient » depuis quarante-quatre ans le 2 de la place Jean-Baptiste-Claément, un immeuble en pente sur le Butte.

Un immeuble très propre. Derrière le porte grillagé de la loge, toute une vie est là : une chaise, la valise, des clés sur un plateau, des plantes vertes, une vue de Montmartre et des photos de famille, un gros réveil rond et comme dans tous ces immeubles du début du siècle,

la chambre à coucher derrière la cloison en bois.

« J'ai sept étages et vingt-quatre propriétés, dit la concierge. Tous des gens très gentils. J'ai même l'architecte de la maison. » Pour faire son escalier, Mme Bricot se fait aider. « Il y a un an seulement que j'ai quitté un qui me sort les poubelles. J'ai quand même quatre-vingt-quatre ans. » Mme Bricot est plus qu'une concierge. Elle a les clés de toute la maison, elle garde les enfants, va chercher les médicaments et suit les plombers pas à pas quand ils viennent pour une réparation. « Elle m'a même habillée quand j'ai eu ma crise de rhumatismes », dit une locataire venue l'acceuillir.

Lauréate du S.N.I.G.I.C., Mme Frémoux, la doyenne, était absente. Un deuil récent l'avait retenue loin des festivités. Dans le rue du Sentier, le porte de son immeuble était fermé. Derrière les volets verts, au coup de sonnette, son chien s'est mis à aboyer. En bon gardien d'immeuble. Mais qui donc gardait le chien ?

FLORENCE BRETON.

### ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institution internationale privée, spécialisée depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres, accueillant chaque année, sans distinction de sexe, de race ou de nationalité, un nombre limité de participants dans ses cours :

- FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE (pour cadres débutants)
- PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES (pour cadres en fonction)

Deux programmes intensifs, de courte durée, résolument concrets, multi-disciplinaires, internationaux et, avant tout, pratiques.

Les études durent 9 mois, à plein temps. L'enseignement se fonde sur la réalité du monde des affaires : il est dispensé exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils. Les méthodes pédagogiques sont actives, basées sur la participation et le travail en équipe. Les progrès sont mesurés par contrôle systématique et continu des connaissances.

La prochaine session débute le 15 octobre 1977. Documentation détaillée sur simple demande au Secrétariat ECL, ch. de Mornex 35, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 99 92, en précisant la référence MON 2

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec

## nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départ de Paris

ATHÈNES	700 F
CASABLANCA (1)	920 F
MONTREAL	1 360 F
NEW YORK	1 450 F
BOMBAY	2 050 F
BANGKOK	2 250 F
SAN FRANCISCO	2 650 F
SINGAPOUR	2 650 F
DJAKARTA	3 120 F
DENPASAR	3 414 F

Aller-Retour  
Vols à dates fixes  
(1) avec 6 nuits d'hôtel

CIRCUITS AVENTURE

Decouverte du Kenya Nord Tanzanie  
du 1<sup>er</sup> juillet au 23 juillet  
du 30 juillet au 20 août  
3 900 F

CIRCUITS ORGANISÉS

Le Maroc à dos de mulet  
sans valise  
du 30 juin au 19 juillet  
du 14 juillet au 28 juillet  
du 4 août au 18 août  
du 11 août au 25 août  
2 000 F

Renseignements et inscriptions à : NOUVELLES FRONTIÈRES

TOUR AVENTURE  
63, Av. Denfert-Rochereau  
75014 PARIS  
Tél. : 325.12.14

2, rue Auguste Brizeux  
44000 NANTES  
Tél. : 71.09.07

13, rue Annexe Vieille  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél. : 26.47.22 LIC 783 A

(PUBLICITÉ)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

SYNDICAT INTERDÉPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE

Direction départementale de l'Équipement  
Subdivision des études foncières et de topographie  
32, quai Gallieni 92151 SURESNES CEDEX

COMMUNES DE MEUDON, ISSY-LES-MOULINEAUX, CLAMART, VANVES, MALAKOFF et CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

### CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU COLLECTEUR DE DÉCHARGE DE LA VALLÉE DE LA BIÈVRE

Doublage de l'émissaire Sud 2<sup>e</sup> branche entre la Seine (route de Vougrard) à Meudon et l'avenue Marcel-Cachin (N 306) à Chatillon-sous-Bagneux

## ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

## AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 4 mai 1977, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est prescrite sur le territoire des communes de MEUDON, ISSY-LES-MOULINEAUX, CLAMART, VANVES, MALAKOFF et CHATILLON-SOUS-BAGNEUX, concernant la réalisation d'un nouvel ouvrage d'assainissement dit « collecteur de décharge de la vallée de la Bièvre » par doublage de l'émissaire Sud deuxième branche entre la Seine (route de Vougrard) à MEUDON et l'avenue Marcel-Cachin (N 306) à CHATILLON-SOUS-BAGNEUX.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés dans les mairies des communes ci-dessus désignées du 6 au 24 juin 1977 inclus, afin que les personnes qui le désireraient puissent en prendre connaissance pendant les heures normales d'ouverture (samedi, dimanche et jours fériés exclus) et consigner éventuellement leurs observations sur les registres ou les adresser par écrit à Monsieur DEVINCERE Clément, 29, boulevard de Stalingrad à MALAKOFF 92240 - nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête, les copies des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les mairies où l'enquête a eu lieu, dans les sous-préfectures et préfecture du département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de l'article R11-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.



# D'UNE RÉGION À L'AUTRE

## Rhône-Alpes

### LE CASINO DE CHARBONNIÈRES VENDU AUX ENCHÈRES

La plus grande partie des actions (56 994 sur un total de 60 486) de la Société des eaux minérales de Charbonnières-les-Bains, qui exploite un établissement thermal, un hôtel trois étoiles, un restaurant et, bien sûr, un casino, l'un des premiers de France sera vendue aux enchères publiques le 1<sup>er</sup> juin prochain. Les adjudications définitives auront lieu le 3 juin.

Cette vente forcée intervient à la demande de la Société générale et de sa filiale, la Calif — Société de crédit à l'industrie française — désireuses de récupérer une créance de 14 870 333 francs sur les deux principaux actionnaires de la Société des eaux minérales.

Ces deux actionnaires, Vienne C.P.F. (Compagnie française de participation), société anonyme dont le P.D.G. est M. Victor Trouiller, juge au tribunal de commerce de Vienne, et M. Garabed Paltobedrossian, promoteur immobilier de Vienne, s'étaient déclinés respectivement 53,1 % et 37 % des actions de la société en question.

En 1973, ces deux actionnaires ont emprunté une somme de 13,6 millions de francs et se sont très vite trouvés dans l'impossibilité d'honorer les remboursements. Le projet immobilier qu'ils avaient conçu — construction d'un ensemble hôtelier et de loisirs, avec un golf, réalisation d'un lotissement de deux cents maisons individuelles, le tout implanté sur une partie des 115 hectares que possède la Société des eaux minérales à l'ouest de Lyon — n'ayant pu être mené à bien dans des délais brefs.

Le P.D.G. de la Société des eaux minérales Charbonnières est, depuis 1976, date de la démission de M. Paltobedrossian, M. Robert Vagner de Braine, ancien notaire. Parmi les administrateurs, se trouvent : M. Jacques Mazziol, P.D.G. de la Société d'aménagement du Corbier, ancien ministre de la construction et du logement ; M. Becc de Fouquières, administrateur de l'Express, beau-père de M. Jean-Jacques Berrand, Schreiber ; M. Michel Junot, ancien préfet, devenu adjoint au maire de Paris et médiateur de cette ville, en était administrateur il y a encore un mois. — (Corresp.)

## L'hydraulique alpine en renfort du nucléaire ?

De notre correspondant régional

M. Paul Delonvri, président d'E.D.F., s'apprête à demander au gouvernement l'autorisation de mettre en chantier deux centrales thermiques pour pallier le retard pris par le programme nucléaire. L'énergie hydraulique, à laquelle le rapport de la commission Piatat avait voulu donner un second souffle en 1975, a-t-elle encore des chances ? La région Rhône-Alpes est naturellement intéressée au premier chef.

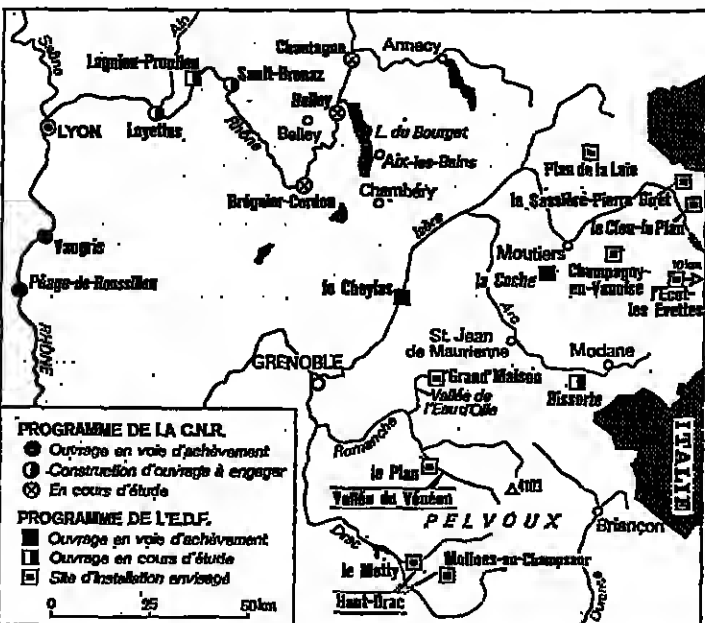
Lyon. — « L'hydraulique est arrivée à une fin en sens physique du mot ; il n'est pas possible de laisser au personnel l'illusion qu'il peut y avoir un avenir quelconque. » Cette condamnation avait été portée à la fin de 1973 par la direction de Région équipement hydraulique (REH) d'E.D.F. secteur des Alpes du Nord. Elle avait déclenché une vive réaction de la part des syndicats, notamment ceux de Chambéry directement concernés.

Les objections faites alors, notamment par la C.F.T.C. et la C.G.T., sur la nécessité de reprendre l'inventaire des ressources hydrauliques, effectués pour la dernière fois en 1963, et de maintenir les équipes d'hydrauliciens susceptibles de réaliser des ouvrages nouveaux, se trouveront renforcées fin 1974 par la crise du pétrole. Le rapport de la commission d'étude de la production d'électricité d'origine hydraulique et marémotrice — dite « commission Piatat » — rendu public en décembre 1975, contribuera à redonner à l'énergie hydraulique un second souffle.

Certes, les structures ont été administrativement remaniées : REH a été rebaptisée Région équipement Alpes-Lyon (REAL), et des ingénieurs nucléaires travaillent dans les bureaux savoyards. Mais l'implantation à Chambéry des hydrauliciens, avec à leur tête, un directeur adjoint chargé de l'hydraulique, a été maintenue. Des crédits ont même été décaissés en 1976 pour le lancement d'études sur des sites nouveaux et la réalisation de certains sondages préliminaires.

La vocation hydraulique de la région Rhône-Alpes s'inscrit dans son relief. Au cours d'une journée d'étude organisée récemment par le Conseil économique et social de Rhône-Alpes, M. Camille Berrard, délégué régional de la production et du transport E.D.F., a précisé quel était l'impact des équipements régionaux : avec une puissance

La C.N.R., chargée d'équiper le Rhône dans le cadre de la réalisation à long terme de la liaison Nord-Méditerranée, a achevé la construction de ces deux derniers ouvrages : à Péage-de-Roussillon (puissance 165 MW, production 860 millions de kWh, mise en service fin 1977) et à Vangris (puissance 65 MW, pro-



sance hydraulique installée de 5 700 MW (mégawatts), Rhône-Alpes représente 33 % de l'équipement national et assure une production annuelle moyenne de 21 milliards de kWh (kilowattheures) soit 36 % de la production nationale d'électricité d'origine hydraulique. Cette production est assurée, principalement par l'E.D.F. (14,6 milliards de kWh) et par la C.N.R. (Compagnie nationale du Rhône, 8,2 milliards de kWh), le privé n'intervenant que pour 400 millions de kWh.

La C.N.R. a été vivement encouragée à poursuivre les études de deux autres projets : Loyettes et Saut-Brenaz (au total 110 MW de puissance et 550 millions de kWh qui pourraient être proposés à l'enquête d'utilité publique à la fin de cette année ou au début de 1978).

L'E.D.F., pour sa part, termine deux importantes installations de pompes gravitaires à La Coche (Savoie, 310 MW, 115 millions de kWh) et à Chignin (Savoie, 480 MW, 610 millions de kWh). Cette chute, dernier maillon de l'aménagement Aro-Isère, commandé au Mont-Cenis, a nécessité le percement de 28 kilomètres de galerie, dont l'une de 6 mètres de diamètre et de 18 kilomètres de long, sous la chaîne de Belledonne. L'E.D.F. reprend également la chute de Lagnieu-Bronilieu (30 MW, 110 millions de kWh) sur le Rhône, pour laquelle une décision de construction plus récente aurait permis d'éviter deux tours de réfrigération atmosphérique à la centrale nucléaire de Bugey.

Même si des aléas modifiaient sensiblement les courbes exponentielles chères aux partisans de la croissance, qui prévoient un doublement des besoins énergétiques tous les dix ans — la consommation annuelle d'électricité passerait à 200 milliards de kWh en 1975 à 400 en 1985, — situation qui permettrait, en revanche, de réduire le nombre des centrales nucléaires, l'hydraulique est appelée à se développer. D'une part, parce qu'elle participe aussi directement à la réduction du programme électro-nucléaire, d'autre part parce qu'elle est techniquement indispensable pour accompagner le programme. Le nucléaire présente en effet une « rigidité » telle dans la production d'électricité qu'il s'adapte aux variations de la consommation, qui sont de l'ordre de 15 %. Or l'hydraulique, en étendant le

développement d'autres sources de transfert d'énergie, est seule capable de répondre à cette exigence.

Il suffit, par exemple, de trois minutes et demie pour que la centrale de Roselend passe d'une puissance de 5 à 500 MW. Pour les responsables d'E.D.F., « ce sont essentiellement les stations de transfert d'énergie sur pompage qui sont susceptibles d'offrir à l'emploi de l'hydraulique les perspectives les plus substantielles ». A partir de 1985, les centrales nucléaires produiront pendant la période estivale, juillet-août-septembre, entre 5 et 6 milliards de kWh « en trop ». Cette électricité disponible, impossible à stocker, sera utilisée alors pour « remonter » dans les barrages des mètres cubes d'eau qui seront ensuite turbinés pendant les moments de grande consommation (1).

Dans cette perspective du développement du pompage, les hydrauliciens ont repris depuis un peu plus d'un an des études sur des projets que leur direction leur avait abandonnés en 1974. C'est le cas du suréquipement de Bissorte, en Maurienne, et de la construction du barrage de Grand-Maison dans la vallée de l'Eau-d'Oile (Isère). Ce dernier ouvrage destiné au pompage saisonnier aura une puissance de 1 200 à 1 500 MW, soit une tranchée à une tranchée et demie de nucléaire — et sera mis en eau dans les années 1984-1985. Mais les ingénieurs ont également entrepris un inventaire des sites susceptibles d'être encore équipés. Parmi les douze possibilités retenues, certaines sont déjà connues comme l'aménagement de la moyenne Isère en amont et en aval de Grenoble, pour lequel des travaux préliminaires avaient même été entrepris. Le comité d'expansion de l'Isère, en liaison avec les services publics comme la préfecture et la région municipale d'électricité de Grenoble, a d'ailleurs été chargé de coordonner les nouvelles études et proposera en juin au conseil général de l'Isère d'adopter un schéma de travail.

### Les nouveaux sites

Mais d'autres sites sont nouveaux, comme le plan de la Laiterie, la Barrière-Pierre-Gire (277 millions de kWh au total) au-dessus du barrage de Roselend ; le Clou-la-Rale (250 millions de kWh) au-dessus de Tignes ; l'Écot-les-Evettes au-dessus de Bonpas-sur-Ar ; Champsaur-en-Vallée ; la Haute-Tarentaise ; Le Motky ; Molines-en-Champsaur ; les aménagements du haut Drac, de la vallée du Vénoc et de la Romanche dans l'Oisans. Le plan de la Laiterie, dans le Beaufortain, pour lequel des sondages ont déjà été effectués, a atteint le stade de l'étude dite préliminaire. Cet ouvrage de 120 mètres de hauteur, 65 millions de mètres cubes et d'un coût de 230 millions de francs, permettrait de transférer 250 millions de kWh de l'été en hiver.

L'ensemble des sites inventoriés représenterait, s'il était réalisé, de 5 600 à 6 000 MW soit à peu près six tranches de nucléaire. Mais tous les projets ne verront sans doute pas le jour. Champsaur, par exemple, qui exigeait de recouvrir un village et trois hameaux, ne sortira peut-être jamais des cartons, même si les hydrauliciens attribuent à ce site le titre de « plus belle cascade des Alpes ». De même le projet de réservoir de 80 millions de mètres cubes au-dessus de Bonneval-sur-Arc, qui nécessiterait les valées supérieures de l'Arc et celle de l'Evette, risque de déclencher une vive hostilité. Pour s'opposer à la construction du barrage, un comité de défense et de sauvegarde du Beaufortain s'est d'ailleurs déjà constitué et a reçu le soutien de très nombreuses associations ou syndicats.

### BERNARD ELIE.

(1) Le principe du pompage peut être appliqué à des cycles quotidiens : l'électricité produite la nuit est utilisée pour pomper l'eau, laquelle est ensuite turbinée pendant la journée.

## Corse

### M. EDMOND SIMEONI CONTRE LES PROVOCATEURS

L'assemblée extraordinaire des militants de l'Association des patriotes corse (A.P.C.) a réuni plus de deux mille personnes, le dimanche 22 mai, à Catecchio.

M. Edmond Simeoni a constaté que toutes les tentatives pour combattre les autonomistes étaient soldées par des échecs. « La seule chance qui reste aux colonialistes, c'est l'affrontement, a-t-il dit. S'il faut un jour franchir le pas, il faut pas que cela vienne de nous. Mais un jour, ils nous obligeront à le faire. »

M. Edmond Simeoni a également rappelé qu'il avait demandé une entrevue au préfet de région « pour lui donner le moyen de faire partie des provocateurs sans bruit ». Il a lancé à ce propos une mise en garde : « Si demain le pouvoir donne la preuve qu'il est complice de ces assassinats, qui peut penser que des hommes qui ont risqué leur vie et qui sont prêts à la risquer de nouveau vont démissionner ? Si un jour, il y aura encore plus. » — (Corresp.)

## Nord-Pas-de-Calais

### POLLUTION PAR LE PLOMB PRÈS DE CAMBRAI

A Escandouvres, commune de trois mille trois cents habitants proche de Cambrai, où est installée une usine Penarroya, des vaches qui avaient été mises dans des pâtures à proximité de cette usine sont mortes d'une intoxication par le plomb.

Cette usiner recycle des matières contenant du plomb. Une installation, en 1976, avait provoqué la rupture d'une digue d'un bassin de décontamination.

M. Edouard Triquet, maire de la commune, vient de signer un arrêté municipal interdisant provisoirement la vente et la consommation des légumes produits dans un périmètre précis ; la société Penarroya a annoncé qu'elle indemniserait pour leur manque à gagner les maraîchers. — (Corresp.)

## EQUIPEMENT

### TRANSPORTS

#### NOUVELLES MANIFESTATIONS CONTRE « CONCORDE » A NEW-YORK

Les manifestations se multiplient à New-York avant l'audience publique que doit organiser le mardi 24 mai la deuxième cour d'appel de New-York. Ce tribunal doit statuer sur le maintien ou la levée immédiate de l'interdiction pour Concorde d'atterrir à l'aéroport Kennedy.

Reprenant une tactique qui avait fait ses preuves, le dimanche précédent, un millier d'automobilistes, répondant à l'appel de deux organisations hostiles à l'aviation franco-britannique, ont roulé sur pas sur les principales voies d'accès desservant l'aéroport, pendant les heures de pointe du trafic aérien.

Au même moment, une cinquantaine de bateaux de plaisance se sont groupés dans le baie de Jamaica qui longe la piste d'envol et ont tenté d'aborder afin de protester contre les risques que la Concorde fait courir, selon eux, à l'environnement. Ils en ont été empêchés par les garde-côtes.

Si la cour d'appel confirme la décision du juge Milton Pollack (le Monde date 22-23 mai), les vols d'essais de Concorde pourraient commencer le 31 mai et le premier atterrissage à Kennedy-Airport aurait lieu le 20 juin. Mais les opposants au supersonique prévoient des manifestations de protestation tous les dimanches précédant cette date. — (A.P.F., Reuter.)

## Qui peut vous offrir la 1<sup>ère</sup> classe pour autant de villes d'Allemagne ?



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Brême, Cologne/Bonn, Düsseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarbrück et Stuttgart. Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.

**Lufthansa**

**TUNISIE**

**8 jours 1145 F**

Grèce 19,1 2185 F  
Turquie 16,1 1180 F  
Israël 15,1 2550 F  
U.R.S.S. 21,1 4575 F  
Méditerranée 24,1 4575 F

Maroc 8,1 1230 F  
Tunisie 8,1 1145 F  
Égypte 17,1 525 F  
22,1 3250 F

et Pérou, Bolivie, U.S.A., Pays de l'Est, Scandinavie, Thaïlande, Yémen, Corée, Bulgarie, etc.

Prix comprenant : Voyage par avion, séjour ou circuits découverts.

**payscope international**

6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02

Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Voyages 77"

nom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

des prix pour aller plus loin plus longtemps

épreuve de français le 22 juin

**objectif BERG**

un volume 16 F

**LAROUSSE**

chez votre libraire

**DEFENSE**

M. Bourges : la position du P.C.F. sur le test nucléaire pas de mise en œuvre des pensées électoral

**école des cadres**

6 et 7 juin

**le nouveau X21**

Vous en mesurerez tout

**Remontons le**







## De notre envoyé spécial

qué qu'ils voulaient garder « toute leur indépendance ». « La défense des intérêts des étudiants, a déclaré, dans son rapport d'activité, M. Etienne Andreux, secrétaire général sortant — qui n'a pas demandé le renouvellement de mandat, — cela passe avant toute chose. De ce point de vue,

(De notre correspondant.)

**Quinze mille adhérents**

Les étudiants de l'UNEF pensent qu'une victoire de la gauche aux élections peut entraîner un développement important d'adhésion au syndicalisme étudiant. forte aujourd'hui d'environ quinze mille membres, auxquels s'ajoutent trente mille militants affiliés à des « services » du syndicat, l'UNEF entend bénéficier seule de ce regain d'intérêt. Mais ses responsables expliquent déjà que le rôle d'un syndicat, après 1974, sera de continuer à défendre les intérêts étudiants.

Les sept cents délégués ont tenu tout d'abord à compléter leur « plate-forme revendicative », et dressé un bilan modéré des luttes de l'année universitaire qui s'achève. Ce congrès a également permis aux militants de l'UNEF de préciser le portrait de l'étudiant de 1977 et de dresser la liste de ses difficultés — notamment matérielles — à poursuivre ses études. Jean-Louis Manu a appelé les étudiants à participer à la grève du 24 mai et à reprendre, dès la rentrée prochaine, les études. Il a aussi encouragé les décisions de Mme Allé, Sautier-Séclé, secrétaire d'Etat aux universités.

**PHILIPPE BOGGIO.**

● M. Joseph Mullara, en désaccord avec M. René Ravaud, président-directeur général de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, a quitté ses fonctions de directeur général adjoint de la SNECMA. Ancien polytechnicien et ingénieur général de l'armement, M. MULLARA a été nommé directeur général adjoint (affaires industrielles et techniques) à la Société nationale industrielle aérospatiale.

# Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE  
selon niveau, mise au point scientifique  
en septembre ou années préparatoires

**CEPES** Groupement libre de professeurs  
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly.

01 47 00 00 00 - 01 47 00 00 00

**Dimanche 29 mai de 9 h. à 18 h.**  
Hôtel Suffren la Tour  
20, rue Jean-Ray, Paris (15<sup>e</sup>)  
Entrée libre et gratuite  
Renseignements :  
Union des Athlètes  
0330 BELLENAVES

le chef-lieu de son Arreyron natal, ses vingt-cinq ans d'épiscopat... l'Eglise n'est pas un musée, s'il est notamment de la messe, elle n'a jamais cessé de se confondre avec l'Eglise, l'Evangile et la Credo, avec l'accessoire et le contingent, qui n'en est que l'expression à un moment donné de son histoire. -

An terme de la cérémonie, interrogé par les journalistes sur la « situation schismatique du prélat d'Ecône, le cardinal a déclaré : « Il m'est difficile de répondre, mais il est bien évident qu'il s'agit d'un acte de séparatisme. ».

[illegible]

Voici quelques passages de l'homélie prononcée par Mgr Lefebvre :

noire les pêcheurs publics. On  
oûs le sacerdoce, car seule-  
le prêtre peut célébrer la  
messe — messe dont on né-  
veut plus.

» Nous avons droit à cette  
église, construite pour y célé-  
brer le saint sacrifice de la  
messe. Ce que nous disons  
avec beaucoup de respect à  
nos évêques et à nos prêtres est  
de nous donner des églises  
à nos héros héroïques comme  
à nos matons d'Etat et à nos  
régus à Notre-Dame. Et que  
prêcha-t-on dans ces églises ?  
On défend les droits de  
l'homme. Or nous ne connais-  
sons pas la Déclaration des  
droits de l'homme, forgée à  
la Révolution pour continuer  
la révolution : nous ne  
connaissons que le Déca-

« C'est pour cela que nous n'acceptons pas la nouvelle religion. C'est un jour ecuménisme qui agit comme un dissolvant sur notre sainte religion et détruit tout. On pense qu'on peut être sauvé en dehors de Jésus-Christ. On veut faire du saint sacrifice de la messe une « intercommunion » où tous sont admis, y compris les non-catholiques, les infidèles, les hérétiques,

» Il faudrait que d'autres évêques se joignent à nous. A Rome, il y a quinze jours, j'ai dit cela à ceux qui m'avaient invité, comme j'ai dit non à la nouvelle religion œcuménique. Il faut continuer, dans le calme et sans violence, car nous sommes certains d'être dans la vraie voie. Ce n'est pas nous qui avons des problèmes : nous posons problème aux autres. »

De notre envoyé spécial

La Pommeraye — Rare-  
 assortie synoda de l'Eglise  
 réformée de France — il a  
 un lieu du 19 au 22 mai —  
 tout aussi alerte, enjoué,  
 vif, vaillant. Est-ce parce que le  
 modérateur, le pasteur Jean  
 Lafolette, a fait preuve, de bon  
 sens, de bon d'humeur, d'bonne  
 humeur? Est-ce en raison du  
 thème de la sexualité qui —  
 est bien connu — porte au  
 premier et à la plaisanterie pour  
 débarrasser l'ambarras, voire la  
 science, plus ou moins incon-  
 sciente qu'elle suscite? Est-  
 ce enfin — n'est-ce pas sur-  
 tout? — la présence de

De notre es

n'est pas tombé dans le piège d'une morale biblique que les chrétiens n'auraient qu'à décalquer. Sans doute parce que les Eglises de la Réforme sont des « Eglises de la Bible » et qu'elles entretiennent des rapports étroits et non lâches avec elle. Elles comprennent mieux que d'autres qu'on n'a pas le droit d'extraire des recettes éthiques toutes faites de l'Ancien et du Nouveau Testament.

L'Ecriture sainte demande à être décodée en fonction de « temps et de tous temps. Elle nous livre sa vérité que si on la réinterprète.

## Appel à la réalité

Les jeunes sont trop rares au synode, mais ils commencent à s'y exprimer plus volontiers. Une étudiante en théologie a tenu à faire remarquer le phénomène massif de couples non mariés et de couples qui ne se marient pas. Elle a dit que l'Église a passé sous silence comme quelque chose de honteux : « Reconnaissiez-nous pour ce que nous sommes et osez de tenir des discours coupés de la réalité ».

La réaction prémonitrice est que l'Église ont donné plus ou moins dévalé la sexualité, suspecté le désir, livré les femmes à la volonté du mâle « seigneur et maître », et livré les

désir de vivre l'intensité plutôt que l'usure, plutôt un temps fort et plein, qu'une durée où peut mourir la relation.

« Que les jeunes entendent cette exigence que les jeunes gens conservent la délicatesse à l'égard de leurs parents, que l'Égypte annonce par l'Évangile que l'avenir n'est pas tout à fait assuré, mais que nous aurons des chances continues de renouveau ! »

Le phénomène communautaire paraît longuement positif à l'Église réformée de France (ceux qui ont lu la conférence s'en souviennent l'Évangile a). Quant au partage sexuel (échec de par-

Les chrétiens ont de bonnes raisons d'être modestes lorsqu'ils se voient en face de la nudité. Ils commencent, en toute justice, par confesser leurs erreurs. Mais il ne faut pas pour autant passer à l'acte. Il faut d'abord reconnaître une sexualité « sacrée ». La tentation d'un monde moderne est d'« abaisser » le sexe : ce fait est la cause de la dégradation de l'homme dans cette civilisation. Si le synode ne s'est pas appesanti sur la pornographie, il est clair qu'en mesure toute la misère.

Les enfants en revanche ont retenu toute son attention. Ils sont les victimes immédiates des

tenaires, le syndrôme se refuse à lui reconnaître des « avantages » et se contente d'en énumérer les inconvénients, les enfants de veuve coupés en patiemment : « La fréquence des échecs de ce type est dramatique. »

Le message sur le célibat pour le révolter — le texte syndical affirme que « le mariage, l'engagement à vie et la fidélité sont liés ».

Le message sur les idéologies actuelles, au regard de la raison et de la logique, cet engagement est un défi, une provocation, une chance : c'est précisément so-  
ciété, c'est impossible, le couple se donne un moteur à soi propre histoire.

### Respect du désir

Il a rappelé la formule de son Bachelard : « L'homme est création du désir, non pas création du besoin. » « Tout lui tendrait à mettre en pa- le respect du désir, ou sens de ce terme, » a dit le docteur Philippe Mal.

Mal le synode de Nord-Nor- die, « le divorce est une issue viable et peut être la moindre quand un amour est déjà ».

Il a encouragé par le pasteur Phi- lippe Mary, le synode national

buses. Plus graves encore sont les services subis par les enfants. Les statistiques sont ici accablantes, sans compter les enfants négligés et privés d'affection. La « décolonisation » des enfants est loin d'être terminée.

Le synode s'est ému, d'autre part, des risques, tant physiques que psychiques, que font courir à trop de jeunes les relations sexuelles : « *Il faut donner au diable le temps de s'épanouir plutôt que de le suffoquer immédiatement et partiellement* ». Elle est la tâche d'une éducation respectueuse.

« Christ qui vient. »  
 Le paragraphe consacré aux  
 « marginalisés » — l'expression est  
 significative — est aussi dense  
 que fraternelle. Il s'agit, ici, de  
 ce que d'autres appelleraient les  
 « déviances » de toute sorte.  
 « L'Eglise, lit-on, est consciente  
 de la somme de souffrances que  
 la marginalité cause à certains  
 d'entre eux. Quelle que soit la  
 nature de cette marginalité,  
 l'Eglise doit les accueillir. Elle  
 connaît leurs besoins, elle sent  
 quelle que soit leur différence.  
 Elle attend d'eux qu'ils aillent  
 vers un semblable repère de la

« normalité ». Pourtant, ces marginalisés nous confrontent à des limites, ils nous questionnent sur nos propres incomplétudes. »

## Les exigences de l'amour

[illegible]

★ Eglise réformée de France  
47, rue de Cligny, 75009 Paris.

## L'ANGOISSANT PROBLÈME DU CHOMAGE DES JEUNES

A la veille de la grève générale, le synode de l'Eglise réformée de France a adopté une œuvre attirant l'attention sur les points suivants :

« La régression de la situation de l'emploi qui touche toutes les classes des travailleurs français ou étrangers, y compris les travailleurs indépendants, les agriculteurs, les artisans, les commerçants ;

« L'angoissant problème du chômage des femmes ;

« L'insécurité des cadres pour eux-mêmes et pour ceux dont ils sont responsables ;

Le synode exhorte les membres de l'Eglise à une plus grande solidarité, en paroles et en actes, et à en faire Dieu x.

[illegible]



كنا ان الاصل

# Le Monde

## DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

### UNE MENACE SUR LA VIE

## Le gaz carbonique s'accumule dans l'atmosphère

La pire des pollutions est celle qu'on ignore ou que l'on sous-estime. La radioactivité, le bruit, les émissions d'oxyde de soufre, d'azote, d'oxyde de carbone, l'eutrophication, les rejets d'hydrocarbures dans la mer, ont été souvent dénoncés. Des mesures, souvent insuffisantes d'ailleurs, sont prises pour les combattre. Mais qui craint la pollution par le gaz carbonique ?

Le Dr Alvin Weinberg, qui dirige un groupe de scientifiques américains de l'ERDA (Administration américaine de la recherche sur l'énergie) pour l'étudier, estime pourtant que « les conséquences catastrophiques des émissions de

gaz carbonique sont peut-être l'aspect le plus menaçant de notre politique énergétique globale à long terme. C'est d'une certaine manière, l'analogue pour l'énergie fossile de la prolifération nucléaire : tous deux sont globaux, tous deux sont difficiles à apprécier, tous deux sont susceptibles de conduire au désastre ».

Une chose est certaine. La proportion de gaz carbonique dans l'atmosphère, résultant de la combustion du bois, du pétrole, du charbon, du gaz, etc., ne cesse d'augmenter. En moins de vingt ans (de 1957 à 1975), elle a augmenté de 5 %. Au milieu du vingt et unième siècle, en supposant un accroissement raisonnable (compris entre 3,5 % et 4 %) de la consommation

d'énergie fossile, la proportion de gaz carbonique aura doublé. Avec des conséquences catastrophiques : une augmentation de la température globale de deux à trois degrés. Ce qui signifie qu'une partie de la glace des pôles aura fondu et que le niveau de la mer aura monté de quarante à quatre-vingts mètres. Combien de villes et même de pays seraient rayés de la carte ? Une eau de mer devenue acide : où la coquille des mollusques risquerait de se dissoudre.

Ces prévisions ne sont pas le fait d'écologistes en mal de drame. Les experts qui les avancent sont mondialement réputés. Ils travaillent pour des organismes aussi sérieux que le ministère du commerce américain ou l'adminis-

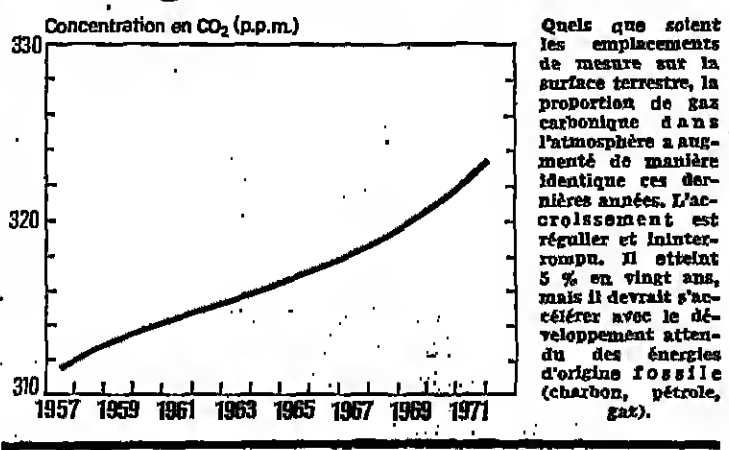
tration américaine pour la recherche et le développement de l'énergie. Le président Carter vient de décider de réorienter la politique énergétique des États-Unis vers une utilisation accrue des énergies fossiles, en particulier du charbon. Le dégauchement de gaz carbonique va donc être encore plus rapide que ce que prévoyaient les experts. Or, s'il est possible de contenir la radioactivité, de limiter les émissions d'oxyde de carbone, de soufre, d'azote, il n'est pas possible d'empêcher la libération du gaz carbonique lors des combustions. Le retour au charbon pour éviter l'énergie nucléaire peut donc être un remède pire que le mal.

Supposons que le même proportion (la moitié) du gaz carbonique de combustion reste dans l'atmosphère au cours des années à venir. Supposons aussi que la croissance des besoins énergétiques soit limitée à 4 % par an. En l'an 2000, la proportion de gaz carbonique atmosphérique est de 20 % supérieure à celle d'aujourd'hui. Elle aura doublé au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle.

#### Paris rayé de la carte

Où seraient les conséquences d'un tel doublement ? Personne ne le sait. La météorologie est une science qui n'est pas assez sûre pour permettre des prédictions absolues. Mais Syukuro Manabe et Richard Wetherald, du laboratoire de dynamique des fluides en géophysique à Princeton (laboratoire dépendant du départe-

### L'augmentation du CO<sub>2</sub>



## LA PAZ : une ville au sous-sol instable

### Des géologues français sont invités à ausculter le site

Le maire de La Paz (Bolivie), M. Mario Mercado, et son adjoint, directeur des services techniques de la ville, M. Adolfo Nuñez, viennent de passer quelques jours en France. Le but de ce voyage : des réunions de travail au Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) et au Bureau central d'études d'outre-mer (B.C.E.O.M.) — deux organismes publics à caractère industriel et commercial — qui, depuis le mois de mai 1976, ont passé avec la ville de La Paz un contrat d'études. Le site de la capitale bolivienne est exposé, en effet, à de graves risques naturels (éboulements, glissements de terrain, coulées de boue, inondations) qu'il faut connaître pour que la ville puisse se développer en assurant la sécurité à ses habitants.

Une énorme cuvette évidée dans l'Altiplano et dominée par trois pics neigeux de l'illimani : le site de La Paz est d'une très grande beauté mais cette beauté même lui confère une grande fragilité. Vue du rebord du haut-plateau, la ville dégringole littéralement sur 800 mètres de dénivellation (de 4 100 mètres à 3 600 mètres d'altitude). On a bien pensé, ici ou là, des bosquets d'eucalyptus pour essayer de tenir la terre. Mais la vue des rues escarpées les rebords de la cuvette et les aperçus sur les parois vertigineuses des ravins scilicet dans des conglomérats grossiers permettent de percevoir l'instabilité potentielle du site. L'Altiplano est né du comblement d'une gigantesque dépression séparant les deux chaînes principales des Andes. Le remplissage a commencé au pliocène (le dernier étage du tertiaire, de 5 à — 2,5 millions d'années), par des dépôts fluvioclastiques (sédiments des argiles assez fines). Il s'est poursuivi pendant tout le quaternaire avec des alternances de ce même genre de dépôts fins, de conglomérats glaciaires et fluvi-glaciaires beaucoup plus grossiers, et même de fines couches de cendres (des cendres volcaniques). On n'a d'ailleurs pas identifié les bouches d'émission

de ces cinérites, les volcans actifs connus les plus proches étant situés à 150 kilomètres de là, près de la frontière chilienne. Sur les matériaux meubles et peu cohérents de l'Altiplano, c'est-à-dire à une altitude voisine de 4 000 mètres, s'est installé un réseau hydrographique. A une époque relativement récente — il y a peut-être quelques centaines de milliers d'années — le cours supérieur de ce qui est actuellement le rio Beni, un affluent de l'Amazonas, coulait donc vers le nord, au pied du versant oriental de la cordillère Royale, à capturer des eaux de l'Altiplano coulant à l'ouest de cette cordillère. Le niveau de base de ces rios s'en est trouvé brusquement abaissé de plus de 3 000 mètres, ce qui a déclenché, comme toujours en pareil cas, une très forte érosion. Ainsi, dans les dépôts de l'Altiplano empilés sur 800 à 1 200 mètres d'épaisseur, s'est creusée et se creuse encore la cuvette de La Paz.

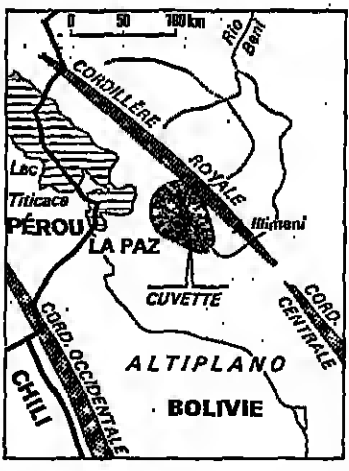
Les quebradas sont, bien évidemment, des lieux, prédisposés aux éboulements. Les débris tombés des parois viennent s'accumuler dans le fond des gorges. Là, ils s'imbibent d'eau ou bien ils forment de petits barrages naturels qui, cédant, tôt ou tard, sous la pression de l'eau s'accumulant derrière eux. Ainsi se déclenchent des inondations ou des coulées de boues qui balayent tout sur leur passage. Ce genre de phénomène se produit depuis des milliers d'années : au sud de la cuvette de La Paz, la vallée de la Lima, paysage lunaire de chemins de fer, a été sculptée dans 3 milliards de mètres cubes de boue ayant dévalé là il y a environ neuf mille ans.

Jusqu'en 1950-1955, la ville a grandi dans le fond de la cuvette, là où les risques naturels sont faibles ou quasiment nuls. Mais à partir de 1955, la population de La Paz s'est gonflée à un rythme frénétique (200 000 habitants en 1955, 655 000 en 1976) et la ville s'est développée d'une façon anarchique. On a construit sur des pentes instables — les maisons les plus pauvres étant bâties pour le plupart tout en haut de la cuvette, sur les zones les plus vulnérables — et chaque saison des pluies est jalonnée par un grand nombre d'accidents, dus à des éboulements, à des coulées de boues, à des inondations. La municipalité a dû réorganiser, depuis deux ans, un service de rigades de secours pour les vingt-quatre heures sur vingt-quatre à aller combattre les catastrophes.

Mais, si efficaces soient-elles, les brigades ne résolvent pas le problème fondamental de La Paz et elles le résoudront d'autant moins dans l'avenir que, selon les prévisions, la capitale bolivienne comptera un million d'habitants en 1980 et un million six cent mille vers 2010. Or, les zones stériles de la cuvette ne peuvent recevoir que huit cent mille habitants.

La ville de La Paz a donc fait entreprendre une étude complète du site et des possibilités naturelles de celui-ci. Depuis le mois de mai 1976 et jusqu'en novembre prochain, l'équipe française dirigée par M. Philippe Masurel travaille avec un bureau d'études de La Paz Prudencio-Claudio y Asociados et le personnel technique de la ville de La Paz. Bolivien et Français auscultent le site : climatologie, hydrologie, géologie, géomorphologie, géotechnique, chacun de ces éléments a été traduit par une « carte de facteur » au 1/10 000.

Ces six cartes de facteur ont servi à élaborer deux cartes de synthèse au 1/10 000 qui seront la



base de la planification urbaine : la carte des risques naturels, déjà faite, montre la nature du risque (éboulement, inondation, érosion, coulée de boue) et même l'ampleur de ce risque (niveau d'élévation du niveau des mers (lille) à la fonte des glaciers des pôles). Elle atteindrait 40 à 80 mètres. Les Pays-Bas disparaîraient, et la mer recouvrirait Paris.

La mer et les végétaux. Deux mécanismes principaux de fixation du gaz carbonique atmosphérique sont actuellement connus : la photosynthèse des plantes et l'absorption par l'eau de mer. Les plantes utilisent, en effet, l'énergie solaire pour « déstocker » le gaz carbonique et en tirer le carbone qui est leur substance. D'une manière très schématisée, les plantes absorbent le gaz carbonique, gardent le carbone et relâchent l'oxygène. La quantité de gaz carbonique qui peut ainsi être fixée dépend de la quantité de végétaux existant sur

base de la planification urbaine : la carte des risques naturels, déjà faite, montre la nature du risque (éboulement, inondation, érosion, coulée de boue) et même l'ampleur de ce risque (niveau d'élévation du niveau des mers (lille) à la fonte des glaciers des pôles). Elle atteindrait 40 à 80 mètres. Les Pays-Bas disparaîraient, et la mer recouvrirait Paris.

La mer et les végétaux. Deux mécanismes principaux de fixation du gaz carbonique atmosphérique sont actuellement connus : la photosynthèse des plantes et l'absorption par l'eau de mer. Les plantes utilisent, en effet, l'énergie solaire pour « déstocker » le gaz carbonique et en tirer le carbone qui est leur substance. D'une manière très schématisée, les plantes absorbent le gaz carbonique, gardent le carbone et relâchent l'oxygène. La quantité de gaz carbonique qui peut ainsi être fixée dépend de la quantité de végétaux existant sur

base de la planification urbaine : la carte des risques naturels, déjà faite, montre la nature du risque (éboulement, inondation, érosion, coulée de boue) et même l'ampleur de ce risque (niveau d'élévation du niveau des mers (lille) à la fonte des glaciers des pôles). Elle atteindrait 40 à 80 mètres. Les Pays-Bas disparaîraient, et la mer recouvrirait Paris.

La mer et les végétaux. Deux mécanismes principaux de fixation du gaz carbonique atmosphérique sont actuellement connus : la photosynthèse des plantes et l'absorption par l'eau de mer. Les plantes utilisent, en effet, l'énergie solaire pour « déstocker » le gaz carbonique et en tirer le carbone qui est leur substance. D'une manière très schématisée, les plantes absorbent le gaz carbonique, gardent le carbone et relâchent l'oxygène. La quantité de gaz carbonique qui peut ainsi être fixée dépend de la quantité de végétaux existant sur

base de la planification urbaine : la carte des risques naturels, déjà faite, montre la nature du risque (éboulement, inondation, érosion, coulée de boue) et même l'ampleur de ce risque (niveau d'élévation du niveau des mers (lille) à la fonte des glaciers des pôles). Elle atteindrait 40 à 80 mètres. Les Pays-Bas disparaîraient, et la mer recouvrirait Paris.

La mer et les végétaux. Deux mécanismes principaux de fixation du gaz carbonique atmosphérique sont actuellement connus : la photosynthèse des plantes et l'absorption par l'eau de mer. Les plantes utilisent, en effet, l'énergie solaire pour « déstocker » le gaz carbonique et en tirer le carbone qui est leur substance. D'une manière très schématisée, les plantes absorbent le gaz carbonique, gardent le carbone et relâchent l'oxygène. La quantité de gaz carbonique qui peut ainsi être fixée dépend de la quantité de végétaux existant sur

base de la planification urbaine : la carte des risques naturels, déjà faite, montre la nature du risque (éboulement, inondation, érosion, coulée de boue) et même l'ampleur de ce risque (niveau d'élévation du niveau des mers (lille) à la fonte des glaciers des pôles). Elle atteindrait 40 à 80 mètres. Les Pays-Bas disparaîraient, et la mer recouvrirait Paris.

La mer et les végétaux. Deux mécanismes principaux de fixation du gaz carbonique atmosphérique sont actuellement connus : la photosynthèse des plantes et l'absorption par l'eau de mer. Les plantes utilisent, en effet, l'énergie solaire pour « déstocker » le gaz carbonique et en tirer le carbone qui est leur substance. D'une manière très schématisée, les plantes absorbent le gaz carbonique, gardent le carbone et relâchent l'oxygène. La quantité de gaz carbonique qui peut ainsi être fixée dépend de la quantité de végétaux existant sur

**Médecine**  
IPEC  
Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel  
933.81.23 / 033.45.87  
(au cœur du Quartier Latin)  
documentation sur demande

**Pharmacie**  
RECYCLAGE SCIENTIFIQUE  
En septembre :  
Stage intensif.  
Petits groupes.

**5 MILLIARDS DE TONNES PAR AN !**

M. Bolin estime que chaque année l'homme envoie dans l'atmosphère 5 milliards de tonnes de gaz carbonique. Quatre proviennent de la combustion de corps organiques fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel). Un trouve son origine dans la combustion des corps organiques récents (bois).

Un peu moins de la moitié de ce gaz carbonique reste dans l'atmosphère. Depuis le début du dix-neuvième siècle, les émissions de gaz carbonique cumulées se montent à deux cents milliards de tonnes. Quarante-vingt-dix milliards seraient restées dans l'atmosphère.

**YVONNE REBEYROL**

**PARU**

**cette semaine**

Rapport de prospective  
C.N.R.S.-I.R.S.T.  
**CHIMIE DU SOLIDE ET MÉTALLURGIE**

• L'élaboration des matériaux  
• Réactivité des matériaux et problèmes d'interface  
• Problèmes structurels ou produits de corps organiques  
• Liaisons interdisciplinaires

21x27, 36 pages, broché  
ISBN 2-222-02267-5

**10 F**

**Editions du CNRS**

15 quai Antonin Le Moine 75700 Paris  
Tél. 01-42-23-21-22 - C.C.P. 01-42-23-21-22



En toute logique

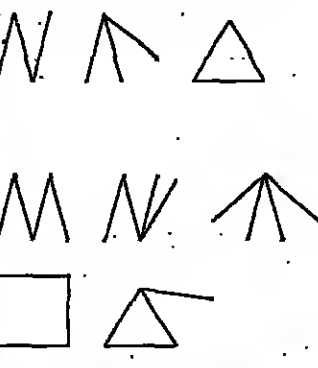
JOUER AVEC DES ALLUMETTES

PROBLEME N° 93

L'art de connecter les allumettes se prête à d'intéressants problèmes de décompte qui demandent du soin et de la méthode. Pour un nombre d'allumettes donné, on réalise des graphes plans, où :

- chaque allumette en touche au moins une autre par une extrémité ;
- peu importe les déformations que les contacts ne sont pas modifiés.

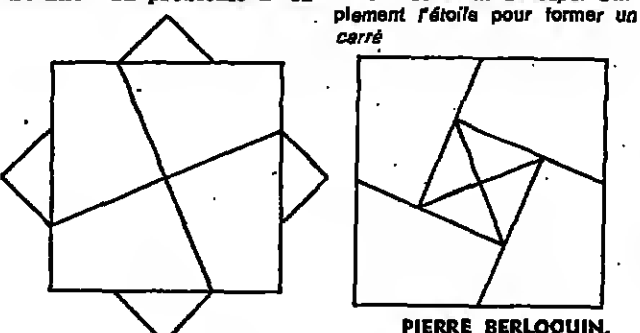
Ainsi, il n'y a que trois façons de connecter trois allumettes et cinq façons d'en connecter quatre. De combien de manières peut-on connecter cinq allumettes, six, sept, huit... ?



(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

Solution du problème n° 92

Voilà comment découper simplement l'étoile pour former un carré



PIERRE BERLOQUIN.

Une menace sur la vie

(Suite de la page 15.)

Deux réactions principales sont à mettre en cause : la première fait intervenir le gaz carbonique  $\text{CO}_2$ , l'eau  $\text{H}_2\text{O}$ , l'ion carbonate  $\text{CO}_3^{2-}$  et l'ion carbonate acide  $\text{HCO}_3^-$ .  $\text{CO}_2 + \text{H}_2\text{O} + \text{CO}_3^{2-} \rightarrow 2\text{HCO}_3^-$ . La dissolution du gaz carbonique dans l'eau se traduit donc par une diminution de la quantité de carbonate dissous ( $\text{CO}_3^{2-}$ ) et une acidification (ion  $\text{HCO}_3^-$ ).

Dans une moindre mesure, des réactions analogues interviennent avec les ions  $\text{H}_2\text{SiO}_4^{2-}$  et l'acide borique  $\text{B(OH)}_3$ . L'absorption de gaz carbonique se fait selon l'équation de l'institut de sciences nucléaires de Lower Hutt (Nouvelle-Zélande), en suivant un processus complexe de nature dynamique. Ce qui est finalement favorable car la théorie la plus simple — celle de l'équilibre — ne permettrait à la mer que d'absorber le dixième de l'augmentation de la proportion de gaz carbonique atmosphérique.

Mais cette relativement forte dissolution du gaz carbonique dans les océans — bien qu'insuffisante pour empêcher l'augmentation de la proportion de gaz carbonique — est assez grande pour perturber potentiellement la vie dans les océans.

Une grande incertitude

La réaction chimique citée ci-dessus se traduit par le déplacement de l'ion carbonate  $\text{CO}_3^{2-}$ . Actuellement la surface supérieure des océans (celle où se font les échanges avec l'atmosphère) contient beaucoup de carbonate. L'absorption de gaz carbonique en fera disparaître une quantité importante. Au-delà d'une certaine limite, certaines variétés solides de carbonate de calcium, comme l'aragonite, vont devenir solubles dans l'eau de mer. Le calcul montre que la proportion critique de gaz carbonique dans l'air conduisant à ces conditions devrait être atteinte au début du vingt et unième siècle. Comment se comporteraient alors les coquilles des mollusques marins formés principalement de carbonate de calcium ? Elles devraient se dissoudre... Le dégelage incontrôlé du gaz carbonique par la combustion est donc un danger potentiellement énorme. Mais il est pour l'instant très mal connu.

Une seule chose est certaine : la proportion de gaz carbonique dans l'atmosphère a augmenté d'environ 5 % en vingt ans. Le reste est hypothétique : les mécanismes précis qui permettent de fixer la moitié du gaz carbonique déposé par la combustion ne sont pas quantitativement connus. Les conséquences sur le climat et le comportement des mers d'un apport massif de gaz carbonique ne sont pas mieux maîtrisées. L'augmentation actuelle de 5 % est trop faible pour qu'on puisse lui attribuer des effets indiscutables et mesurables, car bien d'autres causes interviennent pour modifier le climat à long terme.

Il n'en reste pas moins que les dangers potentiels d'une accumulation de gaz carbonique sont tels qu'ils doivent être dès maintenant pris en compte. Le président Carter a été alerté. Mais, à court terme, il continue de miser sur le charbon pour assurer l'indépendance énergétique des Etats-Unis.

Il n'est toutefois pas possible d'attendre que les effets nocifs d'une trop grande proportion de gaz carbonique se fassent nettement sentir. Il serait trop tard : comment arrêter brutalement toutes les combustions de charbon, de pétrole, de gaz ou de bois ? Le gaz carbonique continuera inéluctablement à s'accumuler pendant des dizaines d'années.

Il convient donc de concevoir une politique énergétique à long terme qui tienne compte de ces facteurs. Il ne faut donc pas trop miser sur les combustibles fossiles, même s'ils sont abondants. Il faut aussi, de toute urgence, multiplier les études, afin de parvenir à une compréhension précise de la catastrophe qui nous menace peut-être.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

LES CHROMOSOMES : de l'A.D.N. autour d'un cœur de protéines

LES chromosomes contiennent l'information génétique nécessaire pour la vie des organismes supérieurs. La connaissance de leur structure devrait fournir des réponses aux questions essentielles que pose leur fonctionnement. Ces dernières années, l'intérêt pour ce sujet s'est donc fortement développé, et les découvertes touchant à la structure des chromosomes se sont en conséquence multipliées. Il est difficile de résumer en peu de mots une énorme quantité d'informations, rapidement changeantes et souvent en apparence contradictoires. Mais pour cela à côté des morceaux d'un puzzle est peut-être aussi intéressant que le résultat final. Si nous ne disposons pas aujourd'hui d'assez d'éléments pour qu'un modèle définitif de chromosome puisse être avancé, les connaissances sont suffisantes pour en présenter plusieurs, qui ne diffèrent que par des points de détails.

LES chromosomes sont normalement invisibles, ils ne peuvent être distingués qu'à l'aide d'une courte période, le métaphase, juste avant la division cellulaire. A ce moment, ils se condensent en objets denses qui peuvent être colorés, ils sont alors visibles au microscope optique. Le nom de chromosome, qui signifie corps coloré, vient de là. Les chromosomes compacts, caractéristiques de la métaphase, varient en nombre et en structure avec chaque espèce.

Les chromosomes sont faits de fibres de 250 à 300 angströms de diamètre (un angström vaut un dix-millième de millimètre). Ces fibres de 300 angströms sont d'une seule pièce. En se pliant sur elles-mêmes ou en s'enroulant en hélice, elles forment les chromosomes de la métaphase, qui ont de 1000 à 5000 angströms d'épaisseur. La fibre de 300 angströms est formée elle-même d'une fibre plus mince, de 100 à 150 angströms de diamètre. L'élément constitutif de toutes ces fibres est la chromatine.

La chromatine est donc la matière des chromosomes. Elle est formée par l'association de l'A.D.N. (acide désoxyribonucléique) et de protéines. L'information génétique, ou génotype, est codée dans l'A.D.N., alors que les protéines sont responsables du contrôle et de l'expression de l'A.D.N.

En 1973 et 1974, Hawish et Burgeon, en Australie, Van Heide aux Etats-Unis, Kornberg et Noll en Angleterre, ont découvert que toutes les fibres de chromatine sont faites de sous-unités stables. Chacune de ces sous-unités, qui ont été appelées nucléosomes par P. Chambon à Strasbourg, ont un diamètre de 100 à 150 angströms. Elles sont reliées entre elles comme des perles enfilées sur un fil pour former une fibre longue.

En 1975 et 1976, il a été suggéré que ces nucléosomes sont disposés selon une spirale ou une super-hélice. Les arguments en faveur de cette idée ont été présentés dans le Monde du 29 janvier 1975.

Quatre paramètres permettent de définir une super-hélice : son diamètre, son pas, le nombre de sous-unités par tour et le sens (comme

un pas de vis). Deux structures de super-hélice ont été proposées pour la chromatine dans des conditions différentes. Elles ont toutes deux un diamètre extérieur d'environ 300 angströms et 4 à 8 nucléosomes par tour. Elles diffèrent surtout par le pas de la vis. La figure 1 décrit la super-hélice avec un grand pas de 420 angströms. En diminuant ce pas jusqu'à la valeur de 100 angströms, on peut trouver l'autre modèle.

Il est important de remarquer que les nucléosomes comptent pour au moins 80 % de la masse de la chromatine dans le noyau. Un important point non résolu est de savoir si l'A.D.N. est toujours disposé en nucléosomes. Pour certains, les nucléosomes ne sont présents que dans les parties actives de la chromatine, et sont absents des zones de repos. D'autres, au contraire, estiment que les nucléosomes sont présents dans les parties actives, mais sous une forme modifiée. Par exemple, Weintraub, Worcel et Alberts, aux Etats-Unis, ont récemment suggéré que les nucléosomes sont faits de deux parties identiques : l'A.D.N. du nucléosome transfère son information. Chambon et ses collaborateurs ont observé au microscope électronique que les nucléosomes peuvent se défaire en deux parties égales. Néanmoins, Yeniv et ses collaborateurs de l'Institut Pasteur, en étudiant la chromatine dans des conditions physiologiques, ont trouvé que les nucléosomes sont stables, et ne se déplacent pas sur l'A.D.N.

La plupart des études récentes sur la structure de la chromatine concernent l'organisation de l'A.D.N. et des protéines dans le nucléosome. Chaque nucléosome, de 100 à 150 angströms de diamètre, contient une longueur d'A.D.N. d'environ 800 angströms, et un ensemble de petites protéines, dénommées histones, chargées positivement. D'autres protéines, espèces simplement protéiques non histoniques, sont également présentes. La quantité d'histones et d'A.D.N. dans les nucléosomes est sensiblement la même en poids, et elle ne varie pas. La quantité et la nature des protéines non histoniques changent, au contraire, d'un tissu à l'autre.

Cinq histones

Il y a cinq types d'histones, numérotées H1, H2A, H2B, H3 et H4. Dans chaque nucléosome, il y a un exemplaire de l'histone H1 et deux exemplaires de chacune des quatre autres histones. L'histone H1 est assez différente des autres : sa composition chimique varie assez fortement selon l'organisme. Les autres histones, par contre, sont presque identiques d'une espèce à l'autre. Par exemple, il n'y a que deux acides aminés de différence, sur 102, dans les histones H4 du poisson et de la vache. Cette constance est tout à fait remarquable. On ne le retrouve pas pour d'autres types de protéines. Ceci prouve que les histones jouent un rôle fondamental. A titre de comparaison, il y a au moins 100 différences entre deux histones d'espèces très différentes, comme l'albumine et l'hémoglobine, ou entre deux protéines analogues dans une même espèce. Même chez l'homme, par exemple, il existe des types d'histo-

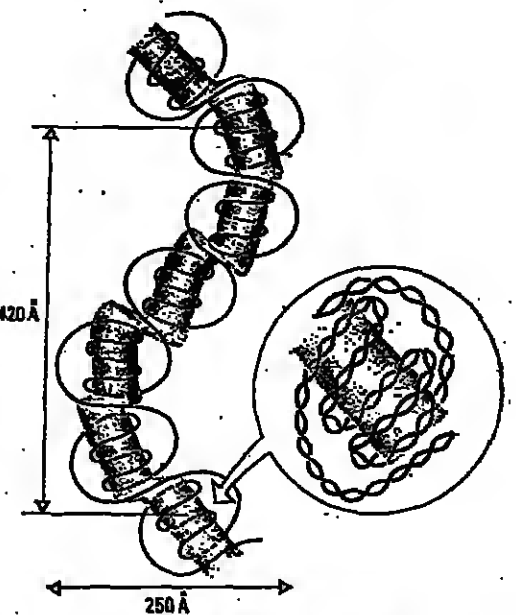
globine qui diffèrent par plus de deux acides aminés.

Les idées sur le rôle des histones ont évolué rapidement, et elles changent encore. Il y a vingt ans, les histones paraissent responsables du contrôle des fonctions de l'A.D.N. Mais les chercheurs se sont aperçus

qu'elles jouent un rôle plus complexe.

— 50 à 60 % de l'A.D.N. du nucléosome doit pouvoir interagir d'une manière intime avec le cœur formé d'histones. Le reste forme une structure plus exposée. La double spirale n'est donc pas

FIGURE 1: Une super-hélice



est tout à fait possible qu'il soit coupé en parties. Les coeurs, constitués d'histones, représentés en gris, sont en contact, selon les suggestions de Kornberg et d'autres équipes.

depuis que les cinq histones n'étaient pas assez nombreuses et suffisantes pour pouvoir reconstruire les dizaines de milliers de gènes de la cellule. Par conséquent, il y a une dizaine d'années, le rôle de régulateur de l'A.D.N. a été confié aux protéines non-histoniques. Mais, ces dernières années les biologistes moléculaires ont découvert que les histones pouvaient être chimiquement modifiées de manières caractéristiques, et le pendule revient pour reconnaître à nouveau un rôle important aux histones dans le contrôle de l'A.D.N.

Peu de choses sont connues sur la position de l'histone H1 et des protéines non-histoniques dans la chromatine. Elles sont probablement placées à l'extérieur du nucléosome, et elles doivent jouer un rôle dans l'arrangement des nucléosomes. Le rayon moyen de l'ensemble de ces histones est 30 angströms ; celui de l'A.D.N., 50 à 60 angströms. Le rapprochement de ces deux chiffres a permis de déterminer que les histones citées ci-dessus forment un cœur central entouré par l'A.D.N. (dont le rayon est plus grand que celui des histones).

Trois critères

Une des principales fonctions des histones est de courber l'A.D.N. et de le rendre compact. Nous savons maintenant que l'A.D.N. doit être courbé pour se conformer à la structure compacte des histones. La disposition des acides aminés, qui sont les composants des histones dans les nucléosomes, permet de comprendre comment elles peuvent interagir avec elles-mêmes et avec l'A.D.N. La séquence des acides aminés des quatre histones du cœur a été déterminée par plusieurs laboratoires. Les acides aminés positivement chargés sont groupés à une extrémité de la chaîne, et les acides aminés non chargés à l'autre. Diverses techniques suggèrent que les acides aminés des histones sans charge s'associent ensemble pour former le cœur du nucléosome. Les groupes chargés se trouvent alors vers l'extérieur et interagissent avec l'A.D.N. (voir figure 2).

Les huit histones du cœur du nucléosome ne peuvent être séparées que par des méthodes de séparation de haute performance, mais des études de liaison chimique dans la chromatine par Weintraub, et des expériences de Pardon, en Grande-Bretagne, de détermination du poids moléculaire par diffusion de neutrons suggèrent qu'il y a deux tétramères formés de quatre histones dans chaque nucléosome.

Les expériences de diffusion de neutrons menées par Bredbury et Baldwin à Portsmouth (G.-B.) et deux autres groupes à Grenoble et celles de diffraction de rayons X de Klug à Cambridge (G.-B.) devraient permettre de répondre à diverses questions relatives à la distribution des quatre histones dans le cœur du nucléosome. La structure de l'A.D.N. dans le nucléosome n'a pas encore été aussi bien déterminée que la disposition des histones. Néanmoins, la plupart des chercheurs considèrent que cette structure doit satisfaire à trois critères :

— La structure de l'A.D.N., découverte par Watson et Crick (prix Nobel en 1962), ressemble à une double spirale. Le cœur central de l'histone doit donc permettre de fixer une double spirale repliée sur elle-même. Une longueur répétée de 30 angströms, ayant une épaisseur de 20 angströms, doit être emballée pour former un nucléosome de 100 angströms.

uniformément distribuée sur le cœur formé d'histones ;

— Le troisième critère est topologique. Chambon et ses collaborateurs ont montré que les résultats de l'ensemble des rotations de l'A.D.N. dans le nucléosome correspondent à peu près à un tour de super-hélice.

Une des manières les plus simples de condenser fortement une longueur de 800 angströms d'A.D.N. est de la tourner sur elle-même pour former une super-hélice de pas 45 angströms et de diamètre 100 à 150 angströms. J'ai suggéré un tel modèle il y a dix ans. Mais des super-hélices ne satisfont ni au deuxième critère ni non plus au critère topologique, car deux à trois tours seraient nécessaires pour condenser une longueur de 800 angströms d'A.D.N. J'ai donc modifié ce modèle simple en 1973 afin de tenir compte des résultats expérimentaux les plus récents. Comme on peut le voir dans la figure 1, autour d'un enroulement central ayant un pas d'environ 45 angströms, il y a un second qui fait tourner l'A.D.N. dans l'autre sens. Un tel modèle peut satisfaire aux trois critères structurels. Un double enroulement de ce type peut être observé quand on tourne sur lui-même un morceau d'élastique tendu entre les doigts. Au début, un enroulement apparaît dans la direction opposée au sens de la rotation. Si

on continue à tourner, la torsion est augmentée et un second enroulement se forme dans l'autre sens. Le premier enroulement a deux tours, et le second un tour ; le résultat peut donc être un tour.

Pareille à Montpellier en 1974, et Crick et Klug à Cambridge en 1975, ont proposé une autre manière pour expliquer l'empaquetement de l'A.D.N. dans les nucléosomes. Ils font intervenir une structure coulée.

Nous ne savons donc pas à présent la conformation exacte de l'A.D.N. dans le nucléosome. Un modèle combinant les deux formules, enroulement à l'extérieur et coulée dans la partie centrale, pourrait expliquer la plupart des faits expérimentaux. C'est ce que l'avenir permettra de décider.

STANLEY BRAM.

Chargé de recherches au C.N.R.S., Institut F. - (Paris) et Institut du radium.

Perdre son âme à Broadway? Ou la retrouver à Kathmandou?

UNE SEMAINE A NEW YORK. HOTEL COMPRIS: 2220 F.

SÉJOUR DE 15 JOURS EN INDE DU NORD-NÉPAL A PARTIR DE 5480 F.



Ce prix comprend : le voyage aller-retour, départ Paris, votre chambre double avec salle de bains à l'hôtel Century Paramount, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter, la visite de la ville, une journée de location de voiture. Prodigeux. Pour l'hôtel Waldorf Astoria 2750 F. G.T.T. minimum 10 personnes.

Paris - Delhi - Jaipur - Agra - Khajuraho - Bénarès - Kathmandou. Et là, toute la palette des éblouissements possibles : religieux (Temple de Dakshinimal), historique (la frontière chinoise), animalier (le safari-photo du Tiger Tops), esthétique (du plus haut hôtel du monde, le plus spectaculaire point de vue sur l'Himalaya).



Pour vous décider, un agent de voyages et la brochure Vacances Fabuleuses

PAN AM.

Pan Am Paris, 1 rue Scrib, tél. 266.45.45.

LE GROUPE D'ETUDE DE L'ERDA

Le groupe de recherche américain de l'ERDA (Energy Research and Development Administration), sur l'influence du gaz carbonique dans l'atmosphère comprend, outre le Dr Alvin Weinberg, le professeur Melvin Calvin, du Laboratoire de biodynamique chimique de l'université Berkeley (Californie), prix Nobel de chimie (1961), le Dr Norman Hackerman, président du la Rites University, le Dr Wilmet Hess, de l'administration américaine des océans et de l'atmosphère, le Dr Thomas Malone, du Holcomb Research Institute (Indiana), le Dr Ruth Patrick, de l'Académie des sciences naturelles (Philadelphie).



كتاب الاصل

SCIENCES ET DES TECHNIQUES  
LA. autour d'un cœur de protéine

# L'ACTUALITÉ MÉDICALE

## AU CONGRÈS DE DIÉTÉTIQUE DE MARSEILLE

### Mangeons-nous de mieux en mieux ?

Marseille. — Jadis « on gagnait son pain ». Aujourd'hui « on défend son bifeck ». La viande n'est plus un luxe. En un siècle, sa consommation en France a quadruplé. Elle s'accroît en même temps que le niveau de vie. Pour faire face à cette augmentation de besoins réels et croissants, il a fallu qu'une science récente se penche sur les problèmes à résoudre : produire plus, mieux, plus vite, meilleur marché sur des surfaces agricoles en régression. C'est le rôle de la zootechnie, branche de la biologie qui se préoccupe de

l'exploitation rationnelle et économique des animaux domestiques dans leur finalité de nourriture pour l'homme. « Diététique et zootechnie modernes », tel est le thème choisi par les XVIII<sup>e</sup> Journées nationales de diététique, qui ont rassemblé à Marseille, deux jours durant, une trentaine de spécialistes internationaux, médecins, diététiciens, agronomes, vétérinaires, pour sous-titre : « Aspects technologiques et nutritionnels, incidences sur la consommation. »

#### De notre correspondant

Pour répondre aux besoins dans les pays industrialisés, l'élevage traditionnel a dû céder la place à des méthodes où technologie et rendement ont remplacé tradition et simple subsistance. En 1880, un agriculteur nourrissait quatre personnes ; en 1971, il doit pourvoir aux besoins en protéines animales de vingt-six personnes, alors que la surface consacrée à l'élevage a, dans le même temps, diminué de moitié. D'où un besoin d'améliorer la rentabilité des sols, la qualité des fourrages et, enfin, les caractéristiques génétiques de chaque race. Tandis que les engrais augmentent la production végétale nourricière, les généticiens créent de nouvelles races d'animaux « à grand rendement ». A l'extrême, cela conduit aux poulets aux hormones et autres reaux de même appellation qui ont fait couler beaucoup d'encre. La législation actuelle les a fait disparaître. Mais, au cours des Journées de Marseille, des exemples de recherches ont été rapportés par les spécialistes de l'Institut national de recherches agronomiques et du Centre national de recherches zootechniques (C.N.R.Z.), qui ne sont pas loin d'évoquer le meilleur des mondes cher à Aldous Huxley. Pour répondre à la demande d'une viande contenant peu de lipides, beaucoup de muscles et tendre, selon le vœu idéal du consommateur moyen, on arrive, par la méthode génétique, à « fabriquer » des géniteurs qui donneront une descendance pourvue de ces caractéristiques. Malheureusement, il ne manque qu'une qualité à cette merveille : le goût. Sur le plan diététique, c'est exact. Sur le plan gastronomique, mollesse ne remplace pas intérêt.

#### Un cœur défaillant

Il semble d'ailleurs, si l'on en croit les exemples rapportés, que nature, qui supporte difficilement les monstres, fixe elle-même les limites à ne pas dépasser. Le porc, dont la consommation augmente pour des raisons économiques (sa viande est la plus chère), a fait l'objet de recherches particulières. Puisque « les morceaux ont moins de poids que les côtes et les jambons, on a cherché à allonger le cœur de ces animaux au détriment du volume occupé par le sur et les poumons. Mais ce sur, devenu trop petit, n'a plus apporté l'expérience et c'est sa défaillance qui l'a fait abandonner.

On est également beaucoup venu sur cette viande qui fit le cœur du veau blanc, pour lequel on élevait la jeune bête et on lui infligeait une vie sans lumière, qui n'avait plus que de lointains rapports avec la « sur son herbage natal. Aujourd'hui, les nutritionnistes sont ravis : non seulement le veau rose est plus appétissant, mais est bien meilleur. Selon le professeur Ladreit (Ladreit), les qualités nutritionnelles du veau sont liées beaucoup aux conditions de conservation et de maturation des carcasses qu'aux techniques d'élevage. Une réglementation draconienne rend très satisfaisante. Il va de même, selon M. J.C. Jun (du C.N.R.Z.), du poulet d'élevage intensif. Sa valeur nutritionnelle est comparable à celle du poulet dit fermier, même si la viande paraît avoir moins de saveur.

#### Performance et bon sens

La phobie des graisses et du cholestérol, le diéto pour les « monstres », l'engouement pour « morceaux dits nobles, obligent zootechnie à des prouesses qui sont pas toujours sans danger. Les dangers soulignés par le professeur Albert de Vuyat, de Louvain, « La génétique, a-t-il fait remarquer, croise aussi bien les laideurs que les défauts. C'est sur cette raison qu'elle connaît ses limites. Nous devons respecter les lois biologiques sans les transgresser, sous peine de voir apparaître de nouvelles pathologies animales. Chacun doit être son propre écologiste. La raison, la science, valent mieux que les réglementations. »

Même raisonnement chez M. J. Maléon (Paris), qui a parlé des éleveurs américains et des ad-ifs. L'utilisation des hormones

destinées à régulariser les périodes de fécondité, l'emploi des pesticides, des herbicides, des parasitocides, ne sont pas sans danger. On retrouve des résidus dans la viande de consommation, qui peuvent provenir de traitements médicamenteux vétérinaires, d'additifs placés dans l'alimentation animale et même des additifs « non intentionnels » que représentent les matériaux entrant dans les emballages, ou bien encore les produits servant à nettoyer les instruments de découpe. La législation française, dont est dépositaire le Conseil supérieur d'hygiène de France, donne toutes garanties. « Tout additif fait l'objet d'une autorisation temporaire après une étude toxicologique complète. Il n'est autorisé qu'après avoir été soumis à des essais de toxicité de tous les effets d'accumulation. Notre système de réglementation, a-t-il souligné, est très rigoureux. Il n'a fallu Minamata (1) pour que l'on parle des dangers du mercure, l'apparition fréquente, de cancer (2) le développement de tumeurs industrielles de mercure, par une norme chimique japonaise, dans la baie de Minamata, en 1953, a provoqué depuis la mort de centaines de personnes ayant consommé du poisson contaminé, et la naissance d'enfants anormaux.

JEAN CONTRUCCI

## Les Journées de la Société française de médecine préventive et sociale

### Des progrès de la génétique aux risques de l'eugénisme

Vichy. — Les malformations génétiques sont la seconde cause de mortalité des enfants âgés de moins d'un an. Elles se situent juste après la prématurité et avant les maladies obstructives. Ces données, fournies par le professeur Jolbert lors des vingt-quatrième Journées de la Société française de médecine préventive et sociale, qui viennent de se dérouler à Vichy,

éclairent une interrogation qui ne peut plus être éludée : quelle doit être la place du conseil génétique dans la politique de prévention ? Parviendra-t-on, grâce à lui, à réduire de façon significative, non seulement la mortalité dans les premiers mois de la vie, mais aussi le nombre des handicaps à la naissance ?

#### De notre envoyée spéciale

Entre douze mille et dix-huit mille enfants naissent chaque année en France porteurs d'une ou plusieurs malformations, a déclaré le professeur Jolbert : ce qui représente au total quelque 2 % des enfants nés à terme, ou encore un enfant sur cinquante. Outre les dièses individuelles qu'il recouvrent, ces chiffres ont aussi une signification statistique : les anomalies génétiques prennent une importance relativement croissante à mesure que les autres facteurs de pathologie infantile déclinent. Aussi, échoueurs et pédiatres marquent-ils un intérêt grandissant pour les travaux des généticiens, et cela d'autant plus que le conseil génétique, depuis quelques années, a considérablement progressé. Frédéric aujourdhui en France dans la quasi-totalité des centres hospitalo-universitaires. Il consiste en une investigation aussi complète que possible des sources éventuelles de malformations génétiques présentes par la femme enceinte ou par son conjoint. Pour des raisons financières autant que médicales, il est évidemment exclu d'en faire bénéficier l'ensemble des couples : seuls ceux qui présentent des risques particuliers (telle l'absence d'un tel examen, dont le coût reste élevé (plus de 1 000 francs) et le financement par les institutions sociales mal assuré.

#### Quatre groupes d'affections

Ces « risques particuliers », quels sont-ils ? Pour les déterminer, les généticiens étudient soigneusement les antécédents familiaux des deux parents et leur histoire propre, qui

peut comporter, par exemple, la naissance d'un premier enfant handicapé. Au total, ce sont quatre grands groupes d'affections que vise à déceler avant la naissance de l'embryon le conseil génétique : les anomalies chromosomiques (le premier rang desquelles vient le mongolisme ; les maladies héréditaires du métabolisme (une soixantaine d'entre elles sont aujourd'hui décelables in utero) ; certaines anomalies du système nerveux central, telles que l'anencéphalie (absence de cerveau) ; enfin, certaines maladies récessives liées au sexe.

Mais le docteur André Boué (Paris) devait démontrer que les enfants qui naissent porteurs de telles maladies sont en fait des « recaptés » d'une élimination naturelle extraordinairement active pendant le premier trimestre de la grossesse. Au cours de cette période, a-t-il estimé, 60 % des embryons éliminés spontanément sont porteurs d'une anomalie (le professeur Jolbert estime que cette proportion atteint 90 % pour ceux que la mère expulse avant le fin de la cinquième semaine de grossesse). Beaucoup de ces anomalies sont graves, a ajouté le docteur Boué, que le développement embryonnaire est rendu impossible : le léonardisme elle-même restera souvent inconnue du couple.

Ces constatations qui résultent de travaux aujourdhui confirmés dans le monde entier soulèvent un certain nombre de questions, que les médecins réunis à Vichy n'ont pas manqué de poser. En particulier celle-ci : « L'état de la génétique est-elle telle qu'elle permette de sélectionner les enfants à naître ? »

#### Platon et Hitler

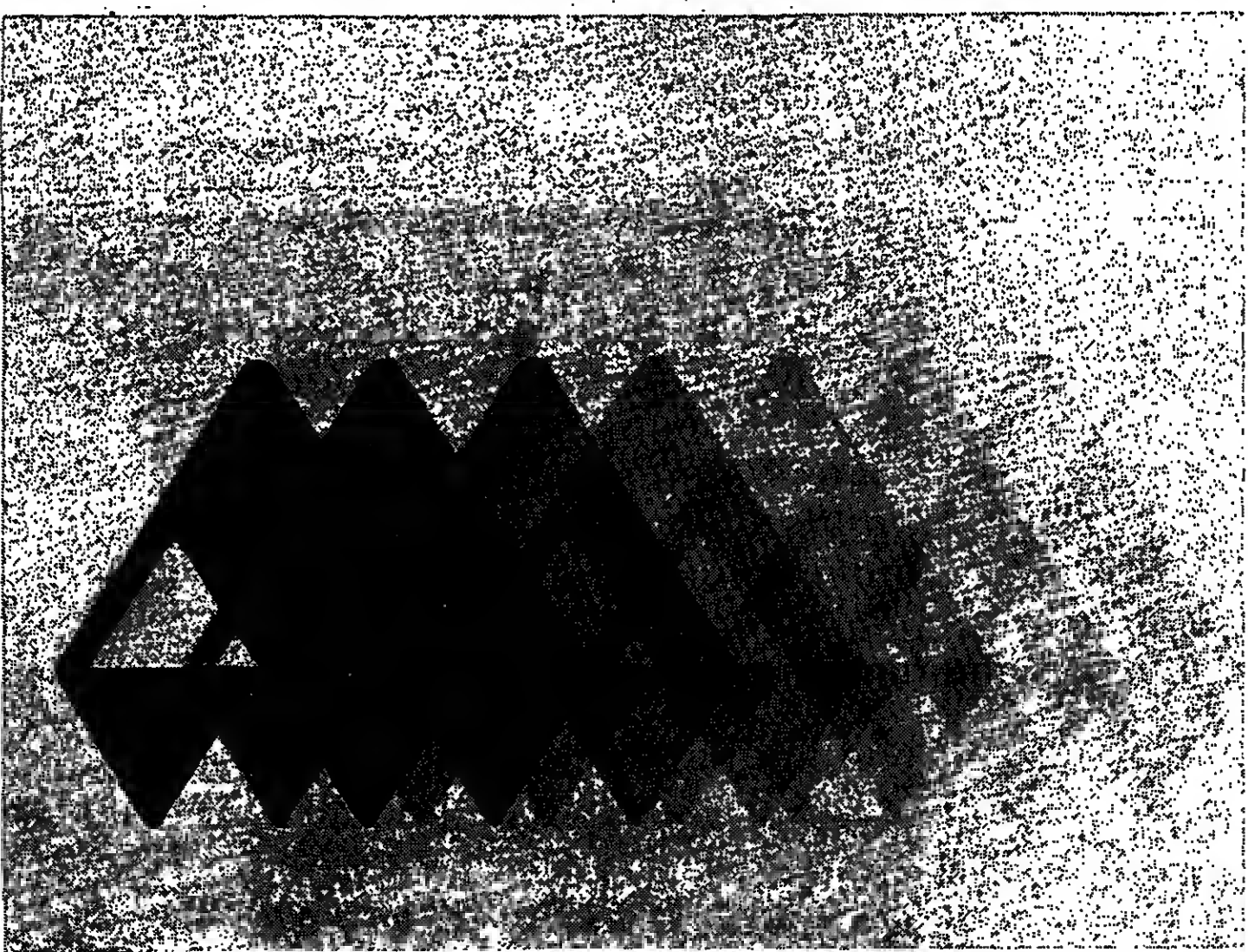
Les problèmes juridiques et moraux que soulèvent les progrès du conseil génétique ne sont pas de moindre importance. Il ne faut pas dissimuler, a dit le professeur Jolbert, que les avortements auxquels nous conduisent la détérioration — in utero — d'une malformation, sont plus eugénistes que thérapeutiques. Et le docteur R. Welbaum devait, pour sa part, ajouter : « La tentation est grande de passer du conseil génétique à la planification génétique. » Cette tentation, a-t-il noté, n'est pas nouvelle. Il s'en faut, puisqu'on retrouve chez Platon des « conseils » hautement significatifs à cet égard : « Il faut, écrivait l'auteur du Banquet, rendre les rapports sexuels très fréquents entre les hommes et les femmes d'élite et très rares ou contraires chez les sujets inférieurs de l'un ou l'autre sexe. De plus, il faut élever les enfants des premiers et non les enfants des seconds si l'on veut que la race s'élève à la plus haute perfection. »

Le docteur Welbaum a souligné que ces notions, plus près de nous, avaient trouvé une sinistre résonance dans Mein Kampf, où l'on peut lire : « L'Etat doit veiller à ce que seuls les parents sains aient une descendance... Les mœurs et les lois à l'égard de la reproduction et cette insipide sera rendue effective. Supprimez la descendance des dégénérés pendant six cents ans et le nation sera délivrée d'un immense malheur... »

Les généticiens sont donc avertis des risques d'eugénisme que comporte toute notion de sélection. Ils ne dissimulent pas que les progrès attendus de leur discipline posent de l'éventuel des problèmes chaque jour renouvelés. Ces problèmes sont, à l'heure actuelle, « éliminés » par le gravité des maladies que l'on détecte in utero. Qu'advient-il le jour où l'on saura déceler avant la naissance de l'embryon des troubles mineurs qui risquent pourtant d'entraîner des « demandes » d'avortement ?

La professeur Henrion soulignait, à ce propos, que la crainte de mettre au monde des enfants malformés pousse d'ores et déjà à des éliminations abusives et à des avortements inutiles. Le progrès médical, tel comme ailleurs, rendra plus difficile que jamais l'exercice de certaines responsabilités... extra-médicales.

CLAIRE BRISSET.



Abecor: le plus important groupe bancaire d'Europe peut vous permettre d'obtenir un crédit international, aussi rapidement que nécessaire.

Abecor (Associated Banks of Europe) est l'association de sept banques européennes, parmi les plus grandes de leur pays. Les actifs des banques membres atteignent près de 200 milliards de dollars. Un service de premier ordre. Abecor n'est pas seulement un groupe de première importance, il est aussi parmi les premiers à vous faciliter l'accès à un crédit international. Un service rapide. Le fait d'être client d'une banque membre d'Abecor peut vous permettre d'obtenir la mise en place d'un crédit dans les pays où est installée une autre banque de l'association... et cela rapidement. Abecor, par l'intermédiaire de ses banques membres ou de leurs filiales, est présent

dans 118 pays répartis sur les 5 continents. Abecor est aussi représenté dans des institutions financières importantes comme le Banque de la Société Financière Européenne. Abecor sait bien que, pour des opérations multinationales complexes, le moindre retard apporté dans le financement d'un de leurs aspects peut empêcher leur réalisation. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit de crédit, Abecor agit que vous avez besoin d'un service rapide. Et Abecor est en mesure de vous le fournir. Pour entrer en relation avec Abecor, il vous suffit de vous mettre en rapport avec la Division Internationale de la BNP, 20-22, Boulevard des Italiens, Paris. Téléphone : 523.55.00, postes 496, 500 ou 157.

Dans les autres pays, adressez-vous à la banque Abecor du pays. Banques membres d'Abecor : Allgemeine Bank Nederland, Banca Nazionale del Lavoro, Banque Bruxelles Lambert, Banque Nationale de Paris, Berlaymont Bank, Bayerische Hypothek- und Wechselbank, Dresdner Bank, Membres associés : Banque Internationale à Luxembourg, Österreichische Länderbank, Membre associé spécial : Banque de la Société Financière Européenne.

La B.N.P. est la banque Abecor en France.



PREPAREZ LE DIPLOME D'EXPERT COMPTABLE  
Ancien diplôme exigé  
Ancien diplôme exigé  
Demandez le nouveau guide  
Demandez le nouveau guide  
ÉCOLE PRÉPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION  
École privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'État  
4, rue des Fossés-Champs  
75006 PARIS - CEDEX 02

Préparation d'été ou annuelle  
entrée 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> année  
**SC.P.O.**  
sur place (3 centres à Paris)  
ou par correspondance  
CEPES 57, rue Ch. de Gaulle, 92 Noilly  
722.94.94 ou 745.02.19

NOTRE  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vos messages télégraphiques, vos télégrammes, vos télétransmissions, vos correspondances nous répondant par télex : nous vous télétransmettons.  
**étra**  
SERVICE TÉLEX  
21.62+ 348.00.74  
75012 PARIS



## FORMATION PERMANENTE

## Une rénovation encore balbutiante

Six ans après la loi du 11 juillet 1971, les cours de promotion sociale réunissent encore près de la moitié (50 000 sur 205 000) des stagiaires de formation continue accueillis dans les établissements d'enseignement public et leur procurent les deux tiers de leurs ressources pour ce secteur. Ces établissements eux-mêmes reçoivent au moins 60 % des adhérents des cours de promotion.

Le mot et la formule, développés à partir de 1969 pour augmenter le nombre d'ouvriers qualifiés et de techniciens et offrir une chance de promotion à des adultes méritants, ont retrouvé une nouvelle jeunesse, avec le souci d'accroître les formations destinées aux ouvriers et de « revaloriser » le travail manuel. La promotion sociale doit être « une priorité nationale », affirmait M. Giscard d'Estaing le 4 décembre 1975 au Conservatoire des arts et métiers.

Ces cours, assurés en dehors des heures de travail (généralement le soir) et s'étendant sur deux à quatre années, ont été, jusqu'à l'avenant de 1976, les seules formations longues offertes gratuitement aux travailleurs et devant déboucher, grâce au diplôme, sur une promotion professionnelle. Quel sera son avenir après l'opération de « rénovation » lancée depuis 1975 par le ministère de l'Éducation et le secrétariat d'État à la formation professionnelle, et qui vise à une « rationalisation » et à une meilleure intégration dans la politique actuelle de formation, caractérisée par la priorité à l'emploi ?

Longtemps, la « promotion sociale » subventionnée par le ministère ne posait de problème, ni aux chefs d'établissement ni aux enseignants auxquels elle assurait un supplément de ressources. Elle avait une clientèle régulière et assurée. On acceptait comme une évidence la nécessité de l'importance des abandons. Aucune mesure d'accueil véritable ou d'examen des demandes. On se contentait généralement d'inscrire les candidats en fonction d'un « niveau » attesté par la scolarité antérieure. Ils n'avaient pas le choix et devaient s'adapter à un système exigeant, imposant une longue scolarité interrompue seulement par les vacances, et s'acharant par des examens en forme de tour, où rien ne leur échappait de 20 % à 50 % des candidats présents.

Si les cours du soir n'ont pas complètement laissé la place aux stages de formation continue, ils en ont subi la concurrence, les établissements pouvant difficilement porter la même attention aux uns et à l'autre. La clientèle d'une formule aussi rigide et aussi sévère pour la « qualité de la vie » des auditeurs n'en a pas moins diminué, sauf dans les centres les plus solides des zones industrielles. Une partie des éta-

bissements qui n'étaient pas directement subventionnés par le ministère, mais financés par des conventions régionales ont vu leurs ressources diminuer, les conseils régionaux de la formation professionnelle donnant la priorité aux actions directement liées à l'emploi.

Le ministère de l'Éducation a obtenu l'arrêt de la régionalisation, mais il a lancé une enquête sur le fonctionnement de la promotion sociale, avec l'ADFP (Agence pour le développement de l'éducation permanente) et entrepris une rénovation. Celle-ci vise d'abord à évaluer de façon plus précise le coût de la promotion sociale (en effet, le financement fondé sur le nombre d'inscrits reposait sur des bases irrégulières), à « rentabiliser » les cours à la fois en développant l'information et en regroupant les cycles, ensuite à mieux connaître les vœux et les capacités des candidats, à organiser des formations plus diversifiées — en développant par exemple les « groupes de maitrise » — et à mieux « suivre » les études des auditeurs et leurs difficultés. L'objectif était aussi de mieux répartir les formations entre les établissements, afin de constituer une « carte de la promotion sociale ».

## « Faire le ménage »

En fait, le premier effort, avant même la rentrée 1976, a porté sur la rationalisation : « Nous avons fait le ménage », dit M. Ziegler, délégué à la formation continue (DAFCCO) de l'académie de Reims : « Nous avons essayé de grouper les efforts sur les établissements les mieux placés. On a fermé des cours, notamment des cours de langues, dont le public était parfois composé de femmes de milieu social collaborant à des actions de jumelage, ou des cycles pratiquement réservés au personnel de l'éducation nationale, qu'il fallait réorganiser sur d'autres bases. Des préparations au diplôme d'études complètes supérieures, fréquentées en fait par des étudiants. » Dans l'académie de Créteil, « dans certains établissements, on a découvert des cycles fantômes, dont l'effectif disparaissait en cours d'année », dit un collaborateur du DAFCCO. Trois centres aux effectifs réduits ont été fermés pour en ouvrir trois autres ailleurs.

Un début de formation a aussi été donné à un certain nombre d'enseignants : plus de deux mille ont participé à des journées

de stage, notamment ceux des cent cinquante établissements qui ont souscrit des « contrats de rénovation » portant sur un ou plusieurs points du programme (accueil des candidats, transformations pédagogiques, études des causes d'abandon, ou des modalités de financement...). L'effort a porté en particulier sur l'information.

Dans l'académie de Reims, les responsables de l'opération ont mené une véritable campagne. Ils ont réuni des conférences de presse, alerté la télévision régionale. Avec l'aide d'un maquetiste, ils ont cherché à réaliser une affiche et des dépliants « différents du foire-part de dent traditionnelle », et présentant une image et un style. Ces affiches ont été installées dans les magasins et services publics (mairies, bureaux de poste, commissariats, casernes, agences pour l'emploi) et dans des établissements stratégiques (en recourant aux services municipaux ou aux agences de publicité) : « Cela se voyait moins que les publicités de chaussures, mais on ne pouvait

pas les manquer », dira une stagiaire de Troyes. Des centaines de tracts ont été distribués dans les T.M.C., les supermarchés. Des conseillers en formation continue, transformés en démarcheurs, partaient même à convaincre des pharmaciens de donner les dépliants en rendant les ordonnances.

Dans les établissements concernés, on s'est aussi attaché à mieux accueillir les stagiaires. D'abord en organisant des réunions générales, avec l'équipe des formateurs, et des permanences d'information à la rentrée, par-

fois hors des établissements scolaires, puis des entretiens individuels avec des enseignants : ceux-ci ont d'ailleurs, à cette occasion, découvert les lacunes de leur propre information sur les spécialités ou les disciplines qui n'étaient pas les leurs, et souhaité parfois être entraînés à « écouter » les demandes. En cours d'année, plusieurs réunions ont été organisées avec les enseignants dans chaque formation, généralement un mois après la rentrée, à la fin du premier trimestre et à la fin de l'année, notamment d'été.

## Réduire l'« évaporation »

Dans quelques établissements, on a essayé, comme à Troyes, de constituer des groupes d'avance en fonction des niveaux ou des spécialités et des diplômes, permettant ainsi à certains candidats de se présenter à l'examen au bout de la première année sans avoir à suivre la formation complète. Cela a réduit l'« évaporation » dans des proportions considérables (au milieu de l'année les groupes n'avaient perdu que quelques unités, au lieu de ne conserver que la moitié de leurs effectifs) et l'absentéisme.

Des délégations académiques et des chefs d'établissement se sont aussi efforcés de trouver de nouvelles ressources, notamment en engageant des entreprises à utiliser une partie des crédits du 1<sup>er</sup>. Dans l'académie de Créteil, la moitié des centres publics ont ainsi sollicité les entreprises (parfois en demandant aux candidats s'ils acceptaient que leur entreprise soit tenue au courant de leur formation). Pour parvenir à offrir des formations plus souples (en partie sur le temps de travail, par exemple), des niveaux d'enseignement plus différenciés ont été créés, et le recrutement de la promotion sociale.

teindre la moitié. On a aussi cherché à obtenir l'aide des municipalités pour les centres nouveaux.

Ce début de « rénovation » a donc eu des effets positifs. L'information a aussi permis d'accroître le recrutement des établissements engagés dans l'expérience. Alors que la proportion de travailleurs déjà qualifiés tendait à s'accroître dans la clientèle de la promotion sociale, elle a touché des salariés ayant un faible niveau de qualification (même si, bien souvent, il s'agit de gens n'ayant pas réussi à achever une formation technique, ou ayant échoué à l'examen).

Mais l'opération comporte certaines limites. La rénovation pédagogique de la promotion sociale demande un certain temps, pour sensibiliser les enseignants aux problèmes des adultes, les habituer à bâtir avec eux des « itinéraires » de formation et à aménager le contenu des enseignements. Pour parvenir à offrir des formations d'horaires plus souples (en partie sur le temps de travail, par exemple), des niveaux d'enseignement plus différenciés ont été créés, et le recrutement de la promotion sociale.

## « À saturation »

Une rénovation réelle de la promotion sociale sera nécessairement coûteuse. Les groupes de niveaux, par exemple, doivent rester relativement peu nombreux, sinon l'on risque de reconstruire la classe et de décourager les auditeurs, perdant le bénéfice obtenu sur le plan pédagogique par l'hétérogénéité des groupes. Les chiffres de 20 à 25 ateliers, cette année dans les lycées de Troyes

paraissent un maximum. Or le taux actuel des subventions (et même des conventions) permet, à peine de rémunérer les enseignants. Aujourd'hui la fréquence de la classe et de la reconstruction de l'enseignement, permet aussi aux établissements de « se tirer » financièrement (et même, rarement, de faire des bénéfices).

Pour constituer la « carte » de

la promotion sociale, il faudra accroître le nombre des centres. Avec quarante-cinq professeurs, sur cent cinquante, faisant des cours de promotion sociale et une vingtaine de stages de formation continue, nous sommes déjà à saturation dans certaines disciplines, tantôt faute d'enseignants, tantôt faute de place dans les ateliers, dit le proviseur du lycée technique de Lens.

Or l'« enveloppe » actuelle (bien que, globalement, elle ait augmenté de 10 % en 1977) reste limitée. Dans ce cadre, les responsables régionaux ont tenté de donner la priorité aux formations « pointues », dont l'objectif professionnel est clair et à court terme, et aux plus bas niveaux de qualification. Les universités, en particulier, ont été victimes de ces choix : malgré des interventions très diverses, on a supprimé à la rentrée 1976 toute une série de cycles dans les établissements d'enseignement supérieur grenoblois. Aujourd'hui, les universités parisiennes risquent de subir les mêmes restrictions pour 1977-1978. Mais cette année on a supprimé aussi plusieurs préparations à des brevets professionnels au lycée La Martinière à Lyon.

Il est souhaitable d'établir des priorités, celles-ci ne doivent pas cependant être trop strictes sous peine d'aller à l'encontre de l'objectif de diversification poursuivi et d'être en contradiction avec le statut actuel des entreprises elles-mêmes de donner un aspect culturel aux formations professionnelles. La distinction n'est d'ailleurs pas si aisée : des cours de langues — ceux qui sont les plus touchés par la réorganisation — sont-ils pour un secrétaire une formation culturelle ou professionnelle ? Dans certains cas, la demande de promotion ne passe pas par la recherche d'une qualification mais par un élargissement de connaissances.

Enfin, le recours au financement par le 1<sup>er</sup> ne peut être trop étendu sans risquer de le trop étroitement à la demande conjoncturelle des entreprises. Les formations offertes par les établissements d'enseignement public. L'éviter n'est possible qu'à l'on développe le congé d'formation, dont le contenu et le choix librement par le salarié. Or actuellement on évalue à cent mille personnes au maximum le nombre de bénéficiaires de congé suivant une formation des établissements scolaires.

GUY HERZLICH.

La promotion

La grande

PAR ARGUEL

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE PARISÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS  
EN ÉLECTROTECHNIQUE  
ET ÉLECTRONIQUE

— Titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise scientifique ou d'une maîtrise scientifique et technique, complétez votre formation avec le CERTIFICAT DE CONCEPTION ET DE DÉVELOPPEMENT DE PRODUIT, préparant à la fonction de chef de produit. Un an de formation à temps plein. Date limite d'inscription : 20 juin 1977.

— Titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise scientifique (option EEA ou physique avec C4 d'électronique), préparez le diplôme d'INGÉNIEUR ESIEE (Généraliste Électrique). Deux ans de formation à temps plein, enseignement modulaire et formation en collaboration avec les entreprises. Date limite d'inscription : 16 juillet 1977.

— Les titulaires du DEUG A peuvent être admis en 3<sup>e</sup> année. Date limite d'inscription : 16 juillet 1977. Mêmes conditions d'admission : examen du dossier et entretien approfondi.

Renseignements, dossiers d'inscription à :

Service des Admissions ESIEE, 81, rue Folguère - 75015 Paris  
Tél. 567-55-54POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE  
L'INSTITUT FRANÇAIS  
DES COMBUSTIBLES ET DE L'ÉNERGIE

vous offre :

- SES STAGES DE FORMATION : pour Ingénieurs, Techniciens, Ouvriers qualifiés ;
- SON CENTRE DE DOCUMENTATION THERMIQUE ;
- SES PUBLICATIONS sur l'utilisation des énergies traditionnelles et nouvelles.

IFCE, 3, rue Henri-Heine, 75016 PARIS - Tél. : 647-41-23

DANS LE CADRE DU 3<sup>ème</sup> SALON  
SUR LA FORMATION PERMANENTE

25, 26, 27 MAI 1977  
expo formation  
PALAIS DES CONGRÈS  
PORTE MAILLOT - PARIS

ont lieu

LES 1<sup>ers</sup> ENTRETIENS DE  
LA FORMATION CONTINUE

6 grands débats les 25 et 26 mai

Mercredi 25 mai

14 h 30 - 16 h 30

« Bilan social dans l'entreprise et Formation » - (salle 33a).

organisé par l'Expansion et Formation France.

15 h 00 - 17 h 00

« La Formation Générale dans une politique de Formation Professionnelle : la recherche de la polyvalence et de la mobilité professionnelle » - (salle 31).

17 h 00 - 19 h 00

« La Contribution de la Formation à l'amélioration des Conditions de Travail » - (salle 33a).  
présidé par M. Lionel STOLERU, Secrétaire d'État auprès du Ministre du Travail (travailleurs manuels).

Jeudi 26 mai

14 h 30 - 16 h 30

« Les femmes et la Formation Permanente, comment en bénéficier, les stages possibles » - (salle 33a).  
organisé avec le Journal ELLE.

15 h 00 - 17 h 00

« Le rôle des collectivités locales et régionales dans l'éducation permanente et dans la Formation professionnelle » - (salle 31).  
organisé par le Groupe Formation 77.

17 h 00 - 19 h 00

« Y a-t-il un Apprentissage ou des Apprentissages ? »  
Organisé en collaboration avec M. SCHAAFF, du GIM et Président de l'ADÉPTE.

Le salon est ouvert les 25, 26 et 27 mai 1977 de 10 h à 19 h (jusqu'à 17 h le 27 mai)

Renseignements : 225-67-05 225-24-83

Entrée : 10 F. au salon, gratuite aux débats.

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE  
DE PARISLE CENTRE D'ÉTUDES  
SUPÉRIEURES  
DE LA  
DISTRIBUTION  
DE PARISoffre aux CADRES D'ENTREPRISES  
la possibilité d'actualiser et  
de perfectionner leurs connaissances  
de la commercialisation et du  
marketing des produits et services.

Délivrance d'un diplôme

Clôture des inscriptions :

23 SEPTEMBRE

Renseignements : CESDP

79, avenue de la République

75011 PARIS - Tél. 335-39-06

le CEPL

recherche  
organisme de  
formation  
désireux  
d'assurer des stagesde  
LECTURE RAPIDE  
avec la méthode  
de

Francois Richaudeau

pour  
Sud-Ouest  
Pays de Loire  
Centre  
Normandie  
Lorraine

Renseignements :

CEPL 114 Champs Élysées

75008 Paris

Tél. 225-14-93

**FORMATION**  
**ISS**  
Au cœur de Paris  
des programmes nombreux et  
un rythme équilibré des cours

**Des programmes sans absence prolongée**

**CREDITS DE FORMATION**

**le CEPL**  
recherche  
organisme de  
formation  
désireux  
d'assurer des stages  
de  
LECTURE RAPIDE  
avec la méthode  
de  
Francois Richaudeau

pour  
Sud-Ouest  
Pays de Loire  
Centre  
Normandie  
Lorraine

Renseignements :  
CEPL 114 Champs Élysées  
75008 Paris  
Tél. 225-14-93



albutiante

La promo

sociale

# FORMATION PERMANENTE

## La grande famille des cours du soir

Tous les soirs les lumières restent allumées fort tard dans beaucoup de lycées et de collèges techniques désertés par leurs élèves. Des salles de classe retrouvent une nouvelle vie pour accueillir un autre public : les adultes des cours de « promotion sociale ».

Au rez-de-chaussée du C.E.T. du Raincy, une salle aux murs bleus. Dans la lumière dure et triste propre aux établissements scolaires, dix-huit adultes suivent un cours de mathématiques. Sérieux et tranquilles, c'est presque la classe : il y a ceux qui répondent toujours et ceux qui se taisent, ceux qui ont les compas et les règles, et ceux qui empruntent celui ou celle du voisin. Mais l'attention ne se relâche pas : les questions ne sont jamais accueillies par des silences.

Quelques-uns ont quarante, ou même cinquante ans. Mais le plus ont une vingtaine d'années ; ouvriers, ils ont quitté l'école il y a trois, quatre ou cinq ans au maximum.

généralisme après leur C.A.P., et y sont revenus à la rentrée pour commencer une formation de « technicien », qui doit, en trois ans, les mener à un « brevet professionnel » (le B.P., diplôme-type de la promotion sociale) de mécanique, en passant par un C.A.P. de dessin industriel.

Pour le plupart, l'objectif c'est le diplôme final. Seuls les plus âgés viennent chercher un bagage technique ou intellectuel : ils sont au maximum de leur avancement et trop vieux pour recommencer une carrière : comme ce « tuyauteur » de cinquante ans, qui officie venir « se rafraîchir » après une journée de travail « abrutissant ». Les autres apprennent un travail plus intéressant, un meilleur salaire. Mais sans aucune certitude du résultat.

Quelques-uns ont déjà l'expérience de la déqualification, comme ce jeune ouvrier de la S.N.C.F. au verbe tranchant, qui a déjà fait deux C.A.P. en cours du soir. « On m'avait dit :

il y a du travail dans le chaudronnerie. Mais quand j'ai eu mon C.A.P., je n'avais qu'à chercher ailleurs. Alors je fais un B.P. Mais je ne sais pas ce que ça me donnera dans trois ans... » Aujourd'hui, le diplôme apparaît comme une protection supplémentaire en cas de licenciement.

### 40 % d'abandons

Au lycée technique de Lens, le décor est un peu différent. Mais les incertitudes ne sont pas moindres pour cette douzaine de stagiaires — de vingt à trente-cinq ans — qui préparent un B.P. d'électronique. Le pari sur l'avenir paraît « jouable » pour ceux qui travaillent dans une grande entreprise, mais plus aléatoire pour les autres : l'un d'eux a déjà fait un C.A.P. de mécanique automobile pour travailler dans un garage qui, finalement, ne s'est pas créé. Pour beaucoup, les cours du soir permettent de « rattraper » une formation inachevée. « On n'a pas toujours cherché à continuer. Mais on n'a pas choisi la branche dans laquelle on s'est orienté... »

Mais cet avenir incertain exige des sacrifices immédiats. Un C.A.P. ou un B.P. (les deux tiers des cours de promotion sociale) représente dix à quinze heures de cours ou de travaux pratiques par semaine : quatre soirées, parfois cinq, et la matinée du samedi, en plus du travail. (« On fait des journées de onze heures », dit un mécanicien parisien.) S'y ajoute parfois le duré du trajet, car le carte de la promotion sociale comporte de vastes « blancs », surtout hors des grandes zones industrielles. Parfois, il faut faire 20 ou 30 kilomètres pour suivre les cours comme c'est le cas pour cette stagiaire de Troyes, qui doit faire garder ses deux enfants tous les soirs.

Ce régime, c'est, en principe, la rançon de la liberté à l'égard de l'entreprise : « Je n'ai pas dit à mon employeur que je préparais un C.A.P. d'auto-comptable, explique une employée troyenne, il aurait émis que je ne voulais le quitter. Mais cette « clause relative » — pour pouvoir reporter nos congés, il a bien fallu que nous le signifiions », disent des stagiaires. L'abandon, au début, c'est le temps, racontent les stagiaires. Il

faudrait organiser, s'installer dans cette vie. Il faut renoncer à l'avantage des heures supplémentaires. Mais il faut ensuite ne pas « perdre le rythme ». Comme dit un stagiaire : « Après les vacances, on a parfois du mal à retrouver... » Cela n'est possible que si l'on est soutenu par l'entourage : « La promotion sociale, dit un dessinateur, ce n'est possible que pour les célibataires qui vivent dans leur famille. » Et un professeur ajoute : « C'est toute la famille qui entre en promotion sociale... »

Ainsi s'explique que beaucoup ne « tiennent » pas. On compte 40 % d'abandons, souvent dès le premier mois. « Nous avons 320 inscrits », raconte M. Antoine Nicolai, directeur du C.E.T. du Raincy (qui prépare à des C.A.P. et des B.P. de mécanique et de dessin) : « Trois cents sont présents le 1<sup>er</sup> octobre, au début des cours ; deux cent cinquante seulement au bout de trois semaines. A Noël, il n'en reste que deux cents... »

Le système, il est vrai, ne les aide guère. L'organisation est essentiellement la même que pour la formation initiale, car il faut suivre toutes les matières de l'examen, conçu sur un « module scolaire », même quand, comme c'est le cas pour le B.P., le diplôme n'existe que pour les adultes. On est obligé par l'examen, disent les enseignants, les abandons sont particulièrement fréquents en français et en mathématiques, matières théoriques et sans rapport avec l'activité professionnelle. Dans quelques établissements, on essaie de faire des groupes de niveau. Certains enseignants, d'autre part, tentent de s'adapter aux questions soulevées par un public d'adultes, d'utiliser davantage de manuels ou de documents. Mais beaucoup se contentent de reprendre les cours faits aux élèves, avec les mêmes procédés (mêmes lectures expliquées et parfois mêmes auteurs en français par exemple).

Au bout d'un an, les auditeurs font souvent leur tri parmi les enseignements : « On sait ceux dont on peut se dispenser », raconte l'un d'eux, ce permet de se reposer un peu », en fonction de l'importance des matières, de leurs besoins, de leur propre bagage et des qualités des professeurs. « Un taux de 60 % d'assiduité est une bonne proportion,

dit un professeur. Mais le pourcentage de présents va du simple au triple : certains professeurs ont deserteurs alors que d'autres font recette. » Mais, en définitive, parmi les auditeurs inscrits, seuls survivent ceux qui se consacrent le mieux au module scolaire.

### Des héritiers

C'est sans doute une des raisons du renouvellement de la clientèle de la promotion sociale : aujourd'hui, 35 à 40 % des auditeurs ont moins de vingt-cinq ans. Mais la proportion peut atteindre la moitié, comme à Lens, où elle a doublé d'une année sur l'autre. Et dans les deux lycées de Troyes, 30 % ont moins de vingt ans, 10 % moins de dix-huit ans. Comme la F.F.A. (Formation professionnelle des adultes) quelques années plus tôt, la promotion sociale devient pour les jeunes un rattrapage ou le moyen de prolonger une scolarité technique. Comme pour ces deux jeunes « mécaniciens » du lycée de Lens : l'un, sorti l'an dernier, n'a trouvé de travail qu'au bout de six mois ; l'autre, qui a passé son C.A.P. un an plus tôt, n'a obtenu qu'un travail d'O.S. : les professeurs les ont poussés à continuer des études, avant d'en avoir perdu l'habitude.

Ceux qui surmontent les obstacles bénéficient ensuite d'encouragements à la mesure des difficultés : les professeurs ne manquent pas une occasion de mettre en valeur leur « motivation », de vanter leur courage. Chaque établissement est fier

de compter des « auditeurs » qui ont fait sept ou huit ans de promotion sociale, à la force du poignet, un C.A.P. de tourneur en 1973, d'ajusteur, puis de dessinateur, et achèvent un B.P. C'est que le « promo » est aussi une famille. Son nombre de professeurs sont passés par là, surtout ceux chargés de l'enseignement pratique. Ainsi en dix ans, quatre-vingt-dix élèves du centre de Lens ont réussi le concours d'entrée à l'École normale. Beaucoup de matières scolaires, notamment, complètent leur formation pour se présenter au concours en préparant un B.P., parfois dans l'établissement où ils avaient fait leurs études.

L'exemple est contagieux. Les professeurs font des cours du soir pour gagner de l'argent (ces enseignements sont mieux payés que les heures supplémentaires « normales », mais aussi pour maintenir une tradition, une morale technique, celle de l'effort récompensé. Les stagiaires sont leurs héritiers : « La promotion sociale, l'en a vu lesu et l'y tiens », dit un professeur de mécanique automobile. Les candidats, du moment qu'on les aide, on n'a que des satisfactions avec eux... »

Cet attachement à permis aux établissements techniques de développer des activités de formation continue avant la lettre. Mais, dans la mesure où les professeurs n'ont pas été préparés à enseigner à des adultes, il incite au conservatisme pédagogique : tout ce qui s'écarte de la tradition est suspect.

G. H.

### PAR ORGUEIL

La course de fond à laquelle la promotion sociale contraind ses adeptes est-elle par elle-même un stimulant, voire une drogue. Pour Pierre S., qui passe ces jours-ci son brevet professionnel de dessinateur dans un collège technique de la banlieue de Paris, le « promo » représente plus que la promotion professionnelle.

Il a commencé très tôt à accumuler les diplômes. Entré au collège technique à quatorze ans, il y a passé un C.A.P. de mécanique, puis une « mention » (spécialisation) en hydraulique. Et comme il « se débrouillait assez bien en dessin », il a ajouté ce CAP à l'hydraulique. Entré en 1975 comme dessinateur, peu après son retour du service militaire, dans le bureau d'études d'une grande entreprise de mécanique et d'automatismes, il n'a guère attendu pour s'inscrire aux cours du soir.

Tous les matins depuis bientôt deux ans, il quitte son pavillon à 7 heures. Sortant à 17 heures

de son travail, à l'autre bout de la banlieue, il a juste le temps de repasser un quart d'heure chez lui apercevoir sa femme et sa fille avant de repartir pour le C.E.T. De retour à 20 h. 30, il dîne et se couche, pour recommencer le lendemain.

Pourtant Pierre S. n'a plus aujourd'hui besoin de ce diplôme qu'il continue à préparer et pourrait se débarrasser de cette servitude : en juillet dernier, il est entré comme responsable des essais dans une petite entreprise.

En fait, la formation lui apporte bien autre chose qu'un diplôme, ou même qu'un savoir. Ce qui est en jeu, c'est une certaine idée que Pierre S. se fait de lui-même. Peut-être, reconnaît-il, est-ce « par orgueil » qu'il a commencé et qu'il continue. Pour montrer à sa femme, institutrice, qui « a fait plus d'études que lui », et est elle-même entourée de gens « plus âgés et plus cultivés », qu'il n'était pas en reste.

### la revue formation permanente

47 numéros parus

Plus de quatre ans d'expérience

- Traite tous les mois :
  - des problèmes de formation et d'information,
  - des nouvelles techniques de communication audio-visuelle.
- Au service :
  - des entreprises, syndicats et comités d'entreprise,
  - des formateurs, salariés et formés,
  - des associations et organismes de formation.

Abonnez-vous : 1 an = 10 numéros ; 100 F  
10, rue Rodier, 75009 PARIS - Tél. 285.81.18

### FORMATION CONTINUE DES CADRES ET DIRIGEANTS

## ISSEC : Automne 1977

Au cœur de Paris, entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles

- des programmes nombreux et complets
- un rythme équilibré des cours, tant pour l'individu que pour l'entreprise

1100 cadres et ingénieurs d'entreprises de toutes dimensions et de tous les secteurs de l'économie ont participé ou suivent encore actuellement les programmes de l'ISSEC pour l'année 1976-1977. Créé il y a 10 ans, par l'ISSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — en

« crédits » — de quatre mois, à raison d'une journée par quinzaine. Quatre crédits qui totalisent près de cinq cents heures de travail sur deux années ainsi que la rédaction d'un mémoire conduisant à un diplôme de spécialité du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline choisie. Bien que près de 60 % des participants aient des diplômes

d'enseignement supérieur, les enseignements de l'ISSEC sont conçus pour être suivis également par ceux qui ont acquis leur savoir par la pratique. Assistés par un centre d'orientation, véritable conseil en formation, les participants décident eux-mêmes de leur plan de perfectionnement personnel. Ils ne sont pas tenus de s'inscrire à la totalité du programme « long » (deux ans).

Les cours de chaque crédit, enseignés tous les quinze jours, sont donnés par journeaux complets et sont liés pour les programmes d'automne 1977 à partir du 10 octobre dans les nouveaux locaux de l'ISSEC, 35, boulevard Sébastopol, 75001 Paris. Au cœur de la capitale, entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles.

### Des programmes intensifs sans absence prolongée hors de l'entreprise

Par petits groupes de 15 personnes, la session de mars 1977 de l'ISSEC a rassemblé 553 cadres et dirigeants qui suivent une journée par quinzaine pendant quatre mois, l'un ou plusieurs des

#### CRÉDITS DE PERFECTIONNEMENT ISSEC

- |  |  |  |  |   |   |   |  |   |  |   |  |
|--|--|--|--|---|---|---|--|---|--|---|--|
| <b>PERSONNEL</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Techniques de base de la fonction « personnel ».</li><li>Structures et communications.</li><li>Relations de travail.</li><li>Droit du travail.</li><li>Le cadre, gestionnaire de son personnel.</li></ul> | <b>FORMATION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Méthode en formation permanente.</li><li>Pratique de la formation.</li><li>Organisation et gestion de la formation.</li></ul> | <b>MARKETING</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Marketing fondamental.</li><li>Cher de produits.</li><li>Etudes et recherches en marketing.</li><li>Méthodes d'analyse en marketing.</li><li>Marketing et exportation.</li><li>Direction des ventes.</li><li>Communications publicitaires.</li><li>Distribution grande consommation.</li><li>Politiques de marketing.</li></ul> | <b>COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Comptabilité générale.</li><li>Comptabilité analytique.</li><li>Contrôle de gestion.</li><li>Pratiques et informations comptables.</li><li>Fiscalité.</li></ul> | <b>FINANCE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Techniques de gestion financière.</li><li>Analyses financières et évaluation.</li><li>Financement des entreprises.</li><li>Financement des exportations.</li><li>Décision et politique financière.</li><li>Anglais d'économie et de finance.</li></ul> | <b>PRODUCTION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Éléments fondamentaux de gestion de la production.</li><li>Techniques de planification et contrôle.</li><li>Conception d'un système de production.</li><li>Processus de production et gestion du personnel.</li><li>Logistique.</li></ul> | <b>SECRETARIAT GENERAL</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Fonction spécifique du secrétaire général.</li><li>Droit général des affaires.</li><li>Droit des sociétés.</li></ul> | <b>ORGANISATION</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Techniques d'organisation.</li><li>Commandement et organisation.</li></ul> | <b>RELATIONS HUMAINES</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Expression orale.</li><li>Cogitation de réunion et travail en groupe.</li></ul> | <b>INFORMATIQUE</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Éléments de base d'informatique.</li></ul> | <b>GESTION DE LA P.M.E.</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Techniques de gestion de la P.M.E.</li><li>Stratégie de la P.M.E.</li><li>Diversification et création de nouvelles entreprises.</li></ul> | <b>L'ENTREPRISE ET SON ENVIRONNEMENT</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Introduction générale à la gestion de l'entreprise.</li><li>Matières de l'environnement : évolutions économiques.</li><li>Stratégies de l'entreprise.</li></ul> |
|--|--|--|--|---|---|---|--|---|--|---|--|

### Les diplômes de spécialité ISSEC

L'ISSEC délivre un diplôme de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise : PERSONNEL, FORMATION, MARKETING, CONTROLE DE GESTION, FINANCE, PRODUCTION, SECRETARIAT GENERAL, ORGANISATION. Les diplômes ISSEC sont des diplômes de perfectionnement supérieur. Les demandes d'accès aux différents diplômes sont réservées aux titulaires de l'ISSEC ayant suivi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, et ce dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accès à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur de groupe ISSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat.

### La formation ISSEC

Deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :  
• Soit à raison d'un crédit par session : chaque crédit représente deux jours de huit heures étalés sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, des formations reçues ;  
• Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une session complète en quatre mois ; cette formule est principalement destinée aux demandeurs d'emploi.

Création d'un centre de langues à l'ISSEC à Paris  
Langues enseignées : ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, ARABE, RUSSE, HEBREU.  
CENTRE DE LANGUES : 727-80-20.

### ISSEC

Demande d'information Session Automne 1977

M. Mlle.....

Société.....

Adresse.....

Tél.....

☐ Je désire un programme de perfectionnement du diplôme ISSEC

☐ Je désire un rendez-vous au centre d'orientation de l'ISSEC

A retourner à :

ISSEC - Etablissement privé de formation continue

24, rue Homelin 75116 Paris

Tél. : 727-80-20

Centres associés de l'ISSEC : Limoges, Nîmes, Orléans...

ISSEC - 24, rue Homelin, 75116 Paris - Tél. : 727-80-20 - Etablissement privé de formation continue



## CULTURE ET LIBERTÉ

Association Nationale d'Éducation Populaire au service des Associations - Municipalités - Equipements - Comités d'établissement - Entreprises, pour toutes :

- Actions d'animation et de développement culturel ;
- Actions de sensibilisation et d'information (soirées-débats, spectacles, voyages d'études France et Étranger) ;
- Élaboration des plans de formation (loi du 16-7-71) ;
- Actions de formation - initiation et perfectionnement (cycles et stages), économie, expression, vie quotidienne... ;
- Publications - Réalisation du montage audio-visuel, expositions...

Renseignements : CULTURE ET LIBERTÉ, 51, rue Jacques-Kabli, 93130 NOGENT-SUR-MARNE - Tél. 871-17-00.

## IUT de Saint-Denis

formation continue

Stages agréés offrant la possibilité d'obtenir un DUT (Diplôme Universitaire de Technologie) en 1 an

- 4 départements :
- Techniques de commercialisation
- Gestion des entreprises et des administrations
- Geste mécanique
- Hygiène et sécurité

2, rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis, 243 33 81

## CIRP

Conception et animation de stages sur mesure adaptés aux besoins spécifiques des entreprises

- Mécanique
- Mesures physiques
- Sécurité
- Gestion
- Commercialisation
- Relations humaines
- Formation de formateurs
- Démocratisation

2 rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis, 822 01 38



APPRENEZ L'ANGLAIS  
... EN DÉJEUNANT AVEC UN ANGLAIS.  
... mais il faudra, quand même, parler un peu avant  
et après les repas !

c'est un des aspects de notre  
FORMATION INTENSIVE INDIVIDUELLE  
EN 60 HEURES

Stage de 10 jours, déjeuner compris,  
en tête à tête avec un animateur  
s'exprimant exclusivement dans sa langue maternelle.  
(sur le même principe, 6 langues à votre disposition : anglais, allemand,  
espagnol, italien, russe, japonais)  
Renseignements auprès de : Claude Wia, Directeur.

## S.E.P.A.

Henri R. COTY

Méthodologies pédagogiques à base d'oldes audiovisuelles.  
Cinéma-théâtre cassettes S. 8 sonores couleur, livrets stagiaires et  
fiches d'animation (Production de moins de 3 ans).

Films courts utilisables dans toutes pédagogies d'enseignement,  
ou formation d'adultes.

Professions de l'Hospitalisation : 107 films - 27 sujets - concerne  
les actes para-médicaux, nursing, etc.

Professions de l'Hôtellerie : 16 films (17 en production) - Accueils  
hôtel, restaurant, hygiène, sécurité, cuisine, etc.

Initiation aux techniques de l'imprimerie : 12 films - destinée aux  
utilisateurs et prescripteurs d'éditions diverses.

Initiation à l'informatique : 9 films - Acquisition des notions de  
base et vocabulaire.

Orientation professionnelle, culture économique générale : 10 films.

Catalogue sur demande : BEPA, 177 avenue Charles-de-Gaulle,  
NEUILLY-SUR-SEINE - Tél. 637-49-60 - Téléc 630610 P

formation de forma-  
teurs • systèmes de  
formation • audio-  
visuel • formations  
de personnels peu  
qualifiés • conditions  
de travail • stages  
• formation et ingé-  
nierie • exportation  
de la formation.



## ACUCES

• Nancy

28-30, rue de Saurupt  
(28) 51-16-87

• Paris (6<sup>e</sup>)

140 bis, rue de Rennes  
(1) 548-06-79

• Montpellier

1, square Saint-Gély  
Rue de la Fontaine  
Pila-Saint-Gély  
(67) 72-17-90

## FORMATION PERMANENTE

### Des miettes pour les femmes

En 1975, pour cent Français qui avaient bénéficié de la formation permanente, on comptait vingt-neuf femmes contre soixante-huit hommes. Des études réalisées en 1974 ont montré que seulement une femme active sur treize avait suivi un stage, contre un homme actif sur sept.

Depuis les proclamations de l'Année de la femme (1975) et à cause de la crise de l'emploi, les « actions femmes » vivent des heures difficiles.

« Je vois pouvoir jeter mon mari par la fenêtre. Je suis en fin indépendante. C'est ainsi que s'exprime Mme B., qui termine un stage de secrétariat. Quel chemin parcouru depuis son inscription à un stage de préformation organisée par l'Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) : « C'est épouvantable, avait-elle dit à l'époque, j'ai arrêté de travailler il y a dix ans, je ne sais rien faire. » Mais, au fil des jours, elle s'est aperçue que d'autres stagiaires n'en savaient pas plus qu'elle. Elle a repris confiance. A quarante-deux ans, ce n'est pas toujours facile !

Mme B., fait partie de ces femmes qui, bon gré mal gré, doivent travailler : chômage, décès, maladie ou abandon du mari, suite de raisons qui font que d'autres stagiaires n'en savaient pas plus qu'elle. Elle a repris confiance. A quarante-deux ans, ce n'est pas toujours facile !

Dès 1971, Mme Evelyn Sullerot, sociologue, avait émis l'idée de créer des stages de « formation préprofessionnelle et d'orientation professionnelle » pour les mères de famille éloignées du monde du travail pour élever leur enfant et qui désiraient reprendre un emploi. L'idée a fait son chemin. En quelques années ce type de formation a été mis en place par plusieurs organismes, publics ou privés, pour la plupart subventionnés par l'État à partir de 1974. Deux mille à trois mille personnes en ont bénéficié cette année-là.

#### Former à fonds perdus ?

Outre cette préformation, des stages de formation réservés aux femmes étaient mis en place par l'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) : ateliers d'emploi et une préformation féminine pour faciliter l'intégration à la vie industrielle.

Aujourd'hui, le Comité du travail féminin (organisme consultatif placé auprès du ministre du

travail) constate que la formation professionnelle continue n'a pas eu l'impact souhaité sur les femmes. Mme Claude du Grand, secrétaire générale, déclare : « Les femmes sont moins poignées sur la vie professionnelle que les hommes. La suppression de la distinction des emplois hommes-femmes ne s'est pas opérée. Les stages de formation, couleur, frisure, soudeuse de l'A.F.P.A. ne les ont pas attirées. Elles sont victimes de l'idée qu'elles se font de la femme dans la société. » Mme du Grand ajoute : « L'aide de l'État ne peut jouer que sur une formation débouchant sur un emploi. Sans être supprimée, la priorité donnée aux femmes a été en recul, notamment les actions de formation, car la majorité des femmes qui en ont bénéficié n'étaient pas toutes motivées pour reprendre une activité. On ne peut pas former à fonds perdus. »

Du côté du secrétariat général de la formation professionnelle, on affirme que les « actions femmes » sont toujours inscrites dans les priorités. On reconnaît cependant que la préformation est de plus en plus difficile, la préformation doit déboucher sur un emploi et que seules les chômeuses devraient être acceptées. A partir de janvier 1977, la région parisienne a été « départementalisée » pour la répartition des crédits de formation permanente. Ce sont les préfets qui proposent un programme et discutent de l'opportunité des crédits : « L'essentiel, dit-on au secrétariat général, est de passer au chômage. »

Ainsi se confirme-t-il que les orientations prioritaires pour 1977, définies par le gouvernement en matière de formation professionnelle continue, ont été respectées : « Toutes les garanties devront être prises pour que les actions bénéficiant d'une aide publique débouchent sur un emploi ou sur une formation conduisant à un emploi. »

Face à cette politique, les associations de préformation et de formation font grise mine, et le retard des femmes dans le domaine de la formation professionnelle n'est pas près d'être rattrapé.

AT CENTRE « RETRAVALLEUR ». Paris, dirigé par Mme Evelyn Sullerot, on n'est guère optimiste. Le centre vit d'une subvention du ministère de l'Éducation et d'une participation financière des stagiaires. Or, pour 1977, le financement de l'heure stagiaire, qui était subventionné à 100 %, ne l'est plus qu'à 70 %. En outre, il a fallu refuser cent stagiaires. « Alors que nous étions dans une période de développement, dit Mme Rosa-Haguenaer, directrice adjointe, il y a cette année un tel renversement des crédits que nous nous demandons si nous aurons un renouvellement l'an prochain. On oublie que de plus en plus de femmes nous sont envoyées par l'Agence pour l'emploi : ces stagiaires, la plupart du

temps, trouvent un emploi à l'issue d'une formation que nous leur conseillons. »

L'UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE connaît les mêmes déboires. Sur six stages programmés à Paris, cinq ont été subventionnés à 70 %, alors qu'en 1976 les six stages l'avaient été à 80 %.

Les stages de préformation étaient dans le creux de la vague, au moins aurait-on pu espérer que les économies réalisées bénéficiaient aux actions de formation proprement dites. Il n'en a rien été.

À L'IFOCOP (Institut de formation commerciale permanente), où l'on ne fait que de la formation, on déplore que les moyens soient réduits les mêmes depuis quatre ans. Après le succès d'une « opération 500 femmes » fondée sur les besoins des mères de famille de vingt à cinquante ans, son président avait songé à une « opération 1000 femmes ». Il faudra y renoncer. Pourtant 81 % des femmes qui avaient suivi le stage de l'IFOCOP ont trouvé un emploi. L'association va devoir doubler le nombre de participantes et augmenter la capacité de certains centres de formation.

Le COFFEM (Centre pour l'organisation et la promotion des femmes dans l'économie moderne), subventionné par le ministère du travail, propose une formation courte des personnes ayant un besoin urgent de travailler. Pour 1977, cet organisme a pu accueillir trois cent six stagiaires contre deux cent seize en 1976. L'enveloppe de crédits n'a pas été augmentée. Dans ces conditions, le COFFEM risque d'être obligé, à brève échéance, d'augmenter la participation financière demandée aux stagiaires.

À la délégation académique à la formation continue (DAFCO), placée auprès du recteur de Paris, certaines formations, notamment celle d'hôtesses dans le secteur hospitalier, n'ont pas été reconquies. Les responsables reconnaissent que « les crédits sont aux femmes » et que les femmes « restent de côté ». Parmi d'autres, les formations culture et

esthétique pure n'ont pas été reconquies cette année.

L'université de Paris-Val-de-Marne (Créteil) n'est pas mieux lotie pour 1977. Les responsables se plaignent que les stages de préformation et d'orientation soient de moins en moins bien financés : « S'il est vrai que ces actions sont moins dirigées vers l'emploi que vers une prise de conscience des réalités professionnelles, il est aussi vrai que 70 % de nos stagiaires entrent en formation après le stage. Encore une fois, les femmes doivent céder la place ! »

Incontestablement, l'enveloppe parisienne a été diminuée. Pour l'heure, la situation n'est pas encore désespérée : la plupart des actions ont été maintenues, bien que le taux de leur prise en charge par l'État ait beaucoup diminué. Mais, si, dans un proche avenir, aucun effort n'est fait, la reconversion des femmes après le temps de « maternage » sera très difficile. Le gouvernement vient de lâcher un peu de lest en prévoyant que les contrats emploi-formation seront étendus aux veuves et aux femmes seules ayant au moins un enfant à charge. C'est un moindre mal. Mais pour les autres...

CHRISTIANE CHAMBEROIS.

#### DES ADRESSES

- Centre d'internat féminin (CIF) : 80, rue du Faubourg, 75007 Paris. Tél. : 705-55-99 (1).
- Institut de formation commerciale permanente (IFOCOP) : 3, rue du Caducée, 94130 Nogent. Tél. : 827-45-45.
- Centre pour l'organisation et la promotion des femmes dans l'économie moderne (COFFEM) : 15, rue de l'Académie, 75010 Paris. Tél. : 867-42-94.
- Union féminine civique et sociale (U.F.C.S.) : 6, rue Brancard, 75003 Paris. Tél. : 272-17-26.
- Centre « Retravalleur » : 143, avenue de Versailles, 75016 Paris. Tél. : 224-01-84.
- Université Paris-Val-de-Marne : avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Créteil Cedex. Tél. : 808-92-24.

(1) Le Monde du 19 mars 1976 a publié la liste des « antennes » du CIF en province.



## FORMATION CONTINUE DES ADULTES

ENSEIGNEMENT MODULAIRE : MATHÉMATIQUES - BIOLOGIE - PHYSIQUE - CHIMIE - ÉLECTRONIQUE - MÉCANIQUE - FRANÇAIS - INFORMATIQUE - DROIT.

LANGUES : ANGLAIS - ITALIEN - ARABE.

FORMATION DE TECHNICIENS SECTEUR MÉDICAL.

D. U. T. : MESURES PHYSIQUES - BIOLOGIE APPLIQUÉE - TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION.

URBANISME - FORMATIONS POUR FEMMES etc.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER :

UNIVERSITÉ PARIS VAL DE MARNE  
SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  
Bureau de Créteil de Gaulle  
94010 CRÉTEIL CEDEX

Tél. 888 92 24 Poste 7

## le refuge formation

30, rue de Chabrol, 75010 Paris - Téléphone 246.92.51

### techniques de gestion

Stages de :  
Conduite du personnel  
Organisation des services  
Administratifs  
Marketing et commercial  
Relations dans l'entreprise

Gestion de la production  
Techniques industrielles particulières  
Amélioration des conditions de travail  
Stages dans l'entreprise  
Opère long : préparation intensive au DECS

Autres stages :  
Sténographie, dactylographie, secrétariat  
Langues vivantes : Allemand, Anglais, Italien, Espagnol.

Le calendrier de nos stages vous sera adressé sur simple demande.

## asprofore

association pour la promotion par la formation continue

PRÉPARATION  
AUX DIPLOMES D'ÉTAT  
D.E.C.S.  
B.T.S. Secrétariat de Direction  
B.T.S. Commerce International

GESTION  
ET ADMINISTRATION  
Gestion Financière - Économie  
Comptabilité tous niveaux  
Droit et Fiscalité  
Secrétariat Steno-Dactylo  
Marketing et Vente.

COURS DE LANGUES  
ALPHABÉTISATION  
FRANÇAIS

STAGES SPÉCIALISÉS  
adaptés aux besoins d'activités  
de l'entreprise.

130 rue de la République 75011 Paris  
Tél. : 256.11.08 - 359.12.77

## POUR UNE « VRAIE » FORMATION D'ADULTES

Une équipe  
DYNAMIQUE, EFFICACE  
au Service des HOMMES  
des ENTREPRISES  
du FUTUR

Société  
Internationale  
d'Interventions  
S.I.

82, rue de Dunkerque, 75009 Paris  
Tél. : 878-91-35.

## SOCIÉTÉ D'AIDE TECHNIQUE ET DE COOPÉRATION

SOCIÉTÉ D'ÉTAT, siège social :

110, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup>

Pour vous aider à réaliser  
vos contrats à l'étranger

techniques d'exportation,  
préparation à l'expatriation et  
formation pédagogique,  
formation des personnels locaux

20 ans d'expérience dans plus  
de 40 pays,

un potentiel de 300 ingénieurs,  
techniciens et experts.

Le contact direct d'un de nos  
spécialistes, M. A. WIDMAIER :  
873-15-67 et 55-07.

Centre de Formation SATEC

45 bis, av. de la Belle-Gabrielle

94130 NOGENT-SUR-MARNE

(Publité)

Dans le cadre d'Espo-Formation, au Palais des Congrès, Porte Maillot à Paris

Le Groupe Formation 77 et l'A.E.F.P.A., l'A.S.F.O.D.E.C., l'Institut d'Éducation Permanente, L'Épérouge, l'I.N.F.A.C., la Fédération des Centres Muséaux Ruraux de France et de l'Europe, vous proposent deux débats :

Le 25 mai, à 15 heures :  
« La formation générale dans une politique de formation professionnelle : la recherche de la polyvalence et de la mobilité professionnelle »  
Débat présidé par Bernard ROUX, président de l'I.N.F.A.C., avec Alain DUPREYON et Jean-Louis ROLL, chargés de mission à l'A.D.E.F.P.

Le 26 mai, à 15 heures :  
« Le rôle des collectivités locales et régionales dans l'Éducation Permanente et la Formation Professionnelle »  
Débat présidé par René GAILLARD, Député-Maire de Niort, avec Noël JOSEPH, Conseiller Général, Maire de Bouvry, Président de la Commission Enseignement et Culture du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Michel BERTHAUD, Adjoint au Maire de Levallois, Louis PERREIN, Maire de Villiers-le-Bel, Roland FREDIERI, Maire de Villapreux, Franck SERUSCLAT, Maire de Saint-Pons.

Les comptes-rendus des débats seront publiés et adressés sur demande.

Pour tous renseignements Groupe Formation 77, 3, rue Cadet, Paris-9<sup>e</sup>  
Tél. : 770-20-14.

# Le Monde

Grève nationale de la  
Vive ense

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe

La croissance  
un cas en Europe



NTI  
sur les femmes



# Le Monde

## DE L'ECONOMIE

### Grève nationale et vide de la politique contractuelle

## Vivre ensemble

par JACQUES DELORS (\*)

Au moment où la politique des contrats paraît « gelée », l'un de ses inventeurs suggère de la relancer dans plusieurs domaines.

**L**a grève générale de mardi présente, pour la France, un caractère exceptionnel qui a été abondamment commenté. Et chacun de s'interroger sur ses conséquences possibles, sur les retombées immédiates ou plus lointaines d'une situation qui nous ramène à ce désert des relations sociales dans lequel se déroule le plus souvent notre vie collective. Comme si les événements de mai 1968 et les tentatives qui les ont suivis pour construire un réseau vivant de concertations et de négociations, n'avaient servi à rien. Notre pays donne à nouveau l'image d'une société éclatée où chaque groupe social campe sur sa ligne Maginot, bardé de préjugés et d'illusions fallacieuses, pour ne rien changer à son comportement. Les organisations professionnelles et syndicales ressentent, au-delà de leurs déclarations pleines d'assurance, la difficulté de prendre le pouls de leurs mandants. Bref, elles naviguent à l'estime. Un des exemples les plus douloureux nous est fourni par ces centaines de milliers de jeunes chômeurs, tous ceux pour qui l'apprentissage de la vie d'adulte se réduit au sous-emploi aux petits travaux provisoires, au vide effrayant des journées sans but. Ils échappent même aux syndicats qui, en fait de loyaux efforts, n'arrivent pas à les intéresser à une action collective. Le témoignage de la désespérance chez les jeunes, crainte d'une fracture profonde dans notre communauté.

#### Une inquiétante dégradation

Dans une collectivité bruyante, mais en réalité muette sur ses véritables difficultés et aspirations, l'absence de sondages n'arrive pas à masquer le non-fonctionnement de notre système social. Chacun en est réduit, faute de mieux, à deviner la situation plus qu'à l'analyser. Rien ne peut remplacer des institutions sociales qui, de l'atelier ou du bureau au niveau national, permettent de déceler les signes indispensables à la conception et à la mise en œuvre d'une politique, tant du côté du gouvernement que du côté des partenaires sociaux.

Aujourd'hui, pensons-nous le contraire, c'est le vide contractuel, l'absence d'une négociation, comme celle sur la pré-retraite, ne peut masquer la forêt des occasions non saisies : les problèmes liés à la lutte contre l'inflation, les programmes de réorientation industrielle, la mise en place d'une politique concertée de l'emploi et de la formation professionnelle, les étapes d'une diminution de la durée du travail, ou bien encore, pour puiser dans le catalogue des promesses non tenues, les modalités d'une réduction progressive des inégalités de revenus, dans le cadre souple et diversifié d'une politique contractuelle : quelques jalons solides pour la réforme de l'entreprise, comme l'amélioration des institutions représentatives du personnel, une meilleure répartition des rôles entre elles, des possibilités concrètes pour les travailleurs ou leurs représentants de peser sur les décisions qui les concernent au premier chef, seule voie possible pour accroître le sens des responsabilités et faciliter leur exercice.

On aurait donc tort de s'axer exclusivement sur les difficultés de la politique contractuelle dans la fonction publique et dans les entreprises nationales ; ou bien de croire que les accidents datent de l'automne 1976. En réalité, les pratiques contractuelles se sont réduites progressivement comme une peau de chagrin (1). La dynamique de départ s'appuyait sur des négociations sans cesse renouvelées, des droits sociaux à la détermination des salaires, en passant par les conditions de travail, les modalités des conversions nécessaires, les plans de formation, l'esprit a changé depuis que nos gouvernements ont en commun unique souci, même au prix d'une certaine démolition financière, de casser le monde syndical en deux et d'isoler la C.G.T. et la C.F.D.T. J'en suis sûr, et désolé, si l'enfant.

De même, dans le secteur privé, le regard ne doit pas se porter uniquement sur les grands accords nationaux. Ils ont été nombreux, mais ils ont été suivis d'un silence qui provoque un mouvement vers le bas, une propagation de l'esprit de dialogue et de négociation. Là aussi, la souffrance et l'incertitude ont gagné les esprits. Dans beaucoup trop de cas, les chefs d'entreprise préfèrent garder les mains libres et contenir, au coup par coup, les mouvements revendicatifs. D'où l'absence dans la détermination des salaires, cause d'inflation et d'injustices sociales. De ce point de

vue, le blocage des rémunérations institué par le plan Saur ne peut être qu'une mesure de circonstance, limitée dans ses effets et dans le temps. Et contestable sur le strict plan économique, c'est-à-dire pour concilier ce que l'orthodoxie libérale s'acharne à considérer comme inévitables : la lutte contre l'inflation et le maintien d'une croissance raisonnable pour pérenniser l'aléger les coûts fixes et accroître la productivité. Telle est d'ailleurs la raison profonde de l'opposition syndicale au blocage du pouvoir d'achat.

#### La reconstruction nécessaire

Sur la voie qui pourrait mener à un système social vivant et efficace, se dressent toujours les mêmes réticences et les mêmes objections. Deux d'entre elles méritent un sort particulier, même si elles n'ont guère l'attrait de la nouveauté.

Les syndicats, dit-on, seraient trop politisés ; argument classique pour justifier cette sorte de guerre civile froide qui marque nos relations sociales. Considère-t-on que les syndicats belges sont politisés, alors que l'un d'entre eux est proche du parti socialiste dans l'opposition et que l'autre entretient des relations étroites avec la démocratie chrétienne qui était au pouvoir ? Pourtant, ces deux organisations ont déclenché ensemble une série de grèves très réussies pour protester contre la politique économique de M. Thinesens et souligner la gravité du sous-emploi. Ou bien, pour ne citer qu'un autre exemple, les syndicats hollandais ont-ils été vus aux gémonies pour avoir obtenu, au terme d'une succession de grèves judicieusement sélectionnées, un accroissement des salaires en pouvoir d'achat, au lieu du simple blocage ?

Les hommes politiques et les patrons français auraient donc tort de se satisfaire d'un aussi piètre alibi. Une mystérieuse marée noire ne pollue pas particulièrement notre vie sociale ? C'est difficile à porter.

Autre argument maintes fois entendu : la politique contractuelle n'est envisageable que dans des phases de croissance forte et régulière. Cette objection serait valable si le seul objectif de celle-ci était de négocier les salaires. Mais la vie économique et sociale ne se limite pas à cela. Comment ignorer que dans l'Europe occidentale les condi-

tions sont similaires et que pourtant une profonde évolution est en cours pour faire reculer les limites de la négociation ?

Sous des vocables différents, le thème central est le même : après la démocratie politique et la société de bien-être (encore tout relatif), la démocratie doit pénétrer dans l'économie. D'où les équipes autonomes de production, le droit d'intervention des travailleurs en matière de conditions de travail, la négociation ouverte à tous les aspects de l'activité de l'entreprise, la participation des travailleurs aux organes de direction. Certes, les modalités et les étapes divergent selon les pays, mais l'orientation est commune. Nos dirigeants songeraient-ils à laisser la France en dehors ? Pour l'instant, ils font figure. C'est ainsi que les travailleurs de la sidérurgie n'ont été appelés à la table de la négociation qu'une fois les décisions économiques prises. Ils ne sont donc pas justiciables que du social, considéré comme l'annexe du salut de l'économie.

Sans compter qu'il reste beaucoup à faire pour revivifier, réajuster, stimuler toutes les procédures où l'on pourrait valablement débattre du destin collectif et donc de l'avenir de chacun : le Conseil économique et social, les commissions du Plan, les diverses instances nationales qui traitent de l'emploi, de la formation, des prix, des entreprises. Croit-on que la France pourra sortir de la crise sans une prise de conscience collective, une appréciation des chances et des risques du futur, un accord des travailleurs aux responsabilités ?

S'il incombe au pouvoir politique de donner l'exemple du changement et d'impulser le mouvement, il serait illégitime de le reporter uniquement sur la vertu réformatrice de la loi. Dans le domaine social plus qu'ailleurs, la législation demeure sans portée si elle n'est pas animée et concrétisée par les acteurs sociaux. Au surplus, la loi peut présenter le défaut, par sa généralité même, d'être inadaptée ou inadaptable aux conditions diverses de l'activité économique et de la situation sociale. La loi est parfois indispensable pour provoquer la mutation souhaitée ou bien pour assurer à tous les Français un minimum de droits.

(1) A une exception près : l'accord sur la réévaluation du statut des mineurs.

(Lire la suite page 22.)

(\*) Conseiller du parti socialiste.

### ÉTRANGER

## La croissance grecque : un cas en Europe

Dans l'Europe en léthargie, la Grèce fait exception. Comment s'explique son expansion rapide, et celle-ci peut-elle durer ?

**A**THÈNES. — L'observateur pressé se contentera d'indices sommaires : la multiplication des embouteillages au cœur et aux portes de la capitale, reflet d'un développement rapide du parc automobile ; les queues de navires attendant pour débarquer à quai ; la tenue sensiblement plus élégante des foules qui se pressent à l'heure du déjeuner devant les bureaux ; le nombre relativement faible de grèves

misiste chevrouné : les croissances rapides de ce genre se paient toujours d'une inflation accélérée et d'un déficit commercial accru, fruit d'importations algues emportées par l'expansion ! Ce n'est pourtant pas cela qui s'est passé : la hausse des prix — indicateur rapide du taux d'inflation — a diminué de 12 % en 1976 et de 10 % en 1977 à quelque 10 % actuellement. Le progrès a été si net que les syndicats — peu contestés, il est vrai — ont accepté de recommander en 1977 des négociations sur la base d'une hausse des salaires de 12 %, taux qui sera sans doute dépassé, mais indique le sens de la déflation admette par laquelle garantit un nouveau progrès du pouvoir d'achat (encombrant à celui de 12 % en moyenne l'an dernier).

#### Les clés du succès

Quant à la balance commerciale, elle ne s'est pas dégradée, les ventes augmentant même un peu plus vite que les achats (9,8 % contre 9,3 % en dollars). Le déficit traditionnel dans ce pays, a atteint 3,5 milliards de dollars l'an passé, contre 4,5 milliards l'an dernier. Les exportations de produits grecs (0,8 milliard), les recettes de la marine marchande (0,9) et les revenus du tourisme (0,8). Le solde ainsi que les paiements « invisibles » de la Grèce à l'étranger ont été régies sans difficulté majeure grâce aux emprunts des banques, aux investissements étrangers sur le territoire hellénique (220 millions de dollars en 1976) et à l'endettement public (en sensible baisse d'ailleurs).

Quel « truc » les fils d'Hermès ont-ils inventé pour réussir l'expansion dans la stabilité que tente sans succès le reste de l'Europe ? Il semble que leur réussite présente trois traits, pour l'essentiel, à la combinaison de quatre séries d'actions dont la combinaison s'avérerait ailleurs particulièrement délicate.

GILBERT MATTHIEU.  
(Lire la suite page 22.)

De notre envoyé spécial.

dans les secteurs de production industrielle. À l'évidence, la Grèce se porte non seulement mieux que du temps des colonels, mais paraît plus à l'aise que dans les premiers mois du second « règne » de M. Caramanlis.

Impression superficielle ? Pas du tout. L'arsenal statistique confirme le redressement. Au point d'étonner l'observateur, tant la croissance grecque actuelle paraît incongrue dans une Europe frappée de léthargie économique.

En deux ans, le produit national grec a augmenté de 11,8 %, quatre fois plus que dans l'ensemble des pays européens de l'O.C.D.E. (2,8 %). L'activité industrielle s'est accrue plus vite encore (15 % environ), alors qu'elle stagnait en moyenne dans le reste de l'Europe. Ce qui a permis une progression du nombre des emplois industriels de 7 % en deux ans (et une baisse de 8 % des licenciements), tandis qu'ailleurs s'étendait le chômage.

La hausse des salaires allant de 9 à 30 % en 1976, selon les branches, un pouvoir d'achat supplémentaire considérable a été distribué, ce qui a stimulé à la fois la consommation (+ 10 % en deux ans, en valeur réelle) et réparé. Seule la production agricole a été victime d'aléas climatiques (pour le coton), de difficultés à l'exportation (pour les tomates) ou d'erreurs d'exploitation (pour la vigne).

Cette description avantageuse risque de faire hauser les épaules à l'écono-

### POINT DE VUE

## L'oubli du client

par MICHEL CICUREL (\*)

**L'**ECONOMIE est le domaine de la nécessité et de la contrainte. Le cœur ou la générosité relèvent d'autres disciplines. Certes, la psychologie a sa part dans le fonctionnement de l'économie : la confiance, les croyances, l'impudence, le charisme des dirigeants, la violence et la passion influencent la situation économique. Mais l'arithmétique et la mécanique restent toujours par derrière des comptes.

Les Français, aujourd'hui, n'en rendent pas suffisamment. On proclame qu'il faut réduire les intégrités pour vaincre l'inflation. Augmenter les salaires pour améliorer la situation des entreprises. « Enrichir les tâches » pour accroître la productivité. Faire de la politique, pour faire de la bonne économie. Être heureux pour être riche. Cette sorte d'économisme libertaire est un rêve qui est dangereux de carter.

Il est un domaine où l'illusion est particulièrement tenace. L'illusion qu'on peut préserver à la fois, et complètement, la liberté du producteur et celle du consommateur. Il faudrait un miracle pour que les fabricants soubaient produire précisément ce que leurs clients désirent consommer, et que la rémunération de l'un et la facture de l'autre satisfassent parfaitement l'un et l'autre. Le miracle ne se produit pas.

#### La main de fer

La « main invisible » des économistes classiques, réconciliant comme par enchantement producteurs et consommateurs, est en réalité une main de fer qui exerce une multitude de contraintes sur les agents économiques jusqu'à ce qu'ils parviennent à une entente. Le marché n'est pas l'économie de la liberté, mais un système décentralisé de répartition des contraintes.

En schématisant, on pourrait dire que le marché, la concurrence, la petite entreprise c'est pour le patron et ses salariés la faiblesse de la rémunération, l'allongement des horaires, le risque de la faillite et du licenciement, afin de satisfaire les consommateurs ; le Plan, c'est-à-dire l'État et les grandes entreprises, c'est au contraire la rémunération élevée, la fonctionnarisation du personnel, l'avancement

et le pouvoir assurés pour les cadres, l'emploi garanti pour tous, les « frais généraux », au détriment du consommateur, sans dire que la contrainte nécessaire est une contrainte sur le client.

Tous les propos de la classe politique vont dans le même sens. La gauche ne parle que des « travailleurs », et lorsqu'elle veut relancer la consommation, c'est pour créer des emplois. Le maire communiste de Saint-Etienne proclame sans ambages qu'il est scandaleux de liquider la branche armement de Manufrance, entraînant le licenciement de mille salariés, pour importer des armes à feu étrangères, moins chères. M. Michel Debré réclame le protectionnisme.

(\*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'École polytechnique.

(Lire la suite page 27.)

## L'Afrique au secours de la France

**D**ANS les réunions internationales, les dirigeants des pays industrialisés se montrent très généreux en paroles. Il y est question de la nécessité d'une « nouvelle division internationale du travail » et de transferts de technologie en faveur des États en développement. Mais à l'échelon national, les responsables politiques et économiques se plaignent de la concurrence du tiers-monde. Ainsi l'Assemblée nationale française vient-elle de créer une commission d'enquête sur les importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises.

Le double langage, qui prône d'un côté les vertus de libre-échange et n'exclut pas de l'autre un retour volé à un certain protectionnisme, est classique en temps de crise. Il traduit l'incertitude d'un monde où les firmes internationales et nationales, par leur politique d'investissements à l'étranger, sont souvent à l'origine des plaintes reçues ici ou là. Chaque pays cherche en outre à tirer son épingle du jeu, en exportant notamment son chômage.

Le « Club de Dakar », par le voix de son président, M. Diawara, ministre ivoirien du Plan, propose une nouvelle approche de la coopération internationale. Un colloque mettra en présence, les 2 et 3 juin à l'abbaye de Royaumont, des industriels français et les représentants de huit pays africains afin d'étudier la meilleure façon de transférer un certain nombre d'activités, comme la chaussure, la confection et la bonneterie, la menuiserie, la sidérurgie...

La concertation avec l'Afrique, nécessaire pour enrayer ce processus de migration, constituerait une « chance » face aux difficultés provoquées par la concurrence des pays d'Asie du Sud-Est. Le continent africain viendrait à quelque sorte au secours de la France. L'idée paraît séduisante, d'autant qu'il vaudrait sans doute mieux construire des usines automobiles en Afrique que de faire travailler des immigrés chez Renault, comme le fait remarquer M. Guemler, membre du « Club de Dakar » et du « Club de Rome ». La mise en place d'un tel transfert implique, en tout cas, de qu'on s'adresse aux promoteurs, l'association des syndicalistes.

L'invitation au voyage africain — en dehors des modalités pratiques d'application — est-elle réaliste et réalisable ? Il n'est pas obligatoirement de l'être — par exemple stratégique — des pays industriels de transférer à l'étranger des pans entiers de leur économie. De toute façon, il faut accompagner un tel mouvement de la mise en place d'activités de remplacement, notamment dans les techniques de pointe. Enfin, n'est-il pas gênant pour les nations en développement de recueillir une partie de leurs richesses, de l'héritage européen ?

## ★★★★ EN RHÔNE-ALPES

FLAINE  
tél. : (50) 90 80 30  
tél. 900897  
GRENOBLE  
tél. : (76) 09 54 27  
tél. 980470  
LYON  
tél. : (78) 42 72 50  
tél. 330225  
VAL-D'ISÈRE  
tél. : (79) 06 08 30  
tél. 980558



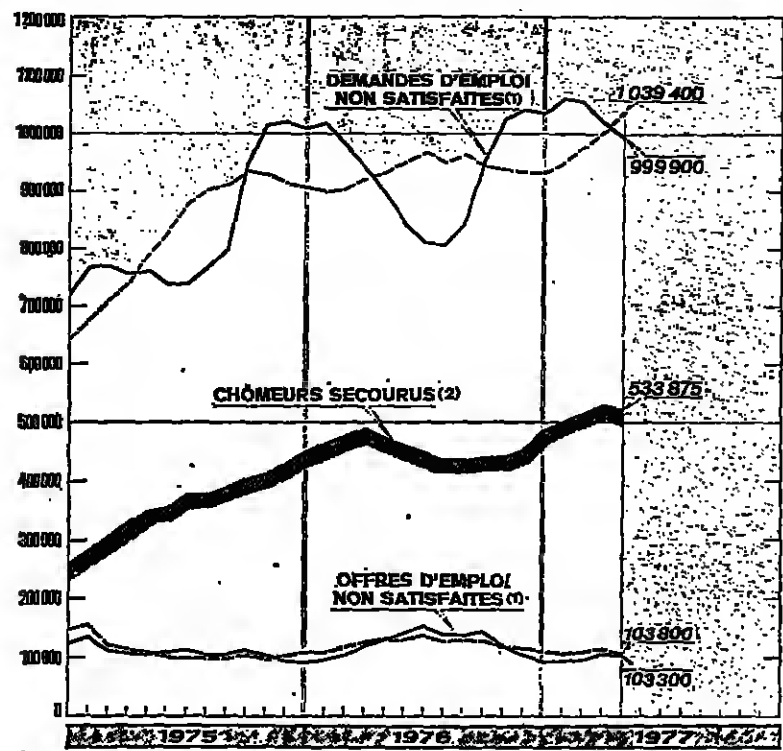
35 HÔTELS

RESERVATION CENTRALE PARIS 657 11 43 TELEX 200 432



## EMPLOI

### Nouvelle détérioration en avril



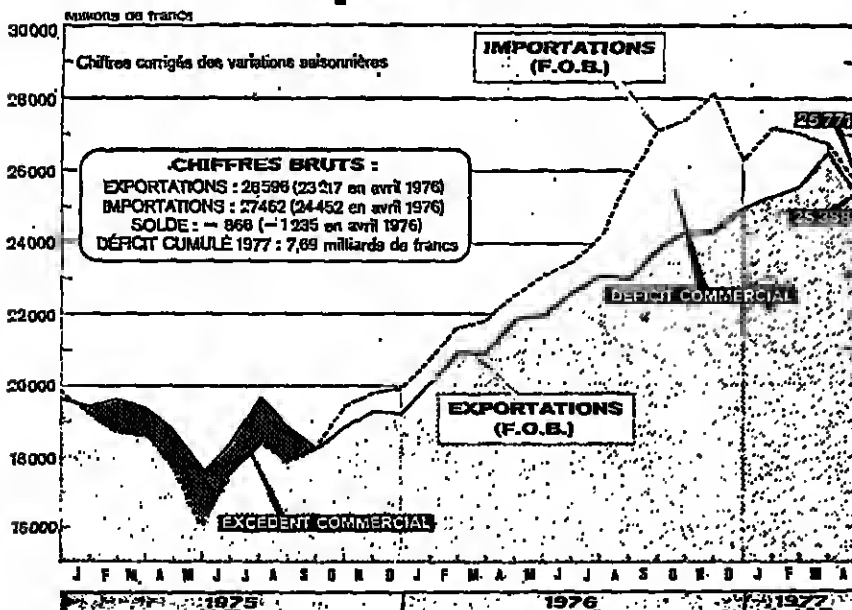
(1) — en données observées — après correction des variations saisonnières  
(2) d'après les statistiques publiées par l'UNEDIC (caisses d'assurance chômage complémentaires)

La situation de l'emploi est restée fort médiocre au mois d'avril. La très légère baisse de demandes d'emploi non satisfaites en données observées (— 2 % par rapport à mars), comme celle du nombre de chômeurs secourus (— 0,8 %) ne doivent pas faire illusion ; si l'on corrige ces données des variations saisonnières, comme le fait le ministère du travail, on constate que la situation s'est détériorée, le nombre des demandes corrigées ayant augmenté de 37 % en un mois. Par rapport à avril 1976, le nombre des sans-emploi a augmenté de plus de cent mille. Les femmes et les jeunes de moins de vingt-cinq ans représentent respectivement 41,8 % et 48,3 % des nouvelles demandes d'emploi (179 700) enregistrées au cours du mois dernier.

Puis inquiétante encore est la baisse des offres d'emploi en cette période de l'année : — 1,5 % en un mois en données brutes, — 4,5 % en données corrigées. Au cours du mois dernier, les services de l'Agence de l'emploi ont enregistré 17,3 % d'offres de moins qu'en avril 1976.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

### Retour à l'équilibre



Le retour à l'équilibre de la balance commerciale française s'est confirmé en avril. Le déficit a été réduit à 383 millions de francs (chiffre corrigé des variations saisonnières) contre 1,7 milliard en moyenne mensuelle pour le premier trimestre de 1977 et un « record » de 3,5 milliards en novembre 1976. La quasi-stagnation de l'activité industrielle a entraîné une diminution du rythme des achats à l'étranger, alors que la croissance des exportations se poursuit (le résultat d'avril apparaissant aberrant).

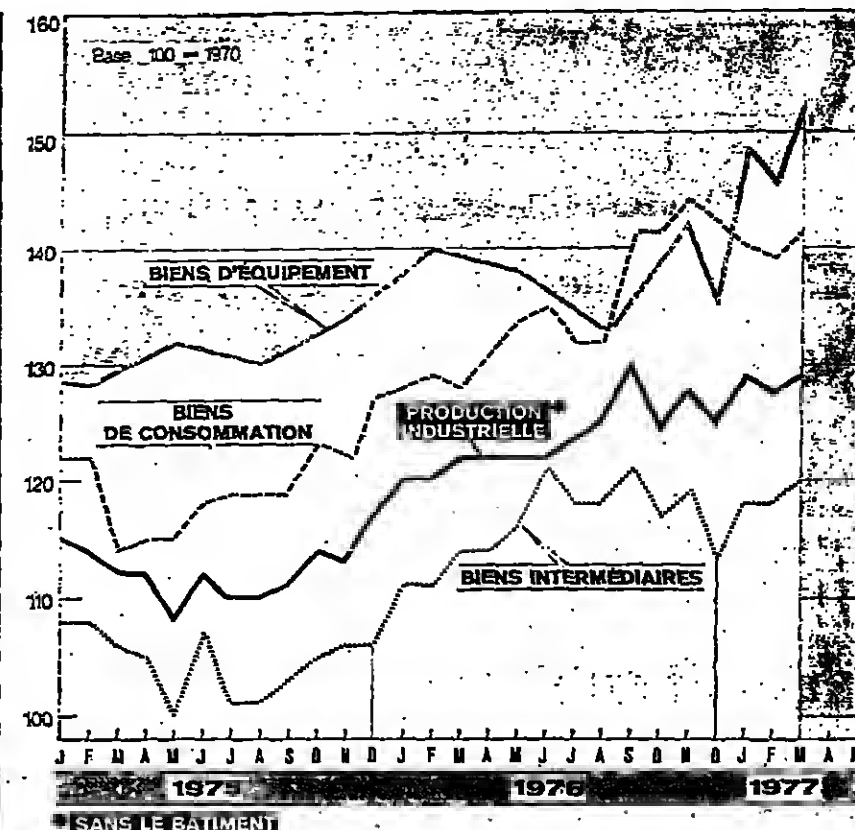
L'équilibre commercial devrait, sans accident, être atteint cet été. Pour l'année, les experts officiels estiment que le déficit commercial serait d'environ 10 milliards de francs, inférieur de moitié au niveau enregistré en 1976. De son côté, la chambre de commerce et de l'industrie de Paris estime que le déséquilibre de la balance extérieure des biens et des services pourrait se limiter en 1977 à 5 ou 6 milliards, ce qui correspondrait à un taux de couverture de 98,5 %.

## PRODUCTION INDUSTRIELLE

### Presque la stagnation

L'INDICE de la production industrielle continue de fluctuer aléatoirement, au fil des mois, tantôt en hausse, tantôt en baisse. Ces variations — dues en partie à l'irrégularité, parfois même à la mauvaise qualité des informations servant à construire l'indice — sont telles qu'il est très difficile de dégager une tendance sur la période de six mois qui s'est écoulée depuis la fin des vacances d'été 1976. Il semble que la production n'ait que très légèrement augmenté, passant de 126 en août-septembre-octobre, à 123 en octobre-novembre-décembre, à 127 en décembre-janvier-février et à 128 en janvier-février-mars, soit un progrès d'environ 1,6 % en cinq mois.

Ce qui apparaît le plus clairement à l'examen des indices publiés, est l'extrême disparité des comportements selon les secteurs : la construction électrique ou l'automobile ont des taux de croissance importants, qui leur permettent de dépasser de 15 à 20 % leurs meilleurs niveaux d'avant la crise ; d'autres professions n'ont, en revanche, même pas retrouvé leur niveau d'il y a trois ans. Tout au plus peut-on déceler des signes encourageants montrant que ces secteurs à la traîne voient leur production recommencer à augmenter (chimie, papier et sidérurgie).



## ÉTRANGER

### La croissance grecque

(Suite de la page 21.)

1) Une politique délibérée d'expansion, menée aussi bien par élévation des bas salaires que par recours massif à l'investissement public. Les petits salariés ont vu leur niveau de vie progresser parfois de plus de 15 % en deux ans, ce qui a fortement stimulé la demande. Simultanément, l'État a développé les investissements publics (+24 % en 1976), en particulier ceux qui, directement ou non, encouragent la construction. De leur côté, les autorités monétaires ont accompagné la relance par une politique de crédit expansionniste ;

2) Les risques d'inflation que comportait cette politique — encore accrus par la priorité donnée aux dépenses militaires (1), en raison de la tension avec la Turquie : ces dépenses représentent 6,5 % du revenu national, proportion double de celle retenue en France — ont été modérés par une politique fiscale rigoureuse. Acceptant le risque — aujourd'hui vérifié — d'une baisse de popularité auprès de son électeur conservateur, le gouvernement de M. Karamanlis a majoré l'impôt sur les hauts revenus et créé deux taxes pour réduire l'important déficit budgétaire (16 % des dépenses) : un impôt sur le capital immobilier (de 0,5 % entre 1,5 et 3 millions de francs de capital : de 1 % au-delà), une taxe sur les dettes des entreprises envers les banques (ce qui décourage les sociétés de s'endetter pour spéculer contre la monnaie) ;

3) Dans le même esprit, la politique du crédit a été resserrée ces derniers mois : triplement des réserves obligatoires que les banques commerciales doivent déposer auprès de l'Institut d'émission, relèvement du taux de l'argent, effort pour réduire le rythme de progression de la masse monétaire ;

4) Enfin, pour encourager les entrées de devises, dont dépend la tenue de la drachme, le gouvernement a « bouillonné » les dépôts faits en monnaie étrangère par les Grecs immigrés (dépôts qui ont progressé de 52 % en 1975 et de 57 % en 1976), développé la construction d'hôtels (millions de touristes l'an dernier) et soutenu la multiplication des pavillons de complaisance qui a permis à la marine marchande grecque de rapporter 3 % de dollars en plus l'an dernier, en dépit de la faiblesse du commerce international et de la chute des taux de fret.

Ces techniques n'ont pas cessé de produire leurs effets puisqu'on s'attend, cette année, à une nouvelle progression équilibrée : majoration du revenu national de 5 à 6 % (3 à 3,5 % en France), amélioration du pouvoir d'achat moyen, progrès des investissements par le secteur privé (10 % des investissements publics), couverture sans problème majeur du déficit budgétaire grâce à une épargne abondante collectée par le Trésor, maintien du déficit des paiements à un niveau tolérable.

### Fragilité

Ces perspectives, qui ont de bonnes chances de se vérifier, ne sauraient pour autant faire oublier la fragilité de la situation grecque. Sur trois points essentiels :

• Les rentrées de devises, capitales pour un pays qui accède à l'étranger dans une mesure croissante, dépendent d'éléments sur lesquels le gouvernement est sans grands moyens d'action. Le nombre des touristes a tendance à baisser, maintenant que la situation politique paraît plus stable en Espagne et au Portugal, rivaux de la Grèce en ce domaine. Les étrangers qui viennent en Grèce y dépensent davantage, certes, mais il s'agit d'une hausse un peu forte des tarifs pour les clubs de vacances qui vient de se produire à Rhodes comme à Corfou.

Un nouveau recul du commerce international pourrait de même faire chuter les revenus de la marine marchande. Quant aux salaires que les Grecs immigrés transfèrent au pays natal, ils pourraient être affectés par l'aggravation du chômage ou le ralentissement des hausses de salaires en Europe. Jusqu'ici ces périls sont demeurés imaginaires ; les rentrées de devises ont même progressé au premier trimestre. Mais ils sont suffisamment connus pour que les autorités s'en inquiètent, au point, semble-t-il, d'envisager une bonification supplémentaire des salaires rapatriés — épargne stable, par excellence — si cela se révélait nécessaire.

• Les investissements privés, qui ont diminué l'an dernier (— 2 %), ne sauraient rester longtemps aussi faibles sans compromettre l'expansion nationale. L'inflation (en multipliant les coûts d'équipement de l'ordre, face à une demande toujours plus forte). La méfiance d'une partie du patronat à l'égard de la politique fiscale de M. Karamanlis s'exprime sous cette forme : certaines entreprises qui souhaiteraient pouvoir s'équiper déclarent, de leur côté, manquer de trésorerie.

Autres diverses propositions sont-elles avancées pour dégelier la situation. Le gouverneur de la Banque de Grèce, M. Xenophon Zolotas, a suggéré récemment des allègements fiscaux capables de stimuler les industriels, une législation antitrust empêchant les cartels stérilisateurs et des garanties ou assurances de procédure de nature à atténuer les investissements étrangers. Le ministre de l'Industrie pense, plus simplement, à des subventions ou à des crédits d'impôt, du genre de ceux qui ont été appliqués en France. Le gouverneur de la Banque nationale de Grèce (2), M. Angelos Angelopoulos multiplie, lui, les opérations mixtes dans des secteurs variés, où les capitaux privés engagés sont complétés et encadrés par des fonds de la Banque nationale semi-publique : « Aide-foi, la Banque fidèle ». On saura dans quelque temps si la technique se révèle suffisamment efficace.

Enfin, l'expansion du crédit demande à être mieux maîtrisée pour éviter le retour des périls inflationnistes. La distribution massive de revenus, en gonflant les dépôts bancaires, de la société française. Apprenons-nous un jour à vivre ensemble, dans le respect de nos différences, un pluralisme stimulant ?

M. Zolotas a proposé plusieurs formules entre lesquelles le gouvernement

paraît ne pas avoir encore choisi : renforcement du contrôle de la liquidité des banques commerciales ; émission de bons (du Trésor, des banques ou même d'entreprises privées) à durée plus longue que par le passé ; encouragement au placement d'actions, pour que les firmes commencent par financer elles-mêmes leur développement ; enfin, bien entendu, réduction du déficit budgétaire de l'État. M. Karamanlis s'en est tenu jusqu'ici à des mesures beaucoup plus limitées, frappant la consommation somptuaire (voir le Monde du 21 mai) plutôt que ses causes, ce qui suppose une réglementation drastique du crédit et une lutte sévère contre les inégalités. On considère probablement que tout ce que cela ne peut suffire. Et qu'il y a pas d'expansion dans la stabilité monétaire sans une gestion rigoureuse de l'épargne, évitant que les excès de liquidités ne « déstabilisent » à terme la monnaie.

GILBERT MATHIEU.

### Vivre ensemble

(Suite de la page 21.)

Mais elle doit être complétée par des conventions collectives conclues au bon niveau, dans un univers suffisamment décentralisé pour répondre vite et bien aux nécessités économiques ou sociales, mieux pour permettre l'accès du plus grand nombre à une participation effective. Ainsi devrait-il en être pour améliorer la protection de l'emploi, sans nuire à la nécessaire flexibilité du marché du travail ; pour transformer les conditions de travail, sans le concours d'une loi-géant ou d'un accord interprofessionnel ; — celui de 1975 — dont le caractère opérationnel s'avère plus que limité ; pour réduire la durée du travail et embaucher les jeunes, selon des modalités adaptées à chaque branche et raisonnablement programmées.

Décentraliser la confrontation sociale n'est pas un surplus, incompatible avec la cohérence. C'est ainsi qu'en matière de répartition des fruits de l'activité, un réseau articulé de négociations pourrait être mis en place, affectant des objectifs propres à chaque niveau de négociation : le national, la branche, l'entreprise. Sur cette base, on pourrait alors aboutir à une maîtrise économique de la politique salariale, sans être conduit à supprimer la liberté de négociation à laquelle tous les syndicats sont légitimement attachés. Sans un réseau cohérent et décentralisé de discussions et d'accords collectifs, sans une redéfinition claire et efficace des missions respectives des diverses instances économiques et sociales, il ne sera pas possible de surmonter ce climat de méfiance, cette montée des frustrations, cette atonie du dialogue social, qui demeurent le talon d'Achille de la société française. Apprenons-nous un jour à vivre ensemble, dans le respect de nos différences, un pluralisme stimulant ?

JACQUES DELORS.

Édité par le S.A.R.L. Le Monde.  
Général : Jacques Favre, directeur de la publication.  
Jacques Sauvage.

Imprimerie du Monde  
5, rue de la Harpe  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5547.

Une technique nommée désir

Art et In

Le moyen de communication

VOUS CONCERNÉ PAR VOS VISEUX

PARIS CNIL

L'ÉDITION 1977 EST SORTIE

Tous les impôts en un seul volume de 1000 pages, format 13,5 x 21, et 3,5 cm d'épaisseur  
FRANCO F 116

MEMENTO PRATIQUE FRANCIS LEFEBVRE  
FISCAL 1977

Tout le règlementation sociale en un seul volume de 860 pages, format 13,5 x 21, et 4 cm d'épaisseur  
FRANCO F 103

MEMENTO PRATIQUE FRANCIS LEFEBVRE  
SOCIAL 1977

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE  
15 RUE VITE  
75017 PARIS

Joseph Lita



# LE SALON INTERNATIONAL DE LA PUBLICITÉ

## Une technique nommée désir

Le premier Salon international de la publicité — pour les initiés, le IAM (International Advertising Market), — s'est ouvert ce lundi 23 mai à Paris, au palais du CNIT, à la Défense, pour cinq jours. Plus de deux cents exposants (organes de presse, stations de radio et de télévision, mais aussi fournisseurs et prestataires de service : sociétés d'études de marché, producteurs de films publicitaires, photographes, imprimeurs, etc.) participent à cette manifestation destinée, comme les autres salons spécialisés, à améliorer les contacts entre les différents partenaires du jeu publicitaire, mais aussi et surtout à « développer le volume des affaires ».

Cependant, ce Salon se double d'une « convention internationale », où seront abordés, au cours de débats, quatre grands thèmes : « La publicité et les consommateurs », « La publicité et le rôle économique et social de la publicité », « La publicité en face du nouveau consommateur et les nouvelles tendances de la publicité », « La vie sans publicité » et « La communication sociale : la publicité au service de l'intérêt général ».

Une trentaine de « personnalités politiques, de sociologues, de spécialistes de la communication publicitaire, de représentants des annonceurs, des agences et des médias » auront ainsi l'occasion d'échanger leurs expériences et leurs idées. Une remarque s'impose néanmoins : aucun représentant des organisations de consommateurs françaises ou étrangères ne fera entendre directement la voix de ces « nouveaux consommateurs » vers qui la publicité se tourne aujourd'hui. C'est dommage.

Le moment nous a paru bien choisi pour présenter à nos lecteurs un panorama aussi complet que possible — mais qui ne saurait être exhaustif — d'une activité économique à la fois ostensible, décriée et peu connue.

Vance Packard a pu écrire que « l'air que nous respirons est un composé d'azote, d'oxygène et de publicité ». Nul ne conteste l'omniprésence de celle-ci dans nos pays développés, mais son importance économique est difficile à évaluer dans la mesure où cette prestation de service est essentiellement à base de matière grise. Elle est le fait aussi bien de grandes agences, dites « à service complet », que d'une foule de petites équipes dont l'existence est parfois éphémère.

Deux pièces dans un immeuble, un téléphone, deux ou trois jeunes professionnels entrepreneurs, un papier à en-tête au graphisme recherché, c'est aussi une agence de publicité dont la survie et le développement seront fonction de la qualité des services fournis, mais aussi de l'entregent et de la chance de ses fondateurs.

En outre, les grandes entreprises industrielles ou commerciales possèdent leurs propres services de publicité, capables de concevoir et de réaliser n'importe quelle campagne, ce qui n'interdit pas à ces sociétés de faire appel à un « conseil » extérieur mis au point de la stratégie publicitaire globale, étude d'une campagne précise ou de confier le budget de tel produit à une agence. Les chiffres dont on dispose, grâce à l'Association des agences-conseils en publicité (A.A.C.P.) qui regroupe

les cent plus importantes entreprises de la branche, permettent de mieux appréhender le poids économique de l'ensemble.

Les hommes de publicité ont une tâche difficile, obligés qu'ils sont de vendre trois fois le produit impalpable de leur imagination : au responsable de l'agence qu'il faut convaincre avant tout ; au client annonceur toujours prêt à porter le budget à un concurrent supposé plus efficace ; et enfin au consommateur-cible, client potentiel du produit qu'on cherche à lui faire acheter.

Cette agressivité de vendeur multiple doit de plus être tempérée par la volonté de respecter les règles déontologiques de la profession, renforcées par une législation devenue plus contraignante sur la publicité mensongère. Enfin la publicité se sent injustement décriée. Non seulement les organisations de consommateurs mettent en cause son bonnet (publicité mensongère), mais elles doutent de l'utilité économique de son activité. De plus, de nombreux patrons ne sont qu'à moitié convaincus de l'efficacité et de la nécessité de la publicité. Si les grands groupes et les grosses sociétés y ont systématiquement recours, on ne saurait en dire autant des petites et moyennes entreprises, trop vite persuadées que les investissements publicitaires sont du gaspillage ou, à tout le moins, que le recours à des professionnels ne se justifie pas. Il faut sans doute chercher dans cette attitude l'explication de la faiblesse des investissements publicitaires français comparés à ceux des autres pays industriels.

JOSÉE DOYÈRE

## Art et industrie de la tentation

Si l'on y réfléchit bien, la publicité est vieille comme le péché originel. Le premier slogan de l'histoire de l'humanité ne fut-il pas le fait du serpent qui, s'étant faufilé dans le jardin d'Eden, présenta la pomme — un nouveau produit — à Eve, en lui disant à peu près : « Croquez, ma bonne dame, et vous saurez la Connaissance... ».

On sait ce qu'il advint non seulement d'Eve, mais d'Adam, lequel dut recevoir le conseil de la bouche de sa compagne. Tous les spécialistes vous le diront, c'est la bouche à oreille qui assure la meilleure propagation du message publicitaire. En ce qui concerne le lancement de la pomme, la campagne fut efficace, le cube abîmé au-delà des espérances de tous les forts en marketing de l'époque, puisqu'il parut que nous supportons

encore les conséquences de la séduction que ce premier « spot » exerça sur nos naïfs parents.

De là à en déduire que tous les publicitaires sont des serpents, tentateurs, il n'y a qu'un pas, même si aucun d'entre eux ne peut se targuer d'avoir réussi depuis une aussi belle opération. Et, cependant, la formule n'a guère changé : « Utilisez, madame, le crème Bellissime et vous saurez le poisson doux... ».

« Rassez-vous, monsieur, avec le rasoir Clémence et toutes les femmes voudront vous embrasser... » Bref, toutes les publicités lancées depuis ne sont que des variantes plus ou moins alambiquées et subtiles, établies après sondage, études de marché, et autres déterminations de cible et de créneau, même si l'incitation se fait plus discrète ou plus sournoise, comme l'on voudra.

On doit reconnaître que l'avènement de la photographie, puis plus tard celui de la radio et, plus près de nous, de la télévision ont singulièrement renforcé l'arsenal des publicitaires. Il est bien difficile aujourd'hui de se tenir à l'écart des sollicitations qu'ils « préparent », des services qu'ils suscitent, des engouements qu'ils provoquent. Il faudrait

### Reflet des goûts et des mœurs

Rien n'est aussi triste qu'une rue sans affiches, qu'une nuit urbaine sans néons, qu'un magasin féminin sans placards publicitaires. Conditionnés, nous le sommes. C'est bien évident. Mais il existe d'autres conditions, moins spectaculaires, moins attrayantes, moins inoffensives, plus insidieuses et plus perverses qui atteignent l'esprit de l'homme plutôt que son portefeuille et dont peut-être on ne se préoccupe pas assez. Et puis, avec le recul, la fuite du temps, les annonces publicitaires qui reviennent assez bien les goûts et les mœurs d'une époque prennent parfois figure de documents et quelquefois même d'œuvres d'art.

Dans un bel album paru chez Denoël en 1971, Jacques Sternberg et Pierre Chaplot ont rassemblé sous le titre les Chances de la publicité des annonces parues dans les journaux et les magazines ou sur des affiches pendant les trente premières années de notre siècle.

Les dessinateurs les plus cotés, les meilleurs peintres, ne s'estimaient pas déshonorés alors de mettre leur talent au service de la publicité.

se boucher les yeux et les oreilles, ne pas lire un journal ou un magazine, ne pas ouvrir un récepteur de radio ou de télévision, ne pas circuler dans les rues des villes et sur les routes, pour ne pas rencontrer la publicité omniprésente. Si demain par aventure, par politique ou par contrainte toute la publicité disparaissait, ne nous manquerais-il pas quelque chose ?

René Pétan signait une affiche du Bon Marché sur laquelle un explorateur polaire à la barbe glorieuse annonçait l'arrivée des éternelles et des jouets.

Livremont composait un ravissant tableau dans les tons pastel : une jolie femme aux épaules rondes et au chignon compliqué respirant des fleurs irréflectibles, arrangées dans un vase de Lalique ou de Galté au bénéfice d'un bijou du boulevard des Capucines. Cherret avait dessiné un couple élégant en tenue de soirée pour vanter le téléphone. Sur une affiche italienne, on voyait Dante, le visage grave, désigner d'un doigt autoritaire une nouvelle machine à écrire, comme si Béatrice était devenue sténodactylo. Cassandre avait alloué dans un style très moderne et dépouillé le bichon qui annonçait un célèbre fabricant de meubles, Cappello. Muche, Paul Colin, Toulouse-Lautrec, Bonnard, Forain, dessinant et peignant des « réclames ». Ces affiches valent aussi cher qu'un tableau chez les antiquaires.

De nos jours, on se soucie moins de la qualité esthétique et artistique d'un placard publicitaire que de son impact sur le lecteur, et c'est dommage. Est-ce la honte du profit, la souci de ne pas se compromettre en mettant talent et imagination au service du phénomène le plus décrié de notre société de consommation qui retiennent les artistes de se mêler de publicité ? Nos modernes

concepteurs, sans doute pour être à la mode, se font trop souvent recopier et pas toujours de la meilleure façon : la lemme, ou plutôt le corpa lémnin, sert de support à toutes les marchandises. Quand, pour présenter un soutien-gorge arachnéen, on photographie une poitrine — qui, d'ailleurs, se supporte très bien toute seule, — c'est une démarche normale ; mais qu'on oblige un mannequin à se mettre dans la tenue d'Eve pour nous montrer une chussure, une cigarette ou un presse-légumes, c'est ravaler la femme au rang de présentoir, jouer de sa grâce, de sa beauté et de sa séduction pour assurer la meilleure diffusion de produits quelconques... C'est mettre de l'érotisme dans la cuisine et la quincaillerie, là où il n'a que faire.

Seul compte le choc, la vision qu'on reçoit. Celle d'une Sour de Saint-Vincent-de-Paul, par exemple, belle comme Sophie Loren, qui dégage d'une langue gourmande une glace ou un filin. Parfois le concepteur a l'habileté de flatter la personnalité ou la vanité du lecteur. Ce cow-boy bronzé et comblé d'or qui fume la cigarette X... sur son cheval — comme si l'on fumait é cheval ! — vous donne à penser que, si vous choisissez cette cigarette, vous serez vous aussi plus mâle et sûr de vous. Tout juste si l'on n'en vient pas à supposer qu'en buvant le whisky Y... des moustaches rousses, identiques à celles de l'Ecosse qui le présente, ne vous pousseront pas pendant la nuit... après une nuit.

### Une imperceptible agression

Car la publicité peut, dans certains cas, constituer une imperceptible agression contre l'esprit. C'est là sa malignité. Elle peut être l'improvisiste déclencheur des réflexes qui dépassent le simple désir de posséder le produit proposé, créer des illusions, conduire à des identifications décevantes. Le blue-jean, étroit, serré, qui moule les formes si harmonieuses du mannequin rendant ridicule la silhouette d'une petite boulotte, et ce n'est pas en insistant cinq litres d'eau minérale Machin-villa que le quinquagénaire estueuse, comme à la télévision, la barrière de son jardin sans se casser la figure.

Chaque époque a finalement la publicité qu'elle inspire, donc qu'elle mérite. La nôtre est souvent préten-

tieuse, pédante, pédagogue, tourmentée par le sexe, avide de différenciation, en même temps que prosternée devant le masse consommateur. Fort heureusement, grâce le plus souvent à leur sens de l'humour, bon nombre de concepteurs, photographes, réalisateurs, dessinateurs, mâtours en scène de publicité, échappent à l'ambiance du moment et réussissent, par exemple, à nous présenter à la télévision un rouleau de papier hygienique sans être vulgaires et en nous faisant sourire. C'est peut-être ce genre de message que retiendront plus tard les sociologues qui auront à donner un échantillon de nos mœurs publicitaires du dernier quart de siècle.

MAURICE DENUZIERE

Vivre ensemble

## VOUS ÊTES CONCERNÉ PAR LA PUBLICITÉ VISITEZ LE



1<sup>er</sup> Salon International de la Publicité International Advertising Market 23-27 Mai 1977

PARIS - C.N.I.T. - La Défense 10 h - 19 h - Nocturne 25 Mai jusqu'à 22 h

18.000 m<sup>2</sup> d'exposition 231 exposants

Agences - Media - Prestataires de la Publicité

PARTICIPEZ A LA 1<sup>re</sup> CONVENTION INTERNATIONALE DU I.A.M.

24-25-26-27 MAI 1977 - 10 H - 13 H

Informez-vous sur les dernières études et expériences françaises et étrangères

Renseignements Convention, avant le 23 mai : 7478400, pendant le I.A.M. : 7764433

## Combien gagne un rédacteur en chef ?

cette semaine dans

LE JOURNAL DE LA PRESSE

5 rue d'Alger, 75001 Paris tél. 260.30.66

## Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Trois ans d'études. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ECONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT Enseignement supérieur privé 8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.68.24 - 261.81.14 demandez notre documentation



Nom

Prénom

Adresse

Niveau d'études



DANS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

# Le poids relatif des dépenses publicitaires tend à diminuer

CONTRAIREMENT à une idée reçue, ce n'est pas une agence américaine, mais une agence japonaise, Dentsu, qui figure au premier rang mondial, avec un chiffre d'affaires de 1 189 millions de dollars. Cette primauté est d'ailleurs contestée, puisque ce chiffre englobe outre les activités d'agence-conseil, la régie et la publicité financière. Tout de suite après viennent les américaines, J. Walter Thompson, avec 1 038 millions de dollars de chiffre d'affaires mondial, puis Young and Rubicam avec 933 millions.

De 1,32 % à 1,24 %

Pour la première fois depuis trente-trois ans, la revue américaine spécialisée *Advertising Age* prend en compte dans son bilan annuel de l'activité des agences non plus le chiffre d'affaires, mais le revenu brut (environ 15 % du montant des budgets) que les professionnels s'accordent à estimer plus représentatif de l'activité réelle des agences. Un tel classement est encore impossible en France. Les 626 agences recensées par *Advertising Age* ont enregistré ensemble, en 1976, un revenu global de 2,47 milliards de dollars, contre 2,02 en 1975, soit une progression de plus de 22 %. Cinquante-sept agences ont un revenu supérieur à 5 millions de dollars et, avec un total de 1 925 millions couvrant à elles seules 78 % du marché. Tout va donc bien pour les agences de publicité aux Etats-Unis.

Cependant, on observe un tassement relatif du poids des investissements publicitaires par rapport au produit national brut des pays industrialisés. Selon une enquête de l'agence J. Walter Thompson, aux Etats-Unis mêmes, ce pourcentage,

entre 1970 et 1975, est tombé de 1,32 % à 1,24 %; au Canada de 1,33 % à 1,26 %; en Australie de 1,37 % à 1,21 %. En France, ce pourcentage, selon la même source, est passé de 0,86 % à 0,58 %.

Il est difficile de savoir à quel rang relatif la France se place pour les investissements publicitaires, tant les chiffres varient d'une source à l'autre, mais il est indéniable qu'elle vient très loin après les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne. Selon l'IREP (Institut de recherches et d'études publicitaires), en neuf ans, de 1967 à 1976, la dépense publicitaire par tête a plus que doublé, passant en francs courants de 83 à 224 F, tandis que le revenu national triplait presque, et que la consommation des ménages triplait largement. Les investissements publicitaires sont donc en neuf ans tombés de 1,11 % à 0,92 % du revenu national, et dans le même temps, de 1,43 % à 1,17 % de la consommation des ménages.

## Y a-t-il un seuil ?

Ce recul relatif qu'on constate dans tous les pays développés révèle-t-il l'existence d'un seuil au-delà duquel, quelle que soit l'amélioration du pouvoir d'achat des acheteurs potentiels, la publicité ne peut plus croître dans les mêmes proportions que l'expansion nationale ? L'état encore embryonnaire de la recherche publicitaire, la difficulté, plus grande ici encore que dans d'autres secteurs, de fixer des règles identiques de calcul, le manque de séries homogènes sur de longues années ne permettent pas encore de répondre avec certitude.

J. D.

EN FRANCE

# Cent agences contrôlent la moitié des dépenses publicitaires

ON évalue à 11,9 milliards de francs le montant global des investissements publicitaires français en 1976. A côté des dépenses publicitaires directes des entreprises (campagnes réalisées par les services intégrés des grands groupes, promotions commerciales, publicité sur le lieu de vente, publicité financière, etc.), de certains affichages, des petites annonces, on trouve l'activité des agences-conseils en publicité. On en compte en France environ deux cents. Les cent premières, à elles seules, ont réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 5,8 milliards de francs, en hausse de près de 26 % par rapport à 1975.

Fins que de chiffres d'affaires proprement dits, il s'agit là du montant des budgets confiés aux agences par les annonceurs. On trouvera ci-dessous la liste des dix premières agences.

Dès l'abord, l'originalité de la France en matière de publicité apparaît : les filiales d'agences américaines n'ont pas réussi, comme elles l'ont fait dans les autres pays européens, à conquérir le premier rang. La première d'entre elles, Young and Rubicam, n'arrive qu'en troisième position, avec un chiffre d'affaires deux fois moindre que celui de Publicis. Il faut cependant remarquer cette constatation. Certes,

J. Walter Thompson, première agence américaine pour son chiffre d'affaires mondial, n'occupe en France que le vingt-quatrième rang. Mais, selon la revue spécialisée *Stratégies*, on trouve des capitaux américains dans dix-neuf agences (1) qui couvrent ensemble 33 % du marché français. Certaines de ces sociétés sont des filiales intégrées de la maison mère américaine (comme Young and Rubicam ou Ted Bates) ; dans d'autres, le partenaire américain est majoritaire (comme chez Dorland and Grey) ; mais il peut aussi être minoritaire (Dupuy-Compton : 18 %).

La relative faiblesse des agences américaines sur le marché français est-elle simplement due à la spécificité de ce marché qui le rendrait impénétrable à des méthodes éprouvées ailleurs ? Au contraire des annonceurs, plus enclins chez nous à recourir à des agences nationales ? Ou à la particulière compétitivité des équipes publicitaires

françaises, dans un secteur où la concurrence est plus qu'ailleurs exacerbée ? Peut-être est-elle tout simplement la conséquence du poids des deux groupes français Publicis et Havas. Sous la houlette de son fondateur, M. Marcel Bleustein-Blanchet, le premier est devenu un groupe puissant, où des petites équipes fort complètes peuvent s'appuyer sur des services centraux solides pour rester compétitives.

La véritable nébulosité que constituent l'agence Havas proprement dite et sa filiale Eurocom (lire page 23) pèse aussi d'un poids considérable, même si cela n'apparaît pas au grand jour sur l'échiquier publicitaire français. Même si les différentes filiales s'ignorent au niveau du travail quotidien et s'affrontent sur le terrain de la concurrence, il reste qu'elles ont recours aux mêmes services centraux et doivent respecter, au plus haut niveau, une stratégie commune.

Une dernière remarque enfin : l'activité publicitaire est une de celles où les entreprises peuvent connaître une croissance rapide : Roux-Séguela-Cayasse a plus que doublé son chiffre d'affaires en un an (238 millions de francs contre 114 millions en 1975), passant du troisième au deuxième rang. En revanche, une petite agence sera d'autant plus fragile qu'elle aura moins de clients : la perte d'un seul budget pourra dans ce cas se traduire par la disparition pure et simple de l'agence.

(1) Young and Rubicam (3<sup>e</sup> rang), Linas (4<sup>e</sup>), Ted Bates (5<sup>e</sup>), Dorland and Grey (9<sup>e</sup>), Dupuy-Compton (10<sup>e</sup>), Impact (11<sup>e</sup>), Synergie (12<sup>e</sup>), McCann Erickson (13<sup>e</sup>), D.D.B. (17<sup>e</sup>), R.C.S. (18<sup>e</sup>), J. Walter-Thompson (19<sup>e</sup>), Ogilvy and Mather (21<sup>e</sup>), C.L.M./R.A.D.O. (26<sup>e</sup>), Benton & Bowles (44<sup>e</sup>), Keithum (57<sup>e</sup>), Léo Burnett (58<sup>e</sup>), Quadrant (69<sup>e</sup>), et enfin Joannis Schneider, dont le chiffre d'affaires n'est pas connu.

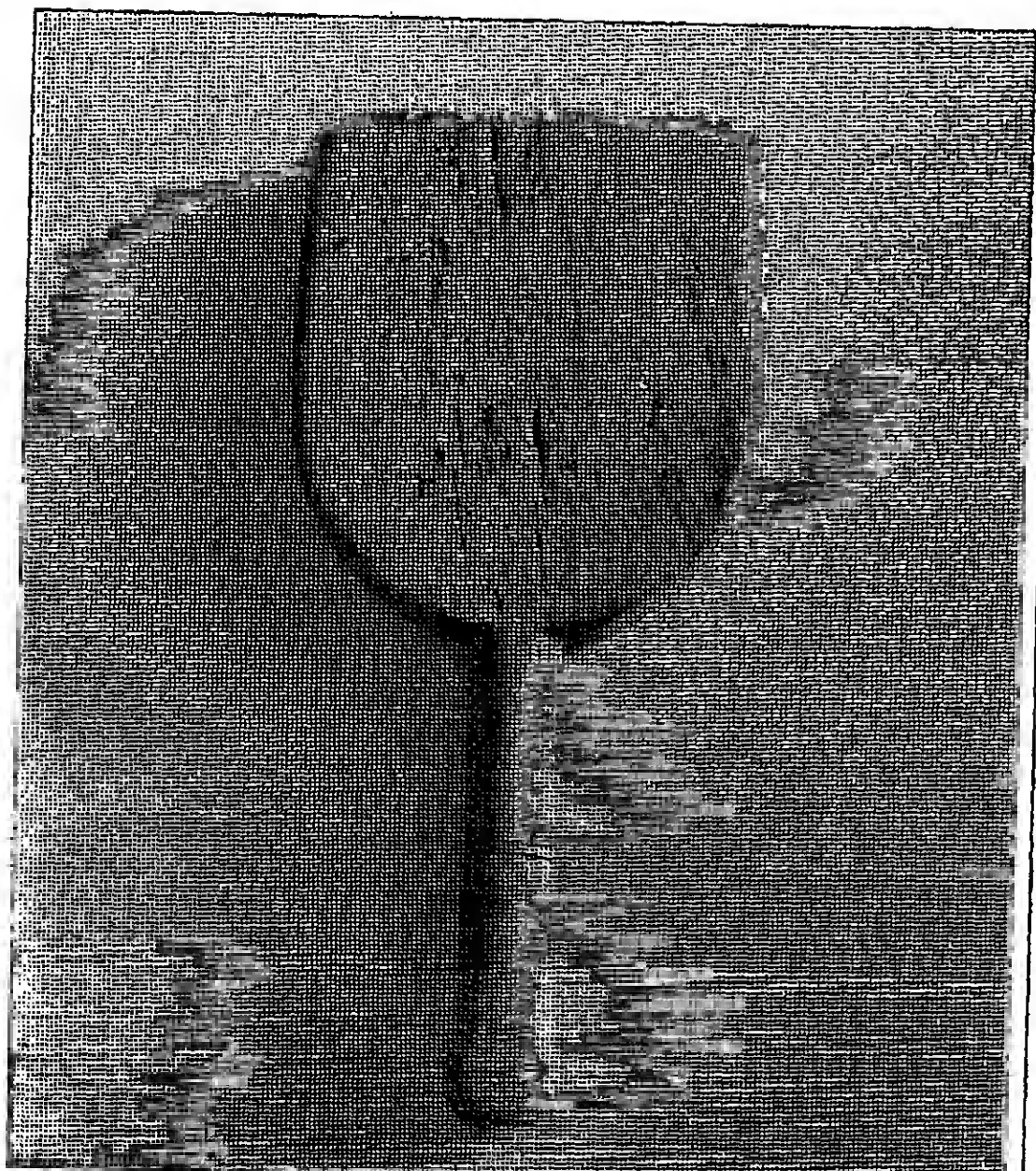
## Les dix premiers annonceurs de France (en millions de francs)

ENTREPRISES	1974	1975	Evaluation 1975-1976 (en %)	1976	Evaluation 1976-1977 (en %)
COLGATE-PALMOLIVE	109,2	86,6	- 19,6	96,6	+ 12
UNILEVER	71,2	74,4	+ 4,5	85,2	+ 14,3
LESIEUX-COTELLE	40,4	37,7	- 6,7	50,9	+ 25
THOMSON-RENAULT	27,8	33,2	+ 19,4	47,9	+ 44
CARREFOUR	51	34,4	- 32,5	43,9	+ 26
RENAULT-AUTOMOBILE	42	38,9	- 7,5	42	+ 24
PROCTER AND GAMBLE	36,9	35	- 5,4	39,9	+ 8,6
PHILIPS	35,6	35,5	- 0,3	36,5	+ 3
HEINEL	33,4	29,3	- 12,3	33,8	+ 22
CONFORTAMA	18,8	30	+ 59,6	35,6	+ 18
TOTAL	431,3	423	- 1,8	503,3	+ 20,2

Ce tableau présente les investissements publicitaires de ces entreprises dans la presse, la radio, la télévision, tels qu'ils ont été recensés par SECODIP. Nous avons regroupé dans la ligne Unilever les chiffres de ses deux filiales Lever Savonnières (détergents) et Kilda Gibbs (cosmétiques). Une remarque s'impose : les quatre fabricants de produits laitiers (Colgate-Palmolive, Unilever, Procter and Gamble et Heinkel) sont tous présents dans ce groupe de tête. On y trouve également deux producteurs d'appareils électro-

ménagers et d'appareils audio-visuels (Thomson-Brandt et Philips), deux représentants du commerce de grande surface (Carrefour et Conforama), un seul producteur d'articles alimentaires (Lesieur-Cotelle) et un industriel de l'automobile (Renault).

Enfin, l'année suivante que fut 1975 apparaît clairement avec la baisse presque générale des budgets publicitaires, la remontée de 1976 ayant permis de regagner, et au-delà, le terrain perdu depuis 1974.



Baigneur de la mère Denis (collection particulière).

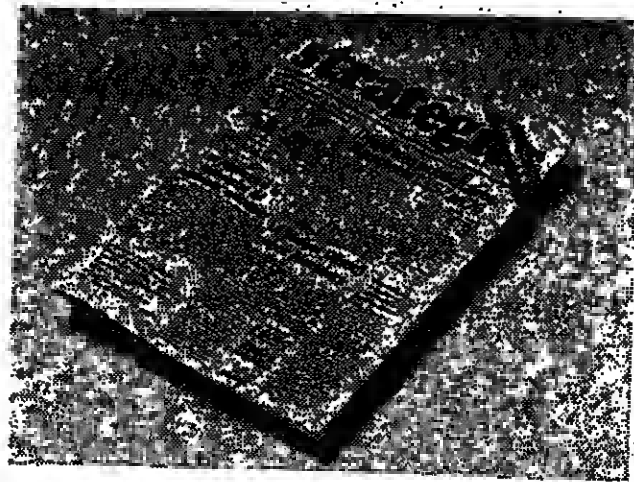
Il était une fois la mère Denis au salon international de la publicité.

Bazaine Publicité sera heureux de vous accueillir à l'exposition consacrée à l'irrésistible ascension de la mère Denis

C.N.I.T. la Défense stands 85 C3 et 115 D8 du 23 au 27 mai

# RETROUVEZ TOUTE L'ANNEE LES INFORMATIONS QUI VOUS ONT INTERESSE AUJOURD'HUI.

## ABONNEZ-VOUS A STRATEGIES.



Les faits marquants. Les hommes. Les tendances. Les grands dossiers. L'évolution. Tout ce qui concerne la publicité, tout ce qui se passe dans le monde de la publicité est dans *Stratégies*. Un lundi sur deux. Quand on sait l'importance économique de la publicité aujourd'hui, quand on a besoin de comprendre ce monde et de le suivre, on doit lire *Stratégies*. Un lundi sur deux.

L'abonnement pour un an à *Stratégies* coûte 380 francs. Est-ce trop payer pour avoir une information complète sur un des secteurs essentiels de l'économie d'un pays comme le nôtre ? Si vous souhaitez avoir cette information, reformez votre carte de visite à *Stratégies*, 5 rue d'Alger, 75001 Paris. Votre abonnement prendra effet immédiatement.

Stratégies.

Toute la publicité. Un lundi sur deux.

Je m'abonne



trôlent la moitié publicitaires

L'AGENCE HAVAS

Une nébuleuse

En 1973, l'agence Havas (1), qui exploite un des tout premiers réseaux français d'agences de voyages et exerce une importante activité de régie et d'exploitation de supports publicitaires, décide de décentraliser peu à peu ses activités d'agence de publicité en créant des filiales distinctes. A cela, beaucoup d'avantages, et en tout premier lieu celui, pour chacune des agences filiales, de pouvoir traiter des budgets de produits concurrents. La mise en place de cette stratégie nouvelle a commencé au début de 1974. Bien qu'aujourd'hui rien ne permette d'affirmer que le processus ait atteint son terme, un premier bilan peut être dressé.

L'agence Havas détient 45,5 % du capital d'Eurocom, qu'on peut considérer à la fois comme la holding financière et le centre de services des activités publicitaires du groupe. Eurocom détient 82 % d'Havas-Conseil (122 millions de francs de chiffre d'affaires), 87 % d'Ecom-International (140 millions), 99 % de Faba et Communications

(55 millions), 45 % de Bélier (125 millions) et 45 % de Performance-Conseil (54 millions). Le groupe Havas-Eurocom.

● Un réseau d'agences de province, le Réseau Polaris (82 millions de francs), département d'Eurocom, installé dans cinq métropoles régionales à Rennes (Unicom), à Lyon (Uni-Conseil), à Metz (Publi-Est), à Marseille (G.B. Conseil), et à Lille.

● Univas, filiale internationale à 100 %, qui est le holding par le biais de laquelle Eurocom prend des participations dans des sociétés européennes.

● Havas-Contact, filiale à 90 %, spécialisée dans les annonces classées (25 millions de francs de chiffre d'affaires). Eurocom a, avec l'agence Havas, une filiale commune, à Paris égale, Havas-Information.

Depuis plusieurs mois, Eurocom se dégage de sociétés où il avait des participations (Synergie, Interplans, Publi-service). Selon ses responsables, Euro-

com couvre 13,5 % du marché des agences conseil en France, son chiffre d'affaires a été en 1976 de 773 millions de francs et on y inclut le réseau International.

En outre, les antennes provinciales de l'agence Havas, à côté de leurs activités de voyages et de régie, ont des activités d'agence conseil en publicité regroupées au plan national dans le réseau Avaco, dont les principales unités se situent à Lyon, à Lille, à Rennes, à Orléans, à Bordeaux, à Nantes, à Nice, à Clermont-Ferrand, etc. Au total, environ 210 millions de francs de chiffre d'affaires, auquel il faudrait encore ajouter les départements d'outre-mer (Réunion, Guadeloupe, Martinique) et des activités en Afrique du Nord (Maroc) et en Afrique (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Cameroun, Gabon).

Au total, le « poids » d'Havas dépasse largement le milliard de francs.

(1) Dont 58 % du capital appartient à l'Etat.

APRÈS UNE BONNE ANNÉE 1976

Une croissance modérée est prévue pour 1977

L'ANNÉE 1976 a été bonne pour la publicité, puisque les investissements publicitaires ont augmenté de 13,5 %, pour atteindre 11,9 milliards de francs. Les agences, de leur côté, ont enregistré une progression de 15 % de leurs chiffres d'affaires et de leurs revenus, les chiffres d'affaires des dix premières, selon Stratégies, ayant progressé de 25,8 %. L'année précédente, en revanche, avait été une année « noire » : le taux de progression des investissements publicitaires de 1975 sur 1974 n'avait été que de 8,5 %, celui des cent premières agences étant même de 0,04 %, ce qui correspondait à une baisse d'activité, la hausse des prix enregistrée ayant été de 10 %.

Ces évolutions ont, bien évidemment, un effet sur l'emploi. On évalue à près de cinq mille le nombre des salariés des agences. En 1976, les effectifs avaient baissé de 14 % en 1976, ils sont restés pratiquement stables, avec une progression inférieure à 1 %, les agences ayant fait appel à du personnel extérieur pour faire face à l'accroissement de leur activité. En 1977, l'A.A.C.P. prévoit encore une relative stagnation (1,4 % de progression), les tiers seulement des entreprises interrogées prévoyant une augmentation de leurs effectifs. Dans la publicité comme dans l'industrie, l'augmentation de l'emploi ne suit que de loin celle du chiffre d'affaires et du revenu. Seul indice favorable : la rotation du personnel redécroît (après de 20 % des effectifs) et traduit le retour d'une grande mobilité du personnel des agences.

Ces évolutions ont, bien évidemment, un effet sur l'emploi. On évalue à près de cinq mille le nombre des salariés des agences. En 1976, les effectifs avaient baissé de 14 % en 1976, ils sont restés pratiquement stables, avec une progression inférieure à 1 %, les agences ayant fait appel à du personnel extérieur pour faire face à l'accroissement de leur activité. En 1977, l'A.A.C.P. prévoit encore une relative stagnation (1,4 % de progression), les tiers seulement des entreprises interrogées prévoyant une augmentation de leurs effectifs. Dans la publicité comme dans l'industrie, l'augmentation de l'emploi ne suit que de loin celle du chiffre d'affaires et du revenu. Seul indice favorable : la rotation du personnel redécroît (après de 20 % des effectifs) et traduit le retour d'une grande mobilité du personnel des agences.

QUATRE SECTEURS : LA MOITIÉ DES DÉPENSES TRI-MÉDIA

Dans l'ensemble des activités économiques françaises, quatre secteurs assurent à eux seuls près de la moitié des dépenses publicitaires dans la presse, la radio et la télévision. Ce sont la distribution (12,8 % du marché), les services (12,4 %), l'alimentation (10,4 %), les produits de toilette et de beauté (10 %). On trouve ensuite la culture et les loisirs (8,2 %), l'ameublement (7,7 %), l'édition (6,4 %), les produits d'entretien (5,9 %), les transports (5,1 %).

boissons, le textile-habillement, se situent entre 4 et 5 % du marché, le tourisme vient ensuite avec 3 %, ainsi que la publicité pour les bureaux et la gestion. Enfin, les dépenses publicitaires pour le tabac et le pharmacie sont inférieures à 1 %, mais cela s'explique aisément par la réglementation spécifique qui interdit au tabac l'accès aux antennes des radios et des télévisions, et qui interdit aux produits pharmaceutiques de se faire connaître par les grands moyens de diffusion.

L'équipement ménager, les

La participation des détaillants aux publicités de marques :

PUBLISCOPE APPORTE PAR CONTRAT AUX ANNONCEURS UNE AUGMENTATION DE BUDGET DE 35 %

«Voici dix ans, il était exceptionnel d'obtenir d'un détaillant qu'il participe financièrement à la publicité d'une marque».

Par ce propos, Jean-Claude MERITTE, Directeur Général de Publiscope, veut-il dire que les détaillants sont aujourd'hui plus enclins à s'associer aux marques pour leur publicité ?

«Ils sont plus réceptifs, c'est certain. Mais attention : il faut d'abord une idée de campagne nationale orientée vraiment vers la vente. C'est même une bonne façon de francher entre plusieurs projets : choisir le plus rentable pour la marque et les détaillants».

«C'est pour le publicitaire une nouvelle tournure d'esprit».

«Notre équipe A.P.P.V.\* a vraiment acquis "l'esprit point de vente". Mais soyons francs : il a fallu roder les hommes, la méthode, les approches».

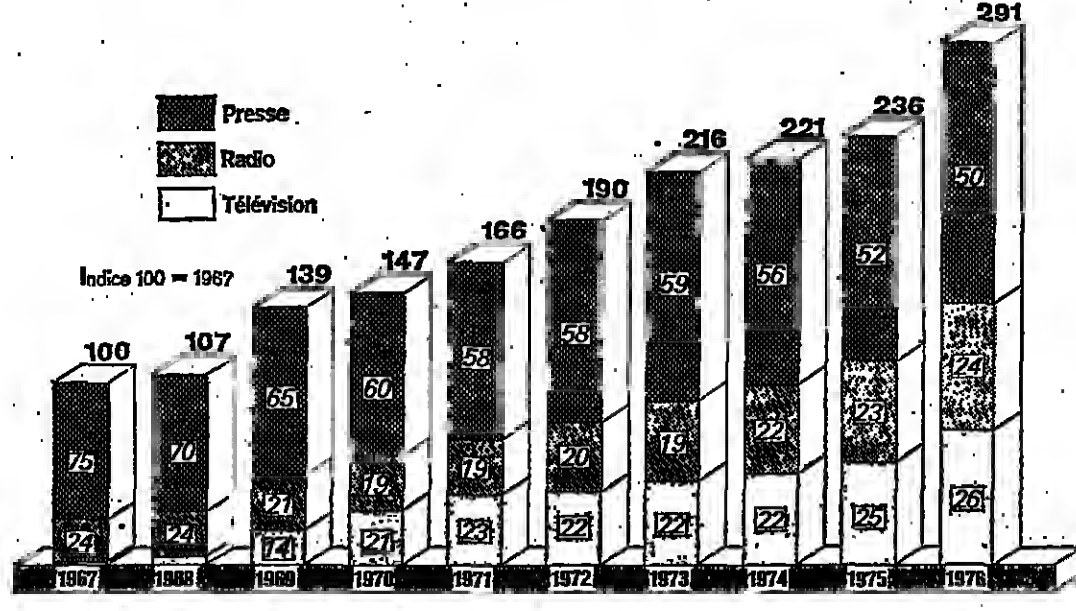
- Et les résultats ?

«Très positifs. Nos expériences vont du prêt-à-porter aux Arts de la Table, en passant par la Hi-Fi et le papier peint, etc. Voilà pourquoi nous pouvons nous engager par contrat à augmenter le budget des annonceurs sans qu'ils aient à investir davantage».

Rappelons que Publiscope a plus de 10 ans d'existence, 35 collaborateurs qui gèrent les budgets de 53 clients dans tous les secteurs de l'économie. Publiscope présente ses réalisations et celles de IMP (son réseau européen) au I.A.M. (stand n° 301 Q7).

Un dossier d'information vous sera adressé sur simple demande. PUBLISCOPE - 11, rue Royale - Paris - Tél. 742.09.00.

\*A.P.P.V. : Action Publique en Association avec le Point de Vente.



Ce graphique emprunté aux travaux de SECODIP, montre l'évolution du pourcentage des trois médias principaux (presse, radio et télévision) en neuf ans. Alors que le chiffre d'affaires a triplé, la télévision a remporté sur la presse écrite (quotidiens et magazines) le quart du marché global, tandis que la part de la radio est restée proportionnellement constante. En 1976, d'après une évaluation faite sur les tarifs

officiels pratiqués, le chiffre d'affaires publicitaire des dix premiers médias était le suivant : TF1 : 601 millions de F ; Europe 1 : 507 millions ; RTL : 478 millions ; Antenne 2 : 455 millions ; Le Figaro : 277 millions ; Radio Monte-Carlo : 282 millions ; France-Soir : 135 millions ; Le Monde : 151 millions ; L'Express : 135 millions ; Jours de France : 131 millions.

CHIFFRE D'AFFAIRES ET REVENUS

La notion de chiffre d'affaires, quand il s'agit d'agences de publicité, est ambiguë, puisqu'il s'agit du montant des « budgets » qui leur sont confiés. De plus en plus, elles les professionnels, on préfère se référer à la notion de « revenus », qu'on évalue approximativement à 15 % du chiffre d'affaires. Selon l'A.A.C.P., en 1976, sur un chiffre d'affaires de 5 650 millions de francs, le revenu de ses cent agences adhérentes s'élevait à 840 millions de francs. Sur ce total près de 64 % (539 millions de francs) venait de commissions liées aux activités d'achat ou de location d'espaces, un peu plus de 16 % (86 millions de francs) représentaient les honoraires de conseil perçus par les agences, le reste, soit 20 % (110 millions de francs) provenant de la production proprement dite : activités de création et de réalisation de campagne publicitaire.

Recrutement et Communication

Quelle que soit l'entreprise, quelle que soit son secteur, l'entreprise projette toujours une image d'elle-même à l'extérieur. Ce que l'on en voit, ce qu'en disent ses collaborateurs et la presse et ce qu'elle révèle par les informations qu'elle donne, sont autant de facettes d'un prisme à travers lequel chacun perçoit une image.

Jusqu'à présent, l'entreprise n'a généralement accepté que de se montrer sous deux angles : ses produits - par le biais de la publicité commerciale, ses résultats économiques - par le biais de la publicité financière.

En outre et occasionnellement, elle communique avec ses collaborateurs potentiels par le biais de la publicité de recrutement. Mais, elle maîtrise rarement son image globale en introduisant une cohérence entre ces différents types de messages.

Avec une équipe comprenant une trentaine de techniciens de la communication (spécialistes du choix des médias, concepteurs-rédacteurs, graphistes) nous sommes la première agence française spécialisée dans la communication pour le recrutement.

Dans ce domaine, où l'empirisme a longtemps fait la loi, nous travaillons avec un souci de rigueur comparable à celui qui prévaut en matière de publicité commerciale : étude de motivations, adaptation du message au public-cible, etc., et nous concevons la publicité de recrutement comme un élément de l'image de l'entreprise.

Aussi notre ambition s'est-elle logiquement élargie à la communication sociale, dont la publicité de recrutement n'est que l'un des aspects. Car, au-delà de ses objectifs économiques, l'entreprise est une institution sociale, qui doit se faire reconnaître comme telle.

Et pour se faire reconnaître, elle doit se faire connaître.

Havas Contact  
156bd Haussmann 75008 Paris  
Tél. 622.06.96 et 236.42.81



chaque semaine  
**LE MONDE INFORMATION-PROFESSIONS**  
dresse la synthèse hebdomadaire  
des offres d'emploi parues dans LE MONDE  
Renseignements : 874.72.05

**Information et publicité** **RTL**  
régisseur exclusif de

INFORMATION ET PUBLICITE, c'est une équipe européenne de 300 personnes au service de la communication audio-visuelle, qui assure la régie de la publicité sur les émetteurs de LA COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE TELEDIFFUSION (RTL : radio et télévision), en langues allemande, anglaise, française, luxembourgeoise, néerlandaise et de Sud-Radio.

en France : IP à Paris - Metz - Lyon - Toulouse (régie de SUD-RADIO)  
en Allemagne : IPA à Frankfurt/Main - Düsseldorf - Hambourg  
en Belgique - Pays-Bas : IPB à Bruxelles  
au Grand Duché : IPL à Luxembourg  
au Maroc : IPM à Casablanca (régie de Radio-Tanger)

égaleme nt en Grande-Bretagne : RLL à Londres ; en Suisse : Radio Publicité à Zurich.

IP représente aussi pour la France un certain nombre de stations étrangères et possède, à ce titre, des Correspondants en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas, dans les pays du Moyen-Orient et aux U.S.A.

IP est un réseau international spécialiste de l'audiovisuel qui met à la disposition de ses clients tous les services en amont et en aval de la vente d'espaces : à savoir marketing, études média, ainsi que des équipes de conception-rédaction et de studios de production.

**IP** 31, rue du Colisée. 75 Paris-8<sup>e</sup> - Tél. 256.50.50



## Deux points de vue

Depuis plusieurs années maintenant se développe une controverse sur l'utilité de la publicité, chez les consommateurs et dans les organisations qui les représentent, mais aussi chez les producteurs qui financent les campagnes publicitaires. Le problème de la publicité mensongère a aujourd'hui perdu de son acuité à la

fois grâce à l'existence d'une législation plus contraignante (loi Royer de décembre 1973) qui permet aux organisations de consommateurs d'agir au justicier, mais aussi aux efforts d'autodiscipline des professionnels, à l'action du bureau de vérification de la publicité et à la création du Conseil national de la publicité.

Cependant, il nous a paru indispensable de présenter ici à nos lecteurs les arguments des uns et des autres pour et contre la publicité. Nous venons ces pièces au dossier d'un débat qui doit se poursuivre dans la clarté et si possible dans la sérénité.

## Une plus-value pour tous

par PHILIPPE NICOLAS (\*)

Le souci de justification des publicitaires vis-à-vis des entreprises et occulté pendant des années le problème de l'utilité de la publicité pour le consommateur.

Se référant implicitement à la théorie des jeux à somme nulle ou à d'autres, il est apparu évident à beaucoup que, dans le grand capital, la publicité ne pouvait être que nuisible aux consommateurs. En dehors de tout aspect idéologique ou sociologique, il nous a semblé essentiel de montrer l'existence de ce postulat et de faire comprendre que la plus-value créée par l'activité publicitaire profite aussi bien aux consommateurs qu'aux producteurs.

L'analyse des coûts et avantages de la publicité grand média pour les ménages peut se situer à différents niveaux.

Tout d'abord, reconnaissons que l'information selon laquelle « le produit nous est vendu, la publicité nous est offerte » ne résiste guère à l'analyse, bien que sur le plan psychologique et dans l'optique de la « théorie du don », le public se sente « l'obligé » des marques, ce sentiment trouvant en quelque sorte sa contrepartie dans la « reconnaissance » psychologique et mémorielle de celle-ci. Il est bien évident que rationnellement et économiquement les consommateurs ne sont pas dupes de cette pseudo-gratuité. La plupart d'entre eux considèrent à juste titre que les frais de publicité sont inclus dans les prix de revient et donc dans les prix de vente des produits. Au-delà, sont-ils conscients des nombreux avantages dont ils bénéficient en contrepartie ? De ne pas le penser pas, d'autant plus que ces avantages sont difficiles à cerner comme à chiffrer.

L'inventaire et le chiffrage des coûts de la publicité pour les ménages, à partir des données de l'INSEE, sont relativement simples à dresser.

En les classant en quatre grandes catégories, on évalue à 292 F le coût de la publicité grand média, à 57 F les frais de régie, à 69 F les commissions et honoraires des agences de publicité, à 43 F les frais techniques (réalisation des annonces, des films et des spots radio) ; en tout, une dépense annuelle totale de 471 F par ménage, soit globalement un peu moins de 1 % du budget des ménages. Ces chiffres placent la France parmi les pays occidentaux les moins développés sur le plan publicitaire.

Si l'estimation des coûts ne pose guère de problème, celle des avantages de l'activité publicitaire pour les ménages, bien que très importante, est peu connue. Nous ne donnerons donc qu'un inventaire non exhaustif de ces divers avantages avec, chaque fois, un ordre de grandeur hypothétique.

On peut classer ces avantages en deux grandes catégories, les avantages directs liés à la fonction publicitaire proprement dite et les avantages indirects liés aux transferts de revenus ou aux économies d'échelle que provoque l'activité publicitaire.

Les avantages directs proviennent de la meilleure connaissance des produits nouveaux et des baisses de prix ainsi que de la valeur psychologique ajoutée aux marques par la publicité (valeur de réassurance, de statut ou de prestige).

Dans les domaines de l'achat et de la distribution, la publicité est ce vendeur invisible qui permet le développement du libre-service et qui, par la prévention des marques, facilite l'acte d'achat dans le commerce moderne. Cela se traduit pour le consommateur par une baisse de prix, variant de 3 à 10 % selon la

taille du libre-service, par rapport au commerce traditionnel, selon la revue 50 millions de consommateurs.

Plus indirectement, les divers médias bénéficient de recettes publicitaires importantes qui leur permettent d'abaisser leurs prix de vente. En moyenne, cette baisse atteint 30 % pour les magazines et la presse quotidienne. Par exemple, sans publicité, le prix de vente de l'Express passerait à 12 F environ, et celui du Monde à 2,50 F. Dans le cas des radios périphériques, les recettes publicitaires assurent même la gratuité de l'information.

Enfin, ces recettes publicitaires diminuent très sensiblement le montant des rétrocessions payées par les utilisateurs pour financer la radio et la télévision nationales. Autre avantage indirect : il est manifeste que les dépenses publicitaires n'ont pas toujours pour résultat d'augmenter les prix de revient proportionnellement à leur importance. Elles permettent, en développant les ventes, des économies d'échelle considérables. Une étude réalisée par l'Association des entreprises conseil et publicité montre que l'évolution des prix des articles fortement publicitaires est inférieure à celle des secteurs faiblement publicitaires ; ainsi, de 1970 à 1976, les prix des légumes frais ont augmenté de 131 %, le coût de la vie de 70 % et les prix des produits électro-ménagers de 35 %.

En évaluant à 116 F par an et par ménage l'information sur les nouveautés et les baisses de prix, à 580 F la valeur imaginaire ajoutée aux marques, à 160 F la baisse de prix liée à la distribution moderne, à 258 F la baisse de prix des médias, à 160 F la baisse des prix de revient liée aux économies d'échelle, on peut chiffrer à 1 274 F l'avantage financier que rapporte à chaque famille la publicité.

Il semble donc bien que l'activité publicitaire soit largement profitable aux consommateurs.

Mais, pour nos éthiques occidentales — qu'elles soient matérialistes ou judéo-chrétiennes — il semble immoral ou malsain que, en achetant du rêve, les consommateurs puissent obtenir des satisfactions. Pour rétablir une sorte de juste équilibre, on veut à tout prix nous faire croire que ce que l'on gagne en plaisir on le perd en liberté. Vivement que disparaissent, comme on a eu le droit de le constater de culpabilité que tout un chacun éprouve nécessairement à la vue, si fugitive soit elle, de son propre désol.

## Une utilité contestable

par JOACHIM MARCUS-STEIFF (\*)

USSE étonnant que cela paraît, on ne sait, de façon scientifique et solide, que fort peu de choses concernant les effets de la publicité (1). Il n'existe peut-être aucune autre branche des sciences qui fournisse si peu de justifications de l'emploi des ressources que nous lui allouons. écrit, par exemple Malcolm McNiven, directeur du marketing de Coca-Cola aux Etats-Unis. Quantitativement et qualitativement, en France comme aux Etats-Unis, la recherche publicitaire « est tout à fait défectueuse. Dans la mesure où il est possible de dégager quelques indications des rares travaux indépendants réalisés en ce domaine, il semble que les arguments avancés par les publicitaires et leurs partisans sont loin d'être d'une solidité à toute épreuve.

La publicité est nécessaire pour vendre ? Cela dépend. Il faut, en tout cas, distinguer au moins deux niveaux : celui d'une publicité particulière pour une marque déterminée, et celui de la publicité en général, toutes marques et tous produits confondus. Si, dans le premier cas, la publicité peut — dans une mesure d'ailleurs extrêmement variable — accroître les ventes, son efficacité, dans le second, n'est pas prouvée. La publicité peut donc profiter à un fabricant ou à un petit nombre d'entre eux, non à l'ensemble des fabricants. Les revenus des consommateurs étant limités et non influencés par la publicité, cette dernière ne semble modifier que la répartition des achats, non leur masse totale.

Si l'accroissement de sa part de marché présente un intérêt pour le fabricant concerné, il n'intéresse pas les consommateurs que dans la mesure où les produits que la publicité fait vendre sont, dans l'ensemble, meilleurs ou moins chers que ceux qui n'en ont pas ou qui n'en ont que peu. Mais il n'est pas prouvé que la redistribution des achats réalisée par la publicité soit favorable au consommateur.

De la même façon la publicité ne saurait permettre la diminution de l'ensemble des prix. En effet, dans la mesure où un fabricant parvient à vendre davantage grâce à une campagne publicitaire et à obtenir ainsi une diminution de son prix de revient, ses concurrents vendront moins du fait de cette même campagne et, par conséquent, leur prix de revient sera plus élevé. Pour l'en-

semble des fabricants, la situation sera la même qu'en l'absence de publicité, au coût de cette dernière près, qui est venu s'ajouter à celui des autres facteurs. Si, au niveau microéconomique, la publicité peut diminuer les coûts, au niveau macroéconomique elle ne peut que les augmenter.

La publicité permet de diffuser les innovations ? Ce sont surtout des nouveautés mineures que la publicité répand. Les innovations majeures (automobile à ses débuts, le téléviseur, les bas en nylon) se diffusent d'elles-mêmes, par d'autres canaux que la publicité : vue du produit lui-même dans la rue, dans les magasins ou chez d'autres consommateurs, dans la bouche-à-oreille, etc. Comme l'ont constaté Pierre Kende et Maurice Vidal, l'importance de la publicité paraît inversement proportionnelle à celle de l'innovation.

La publicité informe les consommateurs ? Quelle information leur fournit-elle ? Elle leur fait certes connaître les noms des marques, mais, pour le consommateur, l'intérêt de ce type d'information est faible quand il ne sait pas ce que recouvrent ces noms. C'est trop souvent le cas. A cet égard, les publications des organisations de consommateurs, même et elles ne sont pas toujours à l'abri de tout reproche, et même si elles ne couvrent pas l'ensemble des produits présents sur le marché, fournissent, pour un coût très inférieur, une information qui est à la fois beaucoup plus sûre et plus complète. De plus, un système économique dans lequel les consommateurs auraient eux-mêmes le maîtrise des moyens d'information sur les produits serait probablement beaucoup plus concurrentiel et assurerait mieux la transparence indispensable à une économie de marché.

Il importe moins de lutter contre la publicité trompeuse et mensongère ou de rendre la publicité plus informative que de mettre fin au quasi-monopole de fait actuellement détenu par les fabricants et les commerçants en matière d'information sur les produits et les services.

Une telle politique implique que l'achat de l'information sur un produit soit séparé de l'achat de ce produit, alors que la publicité (2) chargée de rechercher au

contend ces deux opérations. Actuellement, le prix de la publicité est inclus dans celui des marchandises et constitue une sorte de taxe, prélevée par les entreprises, que le consommateur est obligé d'acquiescer, qu'il le veuille ou non, dès qu'il achète un objet ou un service qui fait de la publicité.

La publicité permet de vendre les journaux moins chers, de diminuer le prix de la redevance de la télévision, d'éclairer les rues et les stations de métro grâce aux affiches, d'éclairer des radios, des autobus et une signalisation urbaine gratuite ? Mais ce sont, bien entendu, les consommateurs qui paient tout cela. Simplement, au lieu de payer, par exemple leurs journaux, directement à ceux qui les font, ils paient une partie du prix quand ils achètent leur lessive et leur essence, par l'intermédiaire de la publicité. Est-ce bien équin ?

La publicité permet-elle, comme on l'a dit, « d'accroître le confort et même le bonheur » ? Si, en ce qui concerne les ventes, les effets des publicités concurrentes paraissent s'annuler mutuellement car les revenus des consommateurs sont limités, leurs effets psychologiques, par contre, pourraient s'additionner dans la mesure où toutes les publicités disent, en substance, la même chose (« Achetez »). Il semble d'ailleurs que, même en l'absence de publicité, les consommateurs désirent déjà davantage de biens que leurs revenus ne leur permettent d'en acquiescer. Bref, la publicité augmente surtout l'écart entre les besoins et les possibilités de satisfaction.

En fin de compte, les réponses à la question de l'utilité de la publicité varient selon les intérêts. Quand la publicité permet à un industriel d'accroître ses ventes ou de diminuer ses coûts, ce sont, apparemment, ses concurrents qui font les frais de l'opération et les seuls acheteurs du produit concerné qui bénéficient de la baisse de son prix. Quand le produit profite à l'ensemble des entreprises, c'est aux dépens de l'ensemble des consommateurs.

(1) Un certain nombre de thèses exposées ici ont été développées et documentées dans d'autres publications de l'auteur notamment : *Encyclopédie d'Université* (article « Publicité »).

## LE CENTRE D'ETUDE DES SUPPORTS DE PUBLICITÉ

participe au 1<sup>er</sup> Salon International de la Publicité

Organisme tripartite regroupant Annonceurs, Agences et Supports de Publicité, le C.E.S.P. réalise ou contrôle toute étude concernant les médias pour le compte de ses adhérents.

Les Publicitaires comme les Annonceurs pourront rencontrer au I.A.M. les responsables de cet organisme animé par Daniel MUGNIER, tous les jours de 10 h à 19 h pendant la durée du Salon (notamment le 25 mai jusqu'à 22 h).

De 14 h à 19 h, des démonstrations de traitement de données du C.E.S.P. seront réalisées sur ordinateur grâce à un terminal situé sur le stand 408.B.

De plus, un exposé aura lieu chaque jour à 17 heures sur les thèmes suivants :

- Lundi 23 : l'accès en temps réel aux informations médias mises en bases de données ;
- Mardi 24 : l'analyse de données dans le domaine des médias ;
- Mercredi 25 : les études du C.E.S.P. ;
- Jendredi 26 : les modèles d'évaluation en média-planning ;
- Vendredi 27 : forum sur les attentes en matière de média.

## OÙ FAIRE DE LA PUBLICITÉ

Toutes les possibilités sont recensées et chiffrées dans 550 pages 4.000 supports classés et analysés 5 éditions par an de

**tarif media**

abonnement annuel : 635 francs t.t.c.

**VOTRE PREMIER OUTIL AVANT TOUTE CAMPAGNE**

Demandez une documentation à l'aide de ce coupon réponse

NOM \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
FONCTION \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_

A adresser à TARIF MEDIA 6, av. Maignon, 75008 PARIS

# Etre sobre. Etre juste. Etre efficace.

C'est un devoir envers les consommateurs.

Les consommateurs veulent une publicité loyale, ils ne veulent pas une publicité ennuyeuse. C'est le contrat tacite qui existe aujourd'hui entre eux et la publicité.

C'est un devoir envers les annonceurs.

L'efficacité est aujourd'hui une nécessité vitale. Chez Synergie K.E., nous avons une méthode de travail qui permet de trouver les "positionnements de communication"

les plus riches et les plus justes.

Les campagnes Club Méditerranée (Soleil Hiver), Vie Active, Crédit du Nord et toutes nos autres campagnes sont le résultat de cette méthode.

Nous aimerions vous donner plus de renseignements sur Synergie K.E. Annie Auscher est à votre disposition pour organiser une rencontre. (tél. 272.92.01).

**Synergie K.E.**

l'oubli du client

la prévention du consommateur



contestable

obre.  
uste.  
fficace.

Synergie K.E.

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DE LA MACHINE-OUTIL

Faire passer la gestion avant la technique

par GUY-G. ESCULIER (\*)

L'INDUSTRIE dont le caractère cyclique est très marqué, la machine-outil a été particulièrement frappée par la crise des biens d'équipement. En France, malgré l'incitation fiscale de fin 1974, le marché intérieur s'est effondré, les exportations ont régressé et les importations ont été plus importantes, entraînant des difficultés pour beaucoup de constructeurs et la disparition de certains.

Comme de coutume, la plupart des entreprises se sont tournées vers l'Etat, qui se préoccupe de cette industrie depuis le rapport Forthuit, présenté en 1970 à l'Assemblée nationale, et qui était axé sur la constitution d'un pôle de restructuration à côté du précédent constructeur français, H.E.S. (Général-Somme), lié à Creusot-Loire et au groupe belge Emman. De fausses solutions en illusions, six années ont vu successivement échouer les plans échafaudés dans cette optique. Le rapprochement de « canards boiteux » n'a engendré que des canards plus gros et plus boiteux tandis qu'un certain nombre de firmes isolées parvenaient à traverser la crise avec succès. Cela ne veut pas dire que les regroupements sont à proscrire, mais ce qui a été oublié, c'est qu'ils ne peuvent réussir que s'ils s'appuient sur une base solide, structurée et dotée d'un outil efficace de gestion qui puisse prendre en compte les aspects techniques de problèmes industriels dont la solution repose essentiellement sur des solutions commerciales et sur l'efficacité de la gestion. L'échec répété de la bonne volonté des pouvoirs publics n'a fait qu'accentuer la myopie commerciale et la cécité de gestion d'entrepreneurs familiaux n'ayant d'yeux que pour la technique.

S'il est une industrie où la gestion est un fait délicat, c'est bien la machine-outil, avec ses cycles de fabrication, ses stocks à trois mois, son rythme de production à un rythme de montage, ses en-cours difficiles à contrôler, ses prix de revient malaisés à saisir, qui, sous l'effet néfaste du plan comptable, deviennent une source permanente d'erreurs de navigation.

La méthode du coût complet pratiquée dans le cadre des méthodes dites de comptabilité analytique consiste en effet à répartir la masse des frais généraux sur les heures directement productives. Le coût direct (matières achetées, travaux sous-traités et main-d'œuvre directe) se trouve ainsi majoré d'une quote-part des frais de l'entreprise. On comptabilisera, par exemple sur la base d'heures valorisées entre 50 et 100 F la ou le matériau de base, d'un côté, et une quote de 20 à 25 F. Avec ce système, dans un exercice de crise où les stocks de produits finis et d'en-cours ont augmenté parce que les ventes sont insuffisantes, la capacité excédentaire, la valorisation en coût complet des stocks équivaut à un report en stock d'une partie des frais généraux de l'exercice et

aboutit à présenter un résultat d'exploitation bien meilleur qu'il n'est en réalité. Par contre lorsqu'on assainit les stocks après avoir adapté la production aux ventes, les charges enfouies en compte de stock réapparaissent et apparaissent une lourde perte en dépit du redressement.

L'autre grave inconvénient de cette méthode est qu'elle peut amener à orienter la production vers les produits les moins rentables. En effet, entre deux produits dont l'un prend en compte un contenu de main-d'œuvre interne important et dont l'autre, au contraire, ne fait apparaître qu'une faible utilisation de main-d'œuvre, le jeu de la répartition des frais généraux sur la seule main-d'œuvre pénalise lourdement le premier. En fait, il peut arriver que le produit qui contribue le plus à supporter la masse des frais généraux apparaisse comme... déficitaire.

Le remède existe et il peut parfaitement être utilisé tout en restant en règle avec les obligations légales : c'est la gestion en coûts directs où le résultat d'exploitation s'obtient sans passer par les stocks ni par les achats, par le coût des quantités facturées, c'est-à-dire le coût de ce qui est vendu et non de ce qui est produit.

L'exemple de l'ordinateur

Ce mal « comptable » n'a d'égal que le mal commercial. Le marketing des biens d'équipement, en France, de bien curieux aspects. Pour ce qui est de la machine-outil, on ne saurait parler d'innovation depuis 1945 : mêmes V.R.P. et mêmes systèmes d'agents distributeurs constituent l'ossature des réseaux commerciaux. C'est grâce à l'imagination d'établissements financiers qu'est apparu le leasing, devenu crédit-bail avec la loi de juillet 1968. Mais ce n'est encore qu'une forme de crédit à moyen terme qui, malgré ses avantages comptables et fiscaux, ne change rien au caractère irrévocable de l'engagement d'achat de l'utilisateur. Et lorsque les temps sont mûrs, l'investissement est payé par l'industrie de la machine-outil s'avère impuissante. Comment a-t-elle pu jusqu'ici ignorer ce qui se passe à sa porte avec les machines-outils de bureau qui sont l'ordinateur et le photocopieur ? Que ce soit I.B.M. ou Rank Xerox, avec des variantes, la preuve est faite que la location sans trop d'engagements empêche la décision où la vente comptant à crédit ou en leasing s'avère difficile. Que serait en France la télévision en couleur si un Localat n'avait pas apporté à cette industrie le précieux levier de sa formule ?

La mise en place d'une nouvelle

commercialisation des machines-outils sous forme de location, si elle pose quelques problèmes, devrait rapidement ramener le marché sans faire appel à des moyens financiers aussi importants que ceux qui ont été gâchés depuis cinq ans sans résultat notable. Et du même coup la machine-outil découvrirait la qualité du service après-vente (inclus dans la location), prendrait davantage conscience du coût d'utilisation des machines et adopterait une stratégie de l'innovation programmée selon les besoins du marché, technique qui a fait la fortune d'I.B.M. depuis vingt ans.

Une autre révolution à accomplir, en s'inspirant de l'industrie de l'automobile et des poids lourds, c'est l'organisation du marché de l'occasion et la vente systématique avec des reprises dont la casse fractionnée le prix du neuf entre une chaîne d'acheteurs successifs. Dans la machine-outil l'occasion est encore aux mains de spécialistes dont la réputation reste à améliorer et auxquels une formule d'assurance garantie, patronnée par les constructeurs, pourrait offrir une nouvelle carrière.

A ce stade, on objectera que le contrôle de gestion n'a jamais développé le marché et que ce ne sont pas les coûts directs qui, en remplaçant les coûts complets, vont accroître les ventes. Et pourtant l'expérience prouve que, en machine-outil comme ailleurs, la est la solution. On lit dans *Fortune* de janvier 1977, ce projet d'un constructeur américain d'ordinateurs, en faisant passer le profit avant le chiffre d'affaires, a obtenu une croissance des deux. Cela s'est aussi révélé exact pour la machine-outil française ces dernières années. Un développement axé sur la rentabilité plus que sur le chiffre d'affaires et un contrôle de gestion orientant l'innovation technique entraînent inévitablement une progression inespérée, parce que, à travers toute l'entreprise, on a réalisé un vaste retour au bon sens, aux réalités économiques et engendré un processus de maîtrise des dépenses.

Face à des chefs d'entreprise épris de technique, à des cadres financiers attachés à leur plan comptable, à des commerçants sclérosés et à une administration peu familière avec la réalité des entreprises, d'où peut-on espérer l'émancipation qui déclencherait un salutaire ? Faudrait-il qu'un jeune de l'étranger, d'un de ces pays où l'on sait compter au lieu de rêver ? Un industriel de la machine-outil déclarait récemment, non sans humour, que la profession n'est plus de commander mais qu'elle avait l'IDIL. Tout compte fait, ne vaudrait-il pas mieux qu'elle ait des idées ? Que ceux qui en doutent se penchent sur le cas de firmes qui, sans aide extérieure, remarquablement réussies en partant d'une situation très mauvaise qui les a aidés à mieux accepter le renouveau d'une gestion moderne au lieu de s'enfermer dans les conséquences de l'antisocialisme.

(\*) Ingénieur-consultant.

Alsthom-Atlantique abandonnera-t-il la filière « française » des grosses turbines ?

Le groupe Alsthom-Atlantique, qui détiend depuis peu le monopole de la construction des turbines et des alternateurs (turbo-alternateurs) équipant les centrales nucléaires françaises, va-t-il abandonner la technique « française » des grosses turbines à vapeur développée par Alsthom-Rateau et la société allemande MAN, au profit de la technique du groupe suisse Brown-Boveri (B.B.C.) ? Certains le craignent, tels M. Chevènement, député socialiste du territoire de Belfort qui interrogeait à ce propos l'Assemblée nationale M. Coulaud, secrétaire d'Etat à l'Industrie, et M. Rallie, député communiste de la Seine-Saint-Denis, qui dans une question écrite abordait le même sujet : le syndicat C.G.T. E.T.M.C. (employés de techniciens, ingénieurs et cadres) de l'usine Alsthom de Belfort enfin.

Pour comprendre ces craintes, il est nécessaire de faire un retour en arrière. Depuis fin 1972, la société Alsthom, spécialisée dans le gros matériel de construction électrique, a rassemblé au sein du Groupement européen pour la production d'énergie (G.E.P.) son propre potentiel d'études, ainsi que ceux de sa filiale Rateau et de la société allemande MAN pour développer une technique de grosse turbine à vapeur dérivée de celle du groupe américain General Electric. En 1976, Alsthom, dont les résultats depuis deux ans s'étaient gravement détériorés, fusionnait avec les Châtrains de l'Atlantique. Le groupe Alsthom-Atlantique était créé. A la fin de 1976, ce groupe a racheté à la Compagnie électro-mécanique (C.E.M.) filiale et licenciée du groupe suisse Brown-Boveri, son département turbo-alternateurs. Ce rachat permettait de regrouper au sein d'une même unité industrielle les deux fournisseurs d'E.D.F. de turbo-

alternateurs équipant les centrales nucléaires françaises Alsthom et C.E.M.

Pour mener à bien cette opération, les dirigeants d'Alsthom-Atlantique ont dû renégocier avec ceux de Brown-Boveri, l'accord de licence qui liait le groupe suisse à la Compagnie électro-mécanique (C.E.M.) et qui prévoyait que B.B.C. recevrait des redevances équivalentes à 4,5 % du chiffre d'affaires réalisé par la C.E.M. dans le domaine des turbo-alternateurs. Pour bien comprendre l'objet de la négociation, il faut rappeler qu'E.D.F. avait décidé de passer toutes ses commandes de turbo-alternateurs de 900 MW de puissance — la première génération du programme nucléaire français — à Alsthom ; les commandes de 1 300 MW — la seconde génération — étant réservées à la C.E.M. Politique fort discutée dans la mesure où elle déséquilibrait dans le temps les commandes de commandes des deux groupes, mais c'est celle qui avait été annoncée. Dès lors, les Suisses pouvaient estimer à bon droit qu'ils détenaient moralement une part potentielle du marché français.

Placés devant cette situation et désireux de ne pas spoiler le groupe suisse — qui pouvait au demeurant refuser la cession de la division turbo-alternateurs de la C.E.M. — les négociateurs d'Alsthom-Atlantique ont conclu un accord de licence différent du premier. Cet accord prévoyait que B.B.C. recevra une redevance de 1,5 % sur le chiffre d'affaires réalisé par le groupe Alsthom-Atlantique dans les turbo-alternateurs, quelle que soit la technique utilisée. En contrepartie, Alsthom-Atlantique pourra librement mettre en œuvre la technique qu'il jugera la meilleure pour répondre aux commandes qui lui seront passées.

Deux années décisives

C'est cet accord qui inquiète. La C.G.T. s'est livrée à un calcul du montant des redevances que devra payer Alsthom-Atlantique à B.B.C. Pour les Châtrains de l'Atlantique, il est équivalent au programme d'étude et de recherche développé par Alsthom sur son propre procédé de turbines à vapeur. En 1979 et en 1980, il représentera le triple, et plus encore au-delà de 1981. Un groupe industriel peut-il parallèlement payer de telles sommes — qui serviraient sans aucun doute à intensifier l'effort de recherche de B.B.C. — et poursuivre et accroître ses propres études ? Non, répond la C.G.T. qui estime que les dirigeants d'Alsthom-Atlantique ont, d'ores et déjà, décidé de sacrifier la technique dite « française ».

Le propos mérite que l'on s'y arrête, tant il est vrai que cette démarche pourrait séduire les responsables d'Alsthom-Atlantique. Le groupe Alsthom a développé une technique d'alternateur qui est mondialement connue. Brown-Boveri, de son côté, a une position bien assise dans le secteur des grosses turbines à vapeur. Dès lors, ne serait-il pas tentant pour le groupe Alsthom-Atlantique de renforcer ses points forts — les alternateurs — et de participer dans le domaine des turbines à l'amélioration du

procédé B.B.C. présenté alors comme une technique « européenne » concurrente des techniques américaines (General Electric) et peut-être japonaises ? Cette solution, judicieuse pour les financiers, a un inconvénient : B.B.C. disposant d'un puissant réseau de vente international n'enlèvera-t-il pas la plus part des commandes passées à l'étranger ?

Les responsables d'Alsthom-Atlantique, en tout cas, se défendent d'avoir de telles pensées : « Les deux premières centrales de 1 300 MW d'E.D.F. seront certes équipées de turbines CEM et d'alternateurs Alsthom, mais nous espérons qu'il n'en ira pas tout à fait de même pour les deux suivantes. Nous avons aussi demandé à nos ingénieurs d'étudier un possible mixage de deux techniques en faisant réaliser le corps haute pression de la turbine B.B.C. par Alsthom. A plus long terme, nous n'envisageons pas de sacrifier la technique Alsthom. Bien au contraire, nous allons dans les deux années à venir poursuivre et développer nos propres études. »

Les deux années à venir seront donc décisives. Le passage de 900 MW à 1 300 MW est déterminant. Les dirigeants d'Alsthom-Atlantique réussissent-ils à démontrer que les craintes, publiquement exposées, n'étaient pas fondées ? Si ce pari — difficile — était perdu, Brown-Boveri apparaîtrait finalement comme le grand bénéficiaire d'une opération présentée en son temps par certains comme une francisation...

PHILIPPE LABARDE.

L'oubli du client

(Suite de la page 21.)

C'est-à-dire la protection des producteurs français contre les producteurs étrangers qui servent les clients français, mieux et moins cher. La loi Royer protège les petits commerçants contre la « concurrence » des grandes surfaces. Le gouvernement défend à Bruxelles le relèvement du prix du lait. SMIC de l'agriculteur français, et s'émoussent lorsque la Communauté se refuse à faire cadeau des excédents laitiers ainsi accumulés au consommateur soviétique en sollicitant le contribuable européen. Les étudiants veulent s'épanouir sans contraintes à l'université, et jour du « droit au travail » à la sortie, même si le produit qu'ils offrent répond pas à la demande. La France entière considère comme sacrilège le licenciement et la faillite, et même la reconversion, d'une entreprise ou d'un secteur qui ne savent plus vendre ce qu'ils fabriquent.

Inversement, lorsqu'un membre courageux du gouvernement parle de « redéploiement industriel », de mobilité de l'emploi, de nécessité de licencier dans certains cas, il doit rester dans la vague s'il veut être écouté. Dès qu'il concrétise ses propos, il doit assumer les affluents et les quolibets. Lorsque M. Méhaignerie rappelle qu'on ne peut subvenir à la fois l'augmentation du prix du blé et la baisse du prix du pain, on trouve cela, tout simple pour être vrai.

Les prélèvements sur le consommateur

Dans l'action gouvernementale passée et les solutions de rechange proposées par le programme commun de gouvernement, on retrouve la même ignorance du client.

L'évolution du commerce extérieur de la France depuis vingt ans est significative à cet égard, comme le montre une intéressante étude sur la « compétitivité, la spécialisation et la demande mondiale » (1). Cette étude montre que « la France, contrairement au Japon et à l'Allemagne fédérale, n'a pas été suffisamment « à l'écoute » du marché international : continuant à dégrader des excédents sur des produits pour lesquels manifestement la demande extérieure tarissait et en se montrant peu offensive sur des marchés d'avenir ».

(1) Economie et statistiques, Gérard Lahay, juillet-août 1976.

Mais la mobilité de l'appareil productif, qui aurait permis de s'engager dans les secteurs progressifs et de se dégarer des secteurs régressifs, est compromise par les situations acquises des travailleurs et de leurs employeurs.

De même, la gauche prône le développement des consommations collectives (hôpitaux, écoles, musées), qui permettrait de créer un grand nombre d'emplois, d'accroître le désir de consommer, d'être employés plutôt qu'ouvriers, d'échapper à toute contrainte de la concurrence étrangère. Mais la caractéristique essentielle de ces consommations est qu'on ne dispose d'aucun moyen sérieux de savoir si les consommateurs les désirent : les économistes disent qu'elles échappent au système de « révélation des préférences du consommateur par le prix ». C'est pourquoi elles sont le plus souvent gratuites et financées par l'impôt.

Ce que la gauche omet de dire, c'est que le développement des consommations collectives obéissent à des choix de l'Etat, se traduisant inévitablement par une réduction de la consommation individuelle (automobiles, appareils ménagers, vacances...), pour laquelle la liberté de choix du consommateur est relativement bien préservée. Si cette réduction n'est pas faite de façon autoritaire, par l'impôt, elle se fera de façon mécanique par la hausse des prix dans le secteur des biens de consommation. Le programme commun défend l'emploi en sacrifiant la liberté du consommateur.

Certes, il existe des palliatifs pour soulager le « monde du travail » aux contraintes imposées par le « monde de la clientèle ». Ils consistent tous, d'une certaine façon, une contrainte pour le consommateur. Soit directement, soit indirectement, par l'effort accru qui lui sera demandé en tant que contribuable.

Ainsi, lorsqu'une entreprise veut exporter des produits trop chers ou répondant mal aux vœux du client étranger, elle réduit sa marge à l'exportation en augmentant celle qui est prélevée sur le consommateur national, ou elle recourt à l'aide de l'Etat (subvention, crédit alloué à l'exportation, garantie). L'aide à l'exportation représenterait actuellement 10 % du montant de nos ventes à l'étranger : le gouvernement s'en préoccupe.

De même, on a dit, les grandes sociétés industrielles « imposent » au consommateur l'achat des biens et services qu'elles produisent pour assurer leur propre développement et leur propre sécurité. Mais le consommateur

réagit à ces contraintes, et le mouvement consumériste, puissant aux Etats-Unis, se développe en France, pour contrecarrer les tentatives des entreprises et des organisations du « monde du travail », syndicales ou patronales.

Ainsi, en économie libérale, et ouverte sur l'étranger, le producteur ne peut imposer indéfiniment ses propres choix au client.

Parfois, l'oubli de cet axiome conduit à des croyances simplistes. A propos de la conjoncture, par exemple.

Restreindre le pouvoir d'achat des consommateurs français alors qu'il y a un million de chômeurs est scandaleux. En apparence. Pourquoi, en effet, les chômeurs ne produiraient-ils pas ce que, du coup, les consommateurs pourraient continuer d'acheter ? Mais pour peu que les salariés en chômage, encouragés par les organisations politiques et syndicales et par une réglementation protectrice et très conservatrice des situations acquises, réclament une rémunération élevée dans leur emploi futur, refusent la mobilité géographique ou professionnelle, revendiquent une sécurité totale de l'emploi, en un mot ne veulent pas ou ne peuvent pas produire ce qu'ils peuvent vendre, l'appareil logique devient diabolique. La relance de la consommation se traduit aussitôt par l'inflation, un déséquilibre du commerce extérieur, une persistance du chômage et, en définitive, une réduction de la consommation.

Lorsque Jacques Rueff expliquait qu'une protection excessive des chômeurs alimente le chômage, lorsque l'INSEE démontre que le coût élevé du travail par rapport au coût du capital a favorisé le chômage en France ; lorsque les patrons dénoncent la source de chômage que constitue paradoxalement l'interdiction de fait de licencier ces dernières années, et l'interdiction formelle du licenciement libère le programme commun ; lorsque Alfred Sauvy rappelle que si l'on remplaçait tous les camions par des brouettes on multiplierait par deux mille cinq cents le nombre des emplois dans le secteur des transports, mais que l'économie générale et le consommateur ne s'en remettraient pas ; ils disent tous la même chose : qu'on le veuille ou non, dans une économie marchande, le client est roi. Sinon on quitte l'économie de marché, pour entrer dans celle du monopole et de la direction autoritaire et centralisée.

Heureusement, certaines voix coura-

geuses s'élèvent pour dénoncer les illusions de l'économie « libérale ». Pour réclamer la cohérence : si l'on dénonce l'aveuglement et l'insouciance des mécanismes de marché, il faut aller jusqu'au bout de la logique de l'économie planifiée et dirigée. Et l'arithmétique : « chiffrer » le programme commun de gouvernement et l'initiative individuelle est meilleure, pour le donner aux autres, et aux individus pour le donner à la collectivité.

Les actes de foi

Les comptes du parti communiste sur le coût du programme commun paraissent trop précis à leurs partisans, trop vagues à leurs adversaires. Ils ont en tout cas deux mérites : ce sont des comptes ; ils tentent de donner la traduction chiffrée d'une politique qui n'hésite pas entre l'économie de marché et l'économie de commandement.

Cette croyance en la supériorité du système non marchand aux vertus du marché aussi. L'acte de foi du « marchand » se nourrit de quelques convictions essentielles. La conviction que l'économie de marché fait plus et mieux pour le consommateur, même si elle ôte un certain confort aux producteurs, que l'économie socialiste lui assure. La conviction que cinquante-trois millions de consommateurs méritent au moins autant d'attention que vingt et un millions de travailleurs. La conviction que, comme le dit Sauvy, l'emploi ne sera jamais que le passif du bilan, le produit et sa consommation constituant l'actif. La conviction, enfin, que l'économie qui repose sur l'initiative individuelle est meilleure. Parce que, disait Talleyrand lors d'un débat à la Chambre où il défendait passionnément la liberté de la presse : « Il y a quelque chose qui s'appelle la Voltaire, plus d'esprit que Bonaparte, plus d'esprit que chacun des directeurs, que chacun des ministres passés : c'est tout le monde. »

Les actes de foi sont respectables l'un et l'autre.

Mais dissimuler que la « liberté » d'entreprendre est, au début, l'acceptation de l'effort et du risque pour satisfaire toujours le client ; dissimuler, à l'inverse, que le « travail dans la joie », c'est une spoliation du consommateur ; dissimuler, en résumé, qu'on ne peut pas vraiment « changer la vie » partout et pour tous, c'est de l'escroquerie.

MICHEL CUREL.

UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DES CENTRALES A VAPEUR

Le groupe turbo-alternateur est un élément essentiel des centrales électriques à vapeur. Il est composé, comme son nom l'indique, d'une turbine et d'un alternateur. La vapeur produite dans le cœur de la centrale — par un réacteur dans le cas des centrales nucléaires — passe dans la turbine qui la transforme en énergie mécanique de rotation. Cette turbine entraîne l'alternateur, qui produit le courant électrique.

Une turbine comprend trois parties : un corps haute pression (H.P.), un anamblage basse pression (B.P.) composé de deux ou trois corps, enfin l'appareillage (organe de transmission, etc.).

épreuve de français  
le 24 juin

objectif  
BAC

un volume  
18 F  
LAROUSSE  
chez votre libraire



BIBLIOGRAPHIE

Le choc des cultures et des économies

« Un monde pour tous », d'Amílcar O. Herrera

De quel demain sera-t-il fait ? Les besoins d'obtenir une réponse à cette question n'ont jamais été aussi intenses. Ce qui fait la fortune des futurologues, mais aussi, hélas ! celle des charlatans. Séparer le bon grain de l'ivraie en la matière est des plus difficiles, quand on voit, à quelques années d'intervalle, combien les « experts » on soi-disant tels peuvent varier dans leurs appréciations sur la configuration de l'avenir.

Lorsque ces experts corrigent eux-mêmes le tir, la présomption de sérieux et de bonne foi est forte. C'est ainsi que le club de Rome a su, depuis le fameux premier rapport qu'il avait commandé au Massachusetts Institute of Technology (*The limits of growth*), orienter ses recherches dans des voies moins apocalyptiques que celles du début : le rapport de Tokyo et surtout le document intitulé *RIO* (*Reshaping International Order*) patronné par M. Tinbergen ont ouvert des voies beaucoup plus fécondes.

C'est de ces deux derniers rapports qu'il faut rapprocher le livre qu'a patronné la fondation Bariloche d'Argentine — travaillant en liaison avec le club de Rome — et qui s'intitule *Un monde pour tous*. Le directeur du projet, Amílcar O. Herrera a le don de la clarté. Après avoir analysé sous les termes de « misère et surconsommation » les caractéristiques de la planète à l'aide de chiffres et de graphiques éloquentes, l'auteur abat ses cartes, c'est-à-dire celles de la « société proposée ».

Le « modèle » sera sans doute grincer des dents — à l'heure où le chômage sévit au point que l'on sait en Occident — quand M. Herrera suggère que les pays développés réduisent leur taux de croissance économique « de manière à faire diminuer leur pression sur les ressources naturelles... et à s'opposer aux effets néfastes de la consommation démesurée ».

Visiblement notre auteur pense aux taux des années 80 et non à ceux d'aujourd'hui. Mais qui n'applaudirait lorsqu'il demande que les pays du tiers-monde ne copient pas les modèles suivis dans le passé par les pays développés ?

Les hypothèses de base sur lesquelles l'équipe de M. Herrera fait « tourner » ses ordinateurs sont au nombre de trois :

1) Chaque être humain, par le seul fait d'exister, a des droits inaliénables à la satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, éducation). On retrouve là l'idée de plus en plus répandue par les organismes internationaux (Banque mondiale, Bureau international du travail, etc.) qu'il faut d'abord s'intéresser aux plus pauvres.

2) Les hommes doivent participer à l'élaboration des décisions sociales et cette participation commence dans les groupements de tous genres (production, enseignement, sociaux, etc.) qui représentent les unités primaires démocratiques.

3) La production est fixée par les besoins sociaux et non par le profit. La

consommation ne représente pas une valeur en soi.

Après avoir ramené à de plus justes proportions les « limites physiques du développement » (l'épuisement de la terre cultivable en Asie au milieu du siècle prochain paraît le plus inquiétant, et la crise de l'énergie a, selon ces experts, un caractère conjoncturel), M. Herrera estime que les obstacles qui s'opposent actuellement à un développement harmonieux de l'humanité sont essentiellement socio-politiques.

Puisque les pays du tiers-monde ne peuvent pas suivre le chemin parcouru dans le passé par les pays aujourd'hui industrialisés, il faut créer une nouvelle culture qui, tout en maintenant les éléments positifs de la « civilisation industrielle », incorpore les valeurs, les objectifs et les aspirations des « majorités opprimées » des pays en développement.

De l'autre côté, celui des pays riches, la boulimie de consommation doit se transformer en épanouissement de toutes les possibilités humaines. Il y a du pain sur la planche. M. Herrera n'a pas peur qu'on l'accuse d'utopisme. Il se réfère à une phrase de Stuart Mill : « Contre un grand mal, un petit remède ne produit pas un petit résultat ; il se contente de produire un résultat nul ».

P. D.

\* Presses universitaires de France. Collection « Economie en liberté », 372 pages, 56 francs.

« L'Orient et la Crise de l'Occident », d'Ehsan Naraghi

« Les pays du tiers-monde doivent cesser de se comporter comme le cerceau de la fable qui, voulant imiter la démarche de la colombe, finit par en oublier sa propre façon de marcher ». Ce sont presque les dernières lignes du livre qu'Ehsan Naraghi vient de publier sous le titre *L'Orient et la crise de l'Occident*, avec une préface d'Alfred Sauvy. Elles ramassent l'idée de l'auteur, qui doit être particulièrement écoutée parce qu'il a eu un pied dans chaque camp. Intellectuel iranien, docteur en sociologie de l'université de Paris, E. Naraghi fut, en effet, durant de nombreuses années,

responsable de la division « Jeunesse » à l'UNESCO et tous ceux qui l'ont connu à Paris se rappelleront avec quelle fougue, avec quelle foi, il animait les colloques, empoignant son auditoire, ou à tête baissée, balayant très vite les phrases de circonstance pour aller à l'essentiel.

L'essentiel c'est le choc des cultures depuis que le monde s'est rapetissé. M. Naraghi oppose d'entrée de jeu la sagesse de « l'Orient » à la science de l'Occident. Certains de ces accents rappellent les mises en garde d'un René Guénon, mais il n'est pas question de refuser les acquis de l'humanité. Seulement, les nouveaux « rois mages » venus de l'Occident avec les « présents » des firmes multinationales doivent être reçus avec une grande circonspection par le tiers-monde.

Les regards de notre auteur se portent vers le Japon, qui a su tirer profit de la science moderne sans pour autant perdre son identité propre, et vers la Chine, où le socialisme a pris une coloration distincte du marxisme classique, « qui n'est qu'un fond que le produit de l'esprit occidental ». « Les nations du tiers-monde commencent à réaliser que la science ne doit être qu'un moyen et que c'est la culture nationale qui détermine la voie à suivre pour parvenir à l'industrialisation ».

Tenir les deux bouts de la chaîne : celui de l'héritage ethnique, celui de l'innovation est un exercice parfois périlleux, mais indispensable. Autre exigence, définie dans le chapitre « Le concept du progrès » : les transformations sociales doivent impérativement toucher l'ensemble des catégories sociales et préserver le sentiment d'appartenance au groupe dont il dépend. Sur l'éducation de type occidental, Naraghi est très sévère : le glissement vers la spécialisation au détriment de la formation globale de l'homme lui paraît une erreur fatale, dans un monde en perpétuelle transformation.

De même qu'il y a « dispersion » des spécialistes, il y a dispersion des institutions chargées de l'exécution et de l'administration de la politique scientifique dans les différents pays. Selon M. Naraghi, il n'apparaît plus concevable désormais de tenir les citoyens à l'écart des décisions qui affectent la politique scientifique, sous prétexte qu'elle est affaire de spécialiste.

Il est aussi important que la technologie transférée vers les pays du tiers-monde soit celle qui correspond parfaitement aux besoins du développement de ces nations. Les autres pourraient être dangereuses dans la mesure où elles réduisent des modes de vie et de pensée qui altèrent la personnalité collective.

Rompant avec ce discours sur la crise des cultures de l'Orient et de l'Occident, M. Naraghi relate ensuite une série d'entretiens qu'il eut avec des penseurs asiatiques et maghrébins. Courts mais riches aperçus sur la conception du monde de ces intellectuels qui souvent se débattaient au milieu du conflit essentiel : maintien de la tradition nationale ou révolution culturelle.

Au fil des voyages et des congrès qu'il suivit pour l'UNESCO, M. Naraghi nous fait part ensuite, notamment, de ses impressions sur « l'orientalisme » ou la recherche d'une « route nouvelle » avant de consacrer à son pays les deux derniers chapitres, s'interrogeant sur « l'identité culturelle de l'Iran et le monde contemporain » puis sur « l'iranologie face à la civilisation occidentale ».

M. Naraghi est retourné maintenant dans son pays. Y sera-t-il prophète ? L'Iran a été grisé dans les premiers temps par les perspectives industrielles qui s'ouvraient grâce à la « fusée » du pétrole. Le gouvernement de Téhéran n'avait sûrement pas alors d'états d'âme à propos de son modèle de croissance. Le chah voulait donner au plus vite à sa nation les moyens d'imiter l'Occident. Par la force des choses, il doit en rabattre aujourd'hui, l'injection de capitaux toujours plus forte dans l'économie provoquant une flambée d'inflation sans faire pour autant disparaître les goulets d'étranglement (pénurie de main-d'œuvre qualifiée, infrastructure et transports insuffisants, exode rural « explosif » aboutissant au surpeuplement des villes). Ainsi, aura-t-il plus le temps de méditer les conseils de M. Naraghi qui rejoignent par bien des côtés ceux que donnait il y a quelques années Georges Friedmann dans son maître ouvrage : *La Puissance et la Sagesse* (1).

PIERRE DROUIN.

(1) Gallimard, 1970. Ce livre vient d'être réédité dans la collection « Tel », 29 F.

Le calcul devient plus sûr.

Les calculatrices de poche ne font que les erreurs que vous leur faites faire. En effet plus une calculatrice de poche est petite, plus elle a de fonctions et plus vous avez de chances de commettre des erreurs.

Avec la calculatrice Braun control, nous avons voulu réaliser une calculatrice de poche beaucoup plus sûre.

Elle possède les fonctions dont vous avez besoin quotidiennement pour vos affaires comme pour vos travaux personnels.

Sans sophistication superflue.

Les bords de cette calculatrice sont arrondis. Elle est suffisamment grande, pour bien tenir dans votre main.



Touche ordinaire : possible confusion avec la touche de frappe.



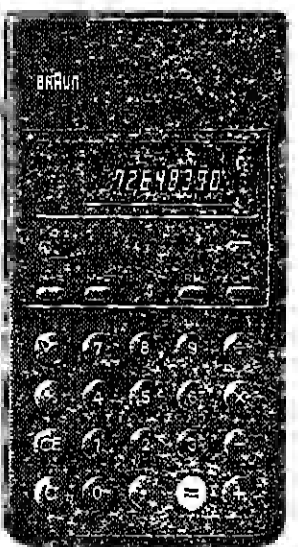
Touche Braun : au forme vous évite les fautes de frappe.

Les touches ne sont pas incurvées mais arrondies vers l'extérieur. Des essais nous ont montré qu'on ne risque pas d'appuyer par mégarde sur les touches voisines. Braun vous évite ainsi les fautes de frappe.

La forme, l'espace, les couleurs des touches et l'affichage anti-éblouissant des chiffres ont été choisis afin de polir les petites lacunes humaines.

Avec la Braun control, Braun vous fait profiter d'une longue expérience dans l'électronique, bien antérieure à la naissance des calculatrices électroniques de poche.

C'est pourquoi, Braun vous la garantit pendant deux ans.



Calculatrice Braun control : le calcul plus sûr.

BRAUN

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier vol de la semaine : 10 heures 15 - Arrivée : 13 h 45. Tous les vols quotidiens de part et d'autre : 12 h 15 - Arrivée : 15 h 30.

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 10 h 45 - Arrivée : 13 h 35.

Chicago sans escale.

Le seul vol direct quotidien. Départ : 13 h 45 - Arrivée : 19 h 05 (sans escale à partir du 10 juin).

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale. Départ : 12 h 45 - Arrivée : 15 h 30.

Los Angeles

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien vers le Pôle. Départ : 11 h 40 - Arrivée : 16 h 10.



N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

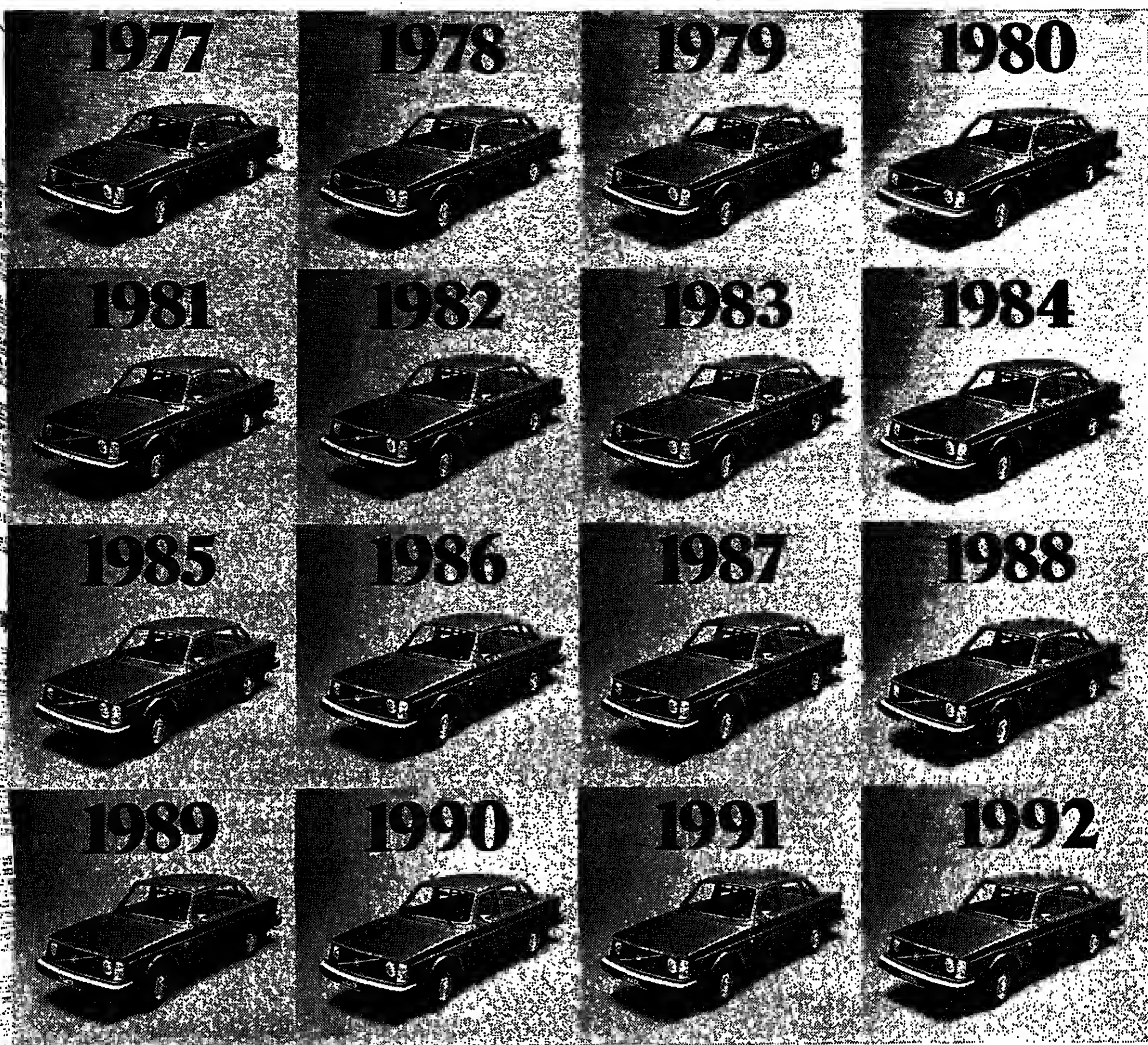
AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB

Sélection de notre nouvelle brochure

HAITI 2.800 F 9j. sem. sup. 580 F (départ tous les mercredis de Genève)  
BANGKOK/PATTAYA 3.380 F 11j. sem. sup. 441 F (départ tous les samedis de Paris)  
BALI 4.100 F 10j. sem. sup. 400 F (départ tous les vendredis de Paris)

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Je désire recevoir gratuitement votre brochure. Lc. A 744





# Divisez son prix par 16.

Pour la "Swedish Motor Vehicle Inspection Company", l'espérance de vie d'une Volvo est de 16 ans 6 mois environ. Cette étude statistique porte sur les voitures en circulation en Suède, où les conditions climatiques sont particulièrement rudes. Le plus étonnant dans cette étude, c'est sans doute l'écart séparant Volvo de la marque classée deuxième.

Pour Volvo, la robustesse et la longévité ne sont qu'une résultante. Le seul objectif, c'est la sécurité.

Pour avoir une voiture plus sûre, nous faisons une voiture plus nerveuse : la 244 DL a un couple maximum situé vers 3.000 tours/min. Elle possède ainsi beaucoup de chevaux "en bas".

Pour avoir une voiture plus sûre, nous

faisons une voiture plus confortable.

Avec les meilleurs sièges possibles, comprenant même un réglage lombaire.

Pour avoir une voiture plus sûre, nous faisons une voiture qui garde ses qualités.

C'est ainsi qu'une Volvo de 16 ans et 6 mois reste une voiture sûre. Série 240 : à partir de 36.320 F. Prix au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Pour recevoir une documentation, envoyez ce coupon-réponse à Volvo Automobiles, BP 45, 78130 Les Mureaux.

Nom

Adresse

**VOLVO** M7

Consommation à 90 km/h : 8,6 l, à 120 km/h : 11,8 l, Parcours urbain : 13,4 l. Frais de transport et de mise à la route : 780 F. Crédit CGL, bail avec option achat CGL.



## SPORTS

### KARATÉ

#### La génération des experts comptables

Malgré deux titres individuels obtenus par Sôdane (poids légers) et Montiel (lourds), l'équipe de France de karaté (huit médailles) n'a pu retrouver une réelle suprématie aux 13<sup>es</sup> championnats d'Europe disputés les 21 et 22 mai au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris. Neuf nations ont eu accès au podium : l'Angleterre (sept médailles), dont le titre par équipes, l'Italie et les Pays-Bas (trois médailles), l'Autriche et l'Espagne (deux médailles), la République fédérale allemande, l'Écosse et le Luxembourg, troisième de l'épreuve par équipes, ce qui illustre bien le nivellement des valeurs.

Exception faite de quelques combats de poids lourds et de certaines finales, l'aspect du buke, qui imprègne durant plusieurs années tant de combattants japonais, ne fut pas souvent au rendez-vous de ces championnats d'experts-comptables en karaté. Sans remonter aux samouraïs, qui auraient été scandalisés par le comportement dans les arènes par équipes de ces karatékas fuyant au quatre coins du tatami dès qu'ils avaient un avantage (waza aru) à leur service, on cherche en vain parmi le certain de compétiteurs un digne émule de Deminque Valéra, voire de Guy Savvin, qui menaient leurs combats soigneusement en exerçant sur leurs adversaires un ascendant psychologique sensible pour le plus profane des spectateurs.

Depuis la retraite de Dominique Valéra, en 1975, et de ses partenaires, qui furent champions du monde par équipes, en 1972, le Fédération française de karaté et arts martiaux affiliés (F.F.K.A.M.A.), se trouve confrontée à deux phénomènes apparemment contradictoires : progression des effectifs et du niveau moyen des licenciés, mais disparition d'une véritable élite.

En fait, on peut se demander si ce phénomène, constaté aussi dans d'autres sports, comme le tennis, n'est pas au contraire un révélateur logique des progrès enregistrés dans les méthodes d'entraînement et des conditions de préparation à la compétition. Il faut en effet constater que, dans la plupart des sports, les champions s'accroissent de plus en plus de la facilité et ont même besoin d'une certaine adversité pour se révéler, se forger, et exprimer un tempérament. Art martial, le karaté échappe moins que d'autres à cette règle.

#### Soixante-mille licenciés

Avec soixante mille licenciés, mille deux cents clubs et autant d'enseignants, dont cinq cents ont le diplôme d'Etat, le karaté dispose désormais en France de structures comparables avec celles des années 60 où il fut introduit en Europe. Henri Péro, qui fut le premier président de la Fédération française de karaté et de boxe libre, et Dominique Valéra découvrirent et durent même apprendre le karaté

dans des ouvrages japonais traduits à grande frais. Longtemps centrés à un travail personnel, les apprentis et s'élevaient d'autant plus de profit des premiers stages ou séjours en France de quelques grands maîtres japonais comme Oshimo ou Kase.

« Quand un maître nous montrait un mouvement ou nous corrigait sans un mot une position, raconte Guy Savvin, le directeur technique national, il était même inconcevable de lui demander une explication. C'était à nous de méditer la perle. » Ces méthodes d'enseignement et les contacts diversifiés avec des maîtres représentatifs de plusieurs écoles amenaient inévitablement les meilleurs karatékas français à un réflexe qui favorisait la découverte et l'adaptation des techniques convenant le mieux à leur propre tempérament.

« Comme tous les arts martiaux le karaté est un domaine où se révèle la personnalité de chacun, estime Guy Savvin. Pour tendre à la perfection, vous devez avoir votre opinion et ne pas suivre à la lettre ou copier strictement ce qu'exécute quelqu'un d'autre. On a copié maintes fois le Jédoe et pourtant il n'y en a qu'un. »

Aujourd'hui le karaté est devenu en France un sport de masse. Pour faciliter son développement la F.F.K.A.M.A. a développé à son directeur technique, Guy Savvin, d'élaborer une méthode française en tenant la plus large compte du tempérament et de la morphologie des Occidentaux (1).

En optant résolument pour la compétition, la F.F.K.A.M.A. a donc mis au point une méthode avec tout axée sur la recherche de l'efficacité en combat qui néglige quelque peu l'essentiel de la philosophie des arts martiaux. Dès lors tout-il s'efforce si on assiste à une certaine dépersonnalisation des nouvelles générations de karatékas et à la disparition des « samouraïs » au profit des experts-comptables, plus préoccupés par la victoire que par une réelle démonstration de leur supériorité.

GERARD ALBOUY.

(1) Karaté : la technique, la tactique, l'entraînement, par Frank Morvan-Denève et Guy Savvin. Editions Robert Laffont, 235 p., 40 F.

### AUTOMOBILISME

#### La consécration de Jody Scheckter et de Walter Wolf

De notre envoyé spécial

Monaco. — La recette pour construire une bonne voiture de course de formule 1 est apparemment simple. Vous prenez un ou deux ingénieurs dans les capacités correspondant à leur réputation, vous leur demandez de concevoir une voiture qui ne connaisse rien de nouveau, vous achetez quelques moteurs Cosworth, comme le fait la plupart des constructeurs de formule 1, et vous engagez une équipe de mécaniciens compétents qui convient de placer sous la responsabilité d'un chef expérimenté. Tous ces éléments réunis, à qualité d'Autriche sans un sou en poche pour s'installer au Canada, où il a fait fortune dans les ferages sous-marins. Comme il aime bien le sport automobile, et que la course est dans le sang, le meilleur moyen pour un industriel de se faire un nom et de sortir de l'anonymat du monde des affaires, Walter Wolf mène son équipe de la sorte.

« Ferrari, comme pas ! » « A quelques nuances près, c'est ainsi qu'il procède Walter Wolf, constructeur de la voiture du Sud-Africain Jody Scheckter, vainqueur dimanche 23 mai du Grand Prix de Monaco. Il manie cependant à ses tableaux, ville française une touche essentielle. Il s'agit de l'argent. Apparemment, et jusqu'à preuve du contraire, ce n'est pas un problème trop préoccupant pour Walter Wolf. Il a quitté l'Autriche sans un sou en poche pour s'installer au Canada, où il a fait fortune dans les ferages sous-marins. Comme il aime bien le sport automobile, et que la course est dans le sang, le meilleur moyen pour un industriel de se faire un nom et de sortir de l'anonymat du monde des affaires, Walter Wolf mène son équipe de la sorte.

En quelques mois, la Wolf passe de la planche à dessin à la concrétisation sur quatre roues. L'argent facilite d'ailleurs les choses. La Wolf est classique, ne recèle aucune solution originale, aucune innovation, mais toutes ses pièces ont été réalisées avec soin, avec aussi ce qui se fait de mieux en allages et matériaux coûteux. Et, sur la balance, elle accuse le poids minimum. C'est un premier succès.

#### Une sorte de gadget

La chance est d'ailleurs au rendez-vous. L'un des meilleurs pilotes du monde, Jody Scheckter, a rejoint son équipe avec Ken Tyrrell, son constructeur. Les deux hommes, pour beaucoup de raisons, ont décidé de se séparer. Incompatibilité d'humeur et d'indépendance, Scheckter veut gagner beaucoup d'argent. Wolf en a et

il sait aller droit au but. Une fois qu'il a pris connaissance de l'équipe réunie par Wolf, Jody Scheckter a ce qu'il faut de deuxième sens pour penser que la voiture sera réussie. Elle roule pour la première fois à la fin de 1976 et reçoit le baptême de la course le 9 janvier en Argentine, à l'occasion du premier grand prix de l'année.

Personne à l'époque ne croit vraiment aux chances de Walter Wolf. Le monde de la course est volontiers conservateur, et les nouveautés venues tout à fait d'un autre monde sont accueillies avec circonspection. L'opinion qui prévaut est que Walter Wolf, comme d'autres avant lui, s'est offert une sorte de gadget, un beau jouet, et qu'il y renoncera dès qu'il prendra conscience des difficultés à surmonter. Chacun a encore en mémoire l'expérience vécue par un autre pilote fortuné, Lord Hesketh (1), venu à la course comme Walter Wolf, et qui a dû changer de méthode, et même un temps renoncer après avoir dépensé une belle fortune.

En somme, Wolf est attendu au tournant. On sait qu'il a les moyens de ses ambitions (le budget d'une saison de formule 1 tourne autour de 5 millions de francs). Mais, de l'avis général, ce n'est pas suffisant pour espérer rompre des lances avec les grands noms de la compétition : Lotus, McLaren, Brabham, Tyrrell. Eux ont un passé, de l'expérience, des références.

#### Pour sa première course

Il faut croire que le nouveau venu n'est cependant pas de ceux auxquels on cloue le bec. Fait sans précédent, pour sa première course, la voiture gagne à Buenos Aires. Lotus, McLaren, Brabham, Tyrrell, eux ont un passé, de l'expérience, des références.

Naturellement, Jody Scheckter et Walter Wolf ne partagent pas ces sentiments. Ils savent que la voiture est bien née, qu'elle a une relative simplicité, un potentiel de premier ordre, et ils sont sûrs de pouvoir le prouver par la suite. Pendant trois mois, Scheckter se bagarre aux avant-postes sans victoire vraiment en vue. Le 3 avril à Long Beach, il a fait le preuve que Mario Andretti et Niki Lauda devaient compter avec lui pour le titre du monde. Wolf avec Lotus et Ferrari, la compagnie est bonne pour un débutant.

FRANÇOIS JANIN.

### BOXE

#### Un beau champion au tapis

De notre envoyé spécial

Monaco. — Parfait curieux que celui du Britannique John Conteh au championnat du monde des poids mi-lourds, version W.B.C. (World Boxing Council). Il a choisi, sans que l'on sache très bien pourquoi, de ne pas défendre son titre samedi 22 mai à Monaco, malgré la promesse d'une prime de 1 million de francs. John Conteh déchu de son titre pour cause de forfait, il a donc fallu trouver un adversaire au dernier moment à Cuello et mettre en jeu un titre devenu vacant.

Le choix s'est porté sur l'Américain Jessie Burnett, âgé de trente et un ans, comme Cuello, déjà candidat au titre de champion du monde des poids mi-lourds qui propose la W.B.A. (World Boxing Association), l'organisation internationale concurrente de la W.B.C. Retenu au pied levé, Jessie Burnett a sans doute commis l'erreur de prêter de ses forces.

Le point faible de ce programme ne tenait que dans la préparation de Burnett. Tout son entraînement avait été établi pour rencontrer Gallindez, le 18 juin, à Johannesburg, titre W.B.A. en jeu. Or il a semblé qu'il lui manquait bien trois semaines de souffler et de se remettre en jambes, et ce n'est, pour l'essentiel, cette lacune dans sa condition physique qui lui a valu une défaite par K.O. à la neuvième reprise.

Jessie Burnett dit volontiers qu'il n'a peur de rien, et c'est sans doute vrai. Le Noir américain a purgé une peine de sept ans de prison pour attaque à main armée et, après le pont-tancier, ce ne sont pas les péripéties de la boxe, championnat du monde ou pas, qui ont de quoi l'impressionner. C'est donc serein, l'air détaché de tout, malgré sa petite forme et les fatigues du déplacement horaire, qu'il arrivait de Los Angeles — qu'il a affronté en Miguel Cuello fin prêt.

Au demeurant, ce n'était pas le seul combat entre les deux boxeurs : Cuello, 173 m, court sur pattes, plus lourd de 2 kilos (78,50), épais, l'air tel qu'un mur, le muscle en largeur, Jessie Burnett, tout en jambes, mais au torse impressionnant, 1,62 m, la main longue grâce à son allonge, fêta, dans le dixième round, d'un point tel d'ailleurs que beaucoup ont cru, au fil des reprises, que Cuello allait s'épuiser à frapper sans cesse sur une cible qui se dérobait, ou reculait sans aucune émotion, bien protégée dans sa garde, les coups de piston du petit Argentin, aussi court en bras que ses jambes.

Le corps en blanc, penché en avant comme s'il entendait mal la tête protégée par le bouclier des longs bras repliés, Burnett a longtemps entretenu l'illusion, et personne n'a même pu se rendre compte qu'il était déjà par une côte blessée. A la quatrième reprise, Miguel Cuello, déjà bien marqué au visage, parvint à saisir un crochet droit. Il était comploté, et à ce moment-là, peu nombreux étaient ceux qui pensaient encore qu'il pourrait trouver la faille dans la garde de son adversaire. Cuello allait au-devant de bien des déconvenues. C'est pourtant un assureur tout autant généreux et désordonné que les précédents qui allait prendre en défaut Burnett. Une série de coups de deux mains l'expulsaient dans les cordes et au tapis. Miguel Cuello était champion du monde.

Mais s'il rencontre à nouveau le Noir américain, cette fois fin prêt, avec le souffle pour tenir quinze reprises, il est possible que l'issue du combat soit différente. C'est, en tout cas, un beau champion qui est tombé samedi soir à Monaco. — P.J.

### CYCLISME

#### Van Springel comme Bernard Gauthier

Vainqueur de Bordeaux-Paris pour la quatrième fois, Belge Herman Van Springel prolonge la tradition des Jours marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

En gagnant à nouveau ce derby, dimanche 22 mai, l'rouleur flamand, qu'on tenait naguère pour un champion marathoniens du vélo et des temps où cette épreuve au pavé se pratiquait sur des routes pavées de cailloux. Il justifia sa raison de subsister alors qu'elle souffre d'une défectuosité profonde auprès d'une majorité de professionnels installés dans un système de facilité.

## LES RÉSULTATS

### Automobilisme

**GRAND PRIX DE MONACO**  
1. Scheckter (Wolf Ford), 1 h. 57 min. 32 sec. 77 (moyenne horaire 120,119 km-h.). 2. Piquet (Williams), 1 h. 57 min. 32 sec. 60. 3. Reutemann (Ferrari), 1 h. 58 min. 23 sec. 57. 4. Mass (Lotus), 1 h. 58 min. 27 sec. 37. 5. Classification provisoire en championnat du monde des conducteurs : 1. Scheckter, 25 pts ; 2. Piquet, 22 ; 3. Reutemann, 22 ; 4. Andretti, 22 ; 5. Villeneuve, 22 ; 6. Fittipaldi, 22 ; 7. Hunt, 22 ; 8. Arnoux, 22 ; 9. Prost, 22 ; 10. Depailler, 22 ; 11. Boutsis, 22 ; 12. Pons, 22 ; 13. Cheever, 22 ; 14. Jones, 22 ; 15. Suter, 22 ; 16. Brabham, 22 ; 17. Watson, 22 ; 18. Foyte, 22 ; 19. Barron, 22 ; 20. Roberts, 22 ; 21. Stiller, 22 ; 22. Laffite, 22 ; 23. Agnelli, 22 ; 24. Pescarolo, 22 ; 25. Guzanzi, 22 ; 26. Badoer, 22 ; 27. Dornbush, 22 ; 28. Nardi, 22 ; 29. de Cesaris, 22 ; 30. Longo, 22 ; 31. Divo, 22 ; 32. Giacomini, 22 ; 33. Biondani, 22 ; 34. Zonta, 22 ; 35. Capelli, 22 ; 36. Fagnola, 22 ; 37. Fréchet, 22 ; 38. Badoer, 22 ; 39. Badoer, 22 ; 40. Badoer, 22 ; 41. Badoer, 22 ; 42. Badoer, 22 ; 43. Badoer, 22 ; 44. Badoer, 22 ; 45. Badoer, 22 ; 46. Badoer, 22 ; 47. Badoer, 22 ; 48. Badoer, 22 ; 49. Badoer, 22 ; 50. Badoer, 22 ; 51. Badoer, 22 ; 52. Badoer, 22 ; 53. Badoer, 22 ; 54. Badoer, 22 ; 55. Badoer, 22 ; 56. Badoer, 22 ; 57. Badoer, 22 ; 58. Badoer, 22 ; 59. Badoer, 22 ; 60. Badoer, 22 ; 61. Badoer, 22 ; 62. Badoer, 22 ; 63. Badoer, 22 ; 64. Badoer, 22 ; 65. Badoer, 22 ; 66. Badoer, 22 ; 67. Badoer, 22 ; 68. Badoer, 22 ; 69. Badoer, 22 ; 70. Badoer, 22 ; 71. Badoer, 22 ; 72. Badoer, 22 ; 73. Badoer, 22 ; 74. Badoer, 22 ; 75. Badoer, 22 ; 76. Badoer, 22 ; 77. Badoer, 22 ; 78. Badoer, 22 ; 79. Badoer, 22 ; 80. Badoer, 22 ; 81. Badoer, 22 ; 82. Badoer, 22 ; 83. Badoer, 22 ; 84. Badoer, 22 ; 85. Badoer, 22 ; 86. Badoer, 22 ; 87. Badoer, 22 ; 88. Badoer, 22 ; 89. Badoer, 22 ; 90. Badoer, 22 ; 91. Badoer, 22 ; 92. Badoer, 22 ; 93. Badoer, 22 ; 94. Badoer, 22 ; 95. Badoer, 22 ; 96. Badoer, 22 ; 97. Badoer, 22 ; 98. Badoer, 22 ; 99. Badoer, 22 ; 100. Badoer, 22 ; 101. Badoer, 22 ; 102. Badoer, 22 ; 103. Badoer, 22 ; 104. Badoer, 22 ; 105. Badoer, 22 ; 106. Badoer, 22 ; 107. Badoer, 22 ; 108. Badoer, 22 ; 109. Badoer, 22 ; 110. Badoer, 22 ; 111. Badoer, 22 ; 112. Badoer, 22 ; 113. Badoer, 22 ; 114. Badoer, 22 ; 115. Badoer, 22 ; 116. Badoer, 22 ; 117. Badoer, 22 ; 118. Badoer, 22 ; 119. Badoer, 22 ; 120. Badoer, 22 ; 121. Badoer, 22 ; 122. Badoer, 22 ; 123. Badoer, 22 ; 124. Badoer, 22 ; 125. Badoer, 22 ; 126. Badoer, 22 ; 127. Badoer, 22 ; 128. Badoer, 22 ; 129. Badoer, 22 ; 130. Badoer, 22 ; 131. Badoer, 22 ; 132. Badoer, 22 ; 133. Badoer, 22 ; 134. Badoer, 22 ; 135. Badoer, 22 ; 136. Badoer, 22 ; 137. Badoer, 22 ; 138. Badoer, 22 ; 139. Badoer, 22 ; 140. Badoer, 22 ; 141. Badoer, 22 ; 142. Badoer, 22 ; 143. Badoer, 22 ; 144. Badoer, 22 ; 145. Badoer, 22 ; 146. Badoer, 22 ; 147. Badoer, 22 ; 148. Badoer, 22 ; 149. Badoer, 22 ; 150. Badoer, 22 ; 151. Badoer, 22 ; 152. Badoer, 22 ; 153. Badoer, 22 ; 154. Badoer, 22 ; 155. Badoer, 22 ; 156. Badoer, 22 ; 157. Badoer, 22 ; 158. Badoer, 22 ; 159. Badoer, 22 ; 160. Badoer, 22 ; 161. Badoer, 22 ; 162. Badoer, 22 ; 163. Badoer, 22 ; 164. Badoer, 22 ; 165. Badoer, 22 ; 166. Badoer, 22 ; 167. Badoer, 22 ; 168. Badoer, 22 ; 169. Badoer, 22 ; 170. Badoer, 22 ; 171. Badoer, 22 ; 172. Badoer, 22 ; 173. Badoer, 22 ; 174. Badoer, 22 ; 175. Badoer, 22 ; 176. Badoer, 22 ; 177. Badoer, 22 ; 178. Badoer, 22 ; 179. Badoer, 22 ; 180. Badoer, 22 ; 181. Badoer, 22 ; 182. Badoer, 22 ; 183. Badoer, 22 ; 184. Badoer, 22 ; 185. Badoer, 22 ; 186. Badoer, 22 ; 187. Badoer, 22 ; 188. Badoer, 22 ; 189. Badoer, 22 ; 190. Badoer, 22 ; 191. Badoer, 22 ; 192. Badoer, 22 ; 193. Badoer, 22 ; 194. Badoer, 22 ; 195. Badoer, 22 ; 196. Badoer, 22 ; 197. Badoer, 22 ; 198. Badoer, 22 ; 199. Badoer, 22 ; 200. Badoer, 22 ; 201. Badoer, 22 ; 202. Badoer, 22 ; 203. Badoer, 22 ; 204. Badoer, 22 ; 205. Badoer, 22 ; 206. Badoer, 22 ; 207. Badoer, 22 ; 208. Badoer, 22 ; 209. Badoer, 22 ; 210. Badoer, 22 ; 211. Badoer, 22 ; 212. Badoer, 22 ; 213. Badoer, 22 ; 214. Badoer, 22 ; 215. Badoer, 22 ; 216. Badoer, 22 ; 217. Badoer, 22 ; 218. Badoer, 22 ; 219. Badoer, 22 ; 220. Badoer, 22 ; 221. Badoer, 22 ; 222. Badoer, 22 ; 223. Badoer, 22 ; 224. Badoer, 22 ; 225. Badoer, 22 ; 226. Badoer, 22 ; 227. Badoer, 22 ; 228. Badoer, 22 ; 229. Badoer, 22 ; 230. Badoer, 22 ; 231. Badoer, 22 ; 232. Badoer, 22 ; 233. Badoer, 22 ; 234. Badoer, 22 ; 235. Badoer, 22 ; 236. Badoer, 22 ; 237. Badoer, 22 ; 238. Badoer, 22 ; 239. Badoer, 22 ; 240. Badoer, 22 ; 241. Badoer, 22 ; 242. Badoer, 22 ; 243. Badoer, 22 ; 244. Badoer, 22 ; 245. Badoer, 22 ; 246. Badoer, 22 ; 247. Badoer, 22 ; 248. Badoer, 22 ; 249. Badoer, 22 ; 250. Badoer, 22 ; 251. Badoer, 22 ; 252. Badoer, 22 ; 253. Badoer, 22 ; 254. Badoer, 22 ; 255. Badoer, 22 ; 256. Badoer, 22 ; 257. Badoer, 22 ; 258. Badoer, 22 ; 259. Badoer, 22 ; 260. Badoer, 22 ; 261. Badoer, 22 ; 262. Badoer, 22 ; 263. Badoer, 22 ; 264. Badoer, 22 ; 265. Badoer, 22 ; 266. Badoer, 22 ; 267. Badoer, 22 ; 268. Badoer, 22 ; 269. Badoer, 22 ; 270. Badoer, 22 ; 271. Badoer, 22 ; 272. Badoer, 22 ; 273. Badoer, 22 ; 274. Badoer, 22 ; 275. Badoer, 22 ; 276. Badoer, 22 ; 277. Badoer, 22 ; 278. Badoer, 22 ; 279. Badoer, 22 ; 280. Badoer, 22 ; 281. Badoer, 22 ; 282. Badoer, 22 ; 283. Badoer, 22 ; 284. Badoer, 22 ; 285. Badoer, 22 ; 286. Badoer, 22 ; 287. Badoer, 22 ; 288. Badoer, 22 ; 289. Badoer, 22 ; 290. Badoer, 22 ; 291. Badoer, 22 ; 292. Badoer, 22 ; 293. Badoer, 22 ; 294. Badoer, 22 ; 295. Badoer, 22 ; 296. Badoer, 22 ; 297. Badoer, 22 ; 298. Badoer, 22 ; 299. Badoer, 22 ; 300. Badoer, 22 ; 301. Badoer, 22 ; 302. Badoer, 22 ; 303. Badoer, 22 ; 304. Badoer, 22 ; 305. Badoer, 22 ; 306. Badoer, 22 ; 307. Badoer, 22 ; 308. Badoer, 22 ; 309. Badoer, 22 ; 310. Badoer, 22 ; 311. Badoer, 22 ; 312. Badoer, 22 ; 313. Badoer, 22 ; 314. Badoer, 22 ; 315. Badoer, 22 ; 316. Badoer, 22 ; 317. Badoer, 22 ; 318. Badoer, 22 ; 319. Badoer, 22 ; 320. Badoer, 22 ; 321. Badoer, 22 ; 322. Badoer, 22 ; 323. Badoer, 22 ; 324. Badoer, 22 ; 325. Badoer, 22 ; 326. Badoer, 22 ; 327. Badoer, 22 ; 328. Badoer, 22 ; 329. Badoer, 22 ; 330. Badoer, 22 ; 331. Badoer, 22 ; 332. Badoer, 22 ; 333. Badoer, 22 ; 334. Badoer, 22 ; 335. Badoer, 22 ; 336. Badoer, 22 ; 337. Badoer, 22 ; 338. Badoer, 22 ; 339. Badoer, 22 ; 340. Badoer, 22 ; 341. Badoer, 22 ; 342. Badoer, 22 ; 343. Badoer, 22 ; 344. Badoer, 22 ; 345. Badoer, 22 ; 346. Badoer, 22 ; 347. Badoer, 22 ; 348. Badoer, 22 ; 349. Badoer, 22 ; 350. Badoer, 22 ; 351. Badoer, 22 ; 352. Badoer, 22 ; 353. Badoer, 22 ; 354. Badoer, 22 ; 355. Badoer, 22 ; 356. Badoer, 22 ; 357. Badoer, 22 ; 358. Badoer, 22 ; 359. Badoer, 22 ; 360. Badoer, 22 ; 361. Badoer, 22 ; 362. Badoer, 22 ; 363. Badoer, 22 ; 364. Badoer, 22 ; 365. Badoer, 22 ; 366. Badoer, 22 ; 367. Badoer, 22 ; 368. Badoer, 22 ; 369. Badoer, 22 ; 370. Badoer, 22 ; 371. Badoer, 22 ; 372. Badoer, 22 ; 373. Badoer, 22 ; 374. Badoer, 22 ; 375. Badoer, 22 ; 376. Badoer, 22 ; 377. Badoer, 22 ; 378. Badoer, 22 ; 379. Badoer, 22 ; 380. Badoer, 22 ; 381. Badoer, 22 ; 382. Badoer, 22 ; 383. Badoer, 22 ; 384. Badoer, 22 ; 385. Badoer, 22 ; 386. Badoer, 22 ; 387. Badoer, 22 ; 388. Badoer, 22 ; 389. Badoer, 22 ; 390. Badoer, 22 ; 391. Badoer, 22 ; 392. Badoer, 22 ; 393. Badoer, 22 ; 394. Badoer, 22 ; 395. Badoer, 22 ; 396. Badoer, 22 ; 397. Badoer, 22 ; 398. Badoer, 22 ; 399. Badoer, 22 ; 400. Badoer, 22 ; 401. Badoer, 22 ; 402. Badoer, 22 ; 403. Badoer, 22 ; 404. Badoer, 22 ; 405. Badoer, 22 ; 406. Badoer, 22 ; 407. Badoer, 22 ; 408. Badoer, 22 ; 409. Badoer, 22 ; 410. Badoer, 22 ; 411. Badoer, 22 ; 412. Badoer, 22 ; 413. Badoer, 22 ; 414. Badoer, 22 ; 415. Badoer, 22 ; 416. Badoer, 22 ; 417. Badoer, 22 ; 418. Badoer, 22 ; 419. Badoer, 22 ; 420. Badoer, 22 ; 421. Badoer, 22 ; 422. Badoer, 22 ; 423. Badoer, 22 ; 424. Badoer, 22 ; 425. Badoer, 22 ; 426. Badoer, 22 ; 427. Badoer, 22 ; 428. Badoer, 22 ; 429. Badoer, 22 ; 430. Badoer, 22 ; 431. Badoer, 22 ; 432. Badoer, 22 ; 433. Badoer, 22 ; 434. Badoer, 22 ; 435. Badoer, 22 ; 436. Badoer, 22 ; 437. Badoer, 22 ; 438. Badoer, 22 ; 439. Badoer, 22 ; 440. Badoer, 22 ; 441. Badoer, 22 ; 442. Badoer, 22 ; 443. Badoer, 22 ; 444. Badoer, 22 ; 445. Badoer, 22 ; 446. Badoer, 22 ; 447. Badoer, 22 ; 448. Badoer, 22 ; 449. Badoer, 22 ; 450. Badoer,



PRESSE

IDÉES

AVANT L'ÉCHÉANCE POLITIQUE DE 1978

# Les journalistes C.F.D.T. ont situé le rôle de l'information dans une perspective autogestionnaire

Grenoble. — Le style du Syndicat des journalistes français (S.J.F.) est marqué par la jeunesse et l'ardeur de la plupart de ses militants. Au congrès de Grenoble, qui s'est achevé le 22 mai, la moyenne d'âge des participants était à peine supérieure à trente ans.

Nous, son rapport d'activité. Noël Monier, secrétaire général, a précisé que plus du tiers des adhérents actuels avaient été recrutés entre 1975 et le début 1977. Le cap des deux mille membres devant être franchi avant la fin de cette année.

Monier, considérant que l'autonomie syndicale n'a plus raison d'être — a affirmé sommairement la « vocation majeure » de son organisation.

Le secrétaire général a mis, autre part, l'accent sur la gravité de la situation de l'emploi dans la profession, qui compte 1950 chômeurs (14 %).

Il a rappelé l'aboutissement, en 1976, de longues négociations menées par l'U.N.S.J. avec les patrons de presse pour la nouvelle convention collective. Il a plaidé l'avenir d'une nécessaire « union des grilles de solidarité » et la diversité est à l'image de l'hétérogénéité de la profession.

Il a souligné les progrès réalisés en ce qui concerne le minimum national, « les objectifs fixés en 1976 sont d'actualité car ils n'ont été avancés », a-t-il déclaré.

M. Monier a enfin évoqué l'induction des nouveaux matériels techniques, à partir de laquelle il s'agit de décomposer le travail pour faire de nouveaux « outils ». « La réflexion doit aller », a dit le secrétaire général, « au-delà de la simple introduction des matériels, la finalité de l'opération ».

Mais l'importance capitale de ce problème technique, comme l'a marqué un congressiste à la tribune, n'éveille encore que trop d'intérêt chez la plupart des journalistes. Cette préoccupation apparaît dans une résolution prise, qui prend la dimension de cette révolution technique pour l'inscrire dans la stratégie que propose le S.J.F. : la perspective de la libération de l'information (de *Monde*, 22-23 mai).

Pour ce dernier point, le congrès

De notre envoyé spécial

n'a pas suivi la thèse « extrême » qui consistait en doute la possibilité actuelle d'information, « sans qu'il y ait obligatoirement complaisance ou complaisance », comme l'avait dit un participant. En ce qui concerne la déontologie professionnelle, « une loi devrait protéger le journaliste afin que ses sources d'information puissent être tenues secrètes tout vis-à-vis de la hiérarchie à l'intérieur de l'entreprise, que vis-à-vis de la justice et de la police ».

Une des autres idées-forces de ce congrès est la volonté d'unité d'action des journalistes C.F.D.T., voire d'unité structurelle, avec l'ensemble des travailleurs de l'information — donc avec les ou-

viens du Livre — projet que préfigure la P.T.A.A.C. (Fédération des travailleurs de l'information, de l'audio-visuel et de l'action culturelle).

M. Michel Rolant, secrétaire national représentant la confédération, a qualifié l'information d'« enjeu stratégique de première importance dans la bataille politique qui s'est engagée dans le pays ». Au sujet de la grève du 24 mai, il a souligné l'importance sans précédent de l'unité d'action, et les répercussions que cette unité devrait avoir sur l'opinion.

Dans la perspective des élections de 1978, plusieurs congressistes ont demandé qu'un congrès exceptionnel du S.J.F.-C.F.D.T. soit organisé l'an prochain.

CLAUDE DURIEUX.

## PARMI LES RÉSOLUTIONS

Plusieurs motions et résolutions ont été adoptées dimanche 22 mai par le congrès de Grenoble.

Les journalistes du syndicat C.F.D.T. « ne veulent acquiescer pour eux-mêmes ni pouvoir ni contre-pouvoir », mais d'abord affirmer que « seule une information libre est capable d'empêcher un pouvoir de se livrer à des abus et de peser sur la réalisation du socialisme autogestionnaire », déclare celle consacrée à la libération de l'information.

Sans qu'il soit question d'« accorder à un groupe privilégié (...) le contrôle exclusif de l'information » dans la perspective de la société socialiste de demain, la notion d'équipe rédactionnelle prise par le congrès « traduit la volonté des journalistes de défendre et de développer leurs droits face au pouvoir et aux patrons ».

L'instauration d'un statut des entreprises de presse à but non lucratif et d'un secteur d'imprimeries socialistes s'inscrit dans la même ligne d'orientation. Enfin, le congrès demande au conseil national du S.J.F. de définir un programme d'action qui devra être présenté au colloque qu'organise en décembre prochain la confédération C.F.D.T. sur le thème « Quelle politique de l'information ? ».

La motion sur l'action revendicative affirme notamment que « quel que soit le résultat des élections législatives de mars 1978, les journalistes de la C.F.D.T. ne mettront pas

leurs revendications en veilleuse » et que « les actions concernant les salaires, l'emploi, les conditions de travail des journalistes, doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique commune à l'ensemble des personnels ».

Ce texte analyse également les principaux points de litige entre patrons et journalistes concernant l'introduction de techniques nouvelles, qui surqualifient et déqualifient à la fois les journalistes. Il propose la constitution d'un groupe permanent de travail sur ce sujet et exige que ces problèmes fassent l'objet d'une négociation avec les patrons de presse.

La résolution sur la pratique syndicale préconise la création de sections intercatégorielles dans les entreprises et met l'accent sur l'importance du comité d'entreprise. Il est demandé où « les différentes catégories de travailleurs peuvent réaliser l'unité d'action ».

En revanche, « la section C.F.D.T. doit être attentive au fait que toute forme de cooptation ou de participation n'est pas sans conséquences graves : démobilité des travailleurs, risque de déplacement de terrain des luttes », etc.

Plaidant en faveur d'un regroupement syndical de tous les travailleurs de l'information, y compris le Livre, le S.J.F. affirme enfin que « l'union nationale des syndicates de journalistes reste un moyen de faire aboutir nos revendications ».

## Maurice Clavel défend « ce juif de Socrate »

(Suite de la première page.)

On répète la formule célèbre : « Connais-toi toi-même » et on la commente indéfiniment. Sans comprendre qu'on ne peut se connaître que dans le miroir de Dieu. « C'est en dirigeant notre âme vers Dieu que nous nous connaissons le mieux », disait Socrate, ou encore : « Je suis au service de Dieu ». Le « Charmide » est la mise à mort, par Socrate, de toute sagesse spéculative. Le seul moyen de se connaître est de diriger son âme vers un Dieu qui nous délivre de la « ratta », de la raison. « Je suis un homme », ajoutait-il, et non un sage : c'est pour cela que je suis moi. Ce refus de tout enseignement était l'aspect négatif d'une action purement spirituelle et libératrice. « Ce qui est beau, ce qui est bien, c'est de sauver autrui et d'être sauvé par soi-même, lui faire dire Platon dans le « Gorgias ». Il n'a jamais « accouché » d'aucune science, d'aucune connaissance : il aide autrui à exister en soutenant que lui-même n'est rien.

Cette découverte de la vraie « figure » de Socrate s'opère à travers tout un itinéraire, qui permet de retracer la lecture attentive de l'œuvre mythique de Platon. Sa pensée est aussi méconnue que celle de Socrate. On voit en lui le philosophe des idées, qui remonte du monde sensible au monde intelligible par une dialectique ascendante et qui en revient par une dialectique descendante. En réalité, l'influence de Socrate fut d'abord prépondérante. Le point de départ de la philosophie platonicienne a été la morale et de la justice, de l'individu et de la Cité. Le premier et fondamental sentiment de Platon a été celui de quelque chose d'éternel, d'un « résidu transcendant » qui ne se laisse pas réduire à un système. La théorie des idées n'est qu'un moment qui finit par basculer dans le réalisme d'un transcendant ineffable, le Bien l'Un-Bien, qui ne peut être qu'un Dieu unique : c'est un réalisme métaphysique de type existentiel et mystique. L'éclat de feu dans le mythe de la caverne implique un élément transcendant, la lumière, le Soleil qui est lui-même le symbole de la vraie transcendance.

En somme, Platon cherche une

garantie ontologique à la dimension de l'homme révélé par Socrate. Plus tard, dans le « Théétète » et le « Parménide », il ira jusqu'à critiquer et tressailler sa théorie des idées, à reconnaître que le monde sensible est connaissable et à retrouver le Soleil de la « République » en voyant dans l'Être la source invisible du monde et du savoir sans être objet de savoir lui-même. Il faudra attendre ses dernières œuvres, le « Philèbe », le « Timée », « les Lois », pour qu'il croie enfin découvrir la sagesse en éliminant Socrate. Mais en fait presque tout le platonisme a été imprégné de l'inspiration socratique, au point que Jambet a pu justement écrire que Platon ne cherche pas la connaissance, mais ce que la connaissance cache.

### Une explication psychologique

Par-dessous les études techniques, Clavel donne de cet itinéraire platonicien une explication psychologique qui la rend dramatique. Il n'analyse pas seulement le philosophe, mais l'homme, inspiré par Socrate et aspiré par la philosophie. Prétendant la maladie, Platon n'a pas voulu assister au procès de Socrate, tandis que ses autres amis et disciples l'ont fait sans difficulté. L'explication découvre un véritable combat intérieur. Platon pouvait-il être le parfait témoin de Socrate alors que son désir de philosophe grandissait sans cesse ? Il s'est éloigné peu à peu de la pureté socratique, et se serait en quelque sorte ressenti impur en assistant à sa mort.

De « jeune mystique » il est devenu « théologien potéré ». Il est passé du transcendant concret à l'universel abstrait : il a développé un « logos » rigoureux et déjà tyrannique. Il n'y a pas eu proprement de trahison philosophique, mais une sorte de mise de Socrate en philosophie — toujours cependant avec des retours fascinants, fulgurants au vrai Platon, du jeune Platon ami de Socrate. En définitive, il n'a pas été vraiment un philosophe, il a plutôt inventé ce qui sera la philosophie. En cette analyse dramatique, à la fois pensée et vécue, Maurice Clavel a

voulu faire la peinture totale de celui qui avait voué sa vie à Socrate faute de lui avoir voué sa mort.

Comme les autres ouvrages du même auteur, celui-ci se caractérise par son anti-intellectualisme. Pour Maurice Clavel, le christianisme lui-même n'est ni une morale, ni une philosophie, ni une métaphysique, mais une histoire — une histoire de l'Absolu. C'est le vécu de la Révélation, qui n'est pas une doctrine, mais un travail à la fois mystique et charnel. La formation du dogme chrétien s'est faite contre la raison ; ce que celle-ci donne, ce sont des hérissons — une attitude apparaît souvent discutable. Malheureusement, dit-il, la raison est une « révélation naturelle », égale et valable chez tous les hommes, ce qui lui permet d'écrire son « Entretien d'un philosophe chrétien et d'un philosophe chinois ».

Une telle critique cependant, bien que devenue habituelle, relève d'une totale incompréhension. Pour comprendre Clavel, il faut se placer sur son plan. Ce dernier livre, plus encore que les précédents, le révèle à tous ceux qui veulent le comprendre en le lisant. Comme Socrate, il n'est pas un doctrinaire, mais un témoin. Qu'il s'agisse de religion, de philosophie ou de politique, il rend toujours témoignage. Et l'on ne témoigne en vérité que sur le plan spirituel. Les témoins aujourd'hui sont rares, mais l'expérience prouve que ce sont ceux qui touchent le plus d'hommes et le plus profondément.

Maurice Clavel écrit que les diogenes d'années qu'il a passées loin de la « pensée professionnelle » ont fait de lui un « débutant ». Entendons par là quelque chose qui vit dans l'étonnement, qui est toujours en quête, qui ne s'intéresse plus aux discussions communes, mais qui veut témoigner au-delà, c'est-à-dire témoigner de l'homme — de cette « dimension nouvelle » que Socrate et le Christ lui ont apportée, même si elle reste une « énigme ontologique ».

JEAN LACROIX.

Nous l'avons tous lu, ou « Ce juif de Socrate », par Maurice Clavel. Le Seuil 1977, 1 vol., 344 pages, 45 francs.

"J'ai conçu FH 77 comme la formule 1 des eaux de toilette pour hommes."

André Courrèges.



"Je voulais trouver une odeur qui sente bon, une eau de toilette que j'aurais de la joie à porter, un parfum original, puissant et masculin, chaud et enveloppant. Je l'ai appelé FH 77. F comme Formule."

H comme Homme et 77 comme l'année de sa naissance.  
FH 77. Eau de toilette et after-shave : la Formule Homme d'André Courrèges.

parfums courrèges



# ARTS ET SPECTACLES

## LE 30<sup>e</sup> FESTIVAL DE CANNES

SUR « TROIS FEMMES » DE ROBERT ALTMAN

### Le modèle perdu

Au sud-ouest des États-Unis, une femme dessine le monde, peint l'enfer. Ses démons se cachent au fond des papiers, ils bougent, ils crépissent, ils se tordent dans l'eau trépidante et froide où se noient tous ces vieillards qu'une ankylose gagne, que des gardiennes lisses accompagnent, que des serviettes blanches enveloppent comme un premier lin-coul. Les femmes déjà prend le bras de la mort — un couple qui, en ouverture, prépare à d'irréversibles, à de tragiques métamorphoses. Derrière les parois de verre, une adolescente observe et attend, pense : elle sait qu'elle va entrer dans ce camp-aquarium, elle ignore qu'elle va le quitter pour une nouvelle forme de concentration. Dehors répond à d'ad-

qu'une ainsi sur l'affiche qui restitue le film dans sa perspective, se tordent à l'instar, une donc mais, au bout du compte, issue de trois vies, mais née d'un enfantement radical, partagé dans une souffrance commune. En vertige de soi, en perte de modèle, une femme symbolique se démultiplie, puis se regroupe, puis, décapitée, tente une libération complexe. Il résulte de ce « collectif » une étrange, une problématique familière qui marque, au final, trois voix mêlées, brefs dialogues en sourdine sur un silence, sur une absence. Il s'agit de l'absence d'amour : pourquoi les hommes ne sont-ils pas là ? Ils seraient-ils pas là-bas ? Pourquoi sont-ils des figurants, ou des policiers voués aux champs de tir et aux durs ?

Mais l'homme, cette fois, c'est Robert Altman. Son pouvoir est de déléguer, de déchaîner tous les bonheurs et tous les malheurs possibles, d'organiser autour des clameurs, des désastres, des ruines, un règne lucide, puis de dire, souverainement : « Ceci n'est qu'un autre film. » Sa force est de regarder les gens et les choses en face, d'insister et d'imposer la jouissance d'angoisse, puis de faire en sorte qu'un soleil projette une lumière concrète à laquelle personne n'échappe.

YVONNE BABY.

\* Présenté ce lundi 23 mai au complicité, le film de Robert Altman sort le 25 mai à Paris.

### Décomposition de la petite bourgeoisie

Au cours d'une partie de campagne, un dimanche, avec son fils Mario, Giovanni Vivaldi, fonctionnaire romain, tracasé, à coups de pierre, le fils d'un brocheur qu'il vient de peindre. Cette image de chaque pas (on n'a pas l'habitude de s'attarder sur les poissons), mais elle est emblématique d'un caractère que le film de Mario Monicelli (le dernier de la sélection italienne), un bourgeois tout petit, fait apparaître dans une mise en scène psychologique à l'ancienne jusqu'à ce que le récit vive de la comédie du drame.

Giovanni Vivaldi incarne dans sa famille le pouvoir personnel. Il traite sa femme avec dévouement. Bonne pour la cuisine et le ménage, elle n'a pas droit à la parole. Paralytique et muette après le drame (le rôle permet alors à Shelley Winters une performance), elle sera, pourtant, le témoin et l'aidé. D'autre part Giovanni décide de l'avenir de son fils de vingt ans, qui doit se présenter à un concours pour devenir comptable au ministère des travaux publics. Or il travaille lui-même. Afin que Mario soit reçu, le père va jusqu'à entrer dans la franc-maçonnerie. Monicelli décrit avec un humour assez grinçant l'univers de ce petit-bourgeois, baignant dans la médiocrité, servile envers ses supérieurs, opportuniste et guileux. La satire est drôle. Elle ne tirerait pas à conséquence sans l'événement qui atteint Giovanni dans ses affections et ses espoirs, et qui fait tomber le masque de la médiocrité pour révéler une monstruosité de nature. On peut comprendre les raisons personnelles qui déclenchent chez Giovanni une pulsion de vengeance et de meurtre, mais Monicelli les condamne comme une étude sociale pouvant mener à l'effritement d'une occasion — au fascisme ordinaire.

L'acte « naturel » d'assassinat le fils d'un brocheur trouve ses répercussions dans le deuxième acte du film, le plus étonnant (avec quelques moments insoutenables), où Alberto Sordi, en grand acteur, dépasse le problème individuel du père écablé par le sort pour donner le précis de la décomposition de la petite bourgeoisie tout entière. Une fois de plus, une comédie italienne « fait apparaître avec violence les maux de l'Italie.

The Duellists, premier long métrage de l'Anglais Ridley Scott, est tiré d'une nouvelle de Joseph Conrad et met en présence, au cours de la période napoléonienne (1800-1815) deux officiers français. L'un, butor et brasseur hargneux, provoque l'au-

## UN TAXI POUR L'IRLANDE

Avec le Taxi mauve — troisième film de la sélection française, — Yves Boisset a quitté son domaine habituel, celui des ouvrages à résonances politiques, pour faire une cure de romanesque. Changement de genre qui n'a provoqué chez lui aucun changement de style, le réalisateur restant fidèle à sa conception d'un cinéma de forme classique, concret et efficace. On retrouve dans son adaptation l'essence du roman de Michel Déon, à supposer que l'essentiel de l'occurrence soit le dépaysement, la fréquentation d'individus pittoresques et une suite d'événements où l'analyse psychologique tient une place importante. Y retrouve-t-on la tension, l'essence du livre ? C'est moins certain.

Au tour du « narrateur », homme d'âge mûr venu « faire le point » en Irlande à la suite d'un drame familial, et du truculent Teubelmann, grande gueule et fierfi menteur qui vit avec une jeune fille dont on ne sait trop si elle est sa fille ou sa maîtresse, s'agitent des personnages aux aires érudites de mystère. Les destins se croisent, se confrontent, un moment, puis à nouveau se séparent. Chacun a servi de révélateur à l'autre, lui a permis de découvrir sa vérité personnelle. Fils de milliardaire, épouse d'un prince allemand complaisant, Sharon sait désormais que l'amour-passion lui est interdit, qu'elle est condamnée à n'être qu'un séduisant objet de luxe. Jerry, son frère, tourne au contraire le dos à la « jet society » et à la drogue, en se fixant sur la terre de ses ancêtres. Le « narrateur » comprend que le goût de vivre est plus fort en lui que le désespoir. Teubelmann le magnétique retourne à ses tracas, et le bon docteur Seully continue d'acquiescer aux gens du village son optimisme et sa philosophie.

Faisceau d'aventures qui se déroulent dans la splendeur quaternaire des landes irlandaises, scènes de chasse et de buvette, affrontements sentimentaux, drame, humour, folklore : le métier de ce film est riche.

Que peut-on alors reprocher à Yves Boisset ? Sans doute d'avoir voulu peu « mûre à plat » le récit de Déon. Affaire de style, il y avait de la littérature, un romanisme et des accents Fitzgeraldiens, un grain de folie, que, par excès de rigueur (et malgré le caractère littéraire des

### Des Soviétiques en demi-teintes

Choisi pour clore le Semaine de la critique, vingt jours sans guerre, premier film du cinéaste soviétique Alexandre Guerman surprend par sa qualité indiscutable, mais plus encore par sa finesse de perception, sa sensibilité, une maîtrise dans l'expression d'autant plus impressionnante qu'elle ne s'affiche jamais.

Le scénario et les dialogues sont l'œuvre de Constantin Simonov, l'auteur de Jours et Nuits de Stalingrad. Un vieux soldat, quinquagénaire usagé, dévot de métier, recueille en première ligne les confidences de ses camarades de combat. Commandant honorifique, il n'exerce d'autre privilège que celui de ramper avec les autres soldats sur une plage de débarquement, non loin de Stalingrad. L'ennemi subit ses premiers revers, le victoire est incertaine.

Alexandre Guerman nous fait comprendre des les premiers plans qu'il raconte autre chose, autrement. Il nous donne un romanisme et un U.R.S.S. Il n'a pu connaître que par les récits des aînés l'honneur de la « guerre patriotique » et il a tourné

## Exposition

### La rencontre de Sonia Delaunay et de Tristan Tzara

Voilà Dada une fois de plus réhabilité. Cet accès de révolte absolue est entré dans l'histoire littéraire, qui l'a ingurgité, digéré, assimilé, comme les autres. Plus de cinquante ans après le scandale du Coeur à gaz, le pièce de Tristan Tzara, qui annonce l'œuvre, son éditeur Jacques Demassé a raison de le faire remarquer — s'est mis en objet esthétique et bibliophilique. Les lithographies de Sonia Delaunay le restituent dans « les années folles » le plus républicain des maîtres des costumes qu'elle avait dessinés pour le théâtre qui déboucha de violentes bagarres en 1923. C'est d'ailleurs ce livre, à peine sorti des presses, et autour de lui la rencontre de Tzara et des Delaunay qui fournissent le thème de l'exposition du Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Dans les mêmes salles, les salons André-Mareux, avant d'être la rencontre Picasso-Iliazd, il y avait l'organisation de « Le Soir du cœur à gaz » où le Coeur à gaz devait exploser : tout se tient. Et comme tout cela était loin de nous à tant de documents, de photos, de poèmes autographes, d'images et de tissus chatoyants ne redonnaient une nouvelle jeunesse, amputée de son agressivité, à des événements déjà anciens — cette année date à Paris de l'arrivée du père d'Iliazd, de l'arrivée de Tzara, et l'on pense qu'est-à-propos, son complice de Zurich, qui fit les présentations — telles les « robes-poèmes ». Dès 1913, Sonia avait créé ses « robes simultanées », signées par Guillaume Apollinaire parmi les autres créations « simultanées » du couple Delaunay. Sur le souhait de Tristan Tzara, ses poèmes ont trouvé des supports dans ces étoffes, déjà vouées à l'abstraction — sous les doigts de Sonia. Plus que des supports, d'ailleurs, on relève une parfaite concordance entre le texte et sa transcription graphique, qui est autre chose qu'une broderie ou qu'une guirlande de rubans. A la même époque, les jours l'année faite 1923, où Robert Delaunay peignait le portrait d'Iliazd, aussi exposé — de Tristan Tzara portait une écharpe de Sonia, ce qui habillait d'une tautologie retentissante de nos oiseaux.

Une nouvelle jeunesse... Ce n'est pas toujours le cas. La lutte n'a pas toujours été la même. Les plus récents d'une œuvre qui a été « simultanément » une collaboration d'un demi-siècle et le Coeur à gaz prouve que Sonia Delaunay n'a pas dit sa dernière parole, — si l'on en juge par ses compositions au pochoir qui illustrent le Fruit permis (1958) et les eaux-fortes en couleurs, les estampes de tête étant enrichies de poèmes ou de gravures colorées, le livre de Tristan Tzara l'illustration de trop d'images pour que Sonia Delaunay ait pu être tentée d'y traduire littéralement les plus belles. Il y avait trop à boire à choisir. Suivant sa propre parole, l'illustratrice a préféré noter un dialogue entre son raffinement plastique et le torrent verbal du poète. Des voix alternées, complémentaires.

Ce n'est pas tout, Tristan Tzara n'est pas tout Sonia Delaunay. C'est que l'écho d'une longue nuit, qu'il y a, entre autres avantages celui d'offrir au public des œuvres accessibles à la fois restreintes à la bibliophilie et de les replacer dans leur contexte. Nouvelle démonstration du dynamisme d'un musée qui ne veut pas s'endormir sur l'écueil de ses richesses.

JEAN-MAURICE DUNOYER.

\* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson.

## Musique

### Stockhausen dans le monde de Chagall

Nice. — « C'est plus Chagall que Chagall... Voilà une œuvre qui restera... Stockhausen peut être content : c'est un grand talent, un grand homme. Je suis heureux, on dirait que j'ai bu une bouteille de vodka ! » Oui, Marc Chagall était heureux, dimanche après-midi 22 mai, à la mesure peut-être de craintes reconnues infondées. Car cette œuvre, « Atmen gibt das Leben » (Le souffle donne la vie), ou du moins sa troisième partie, c'était lui qui l'avait commandé pour le musée du Message biblique, et, au dernier moment, il avait eu quelque appréhension.

Le très beau choral, dont Stockhausen a écrit lui-même les paroles (le Quand un enfant de lumière vient à naître, la mort est privée de croquis. Dans chaque venue se fait entendre l'appel de Dieu), l'avait rassuré par son élan et sa fraîcheur d'ordonnée, ainsi que les chœurs sur trois poèmes de Verlaine (« le Rossignol », « A poor young shepherd » et « Agnus Dei »), avec leur délicieuse optimisme et leur lyrisme jaillissant, mais il s'était rembruni en apprenant que ces œuvres dataient de vingt-sept ans !

Mais, maintenant, ses yeux si tendres brillaient en suivant les petits solos et les jeux des merveilleux choristes de la radio de Hambourg, entraînant les hôtes, les ophorismes de Sacconi, de Maître Eckhart, les messages de la science-fiction et les paroles du Christ, comme les tourbillons d'idées, de sentiments et d'images dans une fresque de Chagall.

On sait que Chagall est fou de musique, comme en témoignent le plafond de l'Opéra et les fresques du Lincoln Center ; il en écoute

sans cesse en travaillant, se plaint de n'en pas trouver suffisamment sur France-Musique et de ne pouvoir utiliser ses disques, car, à quatre-vingt-dix ans, peignant toujours à tour de bras, il a le temps de changer de face ».

Et Chagall a voulu que dans son Message biblique, ce répertoire de ses pensées et de sa foi, ce musée blanc tout en ailes légères comme ses ailes et ses anges, la musique soit un souffle vivant. Une quarantaine de merveilleux concerts, organisés par Pierre Proviseur, le jeune et radieux conservateur de ce musée, ont ainsi enchanté depuis quatre ans les créateurs divins du vieux peintre, dans le petit auditorium où veillent les trois admirables vitraux bleus de « la Création du monde ».

Chagall ne se contente pas de ses chers Vivaldi, Bach, Handel, Mozart, et des romantiques ; il connaît les modernes, et c'est son ami et collaborateur Charles Mara, le maître verrier, qui lui a fait découvrir le Stockhausen du « Chant des adolescents », de « Corré », et « Gruppen », et « Moments ». D'où ce signe qu'il lui a adressé : « Créateurs optimistes et mystiques, ils se sont reconnus et donnés la main. Et le musicien pourrait signer ces paroles du peintre : « S'il y a une crise morale aujourd'hui, c'est une crise de la couleur, de la matière, du sang et de ses éléments, des mots et des sons, et de toutes choses avec lesquelles on édifie une œuvre d'art aussi bien qu'une vie. » De tout cela, l'un et l'autre ont en abondance.

Admirable est l'ouverture de « Atmen gibt das Leben » : les choristes sont dispersés sur le scène comme des formes mal dégrossies, ensommeillées ; les uns tournent contre le mur, certains à genoux, d'autres debout, les yeux fermés, les mains contre les joues ; de lentes spirations ou expirations donnent naissance à une note lointaine qui s'étage doucement, ô des interjections mystérieuses : « Ei, Eva... Och, Adam... » Peu à peu, « le souffle donne la vie », les lumières montent, les corps lentement s'éveillent, le ténor épèle : « Mais seul le chant donne la forme », phrase, libératrice, fondatrice, que tous répètent de plus en plus joyeux, riant, que s'élève une voix de rossignol.

Alors commence la série des douze solos, que chaque choriste chante en se tournant seul vers le public, enchaînés par des ritournelles, de l'ensemble, avec un accompagnement instrumental lumineux. Petites scènes très personnalisées, dont la diversité défie la description, et qui forment une sorte de guirlande de chants mystérieux comme une prophétie où se côtoient les images religieuses, cosmologiques et scientifiques, séparées par des motifs, des tableaux poétiques des haïkous. Chagall ? le chœur affirme : « Mais Dieu et l'âme ne sont pas étrangers l'un à l'autre, et aucune distance ne les sépare », puis se retire.

Dans ces « moments » en miniature, on retrouve la force d'envoûtement des dernières œuvres de Stockhausen, fondées sur la systématisation rigoureuse d'éléments musicaux très simples qui innervent toute la composition, et le caractère étrange d'une inspiration qui amalgame des idées et des motifs « d'un mysticisme diffus et mêlé.

En cela Stockhausen diffère sans doute de Chagall dont l'univers si puissant et charnel saisit à sa source la lumière transcendante à travers la modestie et la bonté d'un cœur d'enfant — Chagall qui d'ailleurs trait finement la conclusion de cette création mémorable : « J'ai dit à Stockhausen : vous êtes fort (le bras plié, la main appuyant le biceps...), mais il vous faut encore être doux. »

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le musée du Message biblique de Nice présentera, à partir du 3 juillet, trente immenses peintures murales, toujours inspirées par la Bible, tandis que l'on pourra voir à Paris, à l'automne, malade sous l'effet de ses dernières années (présentées par le Centre Pompidou au pavillon de Flore).

## CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition chez les dépositaires

**LOTO**

**NOUVEAU CARRÉ**  
SILVIA MONFORT

CYCLE IBSEN  
MICHEL AUCLAIR/SILVIA MONFORT

**la dame de la mer**  
REPRISE LE 25

**GRANDE SALLE**  
21h.

**MEDOR DE VITRAC**  
PREMIERE LE 25

**SALLE PAPIN I**  
20h.

esplanade centre Pompidou

**CIRQUE GRUSS à l'ancienne**  
NOUVEAU SPECTACLE

5, rue Papin, Paris 2<sup>e</sup>  
Location THEATRE: 277 88 40, Location CIRQUE: 277 88 40 et 276 77 42











OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux



### LA BANQUE MONDIALE

recherche

#### assistant technique

Le candidat sera un ingénieur possédant une grande expérience dans l'évaluation et la réalisation techniques de projets d'investissement dans la petite et moyenne industrie. Il conseillera la

BANQUE

ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT

dans la définition de critères et méthodologie pour l'évaluation de projets et participera à la formation de ses cadres.

Le poste, avec résidence à Alger, est à pourvoir pour une durée d'un an, éventuellement renouvelable. Le candidat retenu sera engagé comme expert international dans le cadre d'un accord d'assistance technique entre le Gouvernement Algérien, le Programme des Nations Unies pour le Développement et la Banque Mondiale.

Un curriculum vitae détaillé devra être adressé, avant le 15 juin 1977, au Bureau Européen de la Banque Mondiale, Service du Recrutement, 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris

UNIVERSITE DE NEUCHÂTEL - SUISSE  
FACULTE DE DROIT  
ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

A la suite de départs et d'une restructuration des enseignements, les postes suivants sont mis au concours :

#### PROFESSEUR ORDINAIRE DE GESTION FINANCIERE

CHARGE : enseignement de la gestion financière appliquée au secteur de l'économie d'entreprise.

#### PROFESSEUR ORDINAIRE D'ECONOMIE PUBLIQUE

(éventuellement professeur assistant)

CHARGE : enseignement de l'économie publique et de la statistique.

Entrée en fonctions : 1<sup>er</sup> octobre 1977 ou 1<sup>er</sup> octobre 1978.

Traitement et obligations légaux.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées au Recteur de l'Université, avenue du Premier-Mars 26, ou au doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques.

Les candidatures doivent être présentées avec curriculum vitae, travaux et références, au département de l'Instruction publique du Canton de Neuchâtel, Château, 2001 Neuchâtel, jusqu'au 30 juin 1977.

Wonder Benelux

#### Directeur Filiale

Basé à Bruxelles, il agit sur l'ensemble du marché belge et est responsable devant la Direction Commerciale (Paris) des objectifs et de la gestion d'une filiale de ventes. Il s'engage sur des budgets et anime une équipe (commerciale et administrative) de 30 personnes. Le tout avec une large délégation. Convient donc bien à ce poste un homme de bonne formation commerciale pourvu d'une expérience réussie du commandement et de la gestion financière, et porté par goût à la direction d'une petite unité.

SEFOP remercie ses lecteurs belges (bilingues) ou français de lui adresser leur dossier sous réf. W 508/M.

SEFOP 7 rue Lincoln 75008 PARIS

#### société & p-e associés

En vue construction d'une importante usine de mécanique,

SOCIETE ENGINEERING ANGLAISE, associée à société française,

recherche pour l'ALGERIE

#### INGENIEUR DIPLOME AU ASSIMILE

• minimum 30 ans

• parlait couramment l'anglais, pour poste de DIRECTEUR DE CONTRAT.

Bonne connaissance GC, Bâtiment, équipements de bâtiment, exigence.

Récente expérience similaire en pays en voie de développement appréciée.

Ecrire avec C.V. et photo à :

SOCIETE & P-E Associés  
5, rue Chateaubriand  
92800 PUTEAUX

Bureau d'ingénieurs conseils à vocation internationale recherche pour ses activités en pays anglophone

#### INGENIEUR ROUTIER

avant accord, si possible, au sein d'administrations une large expérience en études et en spécifications dans le domaine des routes et des ouvrages.

Il sera également une bonne connaissance des études de rentabilité des projets. Le pratique de l'anglais est nécessaire. Les ingénieurs intéressés voudront bien

écrire, en joignant à leur CV l'indication de leur dern. sal. ann., sous référence 88/01 à :

L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Importante entreprise Paris recherche pour ses activités à l'étranger

#### INGENIEUR CONTROLE TRAVAUX PORTUAIRES

Cet ingénieur diplômé d'une école française doit être attaché à un poste dans un pays anglophone pour faire état d'une première expérience de 10 ans minimum dans le domaine des études ou des travaux portuaires, l'anglais courant est indispensable.

Veuillez écrire (joindre C.V. et indiquer dernier salaire annuel) sous référence 88/01 à :

L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

#### URGENT

BUREAU D'ETUDES U.S.A.

RECHERCHE POUR L'ALGERIE

En vue réalisation vaste programme travaux géotechniques concernant études définitives grands ouvrages d'hydraulique (y compris reconnaissance et évaluation zones d'emprunt)

#### UN INGENIEUR EN CHEF

Géotechnicien confirmé, minimum dix ans d'expérience dans programmes analogues. Il sera chargé de la conduite de l'ensemble d'une équipe encadrée par deux ingénieurs de terrain (Field Engineers), un ingénieur de laboratoire et un maître sondeur, ainsi que de l'établissement des rapports d'étude.

#### DEUX INGENIEURS DE TERRAIN

Géologues confirmés, cinq à dix ans d'expérience géotechnique chantiers barrages souples ou grands terrassements. Sous les directives de l'ingénieur en chef, ils seront chargés de superviser la conduite des sondages, d'exécuter différents prélèvements d'échantillons et essais in situ, de conditionner, de rapporter et d'expédier les échantillons, d'établir les logs des sondages et les rapports d'activité des chantiers dont ils auront la charge. Ils pourront également se voir confier la supervision de la réalisation de routes d'accès, sondages, puis et tranchées pour la prospection de zones d'emprunt.

#### UN INGENIEUR DE LABORATOIRE

MÉCANIQUE DES SOLS

Ingénieur géotechnicien ou géologue confirmé ou technicien de haut niveau, cinq à dix ans d'expérience dans la conduite de laboratoires de mécanique des sols. A la tête d'un laboratoire équipé à neuf, il sera chargé de la réception et de l'entreposage des échantillons ainsi que de la réalisation d'un programme d'essais dont il interviendra les résultats. En collaboration avec l'ingénieur en chef, il pourra être appelé à participer à l'organisation de certains essais in situ ainsi qu'à l'articulation des activités terrain/laboratoire. Il devra savoir manipuler, entretenir et mettre au point, l'ensemble des instruments composant le laboratoire y compris appareil Triaxial. Il pourra lui être demandé d'assurer la formation professionnelle de laborantins.

#### UN MAITRE SONDEUR

Minimum dix ans d'expérience chantiers barrages souples, ou construction lourde. Connaissance à fond des techniques et du matériel de forage et d'échantillonnage. Il devra pouvoir réparer, entretenir et mettre au point les sondes et autres engins dont il disposera, et mener plus d'un chantier à la fois.

L'ensemble de cette équipe sera détaché au sein d'un organisme algérien qui en assurera la gestion administrative, le logement et le transport de service. Chacun des postes pourrait se voir doubler d'homologues algériens dont il faudra faire la formation professionnelle. Toutes les salaires relatives à la fixation et au règlement des salaires assurés par siège bureau d'études aux U.S.A. qui assure également supervision technique du programme.

Français indispensable - Anglois souhaitable

Préciser adresse C.V. détaillée et photo récente à Apartado 36198 Madrid (Espagne) en indiquant projets étudiés et nature exacte participation personnelle à ces projets, références avec noms, adresses et téléphone précédents employeurs, et prétentions salariales. Il ne sera pris contact avec les références citées qu'après accord de l'intéressé. Il sera répondu à toutes les candidatures. Acceptation également les candidatures émanant d'associations professionnelles.

#### L'une des Grandes Sociétés Commerciales implantées en AFRIQUE NOIRE

Exploitant la représentation des marques automobiles françaises et étrangères crée le poste

#### d'INSPECTEUR

Pièces de rechange automobile

Ce collaborateur couvrira l'ensemble des problèmes P.R. des filiales installées dans divers pays d'AFRIQUE francophone.

Il participera à l'élaboration des méthodes de gestion et sera chargé de leur application. Il sera en contact avec les divers fournisseurs et définira une politique commerciale et marketing. Une expérience d'exploitant est indispensable, ainsi qu'une pratique de plusieurs années en tant qu'inspecteur, chez un constructeur par exemple.

Lien de travail : NEULLY avec de fréquents voyages d'une durée moyenne de 6 à 8 semaines consécutives.

Env. lettre manuscrite avec C.V. et n° 13.596

cabinet leconte 4, rue Armand Courbet 75116 PARIS

#### chef de fabrication

Côte d'Ivoire

Notre Groupe est bien implanté en Afrique Occidentale où nous construisons et commercialisons une large gamme de véhicules industriels.

Dans notre usine d'Abidjan nous fabriquons des remorques, semi-remorques, citernes...

Le Chef de Fabrication que nous recherchons est un ingénieur de formation type Arts et Métiers, ayant une spécialisation soudure. Il assurera une bonne compétence technique (procédés de soudure, pliage, formage...) à une ouverture aux problèmes de gestion : prix de revient, approvisionnement, stocks, délais... et saura animer une équipe de 70 ouvriers.

La rémunération sera fonction de l'expérience et elle est assortie d'importants avantages liés à l'expatriation.

Des responsabilités plus globales au niveau de la Direction pourront éventuellement être offertes à terme.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez rapidement sous réf. 30.57-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

#### EUREQUIP

Département Recrutement

B.P. 30 - 92420 Nanterre



Rijksuniversiteit Utrecht

La section Histoire de l'art de la Faculté des Lettres de l'UNIVERSITÉ D'UTRECHT (Pays-Bas) recherche

#### un maître de conférences

spécialisé dans le Moyen Age il/elle sera chargé(e) d'enseignement et de recherches. L'enseignement qu'il/elle devra assurer s'adressera en principe à des étudiants de tous les niveaux et sera donné sous forme de cours et de séminaires ; il/elle devra aussi diriger des maîtres de maîtrise.

L'enseignement qu'il/elle assurera dans le troisième cycle consistera à diriger des thèses de doctorat et aussi, dans un avenir assez proche, les travaux d'étudiants qui viennent d'obtenir la maîtrise et bénéficient d'une année de recherches accordée par l'Université.

Il/elle devra être prêt(e) à organiser des excursions. De plus il/elle aura à se charger des tâches administratives qui se présenteront, telles que des travaux à l'intérieur de certaines commissions et la présidence de la section en alternance avec d'autres professeurs et maîtres de conférences.

Prof. E. de Jongh

Kunsthistorisch Instituut

Drift 25 Utrecht

Pays-Bas

tél. (30) 33-22-12

Rémunération : de 5.247 florins à 7.333 florins bruts par mois (statut de 1976). Les personnes intéressées par cette fonction ainsi que celles ayant éventuellement pu prendre contact jusqu'au 21 juin 77 avec le président de la commission chargée de la nomination :

## Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parmes dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'oeil, l'ensemble des annonces parmes dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

#### bon de commande à découper

#### Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la n. des fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
  - ☐ Direction générale, fonctions multiples.
  - ☐ Marketing relations publiques publicités.
  - ☐ Informations.
  - ☐ Production, entretien.
  - ☐ Ingénieurs.
  - ☐ Etudes organisation et recherche.
  - ☐ Direction financière et administrative.
  - ☐ Comptabilité.
  - ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
  - ☐ Direction commerciale vente.
  - ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
  - ☐ Banques - Assurances.
  - ☐ Professions médicales et paramédicales.
  - ☐ Secrétariat de direction, traductions, documentation.
  - ☐ Cadres délégués.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

#### Tarif des abonnements (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	30	32	112	145	127	206	234	236	283	304	304	336	355	366	366
26 semaines	60	64	224	289	254	361	406	406	483	483	528	564	588	612	612
52 semaines	118	128	438	568	496	708	786	786	941	941	1011	1064	1104	1136	1136

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'Inform.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.22.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Ballons, 75008 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : +1F par fonction et par semaine.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**HEWLETT PACKARD**

DIVISION INFORMATIQUE  
HEWLETT PACKARD  
USINE DE GRENOBLE  
nous recherchons

**JEUNES INGÉNIEURS  
ÉLECTRONICIENS**

E.S.R., E.N.S.I., etc. même débutants.  
Dépasse obligations militaires.  
Anglais courant indispensable.

- 1) Pour notre laboratoire de recherches et développement.
- 2) Ils travailleront avec une équipe de jeunes ingénieurs électroniciens et mécaniciens à la conception de périphériques d'ordinateurs.
- 3) Formation en circuits digitaux et micro-programmation souhaitable.
- 4) Ils assureront le soutien technique de la force de vente pour une ligne de périphériques en pleine expansion.
- 5) La fonction comporte de nombreux déplacements de courte durée à travers toute l'Europe.
- 6) Elle demande le goût du contact et, si possible, la connaissance de plusieurs langues européennes.

**UN JEUNE INGÉNIEUR  
MÉCANICIEN**

3 à 5 ans d'expérience professionnelle minimum pour notre laboratoire de recherches et développement.

- La connaissance de la technologie des pièces plastiques est indispensable.
- Bonne connaissance de l'anglais.

Pour tous ces postes, écr. av. C.V. détaillé au Département du Personnel, B.P. 194 X, 38043 GRENOBLE CEDEX.

**HARRIS**

COMMUNICATIONS AND  
INFORMATION HANDLING

**UN FABRICANT FRANÇAIS DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS LOURDS**

• machines ROTATIVES OFFSET destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux, C.A. 120 000 000 F dont 70 % export effectif 580 a.

filiale du groupe américain Harris Corporation

**RECHERCHE**

Pour Montataire, près de Creil, dans l'Oise, à 50 km au Nord de Paris

**Le chef du service crédit et financement  
QUI OUPENDRA DU DIRECTEUR FINANCIER**

En liaison avec les clients français et étrangers, les banques et les organismes financiers, il élaborera et négociera les conditions de financement des matériels vendus. Il aura en outre la responsabilité du suivi et du recouvrement des comptes clients.

Le poste comporte de nombreux déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Le poste convient à un candidat diplômé d'une grande école commerciale qui devra avoir une expérience professionnelle de quelques années à l'intérieur d'un groupe international, de préférence américain, ou dans un organisme financier.

Agé de 30 ans minimum, bilingue français-anglais, le candidat devra faire preuve d'imagination et être capable de travailler en équipe.

Des possibilités de promotion existent dans la société et les autres divisions du Groupe.

La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et lettres de candidature à M. KUNZ, directeur du personnel, MARINONI B.P. 22, 60120 MONTATAIRE.

**LOTO**

**Le GIE - PRELO**

Organisme de Traitement  
du Jeu du LOTO  
recherche le

**Responsable  
des Services  
Techniques-  
Informatiques**

de son futur Etablissement de  
MARSEILLE-VITROLLES

Après une formation au Centre de la Région Parthenon, il sera chargé d'encadrer les équipes assurant le microfilmage des bulletins, le traitement sur ordinateur, et surtout l'expérience de RESPONSABILITIES D'EXPLOITATION.

Le dossier de candidatures - sous Réf.M.1329 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**LE CENTRE REGIONAL  
D'INFORMATIQUE HOSPITALIERE  
DE PICARDIE**

recherche

1) **INGÉNIEUR-ANALYSTE** Chefs de Projet possédant au moins deux années d'expérience en Informatique de Gestion.

2) **ANALYSTE** niveau Ingénieur, même débutants.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : Centre Régional d'Informatique Hospitalière de Picardie, 1, boulevard Malgouy-Lavigne, 80000 AMIENS.

**Le Monde**

**INFORMATION-EMPLOI**

Afin d'aider nos lecteurs dans la recherche d'un emploi, nous publions des informations pratiques depuis le 29 mars chaque lundi et mardi dans nos pages d'annonces classées.

Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

**PRÉPARATION DES ENTRETIENS N° 4  
LE PREMIER EMPLOI**

Le premier emploi peut être essentiel pour l'évolution de votre carrière. Définissez le secteur d'activité, le type d'entreprise et la fonction qui seraient les plus adaptés à vos motivations. Puis, dans votre recherche, choisissez, dans la mesure du possible, un poste en fonction des critères suivants :

- La nature et la qualité de la formation qui vous sera donnée et l'expérience que vous pourrez acquérir en fonction de votre objectif ;
- L'intérêt du travail proposé ;
- Le degré de mobilité interne du personnel ;
- L'image de l'entreprise.

Les stages en entreprise comme les emplois temporaires, quels qu'ils soient, sont importants : ils constituent un début d'expérience qui n'est pas négligeable ; c'est un premier contact avec la réalité professionnelle qu'il est bon de mettre en valeur selon le poste proposé. Les activités extra-scolaires (organisation de manifestations, enquêtes, poste tenu au sein du bureau des élèves, etc.) sont également des informations utiles.

**PUBLICIS  
CONSEIL**

recherche  
Pour sérier et animer un des  
premiers bureaux automobiles

**UN CHEF DE PUBLICITÉ  
SENIOR**

Seules seront retenues les candidatures prouvant une solide expérience de plusieurs années en agence ou avant chez l'annonceur.

Le poste est à pourvoir à Nancy.

Envoyer C.V. complet et photo à : CL. REGNIER Publicis Conseil, 55, rue de la Colline, B.P. 10000, 54000 Nancy Cedex. Rémunération M. 35. Discretion assurée.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
INDUSTRIELLE  
recherche pour  
MARSEILLE  
(salaire social)**

**LE CHEF  
DU SECTEUR  
COMPTABILITÉ  
ANALYTIQUE**

Age 35 ans minimum  
Formation B.E.C.S. ou  
équivalent.

Avant l'entrée dans le poste de la comptabilité analytique en milieu industriel, habitude au traitement informatique.

Il devra avoir le sens de la recherche et du progrès. Rémunération au rapport avec l'expérience.

Statut « article 26 » ou « article 4 bis ».

Asimilé cadre.

Ecrire en envoyant C.V. complet  
Photo et attestations à :  
12155 Contesse Publicité,  
20, av. Océra, Paris-14\*, 9. fr.

**Chambre de Commerce  
et d'Industrie  
Région Nord  
recherche un**

cadre compétent en gestion

désireux de s'orienter vers la

**formation**

des dirigeants d'entreprises de  
distribution à structure familiale

Membre d'une équipe dynamique, il se verra confier des missions faisant largement appel à son initiative personnelle, (élaboration des programmes, animation, suivi, etc.).

Niveau de formation supérieure et expérience professionnelle.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion par

josette vanden borre

Recherche et sélection de personnel  
28, rue Saint-Georges, 59400 CAMBRAI

Nous sommes un important  
**GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES**  
nous vous proposons dans l'une de nos unités  
de production région Nord de Paris, la poste

**ingénieur  
responsable des  
méthodes d'entretien**

- Vous serez personnellement chargé, avec votre équipe de préparateurs d'étudier et de programmer les travaux d'entretien des installations.
- Vous suivrez également les études en vue de l'amélioration du matériel.
- Vous serez progressivement associé à l'animation du service entretien qui comprend, outre les méthodes d'ordonnement, la gestion des magasins et la réalisation des travaux (au total 110 personnes).

**VOUS DEVEZ AVOIR :**

- une très bonne formation d'ingénieur
- des compétences solides en mécanique et dans le matériel de génie chimique, acquises par une expérience de 3 à 5 ans minimum dans l'industrie chimique
- la connaissance de l'anglais et éventuellement de l'allemand.

Si vous êtes intéressé par ce poste et par ses perspectives d'évolution, adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée à No 13808 - CONTEXTE Publicité 20, Av. Opéra, 75000 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**INGÉNIEUR CONSEIL EN INFORMATIQUE**

JE RECHERCHE

**2 INGÉNIEURS INFORMATIQUES**

DE FORMATION GRANDE ÉCOLE  
OU INSTITUT DE PROGRAMMATION  
DE PARIS, DÉBUTANTS

Mes clients sont des sociétés industrielles moyennes dotées de petites équipes informatiques travaillant en bases de données et télétraitement.

Vous devrez alors programmer en COBOL. Vous serez chargé dans un premier temps de construire des applications de gestion en bases de données.

Si vous y êtes tenu vous pourrez intégrer un stage de fin d'études dans vos premiers mois d'activité.

L'un des postes est à pourvoir à Beauvais (Oise). L'autre dans la région de Saint-Quentin (Aisne). Les candidats nommés devront impérativement être déchargés des obligations militaires.

Les rémunérations proposées sont élevées : postes évolutifs.

Envoyez d'urgence votre lettre de candidature manuscrite à Daniel MARTIN, 15, rue des Cottages - 78010 FEUCHEROLLES.

**jeune ingénieur**

90.000

de formation AM, IDN, CENTRALE LYON

ECT... pour assister le directeur de nos installations. Dans un premier temps, vous serez particulièrement chargé de coordonner et superviser tous les travaux relatifs à l'entretien des installations portuaires de déchargement et du parc de stockage (Génie Civil, mécanique, etc.).

Agé de 25 ans minimum, vous avez déjà acquis une première expérience. A la candidature de valeur, nous offrons de réelles possibilités d'évolution au sein de notre société.

Réponse et discrétion assurées à la lettre manuscrite, C.V., photo, rém. adressée à : rue Jean Maréchal, 17, 92000 Nanterre.

à Mme Greff.

**bernard julhiot psycon**

92, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

**IMPT CABINET EXPERTISE COMPTABLE**

100 KM PARIS (NORMANDIE)

recherche

**COLLABORATEUR**

Niveau DECS, expérience cabinet indispensable. Rémunération en rapport avec qualification.

Adr. C.V. et photo n° T.M.41 M. REICHERT-PRÉS, 63 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



**emplois internationaux**

Pour emplois sur champs de recherche pétrolière en EUROPE, AFRIQUE, MOYEN ET EXTRÊME-ORIENT

**Schlumberger**

recherche

**INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE**

- débutants (ou presque),
- célibataires,
- Anglais nécessaire.

**Très Importante Société Française**

Branche Préfabrication d'éléments pour la Construction (Bâtiment et Travaux Publics)

recherche pour AFRIQUE FRANCOPHONE

**DIRECTEUR GENERAL ADJOINT**

**futur directeur général**

chargé de superviser l'ensemble des activités techniques (bâtiment et ouvrages) commerciales et de gestion de la Société qui comprend 250 personnes et réalise un C.A. de l'ordre de 40.000.000 de Francs.

Le candidat devra avoir 35 ans min., une formation d'ingénieur type AM ou TP (Bâtiment), des connaissances de mécanique et d'électricité, une expérience de direction complète et autonome dans la même branche ou une branche très proche (ateliers et chantiers), le sens commercial et de la gestion et si possible la connaissance de l'Afrique.

Adresser CV détaillé manuscrit, photo et présentations sous réf. 5542 - discrétion assurée.

31, Bd BONNE-NOUVELLE, 75003 PARIS (seul bureau)

Dr Import. chantier construction usines Proche-Orient recherche

**INTENDANT SERVICE ADMINISTRATIF**

Niveau élevé, anglais.

51, rue de Châteauneuf, 75007 PARIS. - Tél. : 878-42-58.

Recherches pour chantier usines Proche-Orient

**INGÉNIEUR DE SÉCURITÉ**

51, rue de Châteauneuf, 75007 PARIS. - Tél. : 878-42-58

Bureau d'études à vocation internationale recherche

**INGÉNIEUR**

Spécialiste études techniques

**VOIES URBAINES**

(Infrastructures routières, voies ferrées, ponts, carrefours.)

Cet ingénieur diplômé devra de se voir confier des responsabilités de div. hors frontières à l'occasion d'un séjour professionnel.

Il sera libre très rapidement, un premier séjour à l'étranger pendant l'intervalle nous sera demandé.

Les candid. infér. sont invitées à prendre un premier contact en écr. (C.V. + menti. dern. salaire) et référence 55/101 à

L.T.P. 31, rue Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS.

296-15-01























RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE  
SONATRACH

## SONATRACH

DIRECTION PERSONNEL

### PROJETS CENTRES DE FORMATION

La direction Personnel Projets centres de formation lance un appel d'offres international pour la réalisation de deux (2) centres Polyvalents de Spécialisation Industrielle dans les Wilayates de Batna et Constantine. Chaque Centre aura une capacité d'accueil d'environ 1200 élèves par an et comprendra :

- 1 - Une zone didactique avec les spécialités suivantes :  
- Mécanique ;  
- Electronique ;  
- Electrotechnique ;  
- Fonderie ;  
- Charpenterie - Tuyaillerie.
- 2 - Zone d'accueil et ensembles socio-culturels :  
- Logements stagiaires, personnel et enseignants ;  
- Réfectoire + Cuisines ;  
- Services généraux ;  
- Salle d'auditorium ;  
- Terrain omnisports.

Les Sociétés et Entreprises Intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'Entreprise Nationale SONATRACH, Direction Personnel, Projets Centres de Formation - St. I. Lotissement GUELLATI CHERAGA (par Dely-Brahim), dès le parution de cet avis.

Les offres transmises dans les formes prescrites par le cahier des charges doivent parvenir sous double pli cacheté, au plus tard le 15 juin 1977, avec la mention « Soumission à ne pas ouvrir - Appel d'offres Centres Polyvalents CONSTANTINE et BATNA », à Monsieur le Directeur Personnel.

80, avenue AHMED - GHERMOUL - ALGER.

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## CONJONCTURE

### LE PRÉSIDENT DU PATRONAT DES TRAVAUX PUBLICS : une relance est indispensable.

M. Philippe Clément, président de la Fédération nationale des travaux publics, lance un nouveau cri d'alarme dans une interview à l'A.F.P. : « Dans (notre) secteur, qui tient une place essentielle dans l'économie nationale, la situation ne cesse de se dégrader. Il n'est pas possible d'en rester là. Il est indispensable qu'il y ait une relance, au plus tard à l'automne prochain », affirme-t-il.

Jusqu'à présent, malgré une diminution générale des activités, les entreprises avaient réussi, en faisant des sacrifices, à ne pas réduire leurs effectifs. Désormais, devant des carnets de commandes qui ne cessent de se dégrader, de nombreuses entreprises ont fait connaître leur intention de débaucher. C'est le cas, par exemple, pour quelques centaines d'entreprises routières. Les plus touchées sont les entreprises moyennes, notamment celles qui travaillent pour les communes, et, surtout, les communes rurales.

● **ERRATUM.** — Une coquille typographique nous a fait écrire dans le Monde daté 22-23 mai en page 28 : « L'entente des sociétés de travaux publics de Marseille ». Il fallait lire « de Moselle ».

### UN NOUVEAU CRI D'ALARME DE LA FAO

(De notre correspondant.)

Rome. — L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) vient de publier des statistiques qui confirment une douloureuse réalité. Même dans des conditions « normales », c'est-à-dire en dehors des périodes de famine, des groupes humains entiers vivent dans « une situation nutritionnelle désespérée », c'est-à-dire avec moins de 1 400 calories par jour, contre 3 400 calories en moyenne dans les régions développées du globe.

De 1972 à 1974, selon les experts de la F.A.O., vingt pays — situés pour la plupart en Afrique, dans le sud et le sud-est de l'Asie — n'ont même pas reçu 2 000 calories par personne et par jour. Les plus touchés sont le Tchad, le Mali et la Haute-Volta, suivis par la Bolivie, le Salvador, le Nicaragua, le Niger et le Zaïre, dans le sort est à peine plus enviable.

Ces chiffres ne représentent que des moyennes nationales.

Conclusion du rapport de la F.A.O. : « La situation mondiale des disponibilités alimentaires ne s'est pas améliorée depuis 1970. » — R.S.

## AGRICULTURE

### EN RAISON DES INTEMPÉRIES

### Les récoltes fruitières et maraîchères sont compromises dans le Midi

Les plantes silvicoles qui se sont abîmées, ces jours derniers, sur le Sud-Ouest et le Languedoc ont causé de gros dégâts aux cultures fruitières et maraîchères. Selon les exploitants, la récolte des fraises en Roussillon, est considérée comme perdue ; celle des cerises, anormalement gonflées d'eau, compromise dans une proportion des deux tiers.

Dans le Gard, les cerisiers de Bagnols-sur-Cèze et de Remoulins ne produiront rien. En outre, la cueillette des asperges, des haricots, des pois gourmands et des tomates n'a pu se faire dans les jardins maraîchers, complètement inondés.

Ces nouveaux dégâts interviennent après les gelées d'avril, qui ont sévèrement endommagé les arbres fruitiers. Dans les trois régions Rhône-Alpes, Languedoc, Provence, qui ont fourni 80 % de la production nationale d'abricots en 1976, le service des enquêtes et statistiques du ministère de l'Agriculture estime que la récolte sera de l'ordre de 74 100 tonnes, soit 44 % de moins que l'an dernier. En ce qui concerne les cerises, la cueillette régionale, qui représente normalement 80 % de la production nationale, ne de-

vrait pas dépasser 67 000 tonnes, soit 55 % de moins qu'en 1976. La récolte des pêches, produites à 98 % dans les régions méridionales, de baisser de 32 % pour les chairs blanches (90 300 tonnes contre 132 375) et de 25 % les fruits à chair jaune (40 tonnes contre 401 287).

Des tensions sur les prix fruits et légumes sont prévisibles dans les prochaines semaines. Des importations massives de produits nécessaires pour couvrir la demande et régulariser les prix. Toutefois, les arboriculteurs du Sud-Ouest, du Languedoc, du Gard, des Bouches-du-Rhône, du Var, de la Corse, du Vaucluse, qui se sont réunis le 20 mai à Nîmes, se sont prononcés pour la mise en place d'un moyen de contrôle pour empêcher à une éventuelle coupe déloyale. Ces arboriculteurs demandent ainsi protéger « leur face à des pays qui ne supportent pas les charges sociales des arboriculteurs français », déclarant d'ores et déjà « liés », ils ont précisé que les contrôles s'effectueraient au niveau des prix et de la qualité, tous les camions qui entrent en France.

### Une nouvelle prestation LA SOUS-TRAITANCE DACTYLOGRAPHIQUE CONTINUE

C'était inédit jusqu'à maintenant, aujourd'hui, grâce à nous, cela fonctionne parfaitement et c'est simple.

Notre propos n'est pas ici d'en détailler le fonctionnement, mais de le faire savoir : aux jeunes sociétés qui se créent, — et aux autres qui « s'étoffent » ou qui connaissent des difficultés de trésorerie avec leurs services dactylographiques que cela existe, que nous vivons depuis quatre ans, que nous sommes parfaitement organisés, que nos clients satisfaits et qu'ils y trouvent leur intérêt financier, entre autres avantages, puisqu'ils nous restent fidèles.

Voici, très schématiquement, comment cela fonctionne :  
• un client est intéressé, nous allons le voir ;  
• nous lui expliquons en détail notre méthode et nos garanties ;  
• s'il le désire, nous étudions avec lui le genre de travail qu'il aura à nous confier (manuscrits ou bandes magnétiques sur tous supports d'enregistrement), son rythme, ainsi que les détails d'exécution ;  
• En possession de ces éléments nous lui indiquons un tarif horaire, qui garantit une quantité de travail donnée, ainsi que sa portée (selon le cas) et aussi celle qui est nouvelle.

C'est simple, mais il faut y penser ! Nous l'avons fait. Interrogez-nous. Demandez Madame Delarue au 20-26-30 ou BON A RETOURNER

**pbs**

75, Boulevard de Magenta 75010 PARIS

Nom, adresse et tél. de la Société

Personne à contacter :

serait intéressé par une plus ample information.

## CPA

**ENTRAÎNEMENT INTENSIF ET DE LONGUE DURÉE AUX FONCTIONS DE DIRECTION**  
Deux cycles équivalents pour dirigeants actuels et futurs

● **CYCLE ANNUEL NOUVELLE FORMULE**  
Vendredi 13 h 30 - 22 h 30  
Samedi 9 h 00 - 13 h 00 pendant 14 mois

Ce nouvel horaire prend en compte l'essentiel des contraintes professionnelles et sociales des participants. Les candidatures, pour 1978, seront reçues jusqu'au 31 juillet. Renseignements au Secrétariat du CPA, 108, bd Malesherbes, 75017 PARIS - Tél. : 786.51.34 Poste 446

● **CYCLE PLEIN TEMPS (CP3A)**

13 semaines en résidence aux environs de Paris.

Prochaines sessions : 19/9 ou 17/12/1977 - 6/3 ou 3/6/1978. Cette formule a été conçue pour ceux que leur métier, leur résidence conduisent à préférer une formule plein temps. Les candidatures sont reçues en permanence.

Renseignements au Secrétariat du CPA, 1, rue de la Libération, 78350 JOUY-EN-JOSAS. Tél. 958.80.95

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DANS L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



## Pour réussir votre voyage d'affaires au Canada. Faites confiance aux Air Canadiens.

Les Air Canadiens ont prévu les éléments clés de votre voyage d'affaires :  
• en simplifiant la préparation du voyage. Avec Air Canada, un seul coup de fil réserve à la fois l'avion, l'hôtel et la voiture.  
• en étudiant des horaires opérationnels. Avec Air Canada, vous partez de Charles de Gaulle à 11 h 30

et vous arrivez à Montréal à 12 h 55, à pied d'œuvre pour vos rendez-vous.  
• en vous aidant à connaître la mentalité et les habitudes canadiennes. Sur les vols Air Canada, vous dialoguez avec un équipage qui connaît le mieux le Canada et qui en plus parle le français.  
• en facilitant les déplacements

à l'intérieur du pays. Avec Air Canada, vous avez le choix parmi 31 destinations.  
• en permettant le transport d'objets volumineux. Chaque vol Air Canada, assure le transport de votre fret.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

Paris 9<sup>e</sup> : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00  
Lyon 2<sup>e</sup> : 63, rue du Pt E.-Herriot - Tél. 42.43.17

**AIR CANADA**

**27/29 RUE CHATEAUBRIAND**

à 250 m de l'Etoile

immeuble de 3000 m<sup>2</sup> de bureaux  
entièrement cloisonné et climatisé - 62 parkings

**A LOUER D'UN SEUL TENANT**

**KF + R**

**Knight Frank & Rutley France**

16, place Vendôme 75001 Paris  
tél. 260.67.53 / télex 220763 F

Amsterdam, Bruxelles, Faro, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## AFFAIRES

### VI : la publicité peut être un instrument d'entraide parmi les hommes.

L'occasion de la manifestation mondiale des communications sociales, qui s'est déroulée à Rome le dimanche 22 mai, a été l'occasion d'un message, des avantages et des responsabilités de la publicité, au point de vue du développement de l'homme et de l'humanité. La publicité, a-t-on dit, est un instrument valable et en vue de l'entraide mutuelle des hommes. A-t-elle le droit de ne pas honorer la dignité de l'homme, de troubler la paix des peuples et de l'entraide entre les hommes ?

Paul VI a lancé un message d'entraide entre les hommes, qui ne fait pas honorer la dignité de l'homme, de troubler la paix des peuples et de l'entraide entre les hommes ?

## REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Entreprise Nationale SONATRACH

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture des équipements suivants :

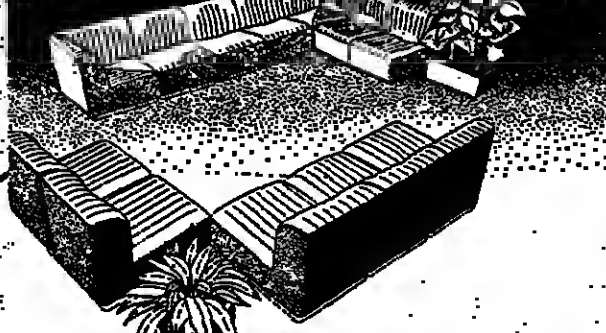
- Onze (11) groupes turbo-pompes,
- Douze (12) pompes de surcompression.

Le cahier des charges peut être retiré dès parution de cet avis auprès de la Direction Engineering, 10, rue du Sahara, Hydra, ALGER. Tél. : 333 - Télex : SONEC 52.375 DZ.

Les offres devront parvenir à la SONATRACH, Engineering et Développement avant le 10 juin 1977.

Le délai de validité de l'offre est fixé à six mois à partir de la date de remise des offres.

## ACCUEILLES.



Série 300 - Un exemple de la gamme Interburo - Etude gratuite d'implantation et d'organisation sous huit jours.

Pour réussir sa vie d'entreprise, Interburo international

153 rue du Fg Saint-Honoré - 75008 Paris - (1) 261.27.25 - 261.27.97 - 13420 GEMENOS - (91) 82.90.00

## INDUSTRIE

### Un comité interministériel examine deux dossiers difficiles

Un comité économique et social interministériel se réunira, ce lundi 23 mai en fin de matinée, à l'hôtel Matignon, sous la présidence du premier ministre, pour examiner la situation de plusieurs secteurs industriels. A cette occasion, le conseil pourrait définir les objectifs et les grandes lignes de l'action des pouvoirs publics dans les secteurs électroniques et de la machine-outil.

#### Composants électroniques : repartir de zéro

Que l'industrie française des composants électroniques soit malade n'est pas une nouveauté. Il y a bien longtemps que le diagnostic a été fait. Jusqu'à présent, les (rares) remèdes n'ont pas été à la hauteur du mal, qui s'est fait qu'empirer. Aujourd'hui, la situation est particulièrement critique dans les circuits intégrés (utilisés notamment en informatique et dans les télécommunications), où nos besoins sont couverts à 80 % par les fabricants américains.

Compte tenu du retard accumulé, et de l'étriquetage du marché français, les pouvoirs publics estiment que les objectifs d'un « plan composants » ne peuvent être que limités, du moins dans l'immédiat. Il s'agit d'abord d'arrêter l'hémorragie de la Sescosem (du groupe Thomson), Principal fabricant français de circuits intégrés (si l'on met à part la Ramiotechnique-Compelco, filiale de Philips), la société perd 100 millions de francs par an. L'idée est que la Sescosem doit avoir un accès direct à la technologie américaine.

Deux voies étaient possibles : soit racheter une petite société américaine, soit s'allier avec un « grand » fabricant. La première solution, qui aurait témoigné d'un « esprit offensif », a été abandonnée. Des occasions se sont pourtant présentées, mais pouvoirs publics et dirigeants de Thomson se sont refusés à accepter la responsabilité de l'échec. Thomson a donc ouvert des négociations avec Fairchild, le troisième fabricant américain. Ces-ci sont facilitées par la coopération technique qui existait déjà entre la société française des semi-conducteurs Silec, qui vient d'être reprise par Thomson. On souhaite parvenir à un « accord technique-commercial » permettant à la Sescosem de commercialiser et de fabriquer des produits de Fairchild, étant entendu que son partenaire américain mettrait à son catalogue quelques produits de la Sescosem.

Il ne serait pas question, selon les dirigeants de Thomson, de prise de participation financière, ni même de constitution d'une société commune. Les pouvoirs publics accorderaient une aide financière de plusieurs dizaines de millions de francs par an à Thomson. Elle prendrait la forme de contrats d'achat et de vente de produits, ou de contrats de croissance au terme duquel Thomson s'engagerait à remplir un certain nombre d'objectifs, dont l'achat de produits de la Sescosem.

Pour Fairchild, mal implanté en Europe, contrairement à ses concurrents Texas Instrument et Motorola, l'entrée d'un tel accord est évident. Pour la Sescosem, il permettrait de « prendre le train en marche » de la technologie américaine, et d'arriver à une rationalisation qui se traduira, qu'on le veuille ou non, par l'abandon des recherches dans certains secteurs.

La C.G.E., qui aimerait revenir en force dans le secteur des circuits intégrés, qu'elle avait délaissé il y a un peu plus de dix ans, pourrait envisager une coopération du même type avec un autre groupe américain. Toutefois, la société de M. Ambrose Bours a des liens trop étroits avec les pouvoirs publics pour que l'on envisage une telle coopération.

Le second volet de l'action en faveur des composants vient d'être lancé. Il s'agit de créer les conditions favorables au développement de sociétés spécialisées dans les « circuits intégrés à la demande ». Ces circuits complexes et à haute technologie

peuvent être dans les composants électroniques. On pourrait annoncer la création d'une société de financement de la machine-outil pour favoriser les exportations et l'implantation de firmes françaises à l'étranger. Enfin, le conseil pourrait également faire le point de la situation dans le secteur de la péri-informatique.

#### Machine-outil : le dégel ?

Les pouvoirs publics vont donc se pencher sur la machine-outil. Une fois de plus, on tente de dire, tant il est vrai que depuis des années ce secteur essentiel a fait l'objet de rapports, études et de plans sans que pour autant sa situation s'améliore. La France exporte, on le sait, moins de machines-outils qu'elle n'en importe. Ce déséquilibre, tout à la fois lié à la difficulté que rencontrent les constructeurs français à vendre à l'étranger — bien que certains d'entre eux aient dans ce domaine réalisés de remarquables performances — et à la perméabilité du marché intérieur dont certains « créneaux » sont occupés en totalité par les constructeurs étrangers.

L'année 1976 a été une année noire pour la machine-outil française. La baisse des commandes provoquée par le ralentissement de l'activité économique et la stagnation des investissements ont aggravé ses difficultés. Disparition d'entreprises, licenciements collectifs, se sont multipliés. Souffrant de déstabilisation, les entreprises de souffler, le gouvernement décidait au début de 1977 d'accroître sa participation au financement du secteur public et dans le même temps, faisait savoir qu'il était prêt à aider financièrement tout projet débouchant sur une rationalisation de la production, soit encore sur une meilleure pénétration des marchés étrangers.

Cet appel à, semble-t-il, été entendu. A l'issue de ce conseil interministériel pourrait en effet être annoncée la création de la Société de financement de la machine-outil (Sofimo). Cette société, constituée par l'Etat, l'Institut de développement industriel qui détiendrait le tiers environ de son capital, et huit constructeurs de taille moyenne (dont Rouchand, Dufour,

Radier-Forest, Clément, etc.), aura pour principal objet de permettre ou de développer l'implantation de sociétés de machines-outils françaises à l'étranger, grâce à des prises de participation dans des sociétés étrangères ou à la création d'installations locales qui seraient utilisées pour pénétrer les marchés étrangers.

Le conseil examinera également deux projets de rapprochement. Le premier concerne Radier-Forest G.S.P. et la régie Renault. Radier-Forest G.S.P. connaît quelques difficultés financières. L'Etat, désireux de consolider sa situation, a acquis une participation de 38 % dans son capital. Un rapprochement avec la direction machine-outil de la Régie est actuellement à l'étude. Les pouvoirs publics sont très favorables et pourraient l'aider financièrement.

Le second concerne Berthel, dont l'actionnaire principal, la SNECMA, entend se désengager de l'activité machine-outil — et Promecan. Une fusion de ces deux entreprises, qui figurent parmi les plus dynamiques du secteur, donnerait naissance à un ensemble solide et compétitif.

Enfin, dans le domaine de la machine-outil à commandes numériques, les pouvoirs publics pensent à la création d'un pôle de restructuration autour de la société Feutrier. — Ph. L.

(Lire page 27.)

● La C.I.S.L. élabore une charte du développement. Réuni à Rome, le comité exécutif de la Confédération internationale des syndicats libres, dont le secrétaire général est M. Otto Karsien, a commencé à élaborer une charte du développement pour la réalisation d'un nouvel ordre économique. Elle comportera notamment un « code » pour les multinationales.

#### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures	5 3/8	2 7/8	7 3/8	8 3/8
1 mois	5 1/4	2 3/4	4 1/4	4 1/2
3 mois	5 1/4	2 3/4	4 1/4	4 1/2
6 mois	5 1/4	2 3/4	4 1/4	4 1/2

CHANTECOQ au centre de Puteaux  
reste 5000 m<sup>2</sup> de bureaux à louer\*

Knight Frank & Rutley France  
18, place Vendôme 75001 Paris  
tél. 260.67.53 / télex 22075 F

Amsterdam, Bruxelles, Fero, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

Edité par OBBO  
une initiation  
au décalque

Ce document présente de façon claire et vivante les bases de la comptabilité OBBO :  
• les renseignements analytiques et de synthèse que l'on peut en tirer ;  
• les différents documents et journaux ainsi que leur utilisation ;  
• enfin, il donne un aperçu de l'emploi de la comptabilité OBBO comme instrument de gestion, pour toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Analyse et Synthèse" OBBO - 9 rue de Maubeuge, 75009 Paris - tél. 280.68.78 et 878.25.30

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

SIEGEZ.

Série D - Un exemple de la gamme Interburo - Etude gratuite d'implantation et d'organisation sous huit jours.

Pour réussir sa vie d'entreprise, Interburo international

153 rue du Fg Saint-Honoré - 75008 Paris - (1) 261.27.25 - 261.27.97 - 13420 GEMENOS - (91) 82.90.00

SOUCIEUX ? SURMENÉ ?  
Alors, DÉTENEZ-VOUS !

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux hôtels de Paris à l'adresse prestigieuse : l'hôtel de la Paix.

Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

C'est la détente telle que la connaît Claude Massard.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

CM Institut Corporel Claude Massard

Le merveilleux chemin de la relaxation  
6, rue de la Paix 75002 PARIS  
Tél. 261.27.25 - 261.27.97

TRAVAILLEZ.

Flecker - Un exemple de la gamme Interburo - Etude gratuite d'implantation et d'organisation sous huit jours.

Documentation. Cochez selon votre besoin.  
☐ Accueil ☐ Direction ☐ Réunions ☐ Secrétariat ☐ Sièges.

Nom : \_\_\_\_\_ Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Pour réussir sa vie d'entreprise, Interburo international

153 rue du Fg Saint-Honoré - 75008 Paris - (1) 261.27.25 - 261.27.97 - 13420 GEMENOS - (91) 82.90.00



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 24 MAI

### Un geste authentiquement politique

(Suite de la première page.)

La distinction que M. Chotard tente une fois de plus de faire entre l'action professionnelle et l'action politique n'a guère de sens.

Toute l'évolution de ces trente dernières années n'a-t-elle pas, d'ailleurs, conduit à un chevauchement de plus en plus grand de l'action syndicale et de l'action politique ? Les réformes de structures introduites à la libération, l'extension depuis lors des droits des syndicats à travers de multiples lois sociales, ont conduit à une progressive interpénétration des domaines économique, social et politique.

Ainsi furent instaurés les comités d'entreprise, le Conseil économique et social, la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration de la Sécurité sociale et des entreprises nationales, leur entrée dans les commissions du Plan et dans d'innombrables comités, conseils ou organismes paragonnementaux ou collectifs. Tout cela visait à permettre aux syndicats de faire connaître leur avis dans le domaine social et économique, ou mieux, à les initier à la gestion.

On peut discuter du point de savoir dans quelle mesure ces privilèges nouvelles visaient à intégrer du même coup les travailleurs dans le système politique. Il est certain, en tout cas, que les syndicats ne pouvaient exercer ces nouvelles responsabilités en se cantonnant dans le domaine technique. Ils devaient inévitablement, à mesure que s'élevaient leurs connaissances et leur conscience des choix globaux nécessaires, déboucher sur des choix politiques.

La V<sup>e</sup> République, elle-même, a poussé les syndicats dans l'arène politique à maintes heures décisives de son existence. Faut-il rappeler que la politique gaullienne en Algérie a été appuyée par le mouvement ouvrier, qui s'engagea de façon encore plus décisive en 1961-1962 contre le putsch des généraux et contre

l'O.A.S., allant pour cela jusqu'à la grève générale, à laquelle, à ce moment, nul ne fit le reproche d'avoir un caractère incontestablement « politique » ? Sur le plan économique et social, les initiatives gaullistes sur la participation des travailleurs aux fruits de l'entreprise, si limitées ou si orientées fussent-elles, ont posé dans la même voie.

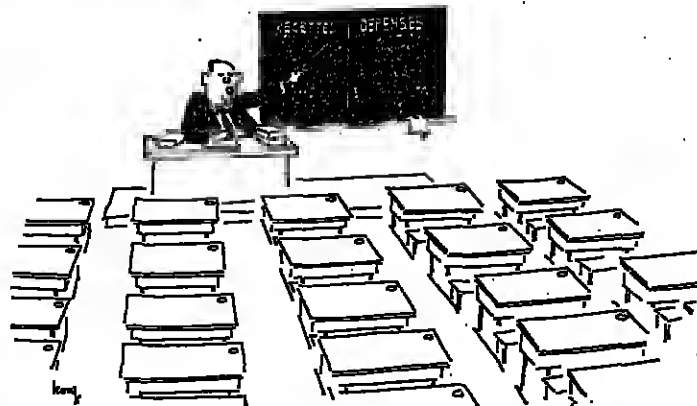
Quant au système de négociations mis en place pour les rémunérations des secteurs public et nationalisés, il a placé plus directement encore syndicats et gouvernement face à face. Au-delà de l'étroite marge des discussions proposées, concédées, ou admises par les pouvoirs publics, c'est l'ensemble de l'orientation du régime économique, donc politique, qui a vite été mis en cause.

Le gouvernement de M. Barre en ayant sa politique autour d'un plan de redressement économique dont les salariés ont, nous le savons, une bonne raison, le sentiment de faire les frais, a conduit, cette évolution à son terme. Les syndicats pourraient donc se dispenser de rejeter comme perfide ou calomnieuse l'adjectif « politique » appliqué à leur consigne de grève.

#### Les séquelles de l'histoire

S'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils savent combien les imbrications de l'histoire du mouvement ouvrier avec celle du socialisme et du communisme ont laissé des traces faibles dans l'opinion publique. Certains faits ou déclarations passés sont d'autant plus susceptibles de troubler une grande partie des Français qu'ils ont été, par la suite, séparés de leur contexte.

Telle la fameuse résolution de la Troisième Internationale (communiste) en 1921 : « Le parti n'a pas le droit de se cantonner dans le domaine technique, du 1<sup>er</sup> mai, etc. » Ou encore les proclamations en faveur de la grève générale conçue comme un moyen de prise du pouvoir par les anarcho-syndicalistes. Ou encore la célèbre théo-



(Dessin de KONE.)

rie de la « courtoisie de transmission » (avec cumul des responsabilités politiques et syndicales), souvent utilisée contre le mouvement syndical, même si les dirigeants cégétistes s'en expliquent aujourd'hui très ouvertement.

Ceux qui contestent le pouvoir, les institutions établies, ne peuvent, pour bien des Français, qu'être déqualifiés par le « parti » ou les « partis ». Le patronat a beau jeu d'exploiter cet état d'esprit, d'autant qu'aujourd'hui la C.G.T. proclame son soutien au programme commun de la gauche et que la C.F.D.T. prône un changement de système économique-politique fondé sur l'« union des forces populaires ».

Pour rallier les salariés indécis, pour obtenir la sympathie, le soutien, ou du moins la neutralité bienveillante des couches sociales proches d'eux, les syndicats proclament donc le caractère non politique de la grève, tant le mot politique est perçu comme « politique de parti », « politique politicienne ». C'est un terme à ne pas employer, s'il est synonyme pour beaucoup de maladie honteuse.

Sans doute faut-il se souvenir que la politique est d'abord « l'art

de gouverner ». En tout cas, nombre de ceux qui, le 24 mai, se croisent les bras ou « descendent dans la rue », n'entendent ni suivre une consigne politique ni se conformer à un rite dépassé. Ils ont la conviction d'accomplir un acte de citoyen hautement significatif. Pour eux, le refus du travail, mardi, c'est, d'abord le moyen de manifester le refus d'une politique qu'ils jugent intolérable.

JOANINE ROY.

La chambre syndicale des grands magasins annonce que tous ses établissements adhérents seront ouverts le mardi 24 mai.

Le Mouvement des travailleurs agricoles et ruraux (MONATAR), qui groupe des exploitants et techniciens du centre de la France opposés à la Fédération des exploitants (F.N.S.E.A.), a appelé, dans un communiqué, « tous les agriculteurs et les ruraux à participer avec les moyens qu'ils jugent appropriés à la journée de grève et de manifestations du 24 mai contre la politique actuelle personnifiée par le plan Barre ».

### A LA S.N.C.F.

### Un train sur quatre circulera sur les lignes de la banlieue parisienne

LUNDI 23 MAI

Grandes lignes

En raison de la grève du 24 mai, le trafic ferroviaire sera perturbé dès ce lundi soir.

Voici les prévisions de la direction de la S.N.C.F. pour les 23 et 24 mai :

● PARIS-EST. — Service normal jusqu'à 20 heures ; à partir de 20 heures sont prévus les trains suivants : 20 h. 53 : Saint-Denis ; 21 h. 32 : Sedan ; 23 h. 10 : Bâle (« Arlberg express ») ; 23 h. 20 : Frankfurt ; 0 h. 10 : Strasbourg-Innsbruck.

● PARIS-NORD. — Service normal.

● PARIS-SAINT-LAZARE et PARIS-MONTFARNASSE. — Service normal jusqu'à 20 heures ; aucun train prévu ensuite.

● PARIS-AUSTERLITZ. — A partir de 17 heures sont prévus les trains suivants : 17 h. 10 : Limoges ; 17 h. 30 : Bordeaux ; 18 h. 03 : Vierzon ; 18 h. 19 : Limoges (correspondance pour Bourges) ; 19 h. 23 : Fournies ; 19 h. 54 : Blois.

● PARIS-LYON. — Service normal jusqu'à 20 heures ; à l'exception du train « Palatin » (18 h. 53), qui est supprimé ; aucun train prévu ensuite.

dance vers Calais) : 17 h. 12 : Lille ; 18 h. 03 : Coppenhague (« Nord Express ») ; 18 h. 53 : Cologne (« Molte ») ; 20 h. 23 : Bruxelles (« l'Oiseau bleu ») ; 22 h. : Dunkerque ; 23 h. 37 : Varnov ; 23 h. 40 : Lille.

● PARIS-SAINT-LAZARE. — 9 h. : Cherbourg ; 9 h. 15 : Bayre ; 10 h. 43 : Dieppe ; Rouen ; 17 h. 43 : Le Havre ; 18 h. : Cherbourg.

● PARIS-MONTFARNASSE. — 7 h. 4 : Granville ; 8 h. : Le Croisic ; 9 h. 45 : Brest (correspondance Quimper) ; 18 h. : Rennes ; 19 h. 19 : Le Croisic ; 20 h. : Brest.

● PARIS-AUSTERLITZ. — 9 h. 10 : Brun (« Sud-Express ») ; 9 h. 38 : Toulouse (correspondance vers Bourges) ; 18 h. 19 : Limoges (correspondance vers Bourges) ; 19 h. 23 : Fournies ; 19 h. 54 : Blois.

● PARIS-LYON. — 8 h. : Chambéry-Turin ; 8 h. 38 : Lausanne-Milan ; 9 h. 11 : Clermont-Ferrand ; 10 h. 05 : Nice-Vintimille (les correspondances en Avignon, Montpellier et Toulouse) ; 18 h. 18 : Lyon.

Service réduit à 25 % (un train sur quatre) sur l'ensemble des lignes. Les horaires sont affichés dans les gares, dès ce lundi après-midi.

Le trafic à la R.A.T.P. sera presque complètement paralysé par la grève du 24 mai ; les réseaux de métro et les bus seront la direction de la R.A.T.P. Or, indique que, dans la mesure où les consignes syndicales se font strictes, le service assuré « les jours de grève » sera très limité.

Tout. — Seule la C.G.T. appelle à la grève. Le syndicat des arkeans ne s'associe pas au mouvement. La majorité des autres syndicats ne s'associe pas au mouvement. La majorité des autres syndicats ne s'associe pas au mouvement.

La direction d'Air France indique que la compagnie n'aura assuré, pour la journée du 24 mai, la quasi-totalité des vols long-courriers et un certain nombre de vols moyen-courriers. Pour tout renseignement, les voyageurs de la région parisienne peuvent s'adresser au centre de réservation (636 61-61).

### L'organisation de la journée du 24 mai fait apparaître les divisions de l'extrême gauche

La grève du 24 mai et les manifestations qui doivent avoir lieu à cette occasion suscitent à l'extrême gauche de nombreuses prises de position qui mettent en lumière les divergences « stratégiques » se précisent et s'accroissent au fur et à mesure que se rapproche la perspective d'une victoire de l'union de la gauche.

Les organisations d'extrême gauche, qui appréhendent différemment ce que représenterait, pour la classe ouvrière, l'arrivée de la gauche au pouvoir en mars 1978, ne formeront pas un « cortège révolutionnaire fusionné », le mardi 24 mai.

En manifestant son intention d'organiser un « cortège révolutionnaire fusionné », lors des manifestations prévues pour la journée du 24 mai, la Ligue communiste-révolutionnaire (L.C.R., trotskiste) entendait non seulement « dénoncer l'absence du P.C.F. et du P.S.U. mais aussi saisir l'occasion de développer une « idée-force » auprès des militants de la classe ouvrière.

Le désir de prolonger le mouvement est partagé par les militants de Lutte ouvrière (L.O.), qui défileront sous leur propre bannière. L'Organisation communiste des travailleurs (O.C.T.), qui ne participera pas, en tant que telle, aux manifestations du 24 mai, affirme également qu'elle soutient le mouvement de la gauche et s'est « une perspective pour les masses » car il s'agit d'une « solution de collaboration de classes qui dépend du bon vouloir des réformistes ». Quant au parti communiste révolutionnaire (P.C.R., maoïste), évoquant « la faiblesse de la bourgeoisie et de ses partis, notamment ceux de l'union de la gauche », il estime : « Le plus d'ici est le recours à la lutte de la P.C.F. et la C.G.T. avaient voulu faire oublier. L'idée fondamentale qu'il faut prendre les armes contre les capitalistes fait inévitablement son chemin ».

Enfin, le P.S.U., qui est (avec la L.C.R.) l'organisation la plus importante par le nombre de ses adhérents, refuse traditionnellement de « se démarquer du mouvement des salariés » en participant à un cortège révolution-

naire. Accusé d'être « soit autour des signataires du programme commun », soit « soit autour des signataires du programme commun », il formule couramment les tant de la tentation B (ce ont récemment constitué, avec scissionnistes de la L.C.R., les communistes pour la gestion) ; le P.S.U. estime qu'il veut amplifier le mouvement des grèves relève en fait volonté de « faire en avant » permet aux uns de mésestimer, d'autres au pied du mur.

Au-delà de l'organisation de la journée du 24 mai, se pose le thème de la mise en œuvre d'une « stratégie du démontage » qui consiste aujourd'hui à développer la grève générale, à appuyer un tel mouvement au lendemain d'une victoire totale de la gauche unie. L'union d'une telle ligne de conduite de l'idée que, selon la pression de M. Alain Krivine, défait électoral de la droite, signifierait pas la victoire de la gauche. Elle conduit à un tel mouvement d'opposition, car, avec l'O.C.T., ceux qui draient voir dans un mouvement P.C.F.-P.S.U. un « mouvement susceptible d'offrir une solution à la crise du capitalisme ouvrant la voie à des socialistes ». Face au risque de développer des actions séparées, qui selon certains pourraient conduire en France à une situation de type italienne, courant se développe qui pour l'ouverture d'une discussion, la gauche et l'ex-gauche. Ainsi le P.S.U. demande l'ouverture urgente d'un dialogue entre les partis du programme commun et les autogestionnaires. La L.C.R. tient, semble-t-il, à l'égalité de ceux qui, avec l'O.C.T., préconisent un « mouvement prolongé », et de ceux avec le P.S.U., font de la victoire de la gauche une priorité et des forces de droite « déterminées à utiliser tous les moyens ». L.C.R. évoque en effet la nécessité de « l'unité d'action face à l'ennemi commun » et tourne regards vers la direction du mouvement, qu'elle estime « partagée » par le P.S.U. et la L.C.R. à l'égard de l'extrême gauche, malgré la déclaration du 14 mai dernier par M. Chotard, membre du secrétariat du P.C.F., selon laquelle « la ligne [avec la L.C.R.] est inévitablement inopportune ».

Parce que la compétition est forte  
notre copieur Océ 1700 se devait d'être le meilleur.  
Tant mieux pour vous.



Le copieur Océ 1700 peut vous aider à être gagnant dans bien des domaines.

Vous attendez d'un copieur des copies impeccables ? Elles le sont.

Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 environ 40 copies à la minute ? Vous les aurez.

Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 qu'il soit fiable et qu'il n'ait besoin que d'un minimum d'entretien ? C'est fait.

Et pour votre budget, la tarification de l'Océ 1700 est si simple qu'elle vous permet de connaître à l'avance le prix de revient exact de vos copies. N'est-ce pas un langage sérieux ?

Le copieur Océ 1700 a été conçu par Océ. Un des grands noms de la reprographie dans le monde.

Copieurs Océ.  
Un choix réfléchi.

J'aimerais être plus informé sur l'Océ 1700.

Nom \_\_\_\_\_

Raison sociale de l'entreprise \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_



Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

Asnières : 790.51.75 - Bordeaux : 29.23.29 - Grenoble : 67.76.04 - Lille : 55.11.24 - Lyon : 20.60.34 - Marseille : 48.89.16 - Nancy : 51.42.51 - Montreuil : 657.12.24 - Nantes : 46.54.84 - Paris : 742.90.85 - Rouen : 65.22.64 - Strasbourg : 32.64.16 - Toulouse : 40.07.39.

Service clients



... sur quatre circuits  
... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque

... de la banque



L'organisation de la journée  
... luit apparaît  
... divisions de l'extrême

## Avant de faire parler les ordinateurs, nous nous mettons à l'écoute de nos clients.

z Nixdorf, on se met toujours à l'écoute du client, et que la gamme des matériels opérationnels est si importante pour faire du "sur mesure". L'expérience des hommes explique en grande partie pourquoi Nixdorf est devenu en moins de 10 ans le numéro 1 du bureau en Europe. Mais cela n'explique pas pourquoi les ordinateurs Nixdorf répondent aux besoins des petites et des grandes entreprises. La simplicité d'utilisation, la facilité de maintenance, la longue et difficile du personnel, la conception modulaire, ils peuvent grandir en fonction des besoins de l'entreprise. Ils peuvent être utilisés seuls ou comme auxiliaires des systèmes de grande puissance. Et, les terminaux Nixdorf sont compatibles avec les systèmes existants.

Intelligents, ils sont capables de saisir les données sur place, de les traiter immédiatement et de les transmettre regroupées et contrôlées à un ordinateur central. Nixdorf. Un partenaire sur lequel les entreprises peuvent compter. Acheter ou louer un ordinateur Nixdorf, c'est aussi s'assurer tout un service : des ingénieurs de système familiarisés avec les problèmes particuliers de chaque branche d'activité, des conseillers en programmation, un important choix de logiciel d'application, des centres de formation du personnel des clients, un service de maintenance rapide et efficace. Les techniciens de maintenance ont une action préventive. En cas d'incident, ils interviennent sans délai et, dans le cas de Nixdorf, l'immobilisation du matériel ne saurait être bien longue. La raison ? La conception modulaire des matériels. Dans sa camionnette de dépannage, le

technicien Nixdorf dispose de modules essentiels. A peine arrivé chez le client, il détecte la panne et au lieu de réparer sur place, il remplace le module défectueux. Ce module sera réparé chez Nixdorf en atelier avec tous les contrôles indispensables. Ainsi, l'entreprise n'est jamais arrêtée. Si vous voulez en savoir davantage sur Nixdorf, envoyez votre carte de visite à Nixdorf Computer, 7-13 boulevard de Courbevoie - 92200 Neuilly-sur-Seine ou téléphonez au 74712.70.

**NIXDORF**  
**COMPUTER**

**Nixdorf. 1<sup>er</sup> constructeur européen d'ordinateurs de bureau.**



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CAECL**  
INFORMATION

## Emprunt Villes de France.

La CAECL est un établissement public national géré par la Caisse des Dépôts. L'emprunt Villes de France est un emprunt permanent qui a pour but de permettre aux collectivités locales (communes, départements, régions, etc...) de financer leurs équipements publics et d'améliorer ainsi la qualité de l'environnement où vous vivez.

**Caractéristiques :**  
Obligations de 1 000 F nominal cotées à la Bourse de Paris  
Taux très intéressant.  
Amortissement : L'emprunt Villes de France

est émis par séries actuellement amorties en 20 ans par tranches égales tous les deux ans.

**Trois garanties :**  
La CAECL elle-même dont le bilan était de l'ordre de 25 milliards en 1976 contre 12 milliards 5 ans auparavant. La Caisse des Dépôts qui gère la CAECL. La loi qui fait obligation aux collectivités locales, seuls emprunteurs de la CAECL, d'inscrire à leur budget les dépenses correspondant au remboursement de leurs annuités de prêt en capital et intérêts.

Souscriptions sans frais auprès des comptables du Trésor (résoriers payeurs, receveurs, percepteurs) des Caisses d'Épargne et dans tous les bureaux de poste.

CAISSE D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
56, RUE DE LILLE-75007 PARIS.

Société lyonnaise immobilière pour l'industrie et le commerce

## SLIMINCO

L'assemblée générale ordinaire du 17 mai 1977 a approuvé les comptes de l'exercice 1976 qui font apparaître, après dotation de 37.578.900 F aux comptes d'amortissements et de provisions (dont 7.884.324 F au titre de l'amortissement de la totalité des frais d'acquisition exposés au cours de l'exercice), un bénéfice net de 46.518.524 F contre 39.886.579 F l'an passé, et décidé la distribution de 38.375.000 F, soit 11,50 F par action, correspondant à 85,01 % du bénéfice net distribuable. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 10 juin 1977, contre remise du coupon n° 8.

On notera que la distribution par action a plus que doublé depuis l'introduction en Bourse de SLIMINCO, en 1970.

L'activité de la société a été soutenue en 1976 malgré une conjoncture difficile, le montant des opérations locatives s'élevait au 31 décembre 1976 à 228 millions de francs représentant 78,9 % des fonds propres. La situation locative de ce patrimoine en propriété directe est dans l'ensemble satisfaisante. Cette assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. André Loye pour une nouvelle période de six années.

## SOCIÉTÉ DU LOUVRE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du Louvre s'est réunie le mardi 17 mai 1977 à l'hôtel Latécoère-Concorde, sous la présidence de M. Claude Trépo, avec pour scrutateurs MM. Robert de Saint-Simon et Raymond Meynard, représentant MM. Worms et Cie.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1976 qui font apparaître un bénéfice net comptable de 3.724.987 F contre 2.783.310 F pour l'exercice 1975.

L'assemblée générale a fixé pour 1976 le montant du dividende global, y compris l'impôt payé au Trésor (avoir fiscal) par titre, à savoir :

- Pour les actions de capital de 50 F, non amorties : 8,15 F contre 8,70 F.
- Pour les actions amorties de 20 F : 7,45 F contre 7,20 F.

A noter que ce dividende s'applique au nouveau capital augmenté de 10 % par distribution d'actions attribuées gratuitement par l'assemblée générale extraordinaire du 23 juin 1976.

Ce dividende sera mis en paiement le 18 juillet 1977 contre remise du coupon numéro 21.

## ING. C. OLIVETTI ET Cie

Société par actions au capital de 1.277.000.000 F entièrement versé  
Siège social : 1788A (Italie)  
Via Jervis 77

**Convocation de l'assemblée ordinaire**  
MM. les actionnaires sont informés que l'assemblée ordinaire convoquée pour le 23 mai 1977, à 9 heures et demie, au siège social, à 1788A, n'a pu débiter le nombre de titres requis. Cette assemblée est reportée au 30 mai 1977, mêmes heure et lieu. Le conseil d'administration.

## France Garantie

Situation au 31 mars 1977

Actif net F. 1.116.888.023

Répartition de l'actif :

- obligations classiques 93,84 %
- obligations indexées 1,75 %
- liquidités et autres éléments de l'actif 4,81 %

Nombre d'actions en circulation 5.529.390

Valeur liquidative : F. 201,99

Dividende net + Avoir : F. 16,83 mis en paiement le 21 mai 1977

REINVESTISSEMENT SANS FRAIS des dividendes 1976, en actions nouvelles jusqu'au 30 juin 1977



## UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF

BILAN AU 31/12/1976 (EN FRANCS FRANÇAIS)

	1975	1976
<b>ACTIF</b>		
Caisse, Instituts d'émission	1.250.004	11.380.46
Banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire	6.832.485.582	8.620.068.99
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées fermes	—	126.000.00
Crédits à la clientèle - Portefeuille	627.476.109	1.033.402.00
Crédits à la clientèle - Compte débiteurs	81.632.016	227.508.44
Comptes de régularisation et divers	348.845.479	483.232.18
Dépôts divers	4.723.289	6.537.38
Dépôts par acceptations	174.125.474	21.806.00
Titres de placement	28.114.239	78.708.44
Titres de filiales et participations	69.632.504	119.272.71
Immobilisations	30.000.000	4.739.38
Obligataires	—	—
<b>Total</b>	<b>8.198.484.706</b>	<b>10.732.515.85</b>
<b>PASSIF</b>		
Instituts d'émission, banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire	6.924.177.400	9.085.436.00
Comptes d'entreprises et divers	347.436.198	608.397.20
Comptes de particuliers	2.329.775	7.536.10
Comptes de régularisations, provisions et divers	428.804.211	581.146.17
Créditeurs divers	91.062.872	23.341.50
Acceptations à payer	174.125.474	21.806.00
Obligations convertibles en actions	100.000.000	100.000.00
Emprunt obligation	8.488.369	124.243.78
Réserves légales	12.080.407	10.627.50
Autres fonds de réserve	110.000.000	150.000.00
Capital	—	—
<b>Total</b>	<b>8.198.484.706</b>	<b>10.732.515.85</b>

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'Union de Banques Arabes et Françaises - UBAF - a eu lieu le 24 avril 1977 au siège social, à l'hôtel Latécoère-Concorde, à approuvé à l'unanimité le bilan et les comptes de l'exercice antérieur au 31/12/76. Elle a arrêté le résultat de l'exercice net de FF 21.291.574,00 contre FF 16.702.059 pour l'exercice précédent et a décidé de distribuer un dividende global de FF 11,53 par titre, soit 8,15 F pour les actions de capital de 50 F et 7,45 F pour les actions amorties de 20 F.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'article 23 des statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire a renouvelé le mandat de la Banque du Maroc représentée par Monsieur Ahmed BENNANI, de l'Algérie par Monsieur Moussaïd AL JUMA, de la Banque Extérieure d'Algérie par Monsieur Bouazza-BELGHOUA, et du Crédit Lyonnais représenté par Monsieur CIEPLASZEL. Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale a ratifié la nomination de M. Gérard Gervais au poste d'Administrateur devenu vacant par la démission de M. Maurice Schmitt.

## Session NON-STOP

Anglais - Allemand - Français

Semaines à temps complet - 5 personnes maximum - 8 niveaux différents - Cours à Paris, Cannes, Lille, Lyon, Marseille.

## Inter Langues

33, rue Raffet, 75016 Paris, Tél. : 525.62.20.

## VOIX ET EXPRESSION

parler avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'intonation, convaincre, décider.

Tous renseignements : O.E.S.D.E.L. de 14 h 30 à 18 h, 24, rue Henri-Barbusse - 75005 Paris - Téléphone : 325-18-10 - 325-18-42



Un conseil pour vos placements ?

Ayez recours à

## Merrill Lynch

Notre brochure « Comment Investir » vous précise qui doit envisager un placement en actions et en obligations, et répond aux diverses questions : pourquoi, quand, où et comment ?

Elle comprend des chapitres intitulés : comment établir vos objectifs d'investissements ; comment déterminer la qualité d'une action ou d'une obligation ; comment définir sa stratégie d'achat ou de vente.

MERRILL LYNCH vous l'enverra gratuitement. Vous n'avez qu'à remplir le coupon ci-dessous et à nous le retourner.

Envoyez ce coupon à Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith S.A.F., 98, avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

Nom : \_\_\_\_\_ (écrire lisiblement S.V.P.)

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ N° postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Téléphone privé : \_\_\_\_\_ Téléphone professionnel : \_\_\_\_\_

Les personnes déjà clientes de Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith Inc. sont priées d'indiquer le nom de leur conseiller financier et l'adresse de son bureau.

## EMPRUNT D'ETAT 1977

**8,80 %**  
TAUX ACTUEL BRUT

capital garanti sur l'unité de compte européenne  
CLOTURE SANS PREAVIS

## LES MARCHÉS

LONDRES

Table with multiple columns showing market data for various commodities and currencies, including prices and changes.

Table with multiple columns showing market data for various commodities and currencies, including prices and changes.



# LES MARCHÉS FINANCIERS

## EURO-ÉMISSIONS

### Vit succès de l'emprunt de la C.E.E.

On a pu constater dans les dernières semaines que le succès de l'emprunt de la C.E.E. n'est pas seulement un succès financier, mais aussi un succès politique. En effet, dans un moment où la confiance des investisseurs est ébranlée, le succès de cet emprunt démontre que les institutions européennes restent solides et attractives.

Le succès de cet emprunt est dû à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la confiance des investisseurs dans les institutions européennes. Ensuite, la qualité des garanties offertes. Enfin, le soutien des gouvernements nationaux.

Le succès de cet emprunt est une bonne nouvelle pour l'Europe. Il démontre que les institutions européennes restent solides et attractives. Il est un signe de confiance des investisseurs dans l'Europe.

## LONDRES

VALEURS	Cours	Précéd.
100 ans 1/2 %	28 1/4	28 1/4
100 ans 1 %	27 1/2	27 1/2
100 ans 3/4 %	26 3/4	26 3/4
100 ans 1/2 %	25 3/4	25 3/4
100 ans 1 %	24 3/4	24 3/4
100 ans 3/4 %	23 3/4	23 3/4
100 ans 1/2 %	22 3/4	22 3/4
100 ans 1 %	21 3/4	21 3/4
100 ans 3/4 %	20 3/4	20 3/4
100 ans 1/2 %	19 3/4	19 3/4

## B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales des sociétés cotées à la Bourse de Paris. Ce bulletin fournit des informations sur les opérations de capitalisation, les dividendes, les assemblées générales, etc.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**AGENCE HAVAS.** — Résultat hors plus-values pour 1976 : 24,1 millions de francs contre 23,1 millions de francs en 1975. Le dividende est de 2,50 F par action.

**S.A. FRANÇAISE DE REASSURANCE.** — Le dividende est de 2,50 F par action.

**SYNTHLABO.** — Le dividende est de 2,50 F par action.

**CHÉQUIER DE LA BOULLE.** — Le dividende est de 2,50 F par action.

**DASSAULT-BREQUET AVIATION.** — Le dividende est de 2,50 F par action.

## INDICES QUOTIDIENS

INDICES	Cours	Précéd.
Indice C.A.C. 100	100,0	100,0
Indice C.A.C. 200	200,0	200,0
Indice C.A.C. 300	300,0	300,0
Indice C.A.C. 400	400,0	400,0
Indice C.A.C. 500	500,0	500,0

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS	Précéd.
1 dollar (en yen)	277,40

## BOURSE DE PARIS - 20 MAI - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.
100 ans 1/2 %	28 1/4	28 1/4
100 ans 1 %	27 1/2	27 1/2
100 ans 3/4 %	26 3/4	26 3/4
100 ans 1/2 %	25 3/4	25 3/4
100 ans 1 %	24 3/4	24 3/4
100 ans 3/4 %	23 3/4	23 3/4
100 ans 1/2 %	22 3/4	22 3/4
100 ans 1 %	21 3/4	21 3/4
100 ans 3/4 %	20 3/4	20 3/4
100 ans 1/2 %	19 3/4	19 3/4

## VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.
100 ans 1/2 %	28 1/4	28 1/4
100 ans 1 %	27 1/2	27 1/2
100 ans 3/4 %	26 3/4	26 3/4
100 ans 1/2 %	25 3/4	25 3/4
100 ans 1 %	24 3/4	24 3/4
100 ans 3/4 %	23 3/4	23 3/4
100 ans 1/2 %	22 3/4	22 3/4
100 ans 1 %	21 3/4	21 3/4
100 ans 3/4 %	20 3/4	20 3/4
100 ans 1/2 %	19 3/4	19 3/4

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.
100 ans 1/2 %	28 1/4	28 1/4
100 ans 1 %	27 1/2	27 1/2
100 ans 3/4 %	26 3/4	26 3/4
100 ans 1/2 %	25 3/4	25 3/4
100 ans 1 %	24 3/4	24 3/4
100 ans 3/4 %	23 3/4	23 3/4
100 ans 1/2 %	22 3/4	22 3/4
100 ans 1 %	21 3/4	21 3/4
100 ans 3/4 %	20 3/4	20 3/4
100 ans 1/2 %	19 3/4	19 3/4

## COTE DES CHANGES

MONNAIES	Cours	Précéd.
1 dollar	277,40	277,40

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

OR	Cours	Précéd.
1 once	277,40	277,40



88



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. AFRIQUE

— L'Afrique « militante » et l'Occident ont amorcé un rapprochement à la conférence de Maputo.  
— La crise du Sahara occidental.  
— La conférence des ministres des affaires étrangères islamiques à Tripoli.

### 3-5. EUROPE

— Pays-Bas : la fête est finie (11), par Nicole Bornheim.

### 6. DIPLOMATIE

### 7. AMERIQUES

### 8-10. POLITIQUE

— M. Giscard d'Estaing met ses partisans dans l'embarras.  
— M. Chirac propose « la détente », l'entente et la coopération « des formations de la majorité ».

### 11. EN RE-DE-FRANCE

### 12. D'UNE REGION A L'AUTRE

### 13-14. EDUCATION

— La congrès de la Fédération Lagarde.  
— Les étudiants du CERES refusent de participer à la direction de l'UNEF.

### 14. RELIGION

— La confirmation de cent quarante enfants par Mgr LeFebvre.

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGES 15 ET 16

— Une menace sur la vie : le gaz carbonique s'accumule dans l'atmosphère, par Jean-Louis Lavalard.  
— Les chronomètres de l'A.D.N. autour d'un noyau de protéines, par Stanley Bren.

### 17. L'ACTUALITE MEDICALE

### 18 à 20. LA FORMATION PERMANENTE

### LE MONDE DE L'ECONOMIE

PAGES 21-22 ET 27-28

— Vire ensemble, par Jacques Delors.  
— La croissance grecque : un cas en Europe.  
— L'outil du client, par Michel Cicourel.  
— Les difficultés de la machine-outil.  
— Alstom-Atlantique abandonnera-t-elle la filière « française » des grosses turbines ?

### 23 à 26. LE PREMIER SALON INTERNATIONAL DE LA PUBLICITE

### 30. SPORTS

### 31. PRESSE

### 32-33. ARTS ET SPECTACLES

— Le trentième Festival de Cannes.

### 41. JUSTICE

### 42 à 44. LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

### LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (34)

Aujourd'hui (34) ; Carnet (41) ;

« Journal officiel » (34) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (34) ;

Bourse (34).

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 22-23 mai 1977 a été tiré à 514 394 exemplaires.

### VICTIME D'UN MALAISE

## M. Begin a été hospitalisé

Ses déclarations sur la Cisjordanie suscitent des inquiétudes

De notre correspondant

Jérusalem. — Le leader du Likoud, M. Menahem Begin, a dû être hospitalisé d'urgence, dans la nuit du 22 au 23 mai, dans un service de cardiologie, à la suite d'un malaise.

La nouvelle, diffusée dans la matinée du lundi 23 mai par la radio israélienne, a suscité une très vive émotion. M. Begin avait, eu effet, été victime d'un accident cardiaque assez sérieux il y a deux mois et n'a pu reprendre part qu'assez tardivement à la campagne électorale.

Dans l'entourage du leader nationaliste, on affirme qu'il n'a pas été victime d'une deuxième crise cardiaque et que c'est le surmenage de ces derniers jours qui est à l'origine de son malaise. On ne sait pas encore quand le président du Likoud reprendra son activité normale, mais dans son parti, on indique que les entretiens prévus pour mardi avec le parti Dashi, en vue de la constitution d'une majorité parlementaire, auront lieu, même si M. Begin est encore contraint au repos.

Le gouvernement nationaliste que les Israéliens se sont donné n'aura pas une naissance facile, à supposer que M. Begin surmonte tous les obstacles qui se dressent devant lui.

Par les propos qu'il répand à profusion et qui commencent à préoccuper même certains membres de son entourage — sur l'avenir de la Cisjordanie, le chef du Likoud est, en effet, parvenu à irriter les Américains, à déconcerter et à inquiéter ses compatriotes et même à plonger dans une certaine perplexité quelques-uns de ses amis. Bien peu d'Israéliens sont en mesure de dire où le futur chef du gouvernement puise l'assurance avec laquelle il se fait fort de convaincre le président Carter de son bon droit lorsqu'il parle d'une souveraineté « éternellement israélienne de la Méditerranée au Jourdain ».

Pour l'instant, le chef de la Maison Blanche s'en tient fermement, comme il l'a rappelé dimanche (nos informations par ailleurs), aux termes des résolutions 338 et 242 du Conseil de sécurité qui prévoient un règlement de paix fondé sur un repli des forces israéliennes dans les « trois secteurs » : Egypte, Syrie et Jordanie.

A première vue, le dialogue israélo-américain paraît s'engager dans des conditions plus que défavorables. Si M. Begin compte puiser son argumentation dans la Bible, dont il est, comme son futur interlocuteur de Washington,

un fervent lecteur, des humoristes le mettent en garde contre le fait qu'il y a « deux testaments » et que M. Carter n'est peut-être pas un adepte du « bon ».

Dimanche 22 mai, le chef du Likoud a eu un premier contact avec l'administration américaine en la personne du nouvel ambassadeur, M. Sam Lewis. La conversation, qui a duré deux heures, a été très cordiale, et les deux hommes ont échangé de chaleureuses accolades. En sera-t-il de même sur le terrain de la Maison Blanche, lorsque M. Begin ira, s'il parvient à former sa majorité, s'entretenir avec le président Carter ? Cela paraît tout à fait impossible, indique notamment M. Moshe Dayan, chef des services diplomatiques.

Selon son analyse, les Américains pourraient considérer que seul un gouvernement de « faucons » pourrait faire accepter aux Israéliens des concessions substantielles. Washington pourrait revenir à la politique des réajustements partiels, sinon à celle des petits pas de M. Henri Kissinger, qui permettrait de contourner les obstacles les plus difficiles. Ainsi serait écarté, pour l'instant, le dossier de la Jordanie et ne seraient examinés que ceux du Sinaï et du Golan.

### ANDRE SCENAMA.

Le quotidien indépendant Haaretz avait critiqué sévèrement, dimanche 22 mai, M. Menahem Begin en l'incitant à s'abstenir de toute déclaration sur la Cisjordanie.

« Si M. Begin persiste dans sa ligne de conduite militante », ajoute Haaretz, « il sera la confirmation pour nos amis à l'étranger et pour le monde entier que le Likoud est un parti qui ne cherche qu'à déclencher la guerre ».

### CATASTROPHE EN SIBIRIE

Moscou (A.F.P.). — Après la rupture d'une digue, les eaux de la rivière Tom, affluent du Volga, ont débordé en une vague de 5 m de haut sur des villes et villages du Kazakhstan, une des grandes régions industrielles de Sibirie. La catastrophe s'est produite dans la nuit du 9 au 10 mai.

De grandes villes comme Medjouromsk, Novokouznetsk et Kemerovo ont été gravement touchées.

### Aux Pays-Bas

## Des extrémistes moluques s'emparent d'un train et d'une école

Ils détiennent une centaine de personnes

Des extrémistes originaires des Moluques du Sud se sont emparés lundi matin 23 mai d'un train et d'une école dans le nord des Pays-Bas. Ils détiennent en tout plus de cent personnes en otages.

Membres d'une communauté forte de quarante mille personnes, les extrémistes, armés de mitrailleuses, ont arrêté un train qui se rendait de Rotterdam à Groningue et ont fait prisonniers les voyageurs. Quelques minutes plus tard, la police de la petite ville de Smilde, au sud-ouest d'Assen,

a fait savoir qu'un autre groupe de Moluques armés a fait irruption dans une école primaire et a pris les enfants et leurs éducateurs en otages.

Il semble qu'il s'agisse, quarante-huit heures avant les élections législatives, d'une double opération, calquée sur celle réalisée en décembre 1975 par d'autres extrémistes moluques, qui s'étaient emparés d'un train à Beilen et avaient occupé le consulat d'Indonésie à Amsterdam.

[Le 2 décembre 1975, six jeunes gens appartenant à des familles originaires des Moluques du Sud avaient arrêté le train Groningue-Zwolle près de Beilen, dans la province de Drenthe, et avaient paré vingt-quatre passagers en otage pendant quatre jours. Trois otages avaient été tués, un quatrième otage avait été grièvement blessé. Quarante-huit heures plus tard, un autre groupe moluque avait attaqué le consulat d'Indonésie à Amsterdam et y avait vingt-cinq personnes en otage. Ce second commando ne devait se rendre que le 19 décembre.]

### EN RAISON DE SON SUCCÈS

## L'emprunt d'État est porté de 6 à 8 milliards de francs

Un communiqué du ministère de l'économie et des finances a fait connaître, lundi 23 mai dans la matinée, qu'en raison de l'affluence du public aux guichets, le gouvernement avait décidé de porter de 6 milliards de francs à 8 milliards le montant de l'emprunt d'État lancé officiellement le même jour.

Comme nous l'avons précédemment indiqué (« Le Monde » daté 22-23 mai), une telle décision était attendue : bien avant la date officielle de lancement, l'emprunt d'État était souscrit et même largement souscrit en raison du très vif intérêt suscité dans le public par les avantages dont il est assorti. L'objectif d'un abaissement fiscal supplémentaire de 1 000 francs sur le coupon de 8,50 % s'ajoutant à l'abattement réglementaire de 3 000 F pour les obligations a été bien accueilli.

La formule de garantie de change, avec indexation sur l'indice de compte européen, semble avoir exercé un attrait encore plus vif sur les épargnants. A leurs yeux, cette indexation sur un instrument monétaire avec lequel toutes les banques de 16 des monnaies fortes comme le deutschemark, le florin et le franc belge, apparaissent comme une protection contre une dépréciation du franc en cas de remous politiques et économiques.

Les établissements de crédit avaient déjà fait part aux pouvoirs publics de cet engouement du public, au point qu'il leur a été demandé de ne pas dévier les petits souscripteurs. Dans ces conditions, et compte tenu d'un déficit de 11 milliards de francs à combler dans le budget de 1977, il était difficile au gouvernement de résister à l'envie

### Hostile au retrait des unités terrestres

## LE CHEF D'ETAT-MAJOR DES FORCES AMERICAINES EN CORÉE EST RELEVÉ DE SON COMMANDEMENT

Pour avoir publiquement critiqué l'intention du président Carter de procéder à un retrait des unités terrestres américaines stationnées en Corée du Sud, le chef d'état-major des forces, le général John LeMay, a été relevé de son commandement le samedi 21 mai.

Dans une interview au Washington Post, le général LeMay avait déclaré : « Si nous retirons nos forces terrestres selon le calendrier proposé, cela conduira à la guerre ».

Selon le secrétaire à la défense, les déclarations publiques du général LeMay sont incompatibles avec la politique de sécurité nationale telle qu'elle a été définie et menée dans l'impossibilité d'assurer la responsabilité de ces actions actuelles en Corée.

Cette affaire survient alors que s'ouvre mardi 24 mai, à Gênes, les négociations américano-coréennes sur le projet de progressif des forces américaines en Corée du Sud. Selon les pressions du président Carter, les États-Unis retireraient leurs forces terrestres dans un délai de quatre à cinq semaines et leurs unités navales, forces terrestres américaines en Corée du Sud s'élevaient à 12 000 hommes, celles de la mer de l'air à sept mille.

La mesure prise à l'encontre du général LeMay est comparée à celle qui avait frappé le général MacArthur en 1951, lorsqu'il avait publiquement opposé au président Truman, en réclamant une utilisation de l'arme atomique contre la Chine, la politique de la Chine. — (A.F.P.)

« L'ETA a revendiqué, lundi 22 mai, dans un appel à la libération de radio de Saint-Sébastien, l'enlèvement, vendredi, de l'industriel de Bilbao, M. Javier Ybarra. — (A.F.P.)

« Une fusillade a fait trois tués, dans la nuit du 22 au 23 mai, avenue Ferdinand-Barrès (8<sup>e</sup> arrondissement) : un tué, un blessé dans les rangs d'une brigade antiracket de la Gendarmerie (Sainte-Beuve), et un blessé grave parmi les malfaiteurs gardiens de la paix. M. Alain digne, âgé de trente-deux ans, atteint de deux balles dans le torse, a été tué, alors qu'il était en train d'interroger avec son collègue M. Maurice Kirm, trente-deux ans, les deux voleurs d'un coffre-fort dans les Hauts-de-Seine. M. Kirm a été blessé d'une balle à l'épaule. L'un des deux malfaiteurs, M. Jean-Pierre Dégé, âgé de trente-six ans, a été en cours de cette fusillade deux gardiens motocyclistes complices n'avaient toujours pas été retrouvés en fin de matinée.

### DECORATION

### TISSUS D'AMEUBLEMENT IMPRIMES

Toiles de lin, de coton. Satins et chinés imprimés. Motifs de style, floraux, cachemires, géométriques, contemporains, etc. Importations directes de tissus américains, anglais, suédois et italiens, une multitude de dessins et de coloris originaux.

les prix : de 12<sup>fr</sup> à 87<sup>fr</sup> le mètre (tous nos tissus sont en stock).

### RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

### ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT

GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

admission sur titre pour les bacheliers

admission sur examen pour les non bacheliers

### EXAMEN D'ENTRÉE

SESSIONS

2 juin 29 juin

11 juillet et 12 septembre

139, rue de Clignancourt, 75018 PARIS

252.27.27 Documentation gratuite sur demande

## COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 PARIS

Renseignements : Tél. : 380-53-00 et 754-26-05

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Externat - Demi-Pension

les boutiques les robes et les ensembles

**Griffsolde**

Griffsolde dégriffe les grands du prêt à porter

BOUTIQUES POUR ELLE

1, rue de la plaine/nation

2, rue du Renard/hôtel-de-ville

3, rue de l'agony/nation

BOUTIQUES POUR LUI

3, rue de la plaine/nation

3, bd montmartre/montmartre

ouvert le lundi après-midi

**PIAGET**

**J. BERNARD**

6, rue du Faubourg St-Honoré

PARIS 8<sup>e</sup>

**jsf**

plus loin... moins cher

CIRCUITS ET SEJOURS

TUNISIE Hammamet 6 j. 7.120 F

GRÈCE 9 jours 2 sem. 1.420 F

TURQUIE 2 sem. 1.820 F

MAROC 19 j. 2.320 F

EGYPTE 2 sem. 2.380 F

CHROSIENES à partir de 300 F

VOLS SPECIAUX

TUNIS 780 F - ATHINES 780 F

DANGER 550 F - ISTANBUL 570 F

DIJON 900 F - NEW YORK 1.350 F

BOMBAY 2.050 F - LIMA 2.700 F

Nouvelle brochure gratuite de 100 pages

jeunes sans frontière

75002 PARIS, 8 rue de la Banque, 201.63.21+

ORLÈANS, 18 rue du Dr Masson, 44.08.53

LILLE, 42 rue de Paris, 54.08.00

LYON, 5 place Ampère, 42.63.37

NANCY, 106 rue de Strasbourg, 24.28.42

et dans les Agences MONDOPOL-LES COCOT.

A B C D E F G

Economisez votre argent

**NICOLL**

Collection nouvelle Printemps Eté

costumes

Prêt à porter et mesure industrielle

**NICOLL**

La tradition anglaise du vêtement masculin

29 rue Tronchet, Paris 8<sup>e</sup>